

PIERRE NORA

LES FRANÇAIS D'ALGÉRIE

Édition revue et augmentée

Avec un document inédit de Jacques Derrida

« Mon cher Nora... »



PIERRE NORA

LES FRANÇAIS D'ALGÉRIE

Cet essai a paru en mars 1961, au moment le plus dramatique et incertain de la guerre d'Algérie : au lendemain du référendum sur l'autodétermination, qui ouvrait la voie à une négociation sur l'indépendance, et à la veille de l'insurrection du « quarteron de généraux » décidé à tout pour conserver l'Algérie française. Retour d'Algérie, où j'avais été professeur à Oran, j'avais écrit à la hâte ce petit livre, qui analysait en historien et en citoyen engagé la responsabilité des pieds-noirs dans cet engrenage tragique. Ma sévérité de jugement à l'égard d'Albert Camus et de Germaine Tillion, icônes du progressisme libéral, fit en particulier scandale.

Une réaction inattendue me vint de Jacques Derrida, dont j'avais été le condisciple en khâgne et qui était resté un ami. Dans une lettre d'une cinquantaine de pages, celui-ci prenait appui sur mon livre pour se mettre à jour, pour l'unique fois de sa vie, avec son Algérie natale. Le cinquantenaire de l'indépendance était l'occasion d'en proposer une nouvelle édition. Augmentée d'une préface, de cet important inédit et d'un dossier critique, celle-ci contribuera, je l'espère, à éclairer ce moment douloureux qui reste parmi les plus importants de l'histoire contemporaine de la France.

Pierre Nora

PIERRE NORA

LES FRANÇAIS
D'ALGÉRIE

*Édition revue et augmentée, précédée de
« Cinquante ans après » et suivie
d'un document inédit de Jacques Derrida,
« Mon cher Nora... »*

www.christianbourgois-editeur.com

CHRISTIAN BOURGOIS ÉDITEUR ◇

*En mémoire de
Christian Bourgois*

Table des matières

[NOTE SUR LA PRÉSENTE ÉDITION](#)

[PRÉFACE](#)

[Cinquante ans après](#)

[I - LES FRANÇAIS D'ALGÉRIE](#)

[Introduction - Par Charles-André Julien](#)

[AVERTISSEMENT AU LECTEUR](#)

[CHAPITRE I - « Ici la France »](#)

[CHAPITRE II - Le blocus](#)

[CHAPITRE III - Une société sans unité](#)

[CHAPITRE IV - Les rapports individuels](#)

[CHAPITRE V - Les libéraux](#)

[CHAPITRE VI - Un New Deal pour l'Algérie](#)

[II - « MON CHER NORA... »](#)

[Lettre de Jacques Derrida](#)

[III - DOSSIER CRITIQUE](#)

[Albert-Paul Lentin, France Observateur, 13 avril 1961](#)

[Jean Lacouture, Le Monde, 29 avril 1961](#)

[Germaine Tillion, L'Express, 18 mai 1961](#)

[IV - ANNEXES](#)

[Sigles](#)

[Index](#)

[Copyright](#)

NOTE SUR LA PRÉSENTE ÉDITION

Cet essai a paru en mars 1961, au moment le plus dramatique et incertain de la guerre d'Algérie.

Le cinquantenaire de l'indépendance est l'occasion de lui redonner son actualité en le republiant tel quel, avec l'introduction de Charles-André Julien et l'« avertissement au lecteur » qui en justifiait la publication.

J'y ajoute une longue lettre de Jacques Derrida, les principales critiques du moment parues dans la presse, ainsi qu'un index biographique et une table des sigles destinés à replacer dans leur contexte personnages et événements. Une préface retrace l'histoire de ce livre et jette sur lui un regard rétrospectif.

Je remercie Olivier Salvatori qui a contribué à enrichir cette réédition et a veillé scrupuleusement sur sa réalisation.

P. N.

PRÉFACE

Cinquante ans après

Par Pierre Nora

Cet essai est né d'un article – mon premier – écrit au retour d'un séjour de deux ans en Algérie, où j'avais été affecté, de 1958 à 1960, après l'agrégation d'histoire, au lycée Lamoricière d'Oran. Il avait paru dans *France Observateur* sous le titre « J'étais professeur en Algérie ¹ », le 27 octobre 1960, jour de la première grande manifestation de l'Unef (Union nationale des étudiants de France) contre la guerre, qui s'était heurtée, à la Mutualité, à de violentes charges de police. J'y étais, et Jean-François Revel, un de mes plus proches amis, m'y avait accompagné ; nous y avons rencontré Christian Bourgois, qui avait commencé à publier ce dernier chez Julliard, et nous nous étions tous trois repliés, le soir, chez Françoise Cachin, boulevard Saint-Michel. Bourgois venait d'entrer chez René Julliard, et c'est lui qui, pour avoir apprécié le texte qu'il avait découvert le matin, m'a poussé à le développer : « On sent que vous avez beaucoup plus à dire. » Revel s'était emballé. Ayant lui-même assisté en Algérie, en 1948, aux élections truquées par les colons et le gouverneur général Naegelen, il proposa, pour m'encourager, que nous écrivions un livre à deux voix : 1948-1958, l'Algérie à dix ans d'intervalle. « Mais faites vite, nous dit Bourgois, la guerre peut se terminer. » Je rentrais aussitôt à la fondation Thiers – où je venais d'être nommé pensionnaire pour y travailler, en principe, à une thèse sur le parti colonial français avant 1914 – et rédigeai d'un trait, pour l'envoyer à Revel, le premier chapitre, intitulé « Ici la France ». Il donnait la note de ce mélange d'expérience vécue et d'analyse historique en se concentrant sur les ambiguïtés de ce supernationalisme illusoire et flamboyant, sur cette installation inconsciente dans une situation qu'il fallait toujours maintenir et consolider et qui tenait à la fois d'une indéniable appartenance nationale protectrice et d'une domination coloniale inavouée. La France, mais une drôle de France, confortée à l'époque par l'omniprésence d'une armée composée du contingent, mais encadrée par des officiers de retour d'Indochine et tout imprégnée des théories fumeuses de la guerre révolutionnaire.

Avec sa fougue naturelle et sa générosité intellectuelle, Jean-François m'encouragea vivement à continuer seul : « Je te préviens, me dit-il, un livre, c'est une disposition d'esprit. Reste ferme. Ne fais aucune concession. » C'était un avertissement de polémiste, mais il croisait une recommandation que je m'étais déjà faite et que je me suis souvent répétée par la suite comme historien du contemporain, qui travaille sur le vivant.

Ce parti pris de rigueur et de distance avait deux conséquences pour l'analyse historique de la situation. La première était de se refuser au sentimentalisme compassionnel qui nous avait valu, au nom de la solidarité inconditionnelle avec « nos compatriotes d'Algérie », l'enlisement dans le *statu quo* et le piétinement politique. Depuis la reculade de Guy Mollet devant les tomates des Français d'Algérie, le 6 février 1956, alors qu'il était le président du Conseil d'un Front républicain élu pour négocier une paix en Algérie, jusqu'aux successifs gouverneurs généraux de gauche, Soustelle, Lacoste, dépêchés à Alger

avec les meilleures intentions et qui, une fois sur place et devant la violence du conflit et les horreurs commises par les fellaga, s'étaient convertis à la défense prioritaire de nos compatriotes menacés.

La seconde conséquence, beaucoup plus importante, consistait à aller jusqu'à porter le fer dans la plaie de ceux que l'on appelait « les libéraux », partisans d'une solution progressiste, dont on ne savait pas très bien si elle consistait à inclure davantage les musulmans dans le système démocratique français ou à leur octroyer une forme d'autonomie qui préserverait une présence française. Ils avaient pour eux le courage et la générosité ; mais leur réalisme datait d'hier. Leur heure était passée, elle n'était plus à l'octroi d'une forme d'émancipation après que le niveau de vie eut monté, mais à l'indépendance politique *hic et nunc*. Ce point de vue supposait en particulier une analyse sévère des thèses de Germaine Tillion, personnalité d'un immense prestige et véritable icône de ce libéralisme. Souligner, comme j'entrepris de le faire, le flottement d'une bonne volonté en porte-à-faux relevait du sacrilège. Et de n'être pas polémique, la démonstration ne devait paraître que plus cruelle.

Sur ces bases, les chapitres du livre s'enchaînaient tout seuls : histoire (« Le blocus »), sociologie (« Une société sans unité »), psychologie (« Les relations individuelles »). C'est au dernier chapitre, conclusif, que m'attendait un choix difficile.

On vivait à l'époque, en effet, sur l'idée qu'il fallait à tout prix garantir la sécurité et l'avenir de nos compatriotes. Par principe d'abord, et parce que le retour massif de près d'un million de personnes, amères, violentes et frustrées, signifierait, en France, pour peu que l'armée s'en mêle, le fascisme, en plus de la crise économique. Or la droite ligne de ma démonstration menait à une conclusion radicalement inverse : ils reviendraient tous, et il ne se passerait rien. Si responsables que fussent les Français d'Algérie de l'impasse historique et du blocage de la situation, une fois sortis de cette situation, ils deviendraient des Français comme les autres. C'était cette situation qui les avait faits ce qu'ils étaient. C'était elle qu'il fallait décrire, elle dont il fallait les sortir. Tous les Français de France se seraient conduits de la même façon à leur place. Et je terminais le dernier chapitre par cette phrase, qui les exonérait de cette responsabilité historique que tout mon livre paraissait leur infliger : « Car nous sommes tous des Français d'Algérie. »

Inconfiant en moi-même, j'avais voulu soumettre mon manuscrit au plus grand connaisseur des affaires algériennes, à l'homme qui, à gauche et proche de Camus, nous en imposait comme la plus haute conscience. Je ne me rendais pas compte que, par son sujet, son traitement, son style, cet essai ne pouvait, en profondeur, que déplaire à Jean Daniel. Il eut la gentillesse de le lire et la générosité de me donner franchement son sentiment. Il en appréciait la facture. Mais on était, en ces premières semaines de mars 1961, à la veille de l'ouverture des négociations d'Évian avec le Gouvernement provisoire de la République algérienne (GPRA). On le sait, elles n'ont pas abouti. Mais les informations personnelles dont disposait le grand reporter à *L'Express* qu'il était alors lui donnaient un espoir très sérieux de succès rapide. Selon lui, mon livre risquait d'arriver après la bataille. Et si la négociation traînait en longueur et n'aboutissait pas, j'aurais l'air de tirer sur une ambulance. C'était à moi de choisir, mais, en tout état de cause, il lui paraissait irresponsable de conclure comme je le faisais. Quel parti les négociateurs algériens ne pourraient-ils en tirer devant leurs homologues chargés d'obtenir des garanties de survie au million de Français s'ils pouvaient arguer que, même en France, il y avait des voix pour conseiller de leur retirer le tapis sous les pieds ? C'était une forme de légèreté impardonnable et peut-être même une trahison morale.

Jean Daniel avait raison, sa réaction m'ébranla. Incapable cependant de renoncer à publier ce qui était mon premier livre, et un acte que je considérais pour ma part comme un devoir civique, je transformai rapidement le dernier chapitre (dont je n'ai malheureusement pas conservé l'original) pour y introduire un propos plus mou, qui en changeait le sens. Sous le titre « Un New Deal pour l'Algérie », il se contentait prudemment de prédire qu'un tiers des Français reviendrait, un tiers resterait, et un tiers déciderait en fonction des négociations.

Je cherchais également, par l'intermédiaire d'un ami, à solliciter de Charles-André Julien une courte préface afin de me couvrir de son autorité universitaire. Réputé pour son progressisme et son engagement en faveur de l'émancipation des colonies, l'ancien président d'un Haut Comité méditerranéen chargé par Léon Blum, au temps du Front populaire, de trouver une solution aux problèmes de l'Afrique du Nord, venait d'être élu en Sorbonne à la chaire d'histoire de la colonisation. En deux jours et deux nuits, il troussa d'une plume chaleureuse et emportée une introduction de trente pages, dont je lui suis aujourd'hui encore, vingt ans après sa mort, affectueusement reconnaissant. Je fis en outre précéder l'ouvrage d'un « Avertissement » de circonstance. Il n'empêcha pas Raymond Aron, après lecture, en me serrant la main, de corriger ma copie : « 18 sur 20 pour l'écrivain, zéro pour le citoyen ! » C'était, d'une phrase lapidaire de grand professeur, exprimer ce qui fut l'accueil général fait à cet essai. Il n'empêche, cette fin de livre édulcorée, cette concession finale que je m'étais juré, comme à Revel, de ne pas faire, c'est mon seul et grand regret.



À peine un mois après la parution de ce petit livre, qui avait soulevé bien des réactions ², je reçus avec surprise une volumineuse missive de mon ancien camarade de khâgne à Louis-le-Grand, Jacques Derrida. Nous étions alors assis côte à côte. Lui, sanglé dans la blouse grise des internes, concentré sur lui-même, plutôt triste et intense, quoique chaleureux ; moi, Parisien déjà déluré. Lui, toujours premier en philo ; moi, parfois second. Rapprochés sans doute par une sympathie d'Ashkénaze émancipé et de Séfarade affranchi, dont nous n'étions nullement conscients à l'époque ³. Nous étions tout de même restés assez proches pour que, d'Oran, je sois allé à Alger passer une grande journée avec lui, déambulant dans les lieux historiques, du Forum à Bab el-Oued, la Médina étant à l'époque pratiquement fermée aux Européens. Cinquante pages manuscrites, donc, agrémentées de notes, inserts, ajouts et repentirs, qui apparentent le manuscrit aux « paperoles » de Marcel Proust et témoignent du soin que « Jackie » – c'est ainsi que nous l'appelions – avait mis à les écrire ⁴.

Lettre généreuse et douloureuse, passionnante et passionnée. Il faut en rappeler la date, le 27 avril 1961, et les circonstances. Trois semaines plus tôt avaient débuté les négociations destinées à ouvrir la voie de l'indépendance de l'Algérie. Dans la nuit du 21 au 22 avril, le fameux « quarteron de généraux en retraite » (Challe, Jouhaud, Zeller et Salan) avait tenté de soulever les militaires et les pieds-noirs pour maintenir l'Algérie à l'intérieur de la République française. Le lendemain, le général de Gaulle, dans un discours resté célèbre, les avait dénoncés, ordonnant, en grande tenue militaire, que « tous les moyens soient employés pour leur barrer la route ». C'est en ces jours sans doute les plus intensément dramatiques de la guerre, où tout bascule ou va peut-être basculer, dans cette atmosphère survoltée de guerre civile, légèrement irréaliste, que m'est arrivée, à la fondation Thiers, cette longue et magnifique missive.

Mon livre avait donc cristallisé chez Derrida le besoin de se mettre à jour avec son Algérie natale, avec la guerre, avec lui-même. J'en suis encore fier aujourd'hui. À l'époque, il était assistant à la Sorbonne, n'avait publié que quelques articles dans *Critique* et travaillait à son introduction à *L'Origine de la géométrie*, de Husserl, à laquelle je devais lui avouer quelques mois plus tard que je ne comprenais pratiquement rien. Il est clair que mon livre l'avait d'autant plus blessé et touché, qu'il avait reconnu une part de lui-même dans le portrait des Français d'Algérie qui ne se reconnaissaient pas dans celui que j'en faisais. D'où ce mélange d'accord et de désaccord, d'approbation de l'intelligence et de recul affectif. Un texte à mes yeux superbe et extraordinairement embarrassé, dans le fond comme dans la forme. Un fond qui s'enracine dans le malaise. Une forme à la Derrida, qui veut épouser dans tous ses méandres et ses subtilités la complexité d'une situation que j'avais, précisément, voulu trancher.

Bien conscient de l'importance de ce texte appelé à rester unique dans sa production, je proposai à son auteur de me charger de sa publication en revue, *Esprit* ou *Les Temps modernes*. Il s'y refusa énergiquement ⁵, comme il s'était refusé à toute prise de position publique pendant la durée d'un conflit sur lequel il n'est jamais revenu. Je la reproduis donc ici ⁶ avec le sentiment que la publication de ce document, dans son intégralité, justifie à elle seule, cinquante ans après, la republication de mon livre. Christian Bourgois, demeuré toujours un ami proche, l'avait souhaité, quelques semaines avant sa mort. Sa femme, Dominique, m'a offert, par fidélité, de réaliser son projet. Qu'elle en soit chaleureusement remerciée.



Le trait qui avait d'abord frappé dans ce livre, séduit et à la fois choqué, contribué en tout cas à le sortir du flot des ouvrages de toute nature sur l'Algérie, c'était la distance critique, le regard froid, l'écriture au scalpel, une ironie parfois légèrement agressive. Et, derrière le ton, le reproche que pointe Derrida : celui d'avoir circonscrit une population que seules les circonstances avaient réunie en terre algérienne et de l'avoir décrite comme figée dans son essence éternelle, pour mieux la désigner comme responsable d'un engrenage tragique où tout le monde, la métropole et l'armée, avait sa part. D'avoir, de surcroît, peu distingué les « manitous » de la politique et les gros colons du petit peuple, dont je parlais sans aménité, laissant parfois même échapper une moquerie d'une joyeuse férocité sur la vulgarité populaire et méditerranéenne, en bourgeois parisien bien à l'abri, du bon côté de la barrière.

Le titre même, *Les Français d'Algérie*, paraissait contribuer à cette stigmatisation insultante, presque raciste. Il ne paraît aujourd'hui que platement descriptif. C'était autre chose à une époque où l'on ne parlait que de « nos compatriotes » ou des « Européens d'Algérie ». Quand elle était utilisée, l'expression n'était qu'indicative ; en tout cas neutre. Employée comme un titre, elle devenait polémique et presque accusatrice. J'avais repris le procédé à Jules Roy, qui, quelques mois auparavant, sous la même couverture blanche au liseré vert, avait écrit *La Guerre d'Algérie* quand on ne parlait encore que des « événements d'Algérie ⁷ ».

Cette distance critique et cette apparente indifférence du cœur étaient précisément ce dont je m'étais promis de ne pas me départir, comme la condition première de l'entreprise. Un système colonial simple avait été maintes fois décrit. Mais un système colonial qui vivait de sa dénégation et de sa légitime prétention nationale était beaucoup plus rare, plus intéressant à rendre, plus subtil à débusquer. Comment ce système avait enfermé un million de Français dans une forme d'immobilisme historique suicidaire au regard de la dynamique arabo-musulmane, dans un rapport de maître-esclave, de haine-amour, d'attachement passionnel à la fois à une métropole où beaucoup n'étaient jamais allés, et à cette Algérie natale de leur enfance et de leurs pères : c'est ce complexe, jamais décrit comme tel, que je voulais saisir dans son enkystement mental, à l'heure où il mettait la France au bord du gouffre et au ban des nations. Une situation coloniale de ce type ne pouvait se convertir pacifiquement en indépendance nationale.

Ce moment convulsif où l'on était alors arrivé explique la véhémence du ton et le tranchant de l'analyse. Entre l'annonce de l'autodétermination par le général de Gaulle, en septembre 1959, le manifeste des 121 sur le droit à l'insoumission, en septembre 1960, et le procès des émeutiers de la semaine des barricades, les positions s'étaient durcies. Le référendum du 8 janvier 1961 (« Êtes-vous pour l'autodétermination ? ») avait paru trancher la question, avec 75 % d'approbation en métropole et une opposition massive des « Européens d'Algérie ». L'Organisation armée secrète (OAS) n'avait pas encore d'existence publique – mon livre n'en prononce pas le nom –, mais le contenu en était là depuis des mois. En juin 1960 s'était créé un Front Algérie française : « Nous jurons de vivre et de mourir toujours sur la terre d'Algérie à jamais française. » L'heure n'était plus aux atermoiements, aux

attendrissements, aux non-dits, aux faux-fuyants, aux demi-mesures. Le seul moyen d'en sortir exigeait – les ultras avaient parfaitement raison de s'en indigner – de passer outre l'indivisibilité de la République où se réfugiait en fait le système colonial ; de violer un serment patriotique et national, et de piétiner la dignité des citoyens ; d'insulter l'honneur des soldats et de compromettre ce qui était à leurs yeux le salut de la nation et des nationaux. Pour beaucoup, il s'agissait d'arguments désintéressés, mais plus ils étaient purs, plus ils représentaient l'ultime caution de l'impossible maintien d'un système historiquement dépassé. On ne pouvait plus se contenter de faire l'histoire des « occasions manquées ». Il fallait expliquer pourquoi elles avaient toujours été manquées et ne pouvaient pas ne pas l'être. Il fallait trancher dans le vif, casser le système, et affirmer qu'il était de la responsabilité de la métropole, et d'elle seule, d'imposer l'indépendance politique de l'Algérie.

En songeant à la façon tragique dont s'est terminée l'affaire algérienne, à la crapulerie meurtrière où s'est enfoncée l'OAS au nom des principes les plus respectables, à l'abandon honteux et au massacre des harkis, dont ne s'est pas encore remise la conscience française, à la débandade panique et à l'insertion difficile en France de plusieurs centaines de milliers de déracinés d'Algérie, je ne peux pas regretter cette réaction de colère froide et cette sévérité de jugement.

La dénonciation du libéralisme était dans la droite ligne de cette logique. C'est elle qui a fait la vraie originalité du livre et lui a donné son tranchant. Elle aurait pu passer sans la mise en cause personnelle de deux de ses figures de proue, Germaine Tillion et Albert Camus, qui, elle, a fait carrément scandale. Camus passe encore, contrairement à ce que l'on pourrait croire aujourd'hui, où il est au pinacle. À l'époque, il avait perdu beaucoup de son prestige auprès de la jeunesse intellectuelle de gauche depuis sa polémique avec Sartre à la parution de *L'Homme révolté*, et son évolution récente, après le prix Nobel, vers un ultracisme inavoué ou résigné l'avait fait chuter de son piédestal. L'absolution que me donne Albert-Paul Lentin dans son compte-rendu de *France Observateur* (voir « Dossier critique ») ou l'approbation enthousiaste que m'apporte Derrida sur mon interprétation de *L'Étranger* comme un roman algérien dont la dernière scène – le coup de revolver de Meursault sur un Arabe anonyme – s'offre comme la réalisation fantasmatique d'un désir inconscient des Français d'Algérie sont là pour le prouver. Il n'empêche. Camus était mort brutalement l'année précédente et restait bien le grand Camus, et il y avait de l'indécence à l'attaquer sans qu'il puisse répondre. Je me rappelle encore la gifle que sa belle-sœur a retenu sa femme de me flanquer, en me rencontrant chez Lipp. Mais Germaine Tillion ! Elle jouissait, au contraire, d'une réputation immaculée. Résistante de 1940, déportée à Ravensbrück, sociologue du nazisme, interlocutrice des combattants algériens, ennemie déclarée de la torture, avocate de l'émancipation de la femme méditerranéenne, elle avait, des horreurs du système concentrationnaire aux vices du système colonial, mérité la panoplie complète des titres à la sainteté contemporaine. Il fallait l'inconscience de la jeunesse ou un culot de sacripant pour s'en prendre à elle. Je reste plein d'admiration et de reconnaissance pour la bienveillance avec laquelle elle a reçu mon poulet et la réponse, somme toute largement approbative, qu'elle m'a faite dans *L'Express* et que je suis heureux de reproduire ici.



Il est presque impossible aujourd'hui, pour qui n'a pas vécu ces sept interminables années, de comprendre l'intensité des passions investies dans l'affaire algérienne. Un demi-siècle plus tard, l'indépendance paraît un acquis naturel, une évidence historique à laquelle seuls s'opposaient quelques gros colons récalcitrants et une poignée de militaires prêts à tout pour conserver leur conquête.

C'est d'abord ne pas tenir compte, au niveau local, des trois dimensions capitales du conflit : les rapports avec le monde arabe et avec l'islam, dont l'Algérie, bien plus que la Tunisie ou le Maroc,

constituait le point de contact et l'entremêlement intime ; les rapports avec la métropole, dont l'Algérie représentait à la fois trois départements et le dernier morceau de ce qui avait été l'Empire, la dernière figure, donc, d'une projection mondiale de la France ; les rapports enfin avec une armée dont on a maintenant oublié le poids traditionnel, l'omniprésence, le modèle social – une armée où se côtoyaient la jeunesse mobilisée du contingent et un encadrement colonial professionnel qui avait trouvé sur ce théâtre d'opérations le dernier combat à sa mesure, un combat qu'elle avait gagné sur le terrain au moment où la politique, où Paris, où un général félon la contraignaient à lâcher prise et à renier ses engagements à l'égard du peuple algérien ; une armée qui se considérait comme la dépositaire des traditions les plus sacrées de la nation.

C'est ensuite ne pas mesurer la multiplicité des enjeux politiques et nationaux. On ne peut comparer leur importance qu'à l'affaire Dreyfus, à la défaire de 1940 ou à la Résistance. En plus inextricable et compliqué. L'affaire Dreyfus, en effet, permit en définitive l'affermissement du régime et l'établissement sans retour de la République, alors que la guerre d'Algérie a provoqué l'effondrement de la République et, à travers une forme à peine déguisée de coup d'État, l'avènement d'une V^e République qui, au départ, n'avait rien d'apparemment républicain. Si profond, si durable qu'ait été le traumatisme de la défaite de 1940, sa honte a été immédiatement compensée par l'action du général de Gaulle, l'existence de la France Libre et l'incorporation finale du pays dans le camp des vainqueurs. Quant à la Résistance, qui, par la place qu'y tenaient les communistes, avait pu paraître sur le moment comporter un risque révolutionnaire et une menace de guerre civile, elle s'est vite révélée, dans les faits comme dans la mémoire, une réalité unificatrice. La mutilation algérienne de la France a représenté dans son histoire une coupure à tous égards infiniment plus douloureuse, plus profonde, une blessure loin d'être encore cicatrisée.

C'est qu'au-delà de ses enjeux militaires, politiques, économiques, humains, internationaux, la guerre d'Algérie a engagé bien davantage, rien moins que l'identité nationale et ce qu'il faut bien appeler, comme dit justement Jacques Julliard, d'un terme à la Péguy : le destin spirituel de la France ⁸.

Tout le monde l'a su, tout le monde l'a compris tout de suite : la guerre d'Algérie serait, de part en part, une guerre morale. Elle engageait les principes les plus fondamentaux. Pour simplifier les choses, on peut dire que l'on est passé, des débuts à la fin de la guerre, d'un dilemme à un autre qui faisait pencher le balancier d'une insurrection morale et minoritaire de gauche à une insurrection morale et minoritaire de droite. Dans les années 1955-1956, le dilemme se résumait dans la formule : pacification militaire ou négociation politique. La France était-elle prête, pour rétablir l'ordre, à affronter les horreurs de l'écrasement militaire, l'envoi de tout le contingent, l'épreuve de la torture, que certains commençaient à dénoncer, et dont la simple évocation rappelait un nazisme encore tout proche ? Dans les années 1960-1961, le dilemme était devenu : Algérie française ou Algérie indépendante, avec toutes ses conséquences, avec tous ses aléas. La France était-elle prête, pour son confort personnel, à s'amputer, à se renier, à abandonner les siens et ceux des Algériens qui avaient combattu pour elle ? Et devant ces grands principes qui mettaient en cause l'essentiel – la justice, la trahison, la torture, la fidélité à soi-même –, à gauche comme à droite, on ne voyait que des partis impuissants, un socialisme démissionnaire, un général au pouvoir personnel, sauveur suprême à la politique illisible – un pas en avant, deux pas en arrière – et aux intentions indéchiffrables jusqu'au référendum de janvier 1961 sur l'autodétermination. Comment l'angoisse et l'exaspération n'auraient-elles pas saisi tout un chacun ? Quel Français pouvait ne pas se sentir moralement et individuellement mobilisé ?

Il n'est pas une famille d'esprit que la guerre d'Algérie n'ait concernée. Les chrétiens, bien sûr, ces « chers professeurs » que l'anti-intellectualisme des politiques a d'abord visés – avant que Roland Dumas ne parle de la « guerre de Sartre » ; mais aussi les humanistes, les nationalistes, les marxistes, les tiers-mondistes, les anticolonialistes et les simples démocrates patriotes. En définitive, le spectre national tout entier s'est trouvé saisi. D'où l'engagement des intellectuels ⁹, à une époque où, il faut le

rappeler, il y en avait encore de « grands » (Sartre, Camus, Mauriac, Malraux, pour ne citer que des chefs de file), qui faisaient en même temps figure d'autorités morales, et où une jeunesse étudiante en plein essor constituait une véritable caisse de résonance. La guerre d'Algérie a creusé le fossé entre la politique et les intellectuels et contribué, chez ces derniers, à la formation d'une communauté consciente d'elle-même, au-delà de ses divisions. Pour ma génération, pour moi-même, cette expérience a été fondamentale et déterminante.

Cette guerre, c'eut été normalement à la gauche de la régler. Elle ne l'a pas fait ¹⁰ – et ne pouvait pas le faire. Là réside la raison du drame historique qu'elle a représenté pour la France.

On aurait spontanément tendance à voir dans l'affaire algérienne un épisode de l'éternel conflit entre une droite nationaliste et colonisatrice et une gauche universaliste et émancipatrice. Erreur. Il y eut bien ce conflit, mais qui n'est pas le principal. Le plus grave fut interne à la gauche elle-même. Comment celle-ci aurait-elle pu se déterminer à l'indépendance de l'Algérie quand toute son histoire se confondait avec son généreux effort pour l'assimiler ? On se gausse aujourd'hui de la fameuse formule de François Mitterrand, en 1954, quand il était ministre de l'Intérieur du gouvernement Mendès France : « L'Algérie, c'est la France. » Devant l'insurrection, elle n'était pas emblématique de la répression, mais d'une pensée libératrice. Non seulement les partis de gauche se sont convertis tardivement à l'anticolonialisme, mais c'est au nom des Lumières, au nom de l'idéal révolutionnaire et jacobin que s'est opérée l'assimilation de l'Algérie à la France. Le nationalisme algérien a pris à contre-pied la gauche française, qui s'est concentrée, parti communiste en tête, sur la défense des petits pieds-noirs et de Bab el-Oued. On a peine à comprendre que le parti communiste ait voté bravement, en 1956, l'envoi du contingent en Algérie. La lenteur de la guerre d'Algérie, l'intensification progressive du conflit, de ses souffrances et de ses horreurs tiennent en grande partie à la difficile conversion de la gauche officielle à l'idée de l'indépendance. Cette contradiction interne est une des raisons, non la moindre, de l'ébranlement de son stock idéologique que venaient déjà brutalement d'atteindre la dénonciation du stalinisme au xx^e Congrès du parti communiste de l'URSS et la révolution hongroise écrasée par les chars soviétiques. Un ébranlement dont elle ne s'est jamais remise et dont nous portons encore aujourd'hui le poids. C'est une sainte colère contre cette gauche, dont Derrida dit qu'elle « n'a su faire ni le socialisme en France, ni la décolonisation ailleurs », qui nous réunissait au-delà de tous les désaccords.

Les Français d'Algérie ont été, au milieu de cette empoignade générale, l'élément central d'une guerre qui se refusait à dire son nom alors qu'elle engageait le tout du destin national. Je ne m'étais pas trompé de cible. Un élément longtemps actif avant de devenir passif, des acteurs principaux de l'histoire qui allaient devenir ses principales victimes. J'admets avoir été, à l'époque, plus sensible au premier de leur rôle. Il y avait toutes les raisons pour que Derrida, juif algérien libéral, soit plus attentif au second. Raison de plus pour que, de sa lettre, je retienne surtout le mérite qu'il me reconnaît au début, « rare et difficile », d'être « presque constamment juste au double sens de ce mot, dans son contenu et ses conclusions ». Un jugement qu'il sera loisible au lecteur d'aujourd'hui d'apprécier, pièces en main.

P. N.

^{1.}

. J'ai repris cet article dans *Historien public*, Gallimard, 2011.

^{2.}

. En particulier celle d'Albert-Paul Lentin dans *France Observateur*, de Jean Lacouture dans *Le Monde* et de Germaine Tillon dans *L'Express*, qui sont reproduites en appendice dans ce livre.

^{3.}

. Un des épisodes les plus comiques et inattendus de nos rapports amicaux mérite d'être rappelé. Françoise Giroud, qui me faisait faire des critiques de livres pour *L'Express*, où les articles étaient alors anonymes, m'avait demandé si je ne pouvais pas recruter parmi les khâgneux de bonnes plumes. Je lui avais envoyé Derrida. Elle lui

avait donné des leçons d'écriture journalistique, et qui sait si quelque derridologue particulièrement avisé ne trouverait pas trace d'articles de Derrida dans *L'Express* de l'époque ? Nous avons souvent évoqué par la suite, avec elle, avec lui, cette improbable rencontre qui avait laissé à tous les deux un souvenir amusé.

4.

. Derrida avait écrit cette lettre avec un carbone pour en conserver un double, qui figure dans son fonds d'archives, déposé à l'Imec, ce qui prouve l'importance qu'il y attachait. Dans sa biographie du philosophe (Flammarion, 2010), Benoît PEETERS en fait grand cas : « Il y expose, dit-il, ses convictions sur la situation algérienne comme jamais il ne l'a fait auparavant et comme il ne le fera jamais plus » (p. 148). Edward BARING, qui prépare à Princeton un ouvrage sur le jeune Derrida et la philosophie française d'après guerre, a consacré une analyse approfondie à la position de Derrida sur la guerre d'Algérie à partir de sa réaction à mon livre : « Liberalism and the Algerian War : The Case of Jacques Derrida », *Critical Inquiry*, n° 36, hiver 2010, pp. 239-261.

5.

. Encore que, deux mois plus tard, le 30 juin, au lendemain d'une soirée de discussion où nous avions, écrit-il, « tourné en rond dans un désaccord qui n'est jamais pour nous qu'une certaine façon d'être d'accord ensemble ou de ne pas être d'accord avec soi », il soit revenu sur l'hypothèse d'une éventuelle publication qui n'eut jamais lieu, dans une lettre dont voici l'essentiel : « Il me reste un remords pourtant. J'ai cru deviner que tu souhaitais t'expliquer publiquement sur certains points et que je pouvais t'y aider par cette lettre ou par un article. Comme – pardonne-moi – il n'est pas question – pour mille et mille raisons – d'écrire un article, je ne vois toutefois aucun inconvénient à ce que soit publiée (anonymement et comme venant d'un ami français d'Algérie) cette lettre sous forme personnelle, pourvu qu'elle ne soit que le prétexte d'une réponse de ta part et qu'il soit précisé qu'elle date du 27 avril, et qu'elle n'était nullement destinée à être publiée, qu'elle est une réaction immédiate et plus l'expression d'un état d'esprit qu'une position. Si cela n'est ni possible ni souhaitable à tes yeux, et que tu veux toutefois y faire allusion dans une réponse qui me laisserait aussi anonyme, je n'y vois non plus aucune objection. » Et d'ajouter : « J'ai relu ma lettre avec une impression assez désagréable et la gentillesse de ta réponse, la loyauté de ton attitude, toujours ouverte, m'en a trouvé plus sensible. En me relisant, j'ai frémi en pensant que tu l'avais déjà montrée à des amis... »

6.

. Avec l'amicale autorisation de Marguerite Derrida, à qui j'adresse tous mes remerciements.

7.

. C'est en 1999 seulement que le Parlement reconnut la légitimité et la légalité de la qualification « guerre d'Algérie ». Mais il s'agissait moins de regarder le passé en face, selon une expression consacrée, que de permettre le versement d'une pension aux anciens combattants.

8.

. Jacques JULLIARD, « La réparation des clercs », dans Jean-Pierre RIOUX et Jean-François SIRINELLI, *La Guerre d'Algérie et les intellectuels français*, Bruxelles, Éd. Complexe, 1991, p. 387.

9.

. Cf. Catherine BRUN et Olivier PENOT-LACASSAGNE, *Engagements et déchirements. Les intellectuels et la guerre d'Algérie*, Gallimard-Imec, 2012, ouvrage réalisé dans le cadre de l'exposition produite par l'Imec et présentée à l'abbaye d'Ardenne.

10.

. Il faut rappeler que c'est en opposition à la guerre d'Algérie et au soutien de la SFIO au « coup d'État » gaulliste de 1958 que des individualités dissidentes de tous les partis de gauche se sont réunies pour fonder, en avril 1960, sous la présidence de l'ancien trotskiste et mathématicien Laurent Schwartz, le PSU (Parti socialiste unifié), expression d'une « deuxième gauche ».

I
LES FRANÇAIS D'ALGÉRIE

Introduction

Par Charles-André Julien

Le sort des Européens d'Algérie pose aux Français de la métropole le problème de conscience le plus difficile à résoudre. Durant plus d'un siècle, la majorité de l'opinion demeura, par adhésion ou indifférence, tacitement solidaire de la politique coloniale. L'enseignement officiel, de l'école primaire à la faculté, répandit le mythe des pionniers de la civilisation. La presse, le cinéma, la radio célébrèrent à l'envi les grands travaux qui bouleversaient le paysage traditionnel. Il suffisait d'admirer les somptueux bâtiments scolaires, les gigantesques barrages, les routes sillonnées de puissantes autos, pour que l'on évitât de se demander à qui en revenaient l'usage et le profit. Dans la féerie algérienne où trônaient le colon, l'entrepreneur et l'homme d'affaires, l'indigène n'apparaissait que comme un figurant anonyme dont il suffisait de savoir qu'on faisait son bonheur pour que l'on ne s'en souciât pas.

L'insurrection a éclaté et le rideau qui cachait la réalité s'est brutalement déchiré. Il a fallu admettre que les rebelles pouvaient être les combattants d'une nation qui se voulait libre et que les défenseurs de l'ordre considéraient la torture et l'insurrection comme les instruments normaux de leur œuvre civilisatrice. Le reclassement de l'opinion a été long à réaliser. Les partis d'extrême gauche se sont longtemps heurtés, même dans la classe ouvrière, à un refus de la vérité. Il est certain que le général de Gaulle a facilité le décrochage en donnant bonne conscience aux convertis de l'autodétermination. Ses avatars ont fait graduellement perdre du terrain à la légende algérienne. L'opinion de la métropole, d'abord solidaire, en toute innocence, des privilèges des colons, s'est repliée, ensuite, sur la défense de leurs droits. Demain, elle se contentera de garanties. Grâce à ces mutations, le temps et la possibilité de conclure sont parvenus à maturité.

Le drame des Français d'Algérie, né des égarements de l'esprit et du cœur, a pris un caractère tragique du jour où ils ont été persuadés qu'ils étaient « bradés » par les Français de la métropole. Ce drame, nul ne l'avait analysé avec la sagacité, la rigueur et le talent de M. Pierre Nora. Appelé à enseigner dans un lycée d'Algérie, ce jeune et brillant universitaire s'est attaché à comprendre le milieu dans lequel il vivait, ce qui nécessite une volonté de sympathie qui n'exclut pas, pour autant, la liberté de jugement et, s'il le faut, la sévérité. Vivre dans un climat passionnel, où tout est démesure, en voulant n'invoquer d'autres explications que l'intérêt ou la raison, c'eût été se fermer l'accès aux réalités fondamentales. L'auteur ne l'a point fait. Mais la réussite exigeait une singulière acuité de vue, préservée des déviations par une solide culture et les exigences d'une stricte formation historique. Il fallait aussi, pour retenir notre curiosité, que l'expression traduisît tout ce qu'il y a de vivant, de complexe, de contradictoire dans le comportement des Français d'Algérie. Dès le principe, M. Nora a accompli un travail de main d'ouvrier.

Les Français d'Algérie s'inscrivent dans l'abondante littérature qu'inspire la décolonisation mais

sans sacrifier aux impératifs d'un anticolonialisme totalitaire. Au temps de l'impérialisme triomphant, qui brisait sans pitié ses adversaires, rares furent les Français de la métropole qui mirent leur plume au service des colonisés. Aujourd'hui ils s'appellent légion, et ce sont les néophytes qui combattent avec le plus d'intransigeance et d'ardeur. L'information cède à la propagande, l'histoire au pamphlet. Une telle attitude est néfaste pour la culture et la science. Elle risque de pervertir l'esprit critique des jeunes Africains et Asiatiques, naturellement portés aux jugements absolus, comme ce fut le cas en Amérique latine durant un siècle. Qui plus est, les surenchères de l'anticolonialisme portent en elles la faiblesse de tous les excès. Elles se donnent pour ce qu'elles ne sont pas, à savoir un témoignage courageux, non conformiste et progressiste. Elles aboutissent, en fait, à un comportement philosophique, littéraire ou historique qui tâche à parer les récents ou futurs décolonisés de tous les prestiges du droit, de la justice et de la pureté et risque d'apparaître bientôt aussi peu valable que le comportement inverse en faveur du colonialisme. Inverse ? Non, car c'est le même, celui qui consiste à suivre le mouvement qui réussit à se réfugier inconditionnellement à l'abri d'un pouvoir. Au surplus, la technique est maladroite. Elle affaiblit une cause qui se suffit à elle-même. Rien n'est plus efficace en la matière que l'équité. Il s'agit de jouer le jeu sans employer des dés pipés. En louant Ismaïl Urbain et en reconnaissant les mérites de Napoléon III, on est beaucoup plus fort pour condamner Bugeaud ou Warnier.

Grâce à son honnêteté intellectuelle et à son souci de vérité, par lesquels se mesure la dignité d'un esprit libre, M. Pierre Nora a donné sa pleine force à la rigueur de ses appréciations.

Le problème de la décolonisation, qui se pose avec une acuité égale aux anciens colonisés et aux anciens colonisateurs, mériterait d'être étudié avec plus de méthode. Il faudrait distinguer, ce que l'on fait de moins en moins, ce qui fut spécifiquement colonial et ce qui ressortit aux conditions sociales du monde capitaliste. Des pays réputés indépendants ont été soumis à une exploitation analogue à celle qu'ont subie les colonies. Le niveau de vie des ouvriers anglais, après 1830, a diminué tout autant que celui des fellahs algériens après la conquête. Le Kabyle, converti au catholicisme et crucifié entre deux sociétés, souffre des mêmes frustrations que le musulman de Bosnie qui passe à l'orthodoxie. Ce qui compte, c'est une analyse précise des rapports entre colons et indigènes. À cette tâche, le livre de M. Nora apporte une importante contribution.

Il n'est pas moins nécessaire de distinguer les conditions générales et les conditions locales de la colonisation. L'occupation de l'Algérie a changé les conditions de mise en valeur fondées sur le régime de l'*exclusif* et la production des épices. Elle a posé, pour la première fois, le problème de la cohabitation avec une forte population indigène. Elle a bouleversé les doctrines traditionnelles de l'assimilation par la conversion au christianisme, telle qu'on la concevait dans les îles où ne se pratiquait pas un islam monolithique. La différence de religion a empêché le brassage des populations et accentué les antagonismes nés de l'exploitation coloniale. La foi musulmane a servi de support et de justification au patriotisme puis au nationalisme. Ce que les colons appelèrent fanatisme ne fut que la défense exaspérée d'une civilisation menacée par l'envahisseur. Ils ne le comprirent jamais. L'analyse faite par M. Nora montre qu'ils ne pouvaient pas le comprendre.

Nulle part plus qu'en Algérie n'est apparue l'incompatibilité de la pensée démocratique avec la pratique coloniale. Les grands principes n'ont été évoqués qu'avec la volonté de ne pas les appliquer. Cette astuce morale est de tous les pays et de tous les temps. Les congressistes américains, qui enrichirent la Constitution de 1787 des dix premiers amendements fixant les libertés civiques auxquelles le gouvernement ne pouvait porter atteinte, se trouvèrent aussitôt aux prises avec le problème de l'esclavage. Les intérêts des propriétaires de la Caroline du Sud et de la Géorgie l'emportèrent sur la volonté abolitionniste des quakers de Pennsylvanie. Ainsi, un des fondements de la colonisation antérieure put subsister dans les États-Unis indépendants. C'est le réalisme colonial qui fit admettre qu'une forte partie de la population fût non seulement privée des droits fondamentaux, mais traitée en marchandise de troc.

Les constituants français de 1789 se heurtèrent à la même contradiction. Beaucoup d'entre eux, quelle que fût leur position politique, possédaient des domaines à Saint-Domingue et s'enrichissaient dans le trafic des esclaves. Les fortunes les plus sûres de Nantes ou de Bordeaux reposaient sur la traite du bois d'ébène. Un « libéral » du XVIII^e siècle ne voyait aucune contradiction à baptiser son bateau négrier *Le Contrat social* pas plus qu'un catholique *La Sainte-Marie*. La formule qui ouvre la Déclaration des droits de l'homme – « Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droit » – excluait des milliers d'esclaves soumis aux habitants des îles. Ce fut un député de gauche, Barnave, qui, la main sur le cœur, fit voter le décret maintenant le *statu quo* pour sauver les colonies de la ruine. Un colonial avisé comme Malouet, qui s'était rendu compte, d'entrée de jeu, du péril, eût voulu que l'Assemblée se dispensât de toute affirmation de principes parce qu'il les jugeait inapplicables outre-mer. Plus tard, on se rendit compte que les indigènes prenaient, par contre, ces principes au sérieux et qu'ils pouvaient en faire efficacement état.

Durant la Deuxième Guerre mondiale, les excès de l'hitlérisme et du fascisme amenèrent les Alliés à concevoir qu'il n'y aurait pas de paix durable si l'on ne garantissait les droits fondamentaux de l'homme par une protection internationale. C'est ce qu'affirmèrent la Charte de San Francisco (juin 1945) et le vote par l'Assemblée générale des Nations unies de la Déclaration universelle des droits de l'homme (décembre 1948). Les principes liminaires de la Déclaration eussent pu présenter un intérêt considérable pour les indigènes si l'on avait eu la volonté d'en tenir compte. Il était proclamé que « tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droit » et que « chacun peut se prévaloir de tous les droits et de toutes les libertés » énumérés dans le texte « sans distinction aucune, notamment de race, de couleur, de langue, de religion, d'opinion publique et de toute autre opinion, d'origine nationale ou sociale, de fortune, de naissance, ou de toute autre situation ». En fait, si ces principes avaient été intégralement appliqués, il n'y eût plus eu de colonisation.

L'interdiction de la torture ou « des traitements cruels, inhumains et dégradants », l'égalité devant la loi, l'*habeas corpus*, la libre circulation, la liberté d'opinion et d'expression, le droit de participer à la direction des affaires publiques, l'autorité des pouvoirs publics fondée sur la volonté du peuple, le droit au travail, la reconnaissance des syndicats, la possibilité d'accéder à un niveau de vie suffisant et de recevoir une éducation élémentaire, ne furent admis par les représentants des puissances coloniales que parce qu'ils avaient la certitude qu'ils n'entreraient pas dans les faits. Cela apparut, à plein, quand les deux puissances les plus démocratiques furent aux prises avec les révoltes du Kenya et d'Algérie, où elles affirmèrent un mépris égal des droits de l'homme.

Le double jeu se révéla dans le préambule de la Déclaration qui donna tous apaisements aux coloniaux en reconnaissant qu'elle se bornait à fixer un « idéal » considéré par les divers gouvernements comme un but vers lequel devait tendre leur politique. On admit l'idéal pourvu qu'il n'impliquât pas d'obligation. Aussi aucune délégation ne vota-t-elle contre la résolution de 1948, mais quand il fut question de la transformer en un pacte que les adhérents seraient tenus d'appliquer, ce fut une autre antienne. Soudain apparut la nécessité d'insérer une clause « coloniale » de caractère restrictif. La convention admit, par le biais, qu'une métropole, après avoir reconnu les principes, pourrait en retarder indéfiniment l'application en invoquant des impossibilités locales qu'elle ne ferait rien pour faire disparaître. Aucune puissance coloniale ne refusa en bloc des droits aux indigènes, mais en détail, par le mécanisme de leur application. Il n'est pas un homme d'État colonial qui n'ait prodigué les mots de civilisation et de démocratie, mais la pratique coloniale vida toujours pratiquement ces mots de leur sens.

Le Français d'Algérie n'a que faire des droits de l'homme. Il est persuadé que son paternalisme autoritaire représente un idéal de justice et que son rôle humanitaire est injustement méconnu par la métropole. Il se croit plus démocrate que tout autre colonial parce qu'il bénéficie des institutions de la métropole, qu'il a su ajuster à ses intérêts. On croit facilement que le passage d'une commune mixte au statut de commune de plein exercice marquait un progrès en introduisant l'élection. En fait, le contraire se

produisait. L'administrateur, quelles que fussent ses attaches avec la colonisation, n'était pas à même, techniquement parlant, de lui faire autant de concessions qu'un maire élu par les seuls colons et disposant de l'ensemble des impôts versés surtout par les Arabes. Quand on créa, en 1898, une assemblée électorale en Algérie, les Délégations financières, on constitua une section de non-colons pour représenter les intérêts des commerçants, des industriels et des fonctionnaires, mais comme la plupart des élus avaient acquis des propriétés foncières sur leurs bénéfices, la majorité fut, en fait, largement composée de colons. Quant aux élus arabes et kabyles, soigneusement choisis par une administration qui les tenait aux ordres, ils obéissaient aux injonctions du gouverneur ou du secrétaire général qu'indiquait un coupe-papier impérieux. Là, encore, une institution qui fut saluée comme un modèle de décentralisation démocratique aboutit à une mainmise totale des colons sur l'économie algérienne.

On saurait difficilement contester que les officiers des bureaux arabes, surtout après les méfaits du cantonnement, furent les meilleurs défenseurs des indigènes. Comme les officiers des SAS, ils n'aimaient point les colons et se montraient disposés à faire le bonheur de leurs administrés, à condition qu'ils leur fussent entièrement soumis. Ainsi s'explique la haine inexpiable que les colons vouèrent au « régime du sabre » qui empêchait l'accaparement des terres.

Quand les Français d'Algérie réclamaient l'assimilation sous la monarchie de Juillet ou le second Empire, ils se souciaient moins d'acquiescer les libertés nécessaires que les possibilités d'exproprier les Algériens. Cela explique leur comportement à la fin du second Empire et au début de la III^e République. Les émeutiers qui s'emparèrent du Palais d'hiver, en 1870, ne criaient pas : « L'armée avec nous ! » Les bandes parcouraient la ville à la recherche des officiers pour les lyncher. Des manifestants voulaient jeter à la mer le général Walsin-Esterházy, gouverneur par intérim. Les Français d'Algérie, exaltés par le triomphe de la rue, proclamaient leur volonté, d'une part, de s'organiser suivant leurs propres intérêts, ce que les chefs de l'émeute exprimaient en télégraphiant à Gambetta : « Si refusez ou atermoyez encore, la devise sera Algérie *farà da sé* ¹ », d'autre part, d'étendre leur action à la métropole pour la rénover. La République leur accorda enfin ce qu'ils réclamaient depuis quarante ans, la liberté des transactions foncières. La loi Warnier de 1873, due à un ennemi acharné de l'Empire et des bureaux arabes, francisa la terre musulmane en livrant les fellahs aux spéculateurs, qui les exproprièrent. Ainsi une mesure d'apparence démocratique aboutit à la ruine des Algériens, qu'avait retardée l'absolutisme impérial.

Le fonctionnement des institutions faussa les garanties démocratiques, dont les métropolitains pensaient qu'elles jouaient normalement. Le gouvernement renonça pratiquement à ses prérogatives. Le ministère de l'Intérieur n'était pas à même d'exercer un contrôle. Le ministre, accaparé par les soucis métropolitains, n'accordait qu'une activité temporaire et distraite aux problèmes algériens. Une sous-direction d'Algérie, anémique et sans autorité, n'était consultée que pour fournir des renseignements techniques. À Paris, la véritable influence appartenait à quelques élus, véritables caciques, mêlés aux affaires françaises et algériennes, qui votaient bien à condition qu'on leur laissât toute liberté outre-mer. Leur entêtement et leur astuce suppléaient à leur médiocrité. La lecture des *Mémoires* de Morinaud, qui fut durant plusieurs décennies le maître de Constantine, désespère par leur pauvreté et leur vulgarité. Le cas d'Eugène Étienne, qui oubliait entre la rue Saint-Dominique et le Palais-Bourbon les leçons que lui avait apprises l'état-major et à qui Jaurès refaisait ses additions, est certainement le plus typique. Jugé à sa juste valeur par les parlementaires français, il était tenu pour un surhomme par les Français d'Algérie, singulièrement ceux d'Oranie, dont les villes et les villages s'ornaient d'arcs de triomphe sur son passage. Une immense clientèle, dont son soin principal était de satisfaire les désirs, se pressait sur ses pas et hurlait ses louanges. Les géographes qui recherchent les raisons techniques du tracé de telle route d'Oranie, ne se doutent pas qu'elle fut dessinée sur la carte par Étienne en fonction de la desserte des fermes amies. J'ai assisté souvent, du temps où j'étais rédacteur à la préfecture d'Oran, à l'étude des candidatures à des postes affectés par l'administration. Dès que l'on rencontrait une recommandation d'Étienne, l'affaire était réglée. Ni titres, ni mérites n'entraient en ligne de compte.

M. Nora a marqué le caractère personnel des réactions des Français d'Algérie. On choisit un candidat non pour ses idées positives mais pour son tempérament et les garanties qu'il offre à la défense des intérêts fondamentaux. Le culte de l'individu y triomphe, de Max Régis à Lagailarde. Plus il donne de la gueule et bombe le torse, plus il est populaire. On touche ses vêtements pour participer de sa *baraka*. Dans les maisons de la Marine, à Oran, trônaient des statuette de l'abbé Lambert, coiffé de son casque colonial, véritable fétiche intercesseur. Sur le chemin parcouru par Max Régis, les femmes tombaient en pâmoison, comme des possédées du mystère antisémite. Plus la négation s'affirme, plus l'adhésion grandit. Cagayous, « antitout », demeure, inavoué, l'idéal de l'électeur algérien. Dans un tel contexte, les étiquettes de parti n'ont aucun sens. La peur de l'Arabe demeure le dénominateur commun. À Guelma, en 1945, les Français d'extrême gauche se montrèrent les plus impitoyables dans la répression. Le rôle du libéralisme, si louable soit-il, joue nécessairement en porte-à-faux. M. Nora s'est livré sur lui à une impitoyable dissection. On n'oserait dire qu'il ait tout à fait tort.

Les élections, qui représentent un certain caractère d'authenticité dans les grandes villes malgré la corruption, n'ont aucun sens dans les petits centres et les campagnes. La fraude, fondée sur une technicité dont on doit reconnaître la perfection, est considérée comme licite. Qu'un homme, réputé pour sa probité en France, comme Naegelen, ait pu la pratiquer comme un système de gouvernement contre le nationalisme, montre à quel point elle fait partie des mœurs algériennes. D'où le drame, au double aspect, qui s'est joué devant les indigènes. Les élus, qui tiennent les avenues du pouvoir, empêchent le vote de lois libérales. Si l'autorité d'un Clemenceau, la volonté réformatrice d'un Depreux, parviennent à faire adopter la loi de 1919 sur les droits électoraux des Algériens et le statut de 1947, l'administration détourne les textes de leur sens et même ne les applique pas. Le recours à la loi est ainsi interdit aux indigènes. La fraude électorale les empêche tout autant de manifester leur choix. Ils savent que leur vote est une parodie inutile. L'expression de leur opinion leur est donc également interdite. À qui incombe la véritable responsabilité, si on ne leur a laissé d'autre issue que la révolte ?

Les Français d'Algérie, enfermés dans leur égoïsme colonial, ne se rendent pas compte que leur avenir est déterminé par un passé tout jalonné d'erreurs et d'abus. On éprouve une horreur sacrée, au sens original du terme, au spectacle d'une population affrontée à des problèmes fondamentaux qu'elle n'a cessé de méconnaître au point de ruiner les bases de sa propre puissance. Je m'attacherai, pour illustrer ce propos, à présenter la genèse du projet Blum-Viollette à laquelle je fus mêlé en tant que secrétaire général du Haut Comité méditerranéen à la présidence du Conseil, en 1936. Léon Blum avait confié à Viollette, ministre d'État, l'étude d'une loi qui faciliterait l'accès des Algériens à la citoyenneté française tout en leur maintenant leur statut personnel. Il estimait l'homme pour la résistance qu'il avait opposée aux colons au temps où il était gouverneur de l'Algérie et la fermeté de son caractère. On lira, dans ce livre, la phrase prophétique de Viollette sur la patrie que les Algériens chercheraient ailleurs si les Français la leur refusaient. Il avait constaté sur place que toute mesure en faveur des indigènes se heurtait à des « hommes qui manifestaient une incompréhension totale ». Un délégué financier lui avait déclaré : « Monsieur le Gouverneur général, vous raisonnez en Français de France, mais nous, nous raisonnons en Français d'Algérie. » À la faveur du Front populaire, Viollette voulut aboutir. Il ne le put.

L'étude de cet échec est riche de leçons. J'ai, sous les yeux, une lettre qu'il écrivit de Capvern, le 2 septembre 1936, que j'ai gardée, devers moi, jusqu'à ce jour :

Voulez-vous dire au président que je suis angoissé de son inaction pour les réformes algériennes [...]. Chez tous [les élus algériens], la même appréhension de demain, la crainte de la catastrophe [...]. Rien ne sort plus, rien, rien. Les délégués, qui se présentent au secrétariat d'État à l'intérieur, s'entendent dire « qu'il faut attendre ». Attendre quoi ? C'est à se jeter par la fenêtre. Attendre, toujours attendre, que les choses s'arrangent toutes seules, que le miracle s'accomplisse. Mais, bon Dieu, nous allons à la catastrophe. Quand on pense que le décret sur les passages en France n'est même pas appliqué. Millot² ne veut pas. Le Beau³ n'ose pas lui ordonner. Que fait alors le gouvernement ? Est-ce le gouverneur qui gouverne le gouvernement ou le contraire ? [...] X⁴ m'a raconté qu'El Oqbi a été accusé par une abominable machination de la Sûreté qui a martyrisé littéralement le présumé assassin pour qu'il s'accuse lui-même et qu'il accuse El Oqbi. J'avais déjà reçu une lettre de Y⁵ très détaillée à cet égard et je l'avais envoyée au gouverneur en lui demandant

une enquête. Je vois qu'il n'a rien fait puisque d'après la nouvelle lettre de Y que je vous adresse le même commissaire est toujours en fonction [...]. C'est devant le juge d'instruction, lors de la confrontation avec El Oqbi, que [...] le prétendu coupable, relevant sa chemise, a montré toutes les cicatrices qui couvraient son corps. J'ajoute que les mêmes procédés ont été employés vis-à-vis d'un parent de Y qu'on voulait faire déposer, qu'on a torturé pendant quarante-huit heures. Je demande une enquête sérieuse et qu'on vous la confie. Cela ne peut plus durer [...]. Je me déssole de tout cela. Je voudrais tant, tant, que nous puissions être chics et généreux partout, que nous manifestations calme et hardiesse. Blum est un type épatant. Il comprendra bien que l'heure des indécisions, des timidités est révolue.

Certes, Léon Blum le comprenait, Viollette et Dormoy le voulaient. Et pourtant ils ne réussirent pas. Essayons de comprendre pourquoi. Léon Blum disposait de puissants moyens. Les élections lui avaient valu un grand prestige. Il avait obtenu l'appui des partis communiste et radical. Surtout, il était le premier président à disposer, pour l'étude des dossiers, d'un secrétariat général fortement structuré, composé d'hommes jeunes et enthousiastes, auquel Jules Moch donnait une remarquable efficacité. Mais, dès le principe, le président et le ministre de l'Intérieur furent accaparés par les troubles sociaux et l'élaboration des réformes. Le cabinet de Léon Blum ne croyait pas à l'importance des questions algériennes et jugeait qu'il fallait concentrer les efforts sur les problèmes métropolitains. Place Beauvau, le secrétaire d'État n'avait ni le prestige ni la volonté de faire voter le projet de loi. Les ministres radicaux subissaient la pression de leurs coreligionnaires d'Algérie, et certains se réjouissaient déjà de trouver un prétexte patriotique d'opposition. À la Chambre et au Sénat, les élus d'Algérie faisaient une active propagande de couloir soutenue par la grande presse.

Il eût fallu aller vite, comme le réclamait Viollette, mais les lenteurs parlementaires et la lourdeur de l'ordre du jour retardaient l'examen du projet, qui ne vint jamais devant la Chambre. Pour parer à cette situation, un jeune professeur de droit, que Léon Blum s'était attaché comme conseil, lui proposa de prendre la mesure par décret. Le Conseil d'État casserait certainement la décision, mais on ne pourrait revenir sur des mesures qui auraient, entre-temps, reçu un commencement d'exécution. Léon Blum refusa. Le conseiller d'État l'emportait sur le politique. Avec une exigence moins stricte de la légalité, il eût changé le sens de l'histoire.

C'est en Algérie que la partie fut perdue par la volonté des Français d'Algérie de ne faire aucune concession et la complicité de l'administration. La conjoncture était exceptionnellement favorable à un rapprochement entre les deux communautés. Il est difficile de juger, aujourd'hui, avec équité les mérites du projet Blum-Viollette et de comprendre l'adhésion enthousiaste de la majorité des Algériens. On sortait d'une période de répression accrue. Le « décret Régnier » du 5 avril 1935 avait institué le crime de lèse-majesté contre l'« autorité publique », ce qui permettait les pires abus. Soudain, les hommes traqués se voyaient appelés « à l'exercice des droits politiques des citoyens français sans qu'il résulte aucune modification de leur statut ou de leurs droits civils ». Cette formule de citoyenneté, qui séparait les droits politiques du statut privé, répondait au vœu que ne cessaient de formuler les « évolués » depuis un quart de siècle. Des hommes comme Ferhat Abbas, qui cherchait encore une nation en voie de formation, lui donnèrent un appui enthousiaste. Les communistes algériens ne furent pas moins ardents. « Le parti communiste, écrivait Ali Boukort, soutient de toutes ses forces le projet », que les militants considéraient comme une réforme « progressive et utile à l'Algérie ». Les docteurs modernistes de la loi, les oulémas, qui aspiraient alors pour l'Algérie à un régime de dominion, prirent une position de prudente réserve, par opportunisme, attendant les jours de déception pour révéler leurs vrais sentiments. Seul Messali Hadj, partisan d'un parlement algérien, dénonça le projet comme un nouvel « instrument de colonialisme appelé, selon les méthodes habituelles de la France, à diviser le peuple algérien, en séparant l'élite de la masse ».

La réaction de l'opinion française d'Algérie fut immédiate et d'une extrême violence. Pas une voix de colon ne s'éleva alors en faveur de l'intégration que l'on voulait accorder, chaque année, à une faible minorité. L'ensemble des parlementaires, des radicaux à la droite, entra en guerre contre la monstruosité juridique qui aboutissait à créer deux catégories de citoyens et de droits électoraux et à livrer, tôt ou tard, aux Algériens, les postes de commande, ce qui sonnerait le glas de l'œuvre française. On exorcisait à

l'envi le démon du collège unique. Comment pourrait-on ne pas rappeler que les zélotes de 1936 dénoncèrent comme des traîtres ceux qui soutenaient les revendications pour lesquelles les zélotes d'aujourd'hui dressent des barricades ? Je n'oublierai jamais, pour ma part, un entretien, à Matignon, avec une délégation de colons. Il y avait, dans mon bureau, cinq hommes butés, imperméables, sûrs d'eux-mêmes et décidés à ne rien entendre. L'un d'eux finit par me dire : « Nous ne tolérerons jamais que, même dans la plus petite commune, il y ait un Arabe comme maire. » C'était le fond même de la question, le sens profond de l'opposition. Un « libéral » comme Jacques Chevallier reconnu, en 1952, que Viollette avait eu raison, mais, au même moment, il s'opposa à la Chambre à des réformes tunisiennes d'une moindre audace que le projet de 1936. Cela caractérise le comportement des Français d'Algérie à quelque parti qu'ils appartiennent. Ils s'opposent à toutes les innovations, puis, quand ils les ont digérées, s'appuient sur elles pour combattre les propositions nouvelles. Ils ne sentent pas les contradictions. Ils vivent dans leur passion présente, ce qui les dispense de penser. Les pages de M. Nora jettent une vive clarté sur cet état d'esprit.

Ce fut dans les communes d'Algérie que se manifesta l'opposition la plus vive. Il ne se trouva que deux maires pour faire des réserves sur les conséquences d'un rejet brutal. Des délégations furent reçues par les ministres, les groupes parlementaires et les commissions. Elles obtinrent des déclarations défavorables de généraux, d'académiciens et de parlementaires en vue, comme Paul Reynaud. L'abbé Lambert, maire d'Oran, se fit acclamer à la salle des Ingénieurs civils. La presse algérienne se déchaîna pour défendre les colons qui risquaient d'être réduits au rang de « parias » par une loi « antidémocratique » qui compromettrait non seulement l'avenir de l'Afrique du Nord mais l'Empire « alors que les musulmans ne demandent que le pain ». L'opinion parlementaire fut fortement ébranlée et quand le Sénat eut rejeté le projet, il disparut de l'ordre du jour.

L'opposition des Français d'Algérie eût été vaine sans le soutien de l'administration. La trahison permanente des fonctionnaires coloniaux constitue un des éléments fondamentaux du drame d'outre-mer. Nulle part, elle n'a pris un caractère aussi aigu qu'en Algérie. Recrutés pour la plupart sur place ou rapidement convertis par le milieu, les fonctionnaires partagent les préjugés des colons et considèrent comme œuvre pie d'empêcher l'application des mesures qu'ils jugent contraires à l'intérêt du pays. C'est ainsi que les clauses du statut de 1947 favorables aux Algériens furent systématiquement oubliées. Pour que le gouvernement arrive à envisager, en 1961, de transporter les services publics à une cinquantaine de kilomètres de la capitale, il faut qu'il ait admis son impuissance à les soustraire à l'influence de la rue. C'est que l'énorme sépulcre blanchi que constitue le building du gouvernement général est un réceptacle de putridité dont aucune désinfection ne saurait venir à bout. La force des Français d'Algérie, c'est leur coalition contre les vellétés libérales de la métropole. Administrateurs, officiers, hommes d'affaires, colons et petits blancs ne forment qu'un bloc, où les plus misérables sont solidaires des nantis.

Comment un gouverneur pourrait-il s'évader d'une telle ambiance ? Il lui est difficile de résister à l'enivrement du cadre du Palais d'été, aux honneurs rendus par des soldats bigarrés, aux flatteries de l'entourage. Plus son origine est modeste, plus l'éblouissement est fort. Un Jonnart, sorti de la grande bourgeoisie lyonnaise et blasé sur les mondanités, est mieux armé qu'un Lacoste, issu de l'enregistrement et formé par l'action syndicale. L'un garde ses distances, l'autre trouve un auditoire idéal pour ses audaces verbales. Tel gouverneur, suspect à son arrivée et plein de foi, est transformé par les acclamations qui accompagnent son départ. Tel autre adopte, en des heures tragiques, le pire pathos de ses auditeurs qu'il émeut jusqu'aux larmes. Plus encore, un loyal défenseur des garanties démocratiques s'insère tout naturellement dans le système de la fraude électorale. La plupart des gouverneurs se font les serviteurs dévotieux des intérêts des colons et agissent en proconsuls sans souci des directions du gouvernement métropolitain. Malheur à ceux qui prennent en main la cause des Algériens. On les affuble de sobriquets indigènes, on essaie de les amener à composition et s'ils persistent, on les brise grâce aux appuis de Paris. Ainsi fut fait pour Viollette et Chataigneau.

Le gouverneur qui fut appelé à défendre le projet Blum-Viollette devant ses administrés était un grand préfet qui avait de réelles qualités d'administrateur mais qui servit le gouvernement sans zèle excessif. D'où le cri de Viollette : « Est-ce le gouverneur qui gouverne le gouvernement ou le contraire ? » La question ne se pose pas : c'est le gouverneur qui a le dernier mot et, plus encore, son entourage. On le vit quand, pour jeter le trouble dans l'opinion algérienne, la Sûreté, dûment inspirée, monta l'affaire El Oqbi. Les élections aux *djemaas*, aux conseils municipaux et généraux ainsi qu'aux délégations financières avaient révélé le prestige croissant des oulémas. Au congrès musulman d'Alger du 7 juin 1936, ils constituèrent le tiers de la commission provisoire et figurèrent dans la délégation qui fut reçue par Léon Blum le 22 juillet. La direction des affaires musulmanes tenait une telle situation pour inadmissible. On ne fut point étonné de voir surgir une protestation des fonctionnaires religieux au service de l'administration. Un télégramme, adressé par le muphti malékite d'Alger, Bendali Mahmoud, dit Kahoul, officiant à la grande mosquée, dénonça au président du conseil, le 18 juillet, « les oulémas algériens sans titres ni diplômes [...] reniés par immense majorité musulmane » et « ne représentant que poignée agitateurs qui tentent semer trouble dans pays ».

Quinze jours plus tard, aussitôt après le compte rendu de la délégation, le muphti fut trouvé mort. On découvrit sur-le-champ l'assassin qui affirma avoir reçu un couteau (*boussaadi*) et 30 000 francs du cheikh El Oqbi. Né près de Biskra, Tayeb El Oqbi avait regagné Alger après avoir passé vingt-cinq ans au Hedjaz. Premier assesseur de l'Association des oulémas algériens, il avait été un des inspirateurs du congrès musulman. Homme d'action et fin politique, bien qu'il n'eût ni la fermeté théologique ni la volonté extrémiste du grand cheikh constantinois Ben Badis, El Oqbi gênait, par la force de sa personnalité et sa droiture, l'administration protectrice des marabouts et des zaouïas. La Sûreté se hâta de l'arrêter mais on dut le relâcher quand l'assassin présumé revint sur ses dénonciations au cours d'une confrontation. El Oqbi sortit de prison avec la palme du martyr et bénéficia ultérieurement d'un non-lieu. Il ressort de la lettre de Viollette que la technique policière, assortie de tortures, était déjà au point et que la solidarité jouait également en faveur des tortionnaires. Les Algériens, qui n'ignorent rien des responsables des abus, gardent une reconnaissance, contre laquelle rien ne prévaut, pour ceux qui se montrèrent justes envers eux. En décembre 1960, je fus ému d'entendre Ferhat Abbas rendre hommage au courage et à la loyauté de Chataigneau.

M. Nora consacre son ouvrage aux Français d'Algérie et pourtant le personnage le plus important, par qui le drame prend tout son sens, est le peuple algérien. Son analyse du « sudisme » des colons est des plus pertinentes. Le racisme apparaît, à plein, en période de crise et les cris de mort des femmes françaises d'Alger, en décembre 1960, ne firent que traduire un sentiment profond et permanent. C'est que la colonisation est intimement liée au racisme. Le phénomène semble relativement récent. Les Grecs méprisaient les Barbares non à cause de leur race mais de leur infériorité culturelle. L'esclave de qualité pouvait devenir précepteur ou homme de confiance, ce que n'obtint jamais un affranchi des Îles. Les Carthaginois s'unissaient aux Berbères, comme Salammbô à Narr'Havas, et Alexandre voulut fusionner Grecs et Perses. Quant aux Romains, dispersés dans le monde méditerranéen, ils considéraient comme pratique normale les mariages mixtes avec les indigènes. C'est la citoyenneté qui créait le statut de l'homme et non sa race. L'indigène victime d'un abus n'invoquait pas son origine ethnique mais disait : « Je suis citoyen romain. » Le christianisme, du fait de ses conceptions monogénistes, fut hostile au racisme. Nul ne s'étonna qu'un des trois rois mages fût noir. Et saint Paul fit une véritable profession de foi antiraciste : « Il n'y a plus de Juif, ni de Grec, ni esclave, ni homme libre, ni homme, ni femme : à vous tous, vous ne faites qu'un dans le Christ Jésus. Si vous appartenez au Christ, c'est donc que vous êtes la descendance d'Abraham, ses héritiers, en vertu de sa promesse⁶. » L'église catholique canonisa des hommes de couleur, et, en 1938, le pape Pie IX condamna le racisme comme « une apostasie contraire dans son esprit et sa doctrine à la foi chrétienne ». Les missions catholiques et protestantes

recrutent de plus en plus des indigènes de toutes origines. L'islam, enfin, n'a jamais connu le racisme, car c'est la conversion qui intègre le fidèle dans la grande communauté musulmane.

C'est un fait que l'on n'a pas suffisamment souligné que le racisme s'est développé parallèlement à l'expansion coloniale. Au XVI^e siècle, il est à peu près inconnu, notamment en France. De nombreux Tupi-Guaranis du Brésil, transportés en Normandie, devinrent régnicoles, du fait de leur conversion au catholicisme, se marièrent sur place et firent souche de bons Français. C'est le développement de l'esclavage qui exalta les rivalités raciales. L'exploitation de l'homme par l'homme et la possibilité d'infliger des supplices ne pouvaient se justifier que par la suprématie de l'homme blanc. La différence de couleur accentuait le préjugé. Préjugé diurne, du reste, qui disparaissait, la nuit venue, quand s'unissaient les couples et dont la vanité est dénoncée par l'existence de milliers de métis. Préjugé accru par la peur et qui s'exaspéra au fur et à mesure que progressa le nombre des esclaves.

L'extension de l'esclavage affaiblit ou abolit les réactions originelles du christianisme contre le racisme. Les communautés religieuses exploitèrent les Noirs comme les planteurs. Prêtres séculiers et pasteurs se laissèrent gagner par l'ambiance. Bien plus, on chercha la justification du racisme dans la Bible par la malédiction de Cham. Les Blancs expliquèrent l'emprise sur les territoires d'outre-mer par une vocation divine ou civilisatrice, qui rendait licite l'emploi des armes contre les indigènes qui n'en admettaient pas la légitimité. Ainsi aboutit-on à un altruisme égoïste d'inspiration pieuse qui bouleversa les données fondamentales du catholicisme et du protestantisme. D'où le mot terrible d'un Hawaïen à un missionnaire protestant : « Vous autres Blancs, quand vous êtes arrivés, vous aviez la Bible et nous possédions la terre, c'est nous maintenant qui avons la Bible et vous la terre. »

Avec la poussée de l'impérialisme, après 1870, les intérêts économiques exigèrent une extension de la colonisation qui entraîna une extension du racisme. On ne fait pas de grandes œuvres sans conviction. Les coloniaux eurent foi dans leur mission qui avait pour fondement une croyance essentiellement laïque, celle de la supériorité du colon sur l'indigène. Un écrivain français, réputé pour son libéralisme, Pierre Mille, attribuait la solidarité des Blancs au fait qu'ils « se considèrent comme tous égaux et tous aristocrates, la couleur de leur peau était ici le plus sûr, le moins contestable des titres de noblesse, la vraie noblesse, celle qui donne droit à des privilèges ». Mais, rapidement, le préjugé en vint à jouer tout autant à l'encontre des Arabes, des Berbères, des Égyptiens, des Syriens et des Polynésiens qui ne sont pas des hommes de couleur. Le fait d'être né européen ou américain finit par créer le droit de considérer un indigène comme un individu de deuxième zone. Ainsi, tout immigrant, si fruste soit-il, débarqué d'Alicante, de Trapani ou de La Valette, se croit autorisé à traiter l'intellectuel algérien naguère de « bicot », aujourd'hui de « raton ». M. Bergeret expliqua à son disciple, flétri par son sergent d'une insulte qui atteignait aussi sa mère, que de tels propos « marquent évidemment la supériorité de celui qui les tient sur ceux auxquels ils s'adressent ». La plupart des coloniaux pensent qu'il n'y aurait plus de colonisation possible si l'on ne marquait à l'indigène qu'on lui est supérieur. Aussi ne le fréquentent-ils pas et apprennent-ils rarement sa langue. Les réactions prennent un caractère de dignité exaspérée dont la force en Algérie ne cessa de croître et s'affirma par une défense farouche de la civilisation musulmane et de la langue arabe.

C'est de ce sentiment de frustration qu'est née, en grande partie, la force du sentiment national et le désir de faire remonter dans le passé les titres de noblesse des revendications modernes. M. Nora prend position, en l'occurrence, loyalement et sans flatterie. Il a raison. Avec une ardeur sympathique, mais qui mériterait d'être mieux conduite, on fouille dans les textes pour découvrir les formes originelles de la nation algérienne au XVIII^e siècle, voire sous Jugurtha. On confond, trop souvent, la patrie, l'État et la nation. Quand le grand théoricien de l'arabisme, Chekib Arslan, intitulait la revue qu'il dirigeait *La Nation arabe*, aurait-il fallu, pour autant, considérer le monde arabe, en dépit de la communauté de langue et de religion, comme une nation ? Que le sens du sol natal, de la patrie ait été porté au plus haut point chez les Algériens, cela, il faut le déclarer avec force. Mais aller chercher une nation algérienne

sous les Turcs, alors qu'il n'existait qu'un État plaqué sur le pays par la conquête, est vouloir faire dire à l'histoire plus qu'elle ne le doit. La nation ne se manifesta pas au temps d'Abd el-Kader, qui ne fut pas soutenu par le Constantinois et dut lutter contre les tribus et les confréries rivales. Cependant, les tribus de l'Oranie et celles de l'Est eurent une volonté égale de défendre leur sol contre l'envahisseur. Ce fait, qui est incontestable, prouve que, des Numides du II^e siècle avant J.-C. aux fellaga du XX^e siècle, la même ardeur s'est manifestée pour défendre la terre des ancêtres. Pourquoi ne pas s'en tenir aux données réelles qui ont une suffisante valeur ? Ni l'Allemagne, ni l'Italie n'ont eu besoin de recherches archéologiques pour sceller leur unité en 1870. Quoique de formation récente, les nations de Tchécoslovaquie et de Yougoslavie n'affirment pas moins leur personnalité.

Les Algériens constituent actuellement une nation parce qu'ils ont acquis la certitude, qu'ils soient avocats, médecins ou bergers kabyles, qu'ils font partie d'une nation. La nation algérienne s'est forgée dans la lutte qui lui a donné conscience de son originalité et de son unité. Peu importe que cela se passe à l'intérieur de frontières artificielles, comme c'est le cas pour le Ghana, le Nigeria ou la Guinée. Ce qui compte, c'est le besoin commun de liberté, la volonté commune de dégager sa personnalité de l'emprise étrangère, l'affirmation commune de sa dignité, en un mot la création d'une âme commune qui donne vocation de nation. C'est ce processus qui s'est opéré en Algérie et contre lequel rien n'a pu prévaloir.

L'aboutissement d'une telle évolution est naturellement l'indépendance. M. Nora n'a pas reculé devant une conclusion nécessaire ni devant l'examen des problèmes ardues qu'elle posera demain notamment pour le peuplement français. Il a prouvé ainsi que les scrupules d'historien n'excluent pas la rigueur des jugements. Son livre, sûr et de bonne foi, fera réfléchir. Les Lagailarde et les Ortiz, qui ne voient d'autre solution que les émeutes, sont les laisses qu'une marée prochaine emportera. Demain, Algériens et Français devront travailler ensemble. À côté des Français d'Algérie qui sauront s'adapter et dont certains accuseront peut-être les « Patôss⁷ » de manquer de zèle algérien, il faudra que des Français de France, dénués de préjugés coloniaux, apportent au jeune État le concours de leur technique. Je demeure persuadé que la République française peut aider efficacement et mieux que toute autre puissance la nouvelle République algérienne, car, en dépit des luttes, il existe entre elles des affinités que l'avenir confortera. Si le livre de M. Nora tient sa place dans la réconciliation à laquelle l'auteur aspire de tout son cœur, il faut souhaiter qu'il ait, auprès des lecteurs, le succès qu'il mérite.

Ch.-A. J.,

professeur d'histoire de la colonisation à la Sorbonne

1.

. Expression italienne signifiant « se fera par elle-même » (N.d.E.).

2.

. Professeur à la faculté des Lettres d'Alger, alors directeur des affaires musulmanes.

3.

. Gouverneur général de l'Algérie.

4.

. Le nom figure dans le texte. On comprendra notre discrétion.

5.

. Le nom figure dans le texte.

6.

. *Épître aux Galates*, III, 28-29.

7.

. J'ai adopté une orthographe phonétique pour transcrire cette appellation qui tend à remplacer celle de *Francaoui* pour désigner les Français de France.

Et moi, écoutant tristement toutes ces choses, je me demandais quel pouvait être l'avenir d'un pays livré à de pareils hommes, et où aboutirait enfin cette cascade de violences et d'injustices, sinon à la révolte des indigènes et à la ruine des Européens.

TOCQUEVILLE, *Notes sur l'Algérie*, 1841.

AVERTISSEMENT AU LECTEUR

Le présent essai a été écrit il y a plusieurs mois. Il paraît au moment où les développements encore imprévisibles des négociations entamées entre les représentants du gouvernement français et ceux du GPRA peuvent rapidement modifier la situation des Français d'Algérie et l'attitude des métropolitains à leur égard. Sa publication me pose donc deux problèmes.

1. La réalité décrite au présent peut, d'un jour à l'autre, devenir de l'histoire. Elle correspond néanmoins à ce que j'ai vu pendant mon séjour en Algérie, de l'été 1958 à l'été 1960. Et si le silence actuel des Français d'Algérie ressemble à du désarroi, les manifestations du 10 au 12 décembre 1960 et les résultats du référendum de janvier 1961 prouvent qu'en dépit des apparences les sentiments profonds demeurent les mêmes.

2. Pendant les négociations, on peut trouver mieux qu'un silence total entoure le dialogue des protagonistes. L'argument, du point de vue moral, serait juste s'il s'agissait ici d'accabler les Français d'Algérie, à l'heure sombre de leur histoire ; mais tel n'est pas mon propos.

Au moment où l'opinion métropolitaine risque au contraire de n'être sensible qu'aux aspects les plus pénibles des faits divers, il ne paraît pas inopportun, sur l'une des données les plus importantes du drame algérien, d'adopter un point de vue d'historien.

Pierre NORA, *Paris, le 13 mars 1961.*

CHAPITRE I

« Ici la France »

« Êtes-vous français ?
— Algériens nous sommes ! »

MUSETTE, *Les Bonnes Histoires de Cagayous*.

Les Français d'Algérie ne veulent pas être défendus par la métropole, ils veulent en être aimés.

Seul compte ici le rapport personnel. La rue, le café, la manifestation, la foule, autant d'occasions d'éprouver l'efficacité de la présence charnelle. Dans ce pays où la loi n'a jamais été respectée, seul est compris le contact humain. Ici plus qu'ailleurs on vote pour un homme ou contre un homme. Rien de plus contagieux que cet enthousiasme effusif et annexionniste. Le 13 mai, bien des Français d'Algérie crurent sincèrement au miracle du ralliement musulman. On les aimait enfin ! Ainsi s'explique le discours du 27 janvier de Paul Delouvrier : « Je vous laisse, Algérois, le dépôt le plus sacré qu'un homme puisse avoir, ma femme et mon petit garçon [...]. Veillez sur Mathieu [...]. À vous, foule d'Alger, peuple de Bab el-Oued et de Belcourt [...]. À vous, tous les citoyens français d'Algérie. » Les auditeurs pleuraient, on prédisait au délégué général la succession du général de Gaulle.

Sur le nouveau venu commence instantanément une entreprise de séduction. Sans doute les vieilles générations, le bastion algérois, les bourgeois catholiques conservent-ils une réserve de caste qui donne à Alger les allures d'une ville lyonnaise. Mais, partout ailleurs, les bras sont prêts à vous étouffer ; la cordialité à toute épreuve, l'hospitalité agressive, le franc-parler auquel on vous invite ne sont ni des spécialités méditerranéennes, ni des emprunts à l'islam, comme on voudrait le faire croire ; ce sont les premiers philtres du nationalisme algérien. Se prête-t-on, tant soit peu, à ces embrassades, on est immédiatement incorporé, à peu de frais initié, dévoré et bientôt digéré. Le « Je vous ai compris » fut une intuition remarquable.

Toute manifestation prend un aspect passionnel inquiétant. Si Massu ne pouvait ouvrir le feu le 13 mai, c'est qu'aurait fini dans le sang un drame domestique. La mobilité affective des foules est inouïe : une manifestation n'est jamais le moyen d'obtenir un résultat précis, mais l'occasion d'aimer ou de haïr ensemble. Le 25 janvier, toute l'Algérie française parlait des morts de la veille comme un enfant pris en faute ; ce qui n'empêchait pas le flirt de continuer avec les insurgés et toute l'Algérie d'avoir son cœur dans le réduit.

L'érosion algérienne vient à bout de tous les granits : on envoie un gouverneur qui truque les élections au point que l'expression « à la Naegelen » caractérise tout scrutin préfabriqué. On y envoie Soustelle, qui revient tel qu'en lui-même enfin l'Algérie le change ; lui succède un ministre socialiste que l'Algérie transforme en proconsul maccarthyste. Puis, c'est une conscience inflexible, un fonctionnaire exemplaire ; au premier coup de chien il répond par un discours larmoyant. De Gaulle s'y rend, bien décidé à ne pas prononcer les mots magiques ; trois jours plus tard, on lui arrache à Mostaganem un « Vive l'Algérie française ! » Il revient pour faire admettre à l'armée le principe de l'autodétermination, et c'est la tournée des popotes.

« Vous ne pouvez pas comprendre. » Il y a toujours une ignorance de l'Algérie que l'on reproche au « francaoui » qui parle. Et si le charme n'opère pas sur-le-champ, on compte sur les années. Il faut être attaché comme Ulysse à son mât pour ne pas succomber aux sirènes algériennes. Que cinq cent mille jeunes gens passent vingt-sept mois de leur existence dans les djebels, et la risquent parfois pour eux,

c'est normal. Que des centaines de milliards soient investies dans la guerre et l'économie, que la République leur soit sacrifiée, voilà qui passe inaperçu. Mais la moindre réserve sur le climat, c'est leur dire que leur maîtresse est borgne, se permettre une remarque sur leur façon de doubler en automobile et d'écraser les piétons est une insulte à leur virilité, le moindre compliment sur la beauté des paysages est aussitôt suivi d'une remarque telle que : « Alors, pourquoi voulez-vous qu'on l'abandonne ? » ; un fonctionnaire qui demande sa mutation trahit.

Je n'ai jamais entendu un Français d'Algérie répondre par un argument. L'opposition de l'opinion métropolitaine n'est jamais autre chose qu'une persécution. « En métropole, on ne nous aime pas. » Bien des colons m'ont expliqué qu'ils avaient renoncé à leurs vacances en France : « L'atmosphère est irrespirable ; on nous crève les pneus. À Lyon, même, on nous a refusés dans un hôtel ! »

Le monde entier participe à cette conspiration : l'Afrique « parce qu'ils se tiennent les coudes », l'Asie parce qu'elle soutient la Russie, l'Amérique parce qu'elle est raciste pour les Noirs – mais les Arabes, « ils en veulent » –, l'Europe pour embêter la France.

Le délire est tel que la contradiction n'embarrasse personne. La pire haine pour les Arabes peut se transformer en une déclaration d'amour : « Si c'est pas malheureux », entendait-on place des Victoires dans la semaine du 24 au 29 janvier, « de se battre entre Français ! À cette heure, on ferait mieux d'aller casser le village nègre ! » Mais dans le même souffle, complètement insensible à la contradiction, le puissant orateur poursuivait : « D'ailleurs, les Arabes sont pour nous, les salauds y sont à Paris. » Et de s'époumoner : « Les bicots, avec nous ! » De son côté, un riche industriel, ex-franquiste, ex-collaborateur et aujourd'hui ultra, m'expliquait la nécessité absolue de l'intégration. Il me démontrait la lucidité patriotique de Sérigny. « En 36, lui demandai-je, vous étiez pourtant, m'a-t-on dit, de ceux qui se déclaraient prêts à l'insurrection si l'on tentait d'appliquer le “projet Blum-Viollette¹”. Vous n'avez pas de regrets ? » Il n'est pire ennemi des Français que les Français eux-mêmes.

Du grand colon capitaliste au petit tailleur juif, des descendants des vieilles familles françaises aux ouvriers maltais, du gros négociant au petit colon du bled, la passion nationaliste est à la même température. Ce qui unit psychologiquement toutes ces catégories est plus fort que ce qui les sépare socialement.

La disparité des conditions de vie est plus frappante qu'en métropole, et l'éventail des revenus plus ouvert. Le genre de vie des gros colons, dont les revenus dépassent 150 millions par an, contraste plus avec celui du petit employé à 35 000 francs par mois, mal défendu par ses syndicats, que la situation des Wendel ne contraste avec celle de l'ouvrier communiste de chez Renault. N'importe, le comportement politique de l'Algérie a été homogène et le petit employé a confondu ses intérêts avec celui des gros colons. C'est que, plus bas l'on descendait en Algérie l'échelle sociale, plus la concurrence musulmane était redoutable. Les mécanismes psychologiques jouaient sur des esprits sans défense. Les plus riches tenaient leur fortune du protectionnisme agricole et du monopole du pavillon. Leurs moyens de pression politiques faisaient partie intégrante de leur puissance économique ; mais ils tenaient aussi du jeu, de la griserie, du désir de surpuissance et du manque d'autorité gouvernementale. En revanche, les classes pauvres et nombreuses subissaient, physiquement, dans les faubourgs et le bled, la promiscuité affolante d'une masse musulmane avide et menaçante pour leur gagne-pain ; le maintien de la souveraineté française leur paraissait l'unique garantie contre le dépouillement pur et simple. Et ce maintien de la souveraineté française, avant de s'appeler Massu, Salan ou Challe, s'appelait Sérigny. C'est la majorité la plus défavorisée des Français qui a servi la fortune politique du colonialisme flamboyant.

Les Français d'Algérie dans leur majorité ont donc incessamment plébiscité une représentation politique très peu conforme à leurs vrais intérêts. Les contremaîtres et les postiers, les petits commerçants et les colons à dix hectares, tout ce petit monde autour duquel gravitent aujourd'hui le sort de l'Algérie et celui de la France, ont aveuglément suivi les consignes d'une minuscule minorité qui leur ressemblait si peu. Tout se passe pratiquement comme si les grandes familles des Borgeaud, des

Blachette, des Sérigny, avaient disposé des Français comme d'une masse de manœuvre, s'étaient servis d'eux comme d'un inerte levier, les avaient maintenus dans une enfance politique ; et ce sont des enfants politiques qu'ils ont, en dernière heure, sortis du rang de cette troupe, des enfants par l'âge, comme Lagailarde et Susini, des enfants par l'esprit, comme Ortiz. Bien des Français d'Algérie, complètement désemparés, s'aperçoivent, mais trop tard, que leurs intérêts ne sont pas ceux de leurs représentants politiques, et que, pour en être réduits à Sérigny et à Ortiz, il a dû se passer quelque chose d'insolite.

L'institution coloniale a émoussé les heurts de classes. La communauté française s'est figée dans un comportement de minorité. Le rapport de race à race, toujours présent, jamais avoué, a écrasé de tout son poids les rapports de classe à classe.

Les Français d'Algérie ont tous, toujours, du Cagayous en eux. Avec la série des Cagayous, Musette, dont le pseudonyme dissimulait le directeur de l'Assistance publique et qui, par ses fonctions, était en contact avec le petit peuple de Bab el-Oued (à prononcer : Bablouette), a immortalisé, à la fin du dernier siècle, l'odieux titi algérois, modèle du produit colonial, exemplaire interchangeable d'une humanité « *lumpen* », moitié Marius, moitié blouson noir. Les *Bonnes Histoires* du « costo pensant », « l'antitout qui saura, d'un coup de poing, résumer l'épopée », circulaient dans Alger qui députait alors au Parlement Drumont, l'auteur de *La France juive*, et plébiscitait à la mairie Maximiliano Régis ; ce bellâtre à poigne, incarcéré, puis libéré, traversait la ville hystérique dans une torpédo décapotable en exhibant les menottes d'or que les femmes lui avaient offertes.

Tous les Français d'Algérie sont comme Cagayous, humiliés et méprisants. Le coup de gueule collectif et permanent, les cris, les pleurs, le bluff et la déroute soudaine, la susceptibilité à fleur de peau, toute cette détresse psychologique n'a rien de joyeusement méditerranéen ; de ces privilèges accumulés ne se dégage qu'un malheur de vivre. La France algérienne est malade, elle sent le pourri, pourquoi ?

L'affirmation de soi, dans cette logique passionnelle, est le seul moyen de vivre une situation profondément contradictoire. Et, quels qu'ils soient, les Français d'Algérie, supérieurs aux Arabes, sont néanmoins des inférieurs par rapport à la métropole ; le contremaître italien qui ne serait rien dans une Algérie indépendante ne serait pas non plus grand-chose sur le marché du travail d'une métropole où il n'est d'ailleurs jamais allé. Le speaker de la télévision algéroise ou oranaise, notabilité locale saluée et reconnue dans la rue, sait bien que son bafouillage et son accent feraient rire le téléspectateur métropolitain. Le moindre préfet est un roi.

Aussi ont-ils voulu la sécession tant que leur royauté ne risquait d'être contestée que par la métropole. L'insurrection arabe les a jetés dans le parti contraire. L'intégration, abusivement réclamée après avoir été abusivement refusée, est la traduction exacte de cette situation fautive. Elle est le seul moyen – illusoire et purement imaginaire – de dénouer idéalement une situation qui devient invivable : tous les Français avaient fini par trouver une adaptation très précaire, un équilibre de vie fragile. Les plus profondément menacés, donc les partisans les plus fervents de l'Algérie française, sont peut-être ceux qui, isolés dans le bled, ont subi l'influence du milieu arabe ; et partageant sous le même climat la même vie, ils ont fini par adopter les mêmes mœurs. Pourtant, le sentiment de ce qu'ils se doivent, en tant qu'Européens, leur impose une distance de plus en plus difficile à maintenir. L'intégration, mythe de compensation, leur permet d'imaginer qu'ils vont ranimer leur lien avec l'Europe et récupérer cette précieuse substance occidentale qu'ils ont en grande partie perdue.

Peu importe aux Français d'Algérie que l'intégration ne soit pas une solution possible du point de vue technique, financier, culturel et politique. Elle seule tranche le nœud gordien qui les étrangle. Aussi, les conséquences réelles qu'elle impliquerait, à commencer par la suppression du tiers colonial sur le traitement des fonctionnaires et l'augmentation du prix du litre d'essence, ne sont même pas envisagées. Ces basses considérations nous ramèneraient sur terre ; elles seraient des solutions réelles à des problèmes réels. L'Algérie française est une position refuge.

Les Français d'Algérie comptent donc sur la France pour résoudre magiquement leur histoire. Sur tous les murs s'étale : « Oui à la France ». Sous votre porte, se glissent les tracts du Front national français. Dans votre boîte à lettres : « L'Armée française restera dans l'Algérie française. » Vous fuyez la ville, et sur les murs des douars détruits : « Je suis et resterai français. Vive l'Algérie française ! » Rentez en ville, mais depuis le 14 mai, par une ordonnance du général commandant la place, tous les édifices sont pavoisés. Sur le lycée d'Oran le drapeau signalait autrefois opportunément l'arrivée d'un inspecteur général. Aujourd'hui, il flotte en permanence. Dans la rue, au premier incident, l'argument arrive – « Je suis français » – prononcé d'ailleurs avec l'accent : *froncé*. « Je suis *froncé*, moi, Monsieur, je suis aussi *froncé* que vous ! »

Les moyens d'information, Radio-Alger, *L'Écho d'Alger*, contribuent puissamment à intoxiquer l'opinion d'irréalisme nationaliste. Ouvrez le journal : à la première page, la générale distribue des colis aux orphelins français. Photo. À la page sportive, triomphe des muscles français. Page cinématographique : *La Jument verte* est un grand film français. Page économique : s'affirme la technique française.

Or, la totalité des Français d'Algérie ne lit que la presse locale. À Oran, *L'Écho d'Oran* tire à près de 75 000. Depuis quatre-vingts ans qu'il a été fondé par la famille Périer, ce journal est devenu une institution locale. Même les quelques milliers de lecteurs d'*Oran républicain*, créé lors du Front populaire, achètent aussi *L'Écho d'Oran*. Il faut bien le consulter pour les programmes de cinéma, les heures de bateau et d'avion. Les renseignements sont exacts, pourquoi les articles ne le seraient-ils pas ? Journal local, donc, ni meilleur ni pire que *Le Dauphiné libéré* ou *Paris Normandie* –, soit, peu importe la nature de la tendance politique.

Mais à Grenoble ou à Rouen, on peut admettre que la presse locale soit populaire, et que les cadres politiques, administratifs ou ceux des professions libérales lisent une presse nationale : *Le Monde*, *Le Figaro*. Leur lecture en tout cas résulte d'un choix, et c'est là l'important. En Algérie, c'est l'inverse. D'abord, par crainte de la concurrence métropolitaine, seule la presse locale est vendue à la criée. Précaution inutile, car tous les autres journaux arrivant en retard, ou n'arrivant pas, les nouvelles importantes sont déjà connues. S'informer suppose donc une obstination déjà suspecte. Car c'est l'élite qui se contente de la presse algérienne, et considère comme partielle, mal informée, tendancieuse, participant de la volonté mondiale de dénigrement de l'Algérie, la presse métropolitaine que lisent donc seulement les musulmans.

Le lendemain de mon arrivée, je demandais *Le Monde* à 5 heures au grand kiosque, devant la poste centrale (celle-là même qu'en 1949 Ben Bella attaqua à main armée) : « Il n'y en a pas. » Le lendemain, le surlendemain, même réponse. « Mais, enfin, me dit le vendeur, venez donc à deux heures, ou dites-moi de vous le mettre de côté ; vous pensez bien que je préfère encore vous le vendre à vous qu'aux rats. » Je pris mes habitudes dans un autre kiosque, attiré par le grand étalage. Au bout de quelques mois, j'étais grand ami de la famille du vendeur. Quand je les quittai : « Alors, gémit la mère, vous nous quittez, on est si méchant que ça ? » Je pris l'air étonné : « Bien oui, enchaîna le père, nous, les pieds-noirs, vous nous haïssez toujours ? » Ce fut leur fille qui m'expliqua : « Mes parents le disent tous les jours, vous, un professeur qui a l'air si bien, comment pouvez-vous lire ça ? C'est tout écrit par des étrangers ! »

J'y songeais le lendemain, en partant pour Marseille, vers l'étranger, tandis que le bateau qui s'éloignait du port ne laissait plus voir sur la digue que la grande inscription en lettres de chaux qui m'avait accueilli à mon arrivée : « Ici la France ! »



L'armée au secours de l'Algérie française a donc trouvé sur place un milieu réceptif. Mais les militaires, de leur côté, se sont adaptés, par une affinité profonde, à la sensibilité des civils.

Tout disposait les officiers à trouver chez les Français d'Algérie des clients et des alliés. Cette armée « qui ne rentrera pas à Romorantin » n'y est en fait jamais allée. Elle connaît moins les rives de la Seine que celles de l'Oronte, du fleuve Rouge ou du canal de Suez. Armée coloniale, saturée d'humiliations, elle a promené dans l'outre-mer ses garnisons dorées et ses défaites. Paris, de loin, paraît une femme en robe rouge troussée par des intellectuels et des politiciens. Mais la colonie n'est pas toujours drôle. C'est loin ; leurs femmes n'y vont pas. Ils sont seuls pendant leurs soirées d'étrangers incultes dans un pays sans distractions. À la table à côté de la mienne, quelques-uns prenaient leur repas dans un restaurant à tickets. Ils écoutaient à longueur de soirée le plus galonné exposer que Jacques Charrier était un froussard bien représentatif de ces jeunes à mettre au pas.

La presse militaire s'emploie trop souvent à panser des blessures morales : celles-ci doivent donc être profondes. Feuilletons les quelques derniers numéros. Tantôt c'est l'exaltation de la vie pure, loin de la vie moderne, « tu es asocial, viens à nous », et la promesse de trouver dans l'armée « le seul lieu où le mot chevalerie ait aujourd'hui un sens » ; tantôt, la présentation idyllique du pouvoir de bonté que donne un uniforme :

L'opération dura l'après-midi, puis les sections se regroupèrent en bordure de route où attendaient les camions. Là, à la lumière des phares, le capitaine examina en détail le cas de quelques hommes trouvés par la patrouille. Personne n'était sur la liste des suspects. Tous avaient leurs papiers en règle. Il n'y avait plus lieu de retenir ces hommes. Le capitaine Duval s'excusa, et tous purent regagner leur domicile. Les paysans de ces régions savent comprendre que les mesures de sécurité sont nécessaires pour protéger leur vie².

Deux paras démobilisés avaient assassiné une vieille femme. *Para* entreprend de trouver dans la publicité donnée à ce fait divers moins un hommage indirect qu'une occasion de calomnie. « Pourquoi le taire ? cette utilisation maximum du prestige para dans les faits divers découle d'une campagne plus profonde de dénigrement. Tout se tient³. » Il est vrai que le reclassement dans la vie civile pose des problèmes. Sous le titre « Les irrécupérables », Yves Bréhéret leur donne des conseils fraternels :

Quand tu es revenu avec l'impression naïve d'avoir fait ton boulot en Extrême-Orient, on t'a presque craché à la figure dans le quartier de banlieue où tu avais grandi. Tu n'as pas compris. L'armée, c'est le métier que tu t'étais choisi. On t'a dit : « Sale engagé. » Les paras, c'est l'unité qui correspondait à ta soif d'évasion et d'action, tu as été bien surpris de savoir que tu étais un fasciste. Pour toi qui aimais les choses nettes et franches, c'est devenu bien compliqué. Tu n'as pas été beaucoup en classe, aussi tu as réagi en racontant les choses comme tu les avais senties. C'est là que tu les as fait rire, les autres ; c'est un peu cela qui t'a déboussolé, n'est-ce pas⁴ ?

Ce poujadisme larmoyant ne s'adresse qu'à la troupe, mais les grosses têtes de l'« action psychologique » savent au fond qu'ils ne savent rien. Lors d'une conférence à des officiers de réserve qui faisaient une période, deux amis, l'un normalien, l'autre auditeur au Conseil d'État, se permirent, sans ironie aucune, de poser quelques questions. À l'issue du débat, on les convoqua. « Alors, pas d'accord ? grommela cordialement le capitaine. Eh bien, vous comprenez, les gars, cette nourriture n'est pas faite pour vous autres. Ce n'est pas que vous soyez des intellectuels, non, je le vois bien, vous êtes des types propres, mais vous avez déjà derrière vous toute une instruction... »

Du colonel à l'adjudant, en Algérie, toute la misère militaire s'est donné rendez-vous.

Avec le contingent, l'armée a doublé de moitié le nombre des Français. On trouve donc un militaire sur trois Français. Ils font marcher le commerce et, pour les officiers, font monter le prix des chambres, remplissent les hôtels, animent l'existence. On les voit beaucoup, on les entend toujours. Courtaud, rougeaud, le lieutenant français est là. Il a trouvé son public, il est apprécié, écouté, aimé, imité. À tous les banquets, il y a toujours un militaire invité d'honneur, le président lève son verre : « Et je m'enorgueillis en votre nom à tous, de saluer en la personne du colonel X ou du commandant Z, l'armée qui est ici chez elle, etc. » Et dans l'euphorie du dessert, chacun raconte comment sa femme n'ose plus sortir de sa ferme, comment le fils va « le p'tit gars qui n'a pas froid aux yeux », faire les commissions, et

lui-même, maintenant, le FLN le respecte parce qu'il a refusé la cotisation ; on s'attendrit, on se serre très fort la pince en se jurant de rester « *froncés* », quand dans l'attitude de l'officier se lisent cette légère distance et ce brin de mépris pour le civil qui ne demande au militaire que de lui conserver ses privilèges.

La réalité algérienne est fruste et violente. De la conquête, les colons ont gardé des habitudes militaires. L'esprit pionnier se survit dans un dynamisme à l'américaine qui permet au colon algérien de mépriser le paysan français parcellaire. À son sens de l'entreprise et de l'action, l'armée répond par une leçon d'énergie qui épate franchement le pied-noir. C'est la seule vraiment bonne chose qui lui soit venue de métropole. L'officier, comme le colon, baragouine l'arabe ; tous les deux « aiment » les musulmans, déclarent n'avoir au fond qu'un seul ennemi, le fellaga ; ils professent une hostilité commune au gouvernement. Ils aiment le bled, la vie dure, les hommes. Tout colon rêve d'établir avec tout Français ce fraternel coude à coude qui lie les militaires, et avec tous les Arabes ce paternalisme que les militaires adoptent envers les musulmans. La vieille idée du colon : « Les Arabes ne comprennent que la force, mais il faut qu'elle soit juste », les militaires la mettent en pratique.

À la faveur de l'insécurité, de l'état de siège, le gros commerçant, le médecin à clientèle arabe, l'entrepreneur et l'épicier en gros jouent aux Spartiates pendant la révolte des ilotes. Les unités territoriales ont achevé la soudure et le mimétisme aboutit à la caricature.

« Alors, mon capitaine, bonne journée ?

— Qu'en pense le lieutenant ?

— Après vous, mon commandant, s'il en reste ! »

C'est la vengeance des humiliés. Une chaude complicité lie le pied-noir moyen au militaire moyen. La salle à manger, autrefois animée, du grand hôtel qui domine Tlemcen, était froide, et, le soir de mon arrivée, trop grande pour les militaires et pour moi. Le couvre-feu dès 8 heures ramena quelques clients. Nos voix résonnaient. À travers les fenêtres qui n'étaient pas obstruées par des sacs de sable, on apercevait des barbelés dans le jardin. Il en était ainsi depuis quarante mois. Le patron avait gardé sa tenue d'UT et ses bottes de para pour, de table en table, saluer les militaires. L'un d'eux expliquait entre chaque bouchée, calmement, sa méthode : pour un Français touché, dix otages fusillés.

Le patron lui faisait signe de se taire quand l'Arabe apportait les plats, raide et perdu dans son veston blanc. S'éloignait-il, le patron approuvait dans ses moustaches : « Vingt pour un. »

Dans un pays où le plus misérable des Français jouit sur tout musulman d'une parcelle d'autorité, où la seule valeur reconnue est l'exhibition d'une supervirilité physiquement exercée, comment l'armée ne constituerait-elle pas un modèle ?

Les colons libéraux sont les mous et les riches qui ont perdu contact avec la terre et se contentent de toucher le produit des récoltes qu'ils viennent, d'Alger ou d'Oran, admirer sur pied, mais dont ils confient la gestion à un régisseur européen. Ils occupent leurs loisirs aux voyages et aux sports ; le compte en est vite fait, ils sont célèbres pour leur fantaisie. « Des femelles », dit-on. Des deux auxquels j'ai été présenté l'un faisait des poèmes bucoliques et s'était découvert grâce à Roger Vailland. « Moi, mon cher, répétait-il en se renversant sur son siège au café, je suis comme Don César : je me désintéresse. » L'autre traînait sur le boulevard avec quelques amis comme lui célibataires et, de la meilleure grâce du monde, faisait profiter ses intimes de ses bonnes fortunes et de sa fortune tout court.

Un troisième fit son apparition timide parmi les libéraux à la suite d'une conversion douteuse. Gros propriétaire, fils et petit-fils de gros propriétaires des environs de Sidi-bel-Abbès, siège de la Légion et surnommé le « petit Berlin », il avait toujours entretenu avec les officiers de la Légion les meilleurs rapports jusqu'à ce que son régisseur l'appelât un jour pour lui raconter le désastre : une *Jeep* de la Légion s'immobilise dans la cour de la ferme, les militaires fouillent systématiquement et découvrent dans la grange deux Arabes cachés. On les interroge à coups de crosse. Mains en l'air, égarés, ils ne comprennent pas le français ou font semblant ; le lieutenant s'agite, accuse tout le monde de complicité,

convoque les neuf ouvriers agricoles. L'interrogatoire ne mène à rien, le temps passe, il fait chaud. Les deux fellaga et les neuf ouvriers musulmans sont au mur. Le régisseur s'interpose, il croit à une mise en scène quand l'officier fait chercher des femmes qui accourent, des enfants sur le dos, d'autres dans leurs jupes. Les onze hommes alignés côte à côte sont immédiatement fusillés.

Notre propriétaire s'émut, courut à la Légion : « Quoi, des ouvriers qui m'avaient vu naître ! Sans me prévenir ! Êtes-vous tous devenus fous ? Et comment voulez-vous que je travaille maintenant ? Même les fellaga respectent les récoltes. Assassins, vandales, c'est ainsi que vous pacifiez ? Appelez-moi, mon ami, le commandant Untel. » Il voulait au moins les corps que réclamaient les femmes pour les enterrer la tête vers La Mecque. Le commandant ne vint pas, mais deux officiers s'emparèrent du propriétaire et, mains dans le dos, l'interrogèrent dans un bureau. « Du calme. Dites-nous plutôt pourquoi votre ferme a été jusqu'à présent, dans le coin, la seule épargnée par le FLN. Combien payez-vous ? Quand ? À qui ? »

Or, en racontant avec émotion cette aventure, ce n'était pas un changement profond qui frappait chez cet homme, mais, derrière l'amertume passagère, une sorte d'admiration pour ces procédés si virils.



En outre, l'armée a mis dans la pâte algérienne un levain des plus actifs. Son idéologie propre, l'action psychologique, a influencé la masse des Français d'Algérie. Les a-t-elle profondément modifiés ?

L'excellente *Revue militaire d'information*, fort bien présentée, a exposé à plusieurs reprises les doctrines de l'action psychologique et de la guerre subversive⁵. Je les ai moi-même entendus développer, à l'usage des civils, dans une longue conférence du commandant Xavier. Celui-ci a diffusé dans diverses capitales la leçon qu'il a ramenée, avec un bras raide, d'Indochine où il fut des années prisonnier des Viets. Ardent et sec, sanglé dans son uniforme qui prend sur lui des allures de soutane, « il a même parlé au Collège de France, il pourrait répondre même à des jésuites ! » me dit son aide de camp, qui entretient autour de lui une atmosphère de déférente admiration.

Cette conférence, il la fit entre autres à Oran, un jour de juin 1958 – on ne pouvait mieux choisir le moment. Les bourgeois oranais se méfiaient depuis le 13 mai d'une armée trop menaçante. Arrive un intellectuel galonné qui sait tout. On racontait que les instigateurs de la guerre révolutionnaire étaient Mao Tsé-toung et Tchakhotine. Mais non : « Spinoza l'a dit », déclare Xavier d'une voix de métal en fusion, « seule la vérité libère », regardons-la en face ; mais cette vérité, Hegel nous a montré qu'elle était dialectique. L'armée ne veut pas, selon l'expression d'Alain, « lever le citoyen contre les pouvoirs ». Que veut-elle ? Pour reprendre la formule de Bergson, si « l'univers est une machine à faire des dieux », l'armée est une machine à faire des citoyens... Le monde a besoin d'un supplément d'âme... Romain Rolland avait raison, « nous sommes les missionnaires d'un nouvel évangile ».

Ce fut un succès délirant. Des auditeurs voulaient toucher l'uniforme de l'orateur. Avocats, médecins libéraux qui avaient vécu le 13 mai dans l'angoisse, découvraient, à l'heure où venaient les doutes sur l'honorabilité de l'armée, où l'on parlait de tortures généralisées, de disparitions inexplicables, de camps de concentration, qu'il y avait dans l'armée, tout de même, des officiers qui « dégageaient des valeurs propres », « sur lesquelles on pourrait fonder quelque chose de solide ». Ces libéraux n'étaient pas remis de l'usure nerveuse des dernières semaines. Toutes ces nuits, où la chaleur de l'été empêchait de dormir fenêtres closes, circulaient dans les rues des *Jeeps* dont les magnétophones diffusaient des appels au meurtre : « Peuple français, tu viens de remporter une grande victoire, pas sur les fellaga, mais sur les ennemis de l'intérieur, les traîtres, les défaitistes, les intellectuels, les juifs. Rénove-toi dans leur sang, peuple français, aux armes ! » Des avocats se voyaient inondés de lettres anonymes, coincés sous leur porte cochère par des malabars armés. Des professeurs recevaient la visite hypocrite du cancre

qu'ils venaient de faire renvoyer ; aujourd'hui membre influent d'un quelconque comité de salut public, il offrait sa protection : « Moi je ne vous en veux pas. Mais je sais que d'autres vous ont repéré. Ne craignez rien, je connais Lagaille. On vous passera peut-être à tabac, mais ça n'ira pas plus loin. » Le jour, le soir, dans les rues aux magasins en grève, délirait la hideuse kermesse : vingt mille personnes acclamaient les uniformes. Qui restait chez soi était suspect. Qui sortait risquait le lynchage. Et le Tata-ta-ta criardait sans discontinuer tandis que les filles vêtues de tricolore encadrées par les bouchers en territoriaux vous bousculaient en riant dans la sueur patriotique. Quel n'était pas le pouvoir d'un commandant qui venait alors au nom des vainqueurs parler le langage d'un père de famille !

Xavier disait en cinq heures trois choses : d'abord que l'Occident des nations libres était menacé par les procédés qu'une minorité révolutionnaire avait su mettre au point pour renverser un appareil gouvernemental. Ces procédés consistaient en un certain nombre de méthodes destructrices qui vont de la dislocation de l'adversaire (résistance passive, terrorisme sélectif) jusqu'à l'élimination physique (déportation) en passant par l'intimidation (meetings, sabotage, guérillas) et la démoralisation de l'adversaire (intoxication des masses). Les méthodes constructives consistaient en revanche dans la sélection et la formation de base d'une poignée de meneurs. Les activistes se livraient à une imprégnation psychologique par le montage de réflexes conditionnés collectifs (à la Pavlov). Il s'agissait alors surtout d'encadrer la masse par des hiérarchies parallèles (syndicats ouvriers, mouvements de jeunesse, etc.), qui constituaient des comités locaux dont la pyramide aboutissait à un comité central. Cet encadrement réalisé, on se livrait à une besogne d'édification qui mettait la minorité révolutionnaire en mesure d'affronter victorieusement l'édifice miné de l'intérieur. Devant l'efficacité de ces méthodes qui avaient permis l'installation du communisme sur huit cents millions d'hommes, il fallait soutenir avec Malraux que « nos hommes savaient se battre, mais ne savaient pas combattre ».

La seconde partie montrait les moyens par lesquels il convient de s'adapter en appliquant les trois mécanismes fondamentaux de la guerre subversive : la cristallisation des volontés, l'organisation de l'appareil insurrectionnel, la mobilisation de la population. Chacun de ces éléments devait être scrupuleusement dosé. Pour réussir, ils exigeaient l'exploration du milieu humain par toutes les méthodes psychosociales ; la maîtrise des *mass media* (presse, cinéma, radio, etc.), le contrôle total et absolu des individus et l'envoi des récalcitrants dans des camps de « désendoctrinement ». Cette guerre dans la foule était celle du xx^e siècle. On pouvait, avec le maréchal Boulganine, l'appeler « guerre politico-militaire puisque ces moyens deviennent aussi efficaces que les avions, les canons et les chars ».

Restait enfin, l'essentiel, à définir l'idéologie, le « pourquoi nous combattons ». Seul en effet l'enjeu final du combat faisait la différence avec nos ennemis auxquels nous empruntons des méthodes en soi blâmables. La fin justifiait les moyens. Arrivait alors le bien suprême, la liberté de l'esprit qui caractérise la grande tradition d'humanisme occidental et chrétien, l'art grec, le droit romain, la ferveur des bâtisseurs de cathédrales, Voltaire et Victor Hugo, l'ébranlement des grandes valeurs à restaurer, le travail, la nation, et, pour finir, Dieu.

Cette conférence de cinq heures se recommandait en plus par son extrême élasticité. Devant les curieux, on développait les cas concrets de la guerre communiste, la Grèce ou le Tudeh iranien, devant les sceptiques on faisait circuler des photos d'horreurs et entendre des enregistrements radiophoniques. Devant les jeunes, on insistait sur la propagande, devant les vieux, sur la dialectique.

Dans tout ce pathos, pas un mot sur l'Algérie. Comme disait Gambetta de l'Alsace-Lorraine « on y pensait toujours, on n'en parlait jamais ». C'est que cette idéologie n'est pas destinée à l'Algérie, mais à la métropole. Aux hommes d'ordre, on explique donc qu'il s'agit de défendre la famille, le travail, la patrie. Aux aventuriers, qu'il s'agit d'un formidable moyen de pression sur les masses dont on peut tirer un appui révolutionnaire. Aux capitalistes, on explique que l'armée est le rempart de la propriété, aux prolétaires, qu'ils s'agit de leur donner l'honneur et la dignité. À tous les gens incultes, on montre qu'il s'agit de préserver leur bien le plus précieux, la culture. Pour le contingent, on insiste sur la nécessité de

partir à la conquête des cœurs, de défendre envers et contre tout la veuve et l'orphelin, mais à propos de Le Gall et Castera, les deux spahis fusillés le 8 août 1960 par le FLN, on explique que, « face aux Allemands, certaines situations pouvaient encore s'expliquer, mais face aux fellaga, non – Dieu merci, nous avons mieux que des soldats qui se sont rendus – on aurait dû taire leur triste histoire⁶ ». À l'homme moderne, on dit qu'il s'agit d'assumer le passé, à l'homme d'hier, de regarder le présent en face, aux fortes têtes, d'ouvrir le dialogue sans exclure les intellectuels de bonne volonté ; aux bienveillants, que c'est une mise en condition des esprits, un lavage de cervelle et une machine de guerre en partie dirigée contre les intellectuels.

Aux nationaux, le nationalisme, aux socialistes, le socialisme, aux démocrates, la démocratie, aux chrétiens, le christianisme ; le fascisme à ses débuts s'est toujours présenté comme une idéologie polymorphe susceptible de toutes les adaptations aux clientèles qu'il voulait recruter. Cet amalgame suppose seulement que la détresse des hommes, et leur rancœur, soient suffisamment profondes pour qu'une caste militaire puisse imprimer trois idées-forces dans l'esprit des déclassés :

1. Un manichéisme simpliste qui fait le monde en champ clos où s'affrontent le communisme et la liberté. C'est le combat des Horaces et des Curiaces ; l'Ouest a délégué ses paras au soleil, et l'Est ses va-nu-pieds dans l'ombre. Ils se comprennent, et lorsqu'ils se rencontrent, quelle volupté : « Il faut surprendre le terroriste qui dépose une machine infernale au pied d'un réverbère et connaître ses complices. Il faut se battre au couteau avec les guérilleros retranchés dans une caverne après les avoir enfumés comme des renards. Alors on se retrouve face à face, on se voit souffrir⁷. »

Les tortures ? « Vous êtes en péril de mort et vous ne le savez pas. Nous le savons pour vous et nous vous défendons. Laissez-nous agir en conséquence. » L'histoire est devenue le lieu de la violence, que l'armée seule sait dominer. Tous les baroudeurs sont justifiés par cette théorie abstraite de Clausewitz, qui veut voir dans la guerre le moyen de régler un conflit qui ne peut être réglé autrement, donc par l'anéantissement total de l'adversaire. Par définition, il n'y a pas de loi de la guerre.

2. S'opère donc une coupure absolue entre le citoyen et le soldat. « Nous avons nos aumôniers pour nous bénir avant le combat, et nous mettre en terre après, nos toubibs pour nous soigner, nos intendants pour nous faire vivre et nos tribunaux pour nous juger si nous ne nous sommes pas conduits selon les lois en vigueur chez nous. » On ne peut mieux dire que l'armée est un État dans l'État, le quatrième État qui s'emparera des autres et qui est le seul dépositaire de l'intérêt supérieur de la patrie.

3. Le programme positif se veut socialiste : « Si l'on veut faire le bonheur des Algériens », « Tout ce qu'on fait, c'est pour qu'ils deviennent des hommes libres », etc.

Ici apparaît le programme progressiste de l'armée ; mais son accord avec les civils est aussitôt rompu.

Le premier officier venu sait ce que veulent ignorer tous les colons. D'entrée de jeu, il tient l'accroissement foudroyant de la population musulmane pour le problème crucial de l'Algérie. Et sa pratique des hommes lui a fait sentir que, lorsque la courbe démographique d'une société augmente selon une proportion arithmétique, les conflits humains augmentent selon une proportion géométrique. Il sait l'insupportable misère d'un peuple de clochards, pour l'avoir vue de près (ce qui est rarement le cas des civils), pour avoir essayé de la réduire. Combien de fois un officier de SAS ne s'est-il pas heurté à tout refus de coopération des colons ? Il hait, en général, l'égoïsme aveugle de la féodalité agraire et n'a pas plus envie d'être la victime des pieds-noirs que d'en être l'esclave. Il connaît aussi le poids de la guerre, maillon de la chaîne qui lie les violences aux contre-violences.

Voilà donc des cadres militaires prêts à chasser d'Algérie vingt mille colons, prêts à faire la réforme agraire, et même, à condition de sauver l'honneur, de négocier avec le FLN pour faire – qui sait, ensemble ? – « un avenir assez grand pour tous et pour toutes ».

Somme toute, l'armée ne comprend pas pourquoi elle est en butte aux partis de gauche, qui n'ont placé les reproches que sur le plan moral de la campagne contre les tortures et ne veulent voir dans le

service militaire qu'une machine à faire des assassins.

À la limite, ils ont le sentiment d'un malentendu, puisque leurs buts, à leurs yeux, sont bien plus proches de ceux de la gauche que de ceux de la droite : avec la gauche, ils sont contre le *statu quo ante*, contre la discrimination raciale, pour la réforme agraire, la promotion égalitaire, la justice sociale, la dignité humaine et l'émancipation harmonieuse de l'Algérie.

Il est malheureusement trop vrai que l'armée peut triompher sur la carence des partis de gauche qui n'ont pas su éduquer l'opinion sur la gravité des problèmes coloniaux. L'armée d'outre-mer est en fin de compte la seule fraction de la communauté nationale à avoir vécu le problème colonial comme un problème national.

C'est ce qui fait, d'ailleurs, la différence entre ses réflexes et ceux du chef qu'elle s'est imprudemment choisi ; de Gaulle n'a jamais fait partie du cadre colonial. Il n'a pas, comme les coloniaux, cette longue habitude du service outre-mer qui fait inévitablement d'un soldat un militant de la plus grande France, qui l'attache sentimentalement à la terre impériale. Cet amour qu'il porte possessivement à l'Hexagone, le moindre Français colonial le porte à la France des cinq parties du monde. De Gaulle a dû lire Barrès plus que Psichari.

Mais les ultras ne se reconnaissent plus dans ce monstre national-socialiste que l'armée a enfanté de leurs œuvres. Du national-socialisme ils acceptent le nationalisme, pas le socialisme. Et par nationalisme, ils entendent « intégration ». Ils se savent un million contre dix millions d'Arabes. L'intégration rétablirait le rapport des forces, il y aurait désormais quarante-six millions de Français contre dix millions d'Arabes. « L'Algérie française » est ce calcul, et rien de plus. Rester français, pour eux, revient à demander que la souveraineté française garantisse le maintien de leurs privilèges et, derrière la façade de l'octroi aux Arabes de la « citoyenneté à part entière », le retour au *statu quo* antérieur. Le colon approuve d'un air de connaisseur que l'on « télécommande le subconscient des masses », mais veut que le téléguidage arrête ces masses aux bornes de sa propriété.

Sur la masse des vieux pieds-noirs, l'action psychologique n'a donc eu prise que durant la brève période où le FLN a paru mettre en avant la guerre sociale et révolutionnaire, en particulier depuis le congrès de la Soummam (août 1956) : le 13 mai en a marqué l'apogée. Mais, depuis la transformation du FLN en GPRA, la revendication nationale paraît l'emporter sur le contenu social. Du moment que l'on revenait à une guerre nationale, donc traditionnelle, malgré le maquis et le terrorisme, l'action psychologique s'est trouvée « en l'air » ; de Gaulle n'a, du reste, pas manqué d'en tirer provisoirement parti pour désamorcer les hiérarchies parallèles, les comités de salut public, les unités territoriales.

Mais, à brève échéance, l'action psychologique a dû déplacer sa clientèle vers les deux catégories que n'effraie pas l'audace de son programme social : la masse des petits Européens et surtout la jeunesse. Du même coup, elle est devenue un fascisme. Ces jeunes de dix-huit ans, qui, derrière les barricades du 24 janvier et celles de décembre 1960, hurlent avec les loups « Al-gé-rie fran-çaise », sont, pour les meilleurs, très différents des petits et grands bourgeois ultras. Ils lisent *La Question* ou *La Gangrène*, *L'Express* et *l'Observateur*, Maurras ou *Mein Kampf*. En classe, ce sont les plus curieux d'histoire et de l'histoire de l'Algérie. Ils n'ignorent ni la torture, ni l'affaire Audin. « C'est le prix à payer », me dit froidement l'un d'eux, le même que j'avais vu, dans un faubourg, à la sortie d'un café, s'interposer dans une bagarre et recevoir du garçon de café le coup destiné à l'Arabe.

Ces jeunes gens reprocheraient à leurs parents leur égoïsme de nantis, l'ignominie doucereuse de leur racisme. L'Algérie pure dans une France dure, voilà ce qu'ils veulent faire avec les militaires. Ils se disent ultras, et traitent avec mépris leurs parents de « libéraux », sans se rendre compte que leurs parents sont ultras, et eux-mêmes fascistes.

C'est pourquoi la logique de la psychologie algérienne mène droit à toutes les extrémités.

On en a vu le raccourci saisissant au procès des « barricades » en novembre 1960. L'Algérie française comparaisait en accusée dans une capitale hostile, où était officiellement proclamée une

politique contraire. Mais les accusés sont jugés par un régime qui leur doit la vie ; derrière eux, dans la salle, l'écho d'un public qui les aime. Devant ce qu'ils ont tout de suite su transformer en « box de l'honneur », un jury qu'ils peuvent séduire à condition d'adopter le langage qui convient. Ils l'adoptent. Tout doux, les larmes aux yeux, le cœur sur la main, la main sur le cœur, ils se racontent. Leur désir d'aborder le fond, d'adopter un ton modéré, ne correspond pas à la volonté de se démarquer du procès Jeanson. C'est la tentative classique de la reconquête sentimentale de l'infidèle : « Te souviens-tu de nos bons moments ? Tes serments, j'y ai cru. » On pouvait douter que, dans cette salle lambrissée, ils arrivassent à faire naître ces rapports personnels, les seuls qu'ils comprennent. Mais non, le courant passait, Lagailarde était libre.

Dans ce concert, une fausse note manque tout perdre. Le plus jeune vend la mèche : Susini fait une déclaration fasciste. « J'ai voulu concilier le mouvement d'émancipation social, qui bouleverse le monde entier, et le fait national. J'ai essayé, pour moi-même et mes amis, de reprendre dans une synthèse d'ensemble ces deux courants qui ont secoué le xx^e siècle. » Tout à coup, le lien surgissait entre les revendications souriantes et légitimes de nos supercompatriotes, débarqués sur le *Mayflower* de Bugeaud, et les brassards, les svastikas, le grésillement des gégènes, les cris des torturés. Lagailarde fuit, et la boucle est bouclée.

[1.](#)

. Ce projet consistait, on s'en souvient, à donner la citoyenneté française à vingt mille musulmans par an, « les plus évolués, ou ayant donné des garanties importantes de loyalisme ». Le projet fut retiré par le gouvernement devant le déchaînement des colons algériens.

[2.](#)

. *Bled*, 10 novembre 1960 (reportage Bernard Piveteau et Alain Jean).

[3.](#)

. *Para-Press*, mars 1960.

[4.](#)

. *Ibid.*, mai 1960.

[5.](#)

. *Revue militaire d'information*, numéro spécial, « La guerre révolutionnaire », n° 281, février-mars 1957, et Marcel CLÉMENT, « Les valeurs que nous défendons », n° 313, février 1960.

[6.](#)

. *Paras*, « Soyons Francs », octobre 1960.

[7.](#)

. Interview de Jules Roy, *L'Express*, n° 495, 3 décembre 1960.

CHAPITRE II

Le blocus

Là où l'esclavage est la forme dominante de la production, le travail devient l'activité propre de l'esclavage, il est donc déshonorant pour l'homme libre. C'est pourquoi est exclue toute possibilité de sortir d'un tel mode de production, alors que sa suppression est au contraire nécessaire pour que l'esclavage cesse d'être un obstacle au développement de la production.

Friedrich ENGELS, *Dialectique de la nature*.

L'histoire des Français d'Algérie est fille du nationalisme jacobin. À ce titre, ils n'ont renoncé que tout récemment aux grands principes universalistes et assimilateurs de 1789. Par sa prétention à pouvoir évoluer vers un avenir égalitaire et démocratique, l'Algérie française est athénienne.

Mais comme la mise en valeur locale n'a pu s'effectuer qu'aux dépens des Arabes, et grâce à leur force de travail, seul un système d'oppression militaire et civil a pu garantir la suprématie de la collectivité française : dans la pratique, c'est avec le système politique et social de Sparte que l'Algérie aurait une profonde analogie. Sparte avait établi, par une Constitution écrite et sacrée, à l'origine même de la cité, une organisation sociale destinée à exclure toute possibilité d'évolution : un petit nombre de citoyens égaux s'étaient vu assigner un lot inaliénable cultivé par un grand nombre de serfs ilotes. Droit civil, droit foncier, droit du travail étaient liés pour l'éternité. Les Français d'Algérie, comme les Spartiates, là par le droit de conquête et les textes sacrés, ici par l'exploitation permanente d'un lien d'intérêt et d'un lien affectif avec la métropole, ont voulu réaliser le tour de force d'être à l'abri des injures du temps et de figer l'histoire.

On a donc assisté – dans les deux cas – à la construction d'une légende. En Algérie, la conquête, uniquement destinée à venger une injure du dey au représentant de la France et d'ailleurs justifiée par la piraterie barbaresque, a permis une mise en valeur économique dont tout le monde aurait profité sans la calamité de l'explosion démographique. Périodiquement, des indigènes primitifs et fanatisés fomentent des révoltes contre de pacifiques colons ; mais ils n'arrêteront pas la marche en avant ; d'ailleurs, à présent, l'ordre règne en Algérie.

Les Français d'Algérie plaident non coupables. Cette héroïsation d'une histoire aujourd'hui dans l'impasse rend cependant mal compte d'une évolution dont ils furent les artisans avant d'en être les victimes. Pour comprendre la lente maturation d'une situation explosive, il faut se garder de croire que les rapports entre la minorité dominante et la majorité dominée ont toujours été stables. Les Français d'Algérie ont lutté sur deux fronts : l'Algérie et la métropole.



Toute colonie de peuplement fondée sur une distinction raciale tend à s'installer dans l'éternel comme la monarchie absolue. Les nouvelles couches humaines de la fin du XIX^e siècle, en Algérie, se sont adaptées avec une remarquable plasticité aux moules psychologiques des premiers arrivants. La psychologie du premier peuplement donna donc sa marque à l'histoire algérienne.

Pendant plus d'un demi-siècle, les Français n'ont pu se targuer ni d'être installés depuis leur arrière-grand-père, ni d'être français de souche, ce que peut dire tout Espagnol, Maltais ou Italien, détenteur d'une carte d'identité française. Pendant tout le XIX^e siècle au moins, leur mentalité vis-à-vis des Arabes n'était pas la même parce que leur position vis-à-vis de la nation française était beaucoup moins sûre. La

passion qui teinte aujourd'hui leurs rapports avec les Arabes imprégnait alors leurs sentiments pour la métropole, ou pour leurs pays d'origine. Or le seul lien commun entre tous les immigrants français et européens fut une psychologie de déclassé vis-à-vis de leur propre nation. À un titre ou à un autre, tous ceux qui vinrent s'installer en Algérie avaient une vie manquée derrière eux.

Préoccupons-nous moins de leur nombre que de leur type social. Ce furent d'abord les agioteurs et mercantis entraînés par les armées. La monarchie de Juillet racola dans toute l'Europe Suisses, Allemands, Italiens et Espagnols autant que Français ; vingt mille furent fixés par des concessions gratuites et des subventions officielles, sans compter les colons militaires de Bugeaud. Dès le départ s'affirme le caractère cosmopolite de la population : sur les cent mille Européens de 1848, l'Algérie compte plus de la moitié d'Espagnols, d'Italiens et d'Anglo-Maltais. Une nouvelle vague de pionniers est constituée par les chômeurs de la II^e République, les inemployés des ateliers nationaux et les prolétaires vaincus après la guerre civile de juin 1848. Le rapport de la commission d'enquête de l'Assemblée conclut à l'« impossibilité de faire des colons actifs avec des concessionnaires sans ressources, sans préparation professionnelle et sans résistance au climat ».

Le coup d'État de 1851 provoque la déportation des condamnés politiques. Le décret du 26 avril 1851 qui n'astreint le nouveau venu à aucune justification de ressources, de compétence ou de nationalité ouvre la porte à tous les malheureux. On songea même à envoyer d'office les bagnards et les orphelins. L'Algérie recrute ses habitants comme les *condottieri* des débuts de la guerre de Trente Ans recrutaient leurs mercenaires, et la colonie nourrit la colonisation comme la guerre devait nourrir la guerre. Après les communards déportés en 1871, ce fut le tour des Alsaciens-Lorrains qui refusaient la domination prussienne. Toute la nostalgie de l'exil s'exprime encore par la toponymie jumelle : Saint-Cloud, Vesoul...

Après l'injection sporadique des indésirables de l'Europe entière, l'activité économique qui se développe en Algérie sous la III^e République et le régime civil, le boom de la vigne en Algérie après la ruine du vignoble français, l'essor de la grande colonisation à la fin du siècle absorbent une nouvelle vague d'immigration. L'unité italienne qui assure l'hégémonie du Nord sur le prolétariat rural du Sud, les bouleversements qui affectent tout l'équilibre méditerranéen depuis l'ouverture du canal de Suez provoquent un afflux prolétarien en Algérie analogue à la grande vague slavo-latine qui déferle à la même époque sur les États-Unis. En vingt ans, de 1881 à 1901, la population européenne passe de moins de deux cent mille à trois cent soixante-cinq mille habitants. La loi de 1889 naturalise automatiquement les enfants d'étrangers nés en Algérie (tout en leur laissant, à vingt et un ans, le droit de revendiquer leur nationalité d'origine). Elle crée donc à proprement parler les « Français d'Algérie », qui ont perdu pied en Europe mais ne connaissent pas la France. Ces néo-Français commencent d'être sous-traités par une partie des Français qui, eux-mêmes arrivés misérables, ont déjà leur position faite.

Israël aussi fut peuplé des indésirables et des rescapés des grands naufrages. Mais il prit soin de chasser les Arabes de ses frontières et l'origine commune de tous les malheurs, la persécution raciale, disposait les juifs à l'unité morale. Du reste, en dépit de ces conditions favorables, l'ordre totalitaire qui règne en Israël et l'hébraïsme militant prouvent assez les difficultés de cimenter l'unité nationale, même entre des immigrants en quête non d'une fortune, mais d'une patrie.

Les vagues d'immigration furent, en Algérie, étalées sur près d'un siècle. Chaque crise historique (les deux guerres mondiales, la guerre d'Espagne) a déposé sur le rivage algérien des alluvions humaines qui n'avaient en commun – ce qui n'est en aucune façon un jugement de valeur, mais de fait – que leur inadaptation. Les nouveaux arrivants ne s'adaptèrent aux premiers avec cette souplesse si remarquable que parce que toute cette communauté française ambiguë communie dans quelques rancœurs décisives. Une même intrusion volcanique traverse en Algérie les sédiments humains accumulés.

Leur seule idéologie commune fut, avec l'hostilité aux Arabes, l'attachement purement idéal à la France nourricière. La patrie surévaluée des exilés français s'est fondue avec la patrie imaginaire des

naturalisés. Cette image est devenue très vite le lien commun de l'Europe indésirée. Les Français qui étaient en France des citoyens de seconde zone, les étrangers qui n'eussent été que des métèques, deviennent, par la vertu de l'exil, citoyens de première catégorie. Toutes les faveurs qu'ils obtiendront de la métropole par leurs réclamations, même les plus injustifiées, ne pourront assouvir leur sentiment initial d'une intense frustration. Représentons-nous ces pauvres hères implantés par déportation, attirés par des promesses fallacieuses dans un pays à l'époque beaucoup plus lointain qu'aujourd'hui, sur de rares et mauvais bateaux, en proie à la peur de tous les nouveaux venus dans une contrée hostile. La terre est ingrate, ils en ignorent les secrets. Malgré les attaches coupées avec l'Europe et les aléas du retour, la moitié de chaque contingent rembarque. Mais le comportement de ceux qui se fixèrent fut et reste encore dicté par une situation originelle : inférieurs par rapport aux métropolitains, ayant toujours le sentiment d'être des sacrifiés, des exilés et des laissés pour compte, ils sont, du seul fait qu'ils jouissent de la nationalité française, supérieurs aux Arabes.

Tous les immigrants, quels qu'ils soient, ont donc opéré sur les Arabes un classique transfert. L'attitude outrancière qu'ils adoptent, la démonstration toujours emphatique de leurs sentiments tiennent de la comédie et du psychodrame. Ils s'identifient aux puissants et vont faire payer aux Arabes les avanies dont ils furent l'objet. Les Arabes seront vaincus comme ils furent vaincus, humiliés comme ils furent humiliés. De leur pays d'origine, ils n'ont retenu que les images qui les blessèrent : la hiérarchie militaire, les rigoureux rapports de classe, l'appareil d'État complice et instrument des oppresseurs, l'injustice triomphante, le partage cynique des dépouilles, le culte des valeurs purement économiques et la force enfin, la force surtout. Tous ces traits qui caractérisent, fût-ce inconsciemment, l'histoire dont ils furent les victimes, ils les adoptent dans cette « vie nouvelle » qui, pour tout exilé devenu pionnier, est, au plus profond de l'espoir, le retournement imaginaire de l'enfer de l'oppression en un paradis de la vengeance. Et faut-il que cette frustration atavique ait été douloureuse chez les Français d'Algérie pour qu'aucune loi limitative venue de France n'ait pu leur être imposée !

En revanche, vis-à-vis de la métropole, les immigrants sont décidés à revendiquer cette fois légitimement toutes les faveurs. Tout profit matériel ne leur apparaîtra jamais qu'une faible compensation à leur prétendu sacrifice. Un bon observateur des débuts de la colonisation française, le docteur Vital, décrit leurs méthodes, qui, dès 1867, font songer aux troubles actuels et par là même éclairent leurs mécanismes :

On est citoyen dans ce pays de désordre quand on crie, quand on se coalise. La tactique des colons ou plutôt des meneurs ? Ils critiquent avec fureur pour obtenir une satisfaction ; à peine les a-t-on satisfaits que leurs clameurs s'attaquent à un autre point. Après nouvelle satisfaction, ils ont une troisième trompette à faire éclater. Ils sont et resteront intarissables dans leurs colères et leurs réclamations [...]. Ils veulent l'assimilation absolue avec la métropole, sauf les impôts, sauf les charges¹.

Avec l'ardeur des désespérés, ces « Français » ont exigé de la métropole des garanties. Ce qu'ils revendiquent en Algérie, c'est l'Algérie ; sous les deux aspects qu'ils lui voient : la terre et l'Arabe. Par là, dès le départ et spontanément, ils se sont installés à contre-courant de toute évolution, ils ont bloqué l'histoire.



L'espace et les hommes : il faut d'abord les conquérir. Cette première génération, qui a percé la brèche jusque vers 1875, a vécu dans la fièvre obsidionale de la guerre. De la guerre libératrice d'Abd el-Kader à l'insurrection du bachagha Mokrani, l'incendie dura quarante ans. Dès 1833, la métropole s'émeut :

Si l'on s'arrête un instant à la manière dont l'occupation a traité les indigènes, déclare le rapporteur de la commission d'Afrique chargée d'enquête par la monarchie de Juillet, on voit encore que la marche a été en contradiction non seulement avec la justice, mais

avec la raison. C'est au mépris d'une capitulation solennelle, au mépris des droits les plus simples et les plus naturels des peuples que nous avons méconnu tous les intérêts, froissé les mœurs et les existences, et nous avons ensuite demandé une soumission franche et entière à des populations qui ne se sont jamais bien soumises à personne. [...] on sait que les nécessités de la guerre sont parfois irrésistibles, mais on peut trouver dans l'application de mesures extrêmes des formes délicates et même de justice qui masquent tout ce qu'elles ont d'odieux [...]. Nous avons envoyé au supplice, sur un simple soupçon et sans procès, des gens dont la culpabilité est toujours restée plus que douteuse depuis, leurs héritiers ont été dépouillés [...]. Nous avons massacré des gens porteurs de sauf-conduits, égorgé sur un soupçon des populations entières qui se sont ensuite trouvées innocentes ; nous avons mis en jugement des hommes réputés saints dans le pays, des hommes vénérés parce qu'ils avaient assez de courage pour venir s'exposer à nos fureurs, afin d'intercéder en faveur de leurs malheureux compatriotes. Il s'est trouvé des juges pour les condamner et des hommes civilisés pour les faire exécuter. Nous avons plongé dans des cachots des chefs de tribus, parce que ces tribus avaient donné l'asile de l'hospitalité à nos déserteurs ; nous avons décoré la trahison du nom de négociation, qualifié d'actes diplomatiques d'odieux guet-apens ; en un mot nous avons débordé en barbarie les Barbares que nous venions civiliser, et nous nous plaignons de n'avoir pas réussi auprès d'eux² !

Mais, aux yeux des Français d'Algérie, aucun abus ou aucune violence ne paraissait, déjà à l'époque, excessifs dès qu'il s'agissait du maintien de leur sécurité. Elle nécessita l'envoi d'une armée dépassant parfois cent mille hommes, et le déchaînement d'une sauvagerie dont les lettres de Bugeaud et de Saint-Arnaud, les Mémoires des compagnons de Lamoricière apportent le témoignage sanglant : « Nous brûlons tous les douars, toutes les villes, toutes les cahutes³. » Extermination systématique des villages et des troupeaux, destruction des points d'eau et des moyens d'irrigation, incendie des cultures et des oliviers sont les méthodes que préconise Bugeaud : « Il faut une grande invasion en Afrique qui ressemble à ce que faisaient les Francs, à ce que faisaient les Goths⁴. » La reddition d'Abd el-Kader en 1847 ne met pas fin à la guerre de partisans. L'insurrection, tantôt larvée, tantôt générale, paraît enfin matée quand éclate la révolte kabyle de Mokrani en 1871. Les colons participèrent cette fois à la terrible répression, exigèrent un droit nouveau qui permît de frapper trois fois les vaincus : belligérants, ils payent ; indigènes, ils voient leurs terres confisquées ; sujets français, ils sont jugés par des jurys de colons.

C'est le dernier des grands soubresauts. Mais quand Maupassant partit visiter l'Algérie en 1881 :

On affirmait aussi que les populations musulmanes préparaient une insurrection générale, dit-il, qu'elles allaient tenter un dernier effort et qu'aussitôt après le Ramadan, la guerre éclaterait d'un seul coup pour toute l'Algérie. Il devenait extrêmement curieux de voir l'Arabe à ce moment, de tenter de comprendre son âme, ce dont ne s'inquiètent guère les colonisateurs⁵.

La mainmise sur les terres, l'occupation du sol sont alors devenues la marque matérielle de la présence française. La prise de possession est la première des revendications de ceux qui n'avaient rien. Aussi le transfert en Algérie des notions du code civil français, salué comme un progrès par les partisans de la colonisation, sert-il de prétexte pour dépouiller les Arabes de leurs meilleures terres et pour élargir l'espace vital des nouveaux venus. Apparut d'abord, vers 1840, la théorie du « cantonnement » destiné, en principe, à mettre fin aux spéculations des aventuriers. On confisqua donc les biens des Arabes rebelles ; furent déclarées Domaine de l'État les terres non bâties dont les occupants ne pouvaient justifier d'un titre de propriété antérieur à 1830 : « En un mot il faut être assez fort, dit Bugeaud, pour supporter l'injustice dont on ne peut manquer de se rendre coupable devant les Arabes⁶. » En effet, tandis que les dix premières années de colonisation dite libre n'avaient pas durablement entamé le patrimoine foncier, la théorie du cantonnement permit aux Européens de mettre la main sur les trois grandes plaines de la Mitidja, Bône et Oran. La spoliation priva les nomades de leur territoire de parcours. Quant aux fellahs, beaucoup vendirent le trop petit lot qui leur avait été parcimonieusement concédé pour devenir ouvriers agricoles sur leurs terres d'autrefois.

Puis, ce fut le sénatus-consulte de 1863, qui, dans sa lettre comme dans son esprit, voulut mettre fin aux abus de la politique du cantonnement ; il permit la seconde spoliation d'envergure. Les tribus sont déclarées « propriétaires incommutables de leurs terres », et une nouvelle circonscription administrative est créée, le douar, pour briser les féodalités tribales. En fait, la réforme administrative, conduite sans scrupule ni prudence, a accéléré la désorganisation de la société traditionnelle en substituant des circonscriptions qui ne signifiaient rien pour les musulmans à l'encadrement spontané des tribus. Mais

surtout, sous prétexte de délimiter le domaine public, les enquêteurs chargés d'un cadastre qui portait sur sept millions d'hectares ont attribué à la France la part du lion.

La loi Warnier de 1873 acheva le travail. Cette fois encore, elle repose sur l'idée que le juridisme issu de la Révolution française est un bienfait pour tous les pays d'outre-mer et qu'il faut franciser la terre musulmane pour la défense de la propriété : « Nul ne peut être obligé de rester dans l'indivision. » C'est l'agonie de la propriété indivise de la tribu. Un régiment d'hommes d'affaires se chargea de l'opération. Malgré le tarif officiellement fixé par l'État à 20 francs l'hectare (sur lequel l'indigène devait payer 7 francs de droits), on vit des musulmans recevoir 2 sous pour leur lot. Voici, par exemple, un domaine de 292 hectares près de Mostaganem, sur lequel vivaient dans l'indivision cinq cent treize musulmans. En application de la loi Warnier, l'ensemble fut approprié pour 80 francs par le clerc d'un avocat, et les frais imposés à la tribu s'élevèrent à 11 000 francs ! Les abus furent tels que la loi Warnier fut suspendue en 1890. Mais, à cette date, ses méfaits étaient irréparables. Les musulmans n'avaient rien compris, sinon qu'ils étaient chassés.

Les Français d'Algérie tirent aujourd'hui argument du nombre très réduit de propriétaires fonciers parmi eux (vingt mille environ) pour nier l'importance historique de la dépossession. Mais, outre le fait économique actuel que vingt-deux mille Européens sur six cent cinquante mille exploitants agricoles détiennent un quart des terres, et les meilleures, c'est méconnaître la signification de leur lien initial avec l'Algérie. L'identité que la mentalité populaire établit entre le Français d'Algérie et le colon exprime une réalité. La propriété foncière, acquise dès la première génération, a été le signe même par lequel les Européens d'Algérie ont montré qu'ils s'installaient dans une histoire d'où les Arabes étaient exclus. Elle a donné son style à l'histoire de l'Algérie.

Car autorité sur la terre et autorité sur les hommes furent liées et finalement n'ont fait qu'une et même chose. De là le sudisme et la « féodalité » algérienne. Les Français d'Algérie ont refusé toute réalité indépendante aux Arabes, nié leur existence. Ils ne les tolérèrent qu'à titre utilitaire. « C'est la population indigène, déclare par exemple en 1894 le sénateur d'Alger, Gerente, qui seule peut nous donner la main-d'œuvre et nous aider à exploiter toutes les ressources possibles, présentes et à venir, de notre Algérie. Il faut que nous puissions prendre cette population à notre service avec quelque sécurité. » L'Arabe fait partie du patrimoine immobilier.

Ainsi, le refus systématique d'un statut, qui, si favorable fût-il aux Français, eût nécessairement tenu compte de l'existence des musulmans, fut un refus de tenir compte des musulmans eux-mêmes. La base de leur statut resta donc le sénatus-consulte de 1865 qui en faisait des *sujets* français par rapport aux *citoyens* français. En 1874, le Code de l'indigénat, souvent remanié depuis, compléta l'arsenal répressif : il consistait à remettre aux administrateurs le pouvoir de juger sans appel les Arabes, passibles de 15 francs d'amende et cinq jours de prison pour des délits tels que « propos contre la France et le gouvernement », « refus ou négligence de faire des travaux », « réunion sans autorisation de plus de vingt personnes », « tapage, scandale et autres actes de violence ». Après avoir servi, par ses articles fondamentaux, à mettre la terre aux mains des immigrants, le droit civil français se voyait adjoindre la législation raciste la plus contraire à ses traditions pour maintenir les indigènes à merci.



Dernière insurrection musulmane (1871), loi Warnier (1873), Code de l'indigénat (1874) : c'est la fin des fondateurs. Après eux, les Français d'Algérie n'eurent plus qu'à refuser toute évolution qui risquait de mettre en cause ce type de rapport jaloux et possessif.

À leurs yeux, le fait fut aussitôt le droit et les deux se confondirent avec la force. Chaque fois qu'il fut question de pallier les méfaits de la dépossession foncière ou de faire une place aux musulmans, les

Français d'Algérie crurent qu'on leur demandait le suicide. Quand la loi Martin prescrivit, en 1941, des prélèvements sur les grands domaines revalorisés par l'irrigation pour procéder à un lotissement indigène, personne n'obtempéra. Les naturalisations s'opérèrent au compte-gouttes. Jusqu'au lendemain de la Première Guerre mondiale, les bureaux entravèrent systématiquement les demandes individuelles d'admission au droit de citoyen. Par deux fois, les colons boycottèrent un projet de loi tendant à faciliter les naturalisations massives : celui de Michelin et Gaulier en 1887 et celui de Martineau et Jaurès en 1890. Ils ont refusé à la fois la représentation civile et l'instruction en subordonnant très habilement l'octroi de l'une à l'octroi de l'autre, tout en barrant soigneusement l'accès des deux. Les Arabes seraient français quand ils sauraient lire et écrire et auraient droit à la culture quand ils seraient français. Mais, en 1919, le gouvernement français jugea indispensable de manifester aux combattants indigènes la reconnaissance de la France. Georges Leygues et Clemenceau présentèrent donc un projet très modeste. À la Chambre, Gaston Thomson, député de Constantine, rétorque :

Il faut que les représentants de l'Algérie aient le sentiment très vif des inconvénients et des dangers certains que comporterait l'application du projet. Les indigènes ont rempli leur devoir vis-à-vis de nous et méritent d'être récompensés. Mais est-il nécessaire, pour le faire, de recourir à des mesures imprudentes⁷ ?

Ainsi, jusqu'en 1940, il n'y eut pas quarante naturalisations par an. C'est en vain que le sénateur Viollette multipliait les avertissements les plus lucides :

Quand les indigènes protestent contre les abus qu'ils constatent, disait-il notamment dans un réquisitoire complet au Sénat, en 1935, vous vous indignez ; quand ils applaudissent, vous soupçonnez, et quand ils se taisent, vous redoutez [...]. Il y va du sort du pays ! [...] Ces hommes vous disent : « Nous n'avons pas de patrie ; nous voulons la patrie française. Nous la voulons, nous vous la demandons. » Eh bien, donnez-la-leur⁸ !

Il ajoutait : « Sans quoi ils en feront une autre. »

Ces objurgations réitérées étaient peine perdue ; expliquer aux Français d'Algérie qu'ils ont travaillé contre leur intérêt bien compris, que seules les concessions politiques les auraient prémunis contre une révolte générale, c'est un langage qu'ils ne comprendront pas plus aujourd'hui qu'hier ; aujourd'hui, à *cause* d'hier. Ils ont délibérément tourné le dos, au départ, à toute possibilité d'évolution sociale. Dès lors, ne pouvaient-ils que hurler à la trahison quand des hommes « irréalistes », politiciens, fonctionnaires et intellectuels, non intoxiqués par l'oxygène algérien, leur rappelaient discrètement l'existence d'un problème en suspens. L'immobilisme fut une fois pour toutes leur seul lien avec le réel, avec le temps.

Il n'y eut qu'une brève période, en Algérie, où leur psychologie parut presque en harmonie avec la réalité : ce fut entre les deux guerres mondiales. Les mécanismes institutionnels étaient alors rodés. Au Parlement, les groupes de pression assuraient aux colons le maximum de liberté. La situation satisfaisante des finances publiques et des échanges extérieurs paraissait le symbole d'un équilibre économique où les croissances régulières de la population et de la production s'effectuaient sans rendre nécessaire une révolution des structures⁹. L'écart entre le niveau de vie rural et urbain, la vocation agricole de l'Algérie et l'inexistence de l'industrie, l'inégal développement des régions côtières occupées par la civilisation européenne et des régions arides de l'intérieur, vouées à la civilisation musulmane, pouvaient alors sembler dans la nature des choses. L'anniversaire du centenaire de la conquête, en 1930, est le seul et court moment où les Français d'Algérie purent espérer un avenir. Les importantes publications historiques, scientifiques et artistiques du Centenaire respirent l'optimisme.

L'ordre colonial jouit d'un bref moment d'équilibre. Si les Français d'Algérie, se prend-on à rêver, avaient alors décomprimé le système, admis progressivement la représentation musulmane et parallèlement relâché leur lien avec la métropole ? Là commence l'utopie. Il eût fallu précisément que l'équilibre atteint ne fût pas colonial, que les Européens n'eussent pas supprimé par avance tout avenir et

que leur rapport avec la réalité algérienne ne fût pas d'emblée ce qu'il fut : tenir la terre, tenir les hommes, contenir l'histoire.



Les rapports des Français d'Algérie avec la métropole furent au contraire mouvementés. L'inertie collective locale exigeait envers la métropole un activisme destructeur et une mobilisation politique de tous les instants. Il s'agissait de contrecarrer toute initiative, ou de filtrer les décisions. Si bien que l'on ne peut faire l'histoire de l'Algérie d'après ses lois : son histoire est la manière dont les Français d'Algérie les ont tournées.

Les Français d'Algérie sont ainsi devenus des techniciens de la manipulation politique. Une longue habitude de ce qu'ils appellent eux-mêmes la « politichiennerie » leur a donné toutes les recettes indispensables au bon usage des formations politiques traditionnelles de la métropole, celles de droite comme celles de gauche.

Par nature, les Français d'Algérie trouvèrent dans les forces réactionnaires métropolitaines des alliées naturelles. Les colons ont bien pu, à certains moments, haïr les militaires, en particulier sous le Second Empire : c'est qu'ils étaient alors plus réactionnaires que l'armée. Mais, spontanément, les valeurs qu'ils vénèrent sont à droite.

De toutes les droites françaises, c'est même avec la droite ultra de la Restauration que les Français d'Algérie auraient le plus d'affinités, talent littéraire en moins – on imagine fort bien Sérigny réclamer comme La Bourdonnaye « des fers ! des bourreaux ! des supplices ! » ; que dis-je, il les réclama, et les obtint. Peut-être leur similitude de réflexes vient-elle de ce que les Français d'Algérie, comme les ultras de 1815, élaborèrent la patrie en exil. Comme eux, ils pensent que la meilleure des histoires est le cours naturel des choses, et qu'elle se passe de justification aux yeux de la raison et de la justice des hommes ; toute modification volontaire du système économique et social est désordre et décadence, présomption et mépris des vertus de la Providence, parce qu'elle dérange l'ordre dont leur minorité est la principale bénéficiaire. Les sujets arabes furent ce qu'ils sont de toute éternité. Les Français ont répugné à la seule idée d'un statut comme les ultras répugnaient à l'idée même d'une constitution : devant la révolution algérienne comme devant la Révolution française, à la rigueur, une charte octroyée fera l'affaire. Mais tous les ultras algériens interprétèrent la révolution algérienne comme Joseph de Maistre la Révolution française : « un complot de conspirateurs ». Comme les ultras de la « Chambre introuvable », la préférence économique des Français d'Algérie va vers l'économie agricole ; et même lorsqu'elle revêt des allures américaines, l'agriculture algérienne n'est en rien celle d'une civilisation industrielle. Si dynamiques et entreprenants soient-ils, les Français d'Algérie n'ont pas la mentalité industrielle. L'ordre économique et social qu'ils ont établi est du type féodal : fondé sur la domination de la terre et des paysans. Le pouvoir n'appartient qu'aux hommes libres. L'accès à la citoyenneté française pour les musulmans est aussi rare et s'accompagne des mêmes cérémonies que l'adoubement d'un chevalier du XII^e siècle. Comme les ultras, encore, les Français d'Algérie sont les chauds défenseurs de l'autonomie provinciale et de la décentralisation administrative contre le despotisme gouvernemental. Leurs assises sociales sont les mêmes, l'armée et le catholicisme, ici le catholicisme farouche d'Espagne et d'Italie. Les ultras de 1815 furent les premiers à réclamer le suffrage universel et direct avec le ferme espoir que les bons paysans voteraient bien. Les ultras ont-ils complètement abandonné l'illusion que « s'ils étaient libres », les musulmans voteraient « pour la France » ?

Mais la prolifération d'une plèbe citadine, à la fin du siècle, au moment où la campagne se vide et se concentre entre peu de mains a donné sa clientèle boulevardière au nationalisme de droite, boulangiste et antidreyfusard. Antiparlementarisme, mépris de la culture, militarisme, exaltation de l'action, toutes ces

nouvelles forces de la droite française sont instantanément répercutées dans les rues algériennes ; mais elles changent de sens.

En France, l'explosion antisémite de l'affaire Dreyfus n'est qu'un aspect de la crise nationaliste, mais cette crise elle-même laissa relativement peu de traces. En Algérie, au contraire, la crise se résume dans l'antisémitisme, mais elle représente un moment crucial, peut-être l'étape décisive dans la formation de la sensibilité dévoyée des Français d'Algérie et dans l'idée contradictoire qu'ils se font d'eux-mêmes.

L'épicentre du séisme se situe à Alger, en janvier 1898, autour de Max Régis et du journal *L'Anti-Juif*. Mais ce mouvement s'étendit à toute l'Algérie française et dura jusqu'en 1907. Il a fallu la crise métropolitaine pour déclencher la crise algérienne ; mais l'analogie s'arrête là. Les Français d'Algérie protestèrent contre le décret Crémieux, qui datait alors de près de trente ans. « Quelque chose est arrivé à la surface, en pleine lumière, après être resté longtemps latent, note Émile-Félix Gautier, entre autres remarques suggestives ; et c'est rentré très vite dans l'inexprimé. Ç'a été comme un cri maladroit et absurde, arraché à un muet par un éclair de passion¹⁰. »

Cette fulguration se situe exactement au confluent des deux sociétés, européenne et musulmane, et c'est en partie ce rôle de trait d'union que les Européens d'Algérie n'ont pas voulu que jouent les juifs, dont la première génération d'assimilés prenait alors une place importante. Différence supplémentaire avec la France : l'émeute n'est pas politique. Elle a une cause économique, la très grave mévente du vin, qui touche avant tout le prolétariat agricole et les petits commerçants, qui n'ont pas de réserves. La prospérité ne revint en Algérie qu'en 1907, date où, précisément, disparaît l'antisémitisme aigu. Celui-ci a donc cristallisé tous les mécontentements sociaux. Les hommes de gauche furent les plus acharnés ; ce qui suffirait à le prouver, c'est que le ghetto d'Alger ne fut jamais touché. En revanche, contre les bourgeois juifs et les gros commerçants, le pogrom déchaîné ne s'arrêta que par fatigue.

Bab el-Oued en émeute courut au massacre au chant de *La Marseillaise antijuive* :

*Pendant que la vermine
Travaille pour rien
Chez nous la famine
Tue le citoyen
Y a trop longtemps qu'on nous somme dans la misère
Chassons l'Étranger
Ça f'ra travailler
Ce qu'il nous faut, c'est un peu plus d'salaire
Chassons du pays
Tout'cett'sal' bande de youdis.*

Et Cagayous de répondre en écho :

*Chassons, chassons tous les Schlommous
Et restons les maîtres chez nous [11](#).*

On saisit là, sur le vif, l'un des traits les plus constants de la psychologie des Français d'Algérie : une revendication populaire d'hommes de gauche, sans encadrement ni formation idéologiques, sans débouchés sur la nationalité algérienne, à la fois antimétropolitains et antiarabes, qui adoptent spontanément les slogans de la droite.

Les Français d'Algérie n'eurent jamais rien à craindre de la droite française. Ils la servent même sans le vouloir ; elle les soutient par sa seule existence. Ce n'est pas d'elle qu'auraient pu venir leurs difficultés, mais de la gauche.



Or les Européens d'Algérie ne cessèrent pas d'entretenir avec les partis de gauche des rapports ambigus. Ils ont merveilleusement utilisé le malaise dont la gauche métropolitaine ne s'est jamais départie à leur égard.

Comment aurait-elle pu se désolidariser d'eux puisque, de l'orléanisme de la monarchie de Juillet au radicalisme de la IV^e République, l'expansion de la colonisation s'est faite *au nom* de l'idéal révolutionnaire et jacobin et que les grands principes juridiques et humains de la Révolution française furent aux mains des Français d'Algérie les plus efficaces instruments de destruction de l'équilibre de la société musulmane ? Mais les thèmes de l'assimilation passèrent de gauche à droite en traversant la Méditerranée, *comme les Français eux-mêmes*.

Nul n'osa donc baptiser le bâtard algérien. Colonie ? Province ? Les juristes se sont résolus à adapter le droit à la psychologie et à considérer l'Algérie comme « une création *sui generis* ». La gauche réussit seulement à interdire que l'Algérie possédât une identité et les Français d'Algérie exploitèrent l'équivoque pour empêcher que l'Algérie fût quoi que ce soit d'autre que leurs franchises au jour le jour. Mais, du même coup, la gauche s'était lié les mains, et pour toujours elle a compromis toute la France avec la France algérienne. Les principes assimilateurs nous ont conduits à cette contradiction : la métropole désapprouve toujours les Français d'Algérie et les défend toujours. Quoi qu'ils fassent, ils sont nôtres – *non possumus*.

Les pires époques de réaction en Algérie furent donc celles mêmes où la « gauche » fut en France au pouvoir, et ce ne sont pas seulement celles du passé récent. La II^e République n'eut rien de plus pressé que d'accorder l'assimilation aux cent mille Européens : « Colons d'Algérie, le gouvernement provisoire, proclame celui-ci le 2 mars 1848, se préoccupe vivement de la position précaire où vous avez été laissés pendant si longtemps. Il sait qu'une partie de vos embarras provient de l'incertitude qui jusqu'ici a plané sur l'avenir de l'Algérie [...]. La République défendra l'Algérie comme le sol même de la France. Vos intérêts matériels et moraux seront étudiés et satisfaits. L'assimilation progressive des institutions algériennes à celles de la métropole est dans la pensée du gouvernement¹². » Les trois départements sont créés avec préfets, députés, conseillers généraux. En fait, cette mesure est lourde des conséquences les plus graves. Elle sanctionne une division des communautés dont la double administration est le symbole : la minorité française dispose en France d'une tête de pont et d'un moyen de chantage, tandis que l'administration militaire contrôle les territoires arabes et, sauf la levée des impôts, s'immisce le moins possible dans la vie des populations indigènes.

Quand la gauche radicale arrive au pouvoir au lendemain de la démission de Mac-Mahon, elle comble aussitôt le vœu le plus cher des Français d'Algérie : toute l'administration algérienne est directement rattachée aux ministères parisiens ; le système de rattachement inauguré en 1881 émiette toute autorité sur les Français d'Algérie dont les députés hantent les bureaux ministériels ; or ces députés voient leur nombre doubler. C'est l'époque des mesures les plus racistes contre les indigènes : le territoire civil à la merci des colons double également et l'on y généralise l'esclavage de « l'indigénat », dont une édition revue et augmentée date précisément de 1881.

Enfin, le bloc des gauches est à peine constitué sous la direction de Waldeck-Rousseau que les colons, déçus d'être traités par la métropole « comme des fils de famille à qui leurs parents paient leurs dépenses, non sans mauvaise humeur », obtiennent un budget autonome (1900). On espère calmer ainsi le fanatisme antisémite en offrant un joujou économique aux Français d'Algérie. Entre leurs mains, les délégations financières devinrent un puissant instrument de pression.

Cette autonomie financière permit notamment aux Européens, à la fois de faire porter aux musulmans la charge d'impôts écrasants et de payer eux-mêmes infiniment moins qu'à revenu égal ils eussent payé en métropole.

Si l'on classe¹³, d'après leurs revenus, les populations de toute l'Algérie en cinq catégories, on constate que les cent mille familles musulmanes les plus déshéritées, dont le revenu annuel était en 1954

de 130 000 francs, payaient plus de 15 000 francs d'impôts, soit 12 % de leurs dérisoires revenus, tandis que les quatorze mille familles les plus fortunées (dont dix mille familles européennes) de la première catégorie, dont le revenu est cinq fois plus élevé que le revenu moyen des familles de France, payaient 29 % de leurs revenus, alors qu'à niveau égal, ils eussent payé près de 33 % en France. Ajoutons les diverses exonérations et dégrèvements : les Algériens versent au fisc parfois moitié moins que les métropolitains.

Ainsi l'application des principes de la gauche aboutit-elle régulièrement en Algérie au résultat diamétralement opposé à l'esprit qui les inspirait. Par idéalisme et par nationalisme, la gauche française, dont l'esprit s'est ici confondu avec celui de toute la métropole, s'est fort bien accommodée pendant très longtemps des Français d'Algérie. Et il faudra que la métropole tout entière en pâtisse pour que la gauche retrouve un semblant d'efficacité.

Les bonnes volontés en faveur des Arabes furent d'autant plus vite découragées que les premières revendications musulmanes prirent un caractère franchement nationaliste et antifrançais. Elles émanèrent soit, en France même, de l'Étoile nord-africaine de Messali Hadj, soit, en Algérie, de l'Association des oulémas algériens, mouvement religieux fondé en 1935. Ce dernier fut inspiré par un nationalisme ardent : il se proposait de régénérer l'islam en le purifiant de ses déviations populaires, par un retour au puritanisme originel, de recréer la communauté islamique par une pédagogie active et, selon le mot de son président, Ben Badis, d'assimiler « tout le modernisme et toute la culture de notre époque au moyen de la langue arabe ». Quant à l'Étoile, née en 1926, dont l'action s'exerçait sur les ouvriers algériens dépayés au milieu des ouvriers français, le nationalisme intransigeant de son animateur se heurta très vite à l'hostilité du parti communiste français, qui avait été son premier soutien. Et bien que le mouvement se fût joint au Front populaire, Léon Blum laissa prendre contre lui, en avril 1937, un décret de dissolution.

Ce nationalisme algérien première manière prit toute la gauche française à contre-pied, non à cause de l'internationalisme de la gauche, comme on le dit parfois, mais à cause de son nationalisme idéaliste. Le temps a donc toujours travaillé en faveur des Français d'Algérie, et la gauche métropolitaine était à leur égard condamnée à une hostilité verbale et à une complicité militante.

D'où l'irréalisme profond des réformes qu'elle a tenté d'appliquer. Le libéralisme français s'est toujours cru obligé de passer par le supernationalisme pour inspirer des concessions aux Français d'Algérie. Quoi d'étonnant à ce que ceux-ci, dont le nationalisme n'est qu'un instrument de coercition, y aient vu une atteinte à leur souveraineté ? Ce fut le cas du projet Blum-Viollette en 1936. Les trois cents maires d'Algérie réunis en congrès se prononcèrent contre le projet à l'unanimité moins deux voix. « Tous les antifrançais, écrivit le maire d'Oran, sont pour le projet. » La campagne ne recula devant aucune injure ordurière, car l'ancien gouverneur général devenu ministre d'État du Front populaire cherchait, selon le propos d'un professeur que rapporte Charles-André Julien, « à se venger de la colonisation algérienne, qui n'a jamais caché qu'elle considérait ce proconsul d'opérette comme un pur gâteux¹⁴. »

Nationaliste encore, la reprise du projet Viollette dans l'ensemble des mesures adoptées en 1944 par le Comité français de libération nationale, présidé par le général de Gaulle. Il siège à Alger même, et la poursuite de la guerre lui fait une nécessité d'agir. Le général Giraud, qui vient d'être politiquement éliminé, s'était appuyé sur les Français d'Algérie. De Gaulle a, moralement et militairement, besoin de gagner l'Algérie arabe, de prouver à la métropole et aux Alliés la fidélité des troupes musulmanes qu'il enverra se battre en Italie.

Ainsi, la gauche lutta contre les abus de la colonisation, mais ne confondit jamais les excès dans l'application et les principes. L'inertie du monde arabe parut longtemps la justifier. Mais, au lendemain de la guerre, quand l'explosion de la révolte du Constantinois, en mai 1945, révéla soudain à l'Algérie stupéfaite le dynamisme arabe, la gauche française n'entendit pas la leçon ; elle dénonça tardivement

l'horreur de la répression : les blindés, les avions, la marine avaient en quelques jours massacré plus de quinze mille Arabes. Et le parti communiste fut le premier à dénoncer dans l'insurrection de Sétif un complot nazi.

Le général de Gaulle, à la tête d'une France alors surtout soucieuse de reprendre sa place parmi les grands, avait ordonné dans un télégramme célèbre : « Ne laissez porter aucune atteinte à la souveraineté française en Algérie. »

Bref, la gauche française a exporté en Algérie ses valeurs et ses politiques ; comment pourrait-elle les reprocher aux Français d'Algérie ? Elle fit leur jeu à tous les moments décisifs. Tout ce qu'elle put leur demander, c'est de faire une place aux musulmans dans la cité française ; elle ne l'obtint, partiellement, que lorsqu'il fut trop tard. Ce fut le cas du statut de 1947, première tentative pour assurer aux musulmans un minimum de représentation. Encore le premier collègue, à qui l'article 39 garantissait pratiquement le droit de veto, élu par cinq cent mille Français (et soixante-dix mille musulmans assimilés), assurait-il à la minorité française une représentation égale aux neuf millions de musulmans du second collège où seuls un million quatre cent cinquante mille musulmans avaient le droit de vote. Et, cette mince victoire acquise, on organisa la fraude électorale que l'on sait.

C'est pourquoi toute mesure issue de la pression de gauche fut toujours considérée par les Français d'Algérie comme une incompréhensible restriction, une brimade et une mutilation, au nom même des valeurs de la gauche. La souveraineté française liée à la qualité de Français ne se partage pas, elle éclate en se dilatant. Le « patriotisme » des ultras puise sa force dans l'inspiration de Mirabeau et de Robespierre, et avec les « comités de salut public » tout le vocabulaire de la gauche est passé à la réaction. Comment eussent-ils pu comprendre que l'« anti-France » était une super-France ? De là sans doute, la rapide conversion des gouverneurs de gauche à l'ultracisme, au contact de la réalité algérienne. « Ils ont enfin compris », disent les Français d'Algérie de Naegelen, Soustelle et Lacoste. « Ils ont trahi », disent les Français de France qui demeurent, malgré tout, stupéfaits. Ni l'un ni l'autre : l'Algérie a seulement été le soudain réactif qui a révélé à elle-même une idéologie que les problèmes français ne leur avaient jamais donné l'occasion d'éprouver.

Et c'est pourquoi les tentatives de la gauche malheureuse, dès qu'elles n'ont pas tourné court, ont conduit à la dérision sanglante. Lorsque Naegelen institue une fraude électorale qui discrédite à jamais le système des élections démocratiques dans le cadre français, il prétend de bonne foi avoir sauvé la démocratie. Quand Guy Mollet, venu à Alger le 6 février 1956 faire admettre le programme de paix sur lequel le Front républicain l'avait porté au pouvoir, cède aux tomates au pied du monument aux morts, il ne « capitule » pas : le face à face avec les Français d'Algérie a seulement rendu spectaculaire et criminelle la paralysie à laquelle aboutissait logiquement une séculaire neutralité bienveillante et fait éclater aux yeux du monde entier l'incapacité de la gauche traditionnelle française à résoudre l'histoire des Français d'Algérie.

De droite ou de gauche, les Français d'Algérie connaissent le maniement des formations politiques traditionnelles de la métropole. Un pouvoir, cependant, les dérouta aujourd'hui, celui-là même qu'ils ont instauré le 13 mai. C'est le seul qui ait introduit çà et là dans leur calme certitude un « suspense », le seul qui ait paru vouloir tenir compte de l'existence du monde arabe ; le seul, après Napoléon III. Le bonapartisme est au gaullisme un précédent historique.

Toute la période du second Empire est en Algérie dominée par l'hostilité des civils au gouvernement des militaires ; mais cette différence toute circonstancielle ne doit pas dissimuler l'analogie profonde avec la situation actuelle. Elle réside dans l'attitude des chefs de l'État vis-à-vis des Français d'Algérie.

Ceux-ci étaient alors en rivalité avec l'armée et les bureaux arabes, qui leur volaient leur rôle coercitif et limitaient leurs abus. La présence des militaires, arbitres et conquérants, rendait les civils partie prenante alors qu'ils se fussent voulus juges et partie. Les colons ne haïrent les militaires que parce que ceux-ci leur refusaient la terre. Le moment décisif est celui où l'empereur, en 1860, visite cinq

semaines l'Algérie : il a vu le monde arabe et sait désormais qu'il possède une réalité indépendante des Français d'Algérie. Frappé à la fois par l'éclat de la civilisation arabe et par le faible niveau de la productivité technique, il cherche donc à la fois à préserver les droits des Arabes et à confier à de grandes sociétés capitalistes l'exploitation de vastes unités de production. Le ministère de l'Algérie et des colonies qu'il avait créé à Paris et sur la demande des colons, avant son voyage, est supprimé.

Conseillers privés tels qu'Urbain, officiers impériaux et saint-simoniens de son entourage le poussent à une politique indigénophile. Dégagés de la situation coloniale, c'est-à-dire de la promiscuité avec les indigènes, *indifférents* à la passion des Français d'Algérie, qu'ils n'aiment ni ne haïssent, ces techniciens du pouvoir bonapartiste et l'empereur lui-même sont libres de voir le vrai problème¹⁵ : l'autonomie du milieu arabe. Il est clairement défini par Ismaÿl Urbain dans une brochure de 1862, qui connut, entre autres, une large diffusion :

En nous appropriant la terre, nous avons accepté les habitants ; nous les avons admis dans notre grande unité politique. [...] L'indigène est l'égal, comme régnicole, du Français venu du continent européen, en ce sens qu'il a droit, de la part de l'État, à la même protection pour sa liberté, pour sa propriété et pour son culte. [...] Le vrai paysan de l'Algérie, l'ouvrier agricole, la base la plus rationnelle et la plus solide de la propriété, c'est l'indigène¹⁶.

L'idée napoléonienne est ainsi clairement définie : « Égalité parfaite entre les Européens et les indigènes, déclarent-ils au ministre de la Guerre, il n'y a que cela de juste, d'honorable, de vrai. »

On sourit aujourd'hui de la politique de Napoléon III. De Malet-Isaac à Halphen-Sagnac, les manuels du secondaire et du supérieur ironisent à l'envi sur « la politique du royaume arabe », « les rêveries impériales », « la généreuse utopie », « la vision des mille et une nuits ». C'est pourtant, dans son inspiration profonde, et derrière les adaptations nécessaires, la politique du plan de Constantine et de l'Algérie algérienne définie par le général de Gaulle. Avec cette différence que, sous le second Empire, le petit nombre des Algériens français et musulmans et l'inexpérience de la colonisation pouvaient donner à Napoléon III des espoirs justifiés de réaliser ces desseins dont le siècle qui suivit allait constamment empêcher la réalisation, mais qui, à l'époque où ils furent conçus, avaient le mérite de l'originalité.

Le trait commun entre Napoléon III et de Gaulle, c'est que, pour tous deux, le monde arabe, docile ou rebelle, possède un dynamisme qui lui est propre et une vocation indépendante de la France ; les Arabes, pour eux, cessent d'être les purs serviteurs des intérêts métropolitains ou une hallucination des Français d'Algérie. Relisons, par exemple, le premier discours que le général de Gaulle adresse à ceux-ci le 4 juin 1958 à Alger. À la lumière de l'Algérie française, le sens de quelques phrases échappa sur le moment, d'autant qu'elles étaient alors à double tranchant : « À partir d'aujourd'hui, la France considère que, dans toute l'Algérie, il n'y a qu'une seule catégorie d'habitants [...]. Un combat dont je reconnais, moi, qu'il est courageux. » Sans doute ces dix millions d'Algériens étaient-ils déclarés « dix millions de Français d'Algérie » ; mais l'Algérie française enterrée, reste la proclamation de l'égalité. Proclamation, toutefois, essentiellement théorique, car rendue par les événements inapplicable aussi bien aux Français, qui lisent dans cette égalité leur « intégration » (c'est-à-dire le maintien du *statu quo*), qu'aux Arabes, durcis par quatre ans de guerre insurrectionnelle et pour lesquels l'assimilation est une vieilleries, qu'on leur a refusée, et qu'ils ne veulent plus.

La politique de Napoléon III échoua devant l'opposition des colons. Renonçant à toute politique algérienne, l'empereur finit par se réfugier dans les formules conciliatrices et illusives, proclamant que l'Algérie, tout à la fois, doit être « un royaume arabe, une colonie européenne, un comptoir français ». Les Français d'Algérie allaient obtenir une nouvelle victoire quand l'empire, à leur grand enthousiasme, s'effondra ; ils avaient voté *non* au plébiscite de 1870 et s'étaient réjouis de la défaite des généraux d'Afrique en métropole, sous le gouvernement de la Défense nationale.

Et l'Algérie vit alors sa première expérience de séparatisme. À l'époque, il est, phénomène instructif, réclamé par l'opinion de gauche. Des comités de défense républicaine reliaient spontanément dans les

principaux centres les pouvoirs déchu. L'association républicaine d'Alger, ville alors cosmopolite et antimilitariste, est peut-être même affiliée à l'Internationale. Le gouverneur d'Oran fuit, le préfet d'Alger démissionne. Le comité d'Alger constitué en Commune réclame l'autonomie. Ses délégués obtiennent du gouvernement de Tours une satisfaction partielle : le gouvernement général est aboli, les militaires seront subordonnés aux civils. Mais l'agitation séparatiste entretenue par la municipalité d'Alger ne cesse pas pour autant. Il fallut envoyer troupes et marins pour réprimer cette agitation illégale. Le maire d'Alger n'arriva pas à constituer une fédération des comités de défense d'où serait probablement sorti un gouvernement de l'Algérie indépendante ; il capitule à l'arrivée d'un nouveau gouverneur militaire, et la révolte kabyle de Mokrani en 1871 met fin à la menace de guerre civile et à la commune d'Alger.

Mais comment, devant cet épilogue bonapartiste, ne pas se demander avec passion ce qui se fût passé si la métropole avait alors abandonné les Français d'Algérie à leur nationalisme algérien ?



La vie politique des Français d'Algérie et leurs rapports avec la métropole ne furent jamais que vaguelettes sur un océan pesant ; mais cet océan a fini par nous engloutir. Tout a concouru à laisser les Français dans leur léthargie historique ; mais leur heure est passée. Comment peut-on parler de leur sottise ou de leur aveuglement ? Ils sont au contraire doués d'un réalisme politique peu commun ; ils ont su mettre à profit, en Algérie comme en métropole, toutes les occasions immédiates. Mais, dès le départ, ils ont, sur la longue durée, joué perdant.

Ils parlent aujourd'hui des « erreurs » du passé ; ils n'en commirent aucune. À l'époque même où ils situent ces erreurs, c'est-à-dire entre les deux guerres, ils ne pouvaient libéraliser le système ; une histoire coloniale ne peut se convertir pacifiquement en une histoire nationale. Ils furent fidèles à une fuite devant l'histoire qui les a longtemps servis, avant de leur nuire aujourd'hui. La vérité de la situation coloniale est de créer elle-même les instruments de sa destruction et de rendre inévitables les périls contre lesquels elle prétend se prémunir.

Faire aujourd'hui, quand ils la font, l'autocritique du passé avec une complaisance grandiloquente pour chercher quel démon les aurait au moment fatal aveuglés est une manière, une fois de plus, d'éviter le présent et l'avenir. Ce passéisme est conforme à leur mentalité. La lucidité rétrospective reste stérile. Ils poursuivent, en fait, la logique passionnelle d'hier. Autrefois, quand un officiel promenait ses discours, comme à cache-tampon, près de l'endroit « brûlant » (leurs rapports avec les Arabes), ils formaient le chœur antique qui commente le drame et en décuple les dimensions. Quand la rébellion a éclaté, ils ont voulu, contre toute évidence, y voir exclusivement la main de « l'étranger », une machination communiste et un complot nassérien. Après quoi ils se sont réfugiés dans l'idée que la masse du peuple algérien, terrorisée par le FLN, leur restait fidèle. Les voilà dans leur dernier retranchement : l'argument juridique. Après l'avoir superbement négligé, les Français d'Algérie découvrent le droit, mais pour en faire un usage négatif. Tous les textes constitutionnels qui interdiraient à la métropole de leur imposer une solution sont donc exhumés : ils en utilisent la lettre pour en ruiner l'esprit. Le droit ? Non pas à leurs yeux celui de rester en Algérie pour y construire enfin une nation, mais le droit qu'ils refusent à la métropole de leur imposer une solution.

Le juridisme échoue-t-il ? Une frénésie d'enracinement aux objets les saisit, comme s'ils voulaient se clouer aux signes matériels de leur présence et se confondre avec leurs œuvres : « on brûlera tout », « il faudra nous marcher sur le corps »... Eux-mêmes ne se croient-ils aucun titre à survivre, hors leurs titres de propriété ?

Comme ils ont raison de crier leur angoisse ! Quel autre mot exprimerait le déchirement d'un sommeil collectif, l'incapacité où ils sont de trouver une issue au fond de leur impasse. Et ils en sont

réduits à ruser avec l'histoire comme nous-mêmes avec eux. Si nos compatriotes avaient *peur*, ils n'auraient de cesse d'assurer leurs droits, qui sont réels, de vivre en citoyens parmi des citoyens, par des négociations et des garanties ; ou, se tournant vers le gouvernement français, ils exigeraient, à bon droit, un plan rationnel d'évacuation.

Mais non ! Nous vivons leur Moyen Âge mental et rôtons autour des tabous. La fièvre monte et leur agonie approche. Mais le mensonge est devenu stratégie nationale. Il faut leur dire qu'ils seront guéris demain ! Truque-t-on les élections ? « Par un commun effort, déclarons avec Naegelen que nous marchons vers la liberté et la fraternité, vers toujours plus de démocratie. » Les « événements » vont disparaître comme par enchantement. Les « forces de l'ordre », celles du 13 mai, ont terminé « la pacification ». Le président de la République, au nom de la nation tout entière, prend des engagements solennels auxquels nul ne croit : l'autodétermination est une fiction dans un pays analphabète qui n'a jamais connu et ne connaîtra pas de sitôt des élections libres. S'adresse-t-il au pays par le référendum ? Il ne peut pas, sous peine d'une révolte de l'armée, poser la seule question vraie : « voulez-vous une négociation ? », car acculé par un mandat impératif à la discussion, il en aurait d'avance hypothéqué le contenu.

Combien de temps vivrons-nous le sommeil de cette minorité, pour laisser à chaque Français d'Algérie le plaisir de se dire, comme le Dedalus de Joyce, « l'histoire est un cauchemar dont j'essaie de m'éveiller » ?

1.

. Dr VITAL, lettre du 24 septembre 1867, in André NOUSCHI (éd.), *Correspondance du docteur A. Vital avec I. Urbain (1845-1874)*, Alger, 1958.

2.

. Cf. *Procès-verbaux et rapports de la commission nommée par le roi le 7 juillet 1833*, Paris, juin 1834, pp. 333-335.

3.

. *Lettres du maréchal de Saint-Arnaud*, Michel Lévy frères, 2 vol., 1855, t. 1, p. 313.

4.

. Maréchal BUGEAUD, *Discours à la Chambre*, 14 mai 1840.

5.

. Guy de MAUPASSANT, *Au soleil* [1884], Paris-Harvard, 1888, 2^e édit., p. 6. La révolte eut effectivement lieu dans le Sud oranais.

6.

. Maréchal BUGEAUD, *Quelques réflexions sur trois questions fondamentales de notre établissement en Afrique*, Guyot et Scribe, 1846, p. 31.

7.

. Gaston THOMSON, *Journal officiel*, débats parlementaires, compte rendu de séance, 7 novembre 1918.

8.

. Maurice VIOLETTE, *ibid.*, 21-22 mars 1935.

9.

. Cf. *Perspectives décennales de développement économique de l'Algérie*, ministère de l'Algérie, mars 1958, avant-propos.

10.

. Émile-Félix GAUTIER, « Les émeutes antijuives en Algérie », in Id., *Un siècle de colonisation, études au microscope*, 1929, p. 97.

11.

. Cf. MUSETTE, « La chanson des voyous », in Id., *Cagayous antijuif*, p. 122. Pour le déroulement des émeutes, cf. Claude MARTIN, *Les Israélites algériens de 1830 à 1902*, thèse de doctorat, Paris, 1936, pp. 293-302.

12.

. *Recueil des actes du gouvernement de l'Algérie, 1830-1854*, Alger, 1856, p. 548.

13.

. Cf. Alain SAVARY, *Nationalisme algérien et grandeur française*, Plon, 1960, pp. 38-39.

14.

. Cf. Charles-André JULIEN, *L'Afrique du Nord en marche*, Omnibus, 1952, p. 128.

15.

. Cf. Marcel ÉMERIT, *Les Saint-Simoniens en Algérie*, Les Belles Lettres, 1941, en particulier « La politique du Royaume arabe », pp. 233-289. Cf. aussi André NOUSCHI (éd.), *Correspondance du docteur A. Vital avec I. Urbain (1845-1874)*, Alger, 1958. Cf. enfin Charles-Robert AGERON, « L'Algérie algérienne sous Napoléon III », *Preuves*, février 1961.

CHAPITRE III

Une société sans unité

Ils forment une collection d'individualités beaucoup plus qu'une collectivité encadrée [...]. Il manque à ces hommes [...] avec le sentiment des valeurs spirituelles, une conception moins matérialiste et égoïste des rapports entre les hommes et par suite du problème indigène. Il leur manque le ferment généreux d'une culture désintéressée et le goût des idées dont l'absence s'accroît avec les années qui passent.

Général CATROUX, *Dans la bataille de Méditerranée.*

La sociologie contemporaine a fait de la ruine de la société musulmane traditionnelle un thème à la mode, mais sans jamais la mettre en rapport avec la dégradation de la société européenne qui lui est complémentaire. Le désastre de l'une est pourtant fonction du désastre de l'autre. Malgré leur distance, les deux sociétés ont vécu en symbiose. Jamais assez nombreuse pour intégrer la société musulmane ou la détruire de fond en comble, la population européenne fut trop importante pour ne pas subir le contrecoup des bouleversements sociaux qu'elle avait déclenchés. « Inachèvement » de la société européenne, disent les Français d'Algérie ; ne s'agirait-il pas plutôt d'une infirmité de naissance ?

Dissociant le destin des deux sociétés, l'analyse sociologique tend à présenter le naufrage de la civilisation musulmane comme le résultat tragique, mais inévitable, d'un contact anonyme et abstrait entre deux sociétés d'inégal développement technique.

À la limite, le drame algérien se passe d'acteurs de chair et d'os. Premier tableau : une population pauvre et peu nombreuse, rurale à 95 %, repliée sur elle-même, vivant en économie fermée, pratiquant le troc, tout à ses histoires de minaret et à ses rivalités de clans, conjurant la misère par une entraide illimitée. De préférence on prendra pour frapper l'imagination le bled demeuré le plus longtemps possible à l'abri de toute pénétration française, comme ce village de l'Aurès que Germaine Tillion quitta en 1940 pour y revenir en 1945¹. Second tableau, la cour des miracles :

Ces hommes qui, il y a quinze ans, vivaient pauvrement, mais décemment, et dans des conditions à peu près identiques pour tous, étaient maintenant scindés en deux groupes inégaux : dans le moins nombreux, l'aisance, il est vrai, était plus grande qu'autrefois, mais dans l'autre plus personne ne savait comment il allait manger de décembre à juin [...]. Neuf familles sur dix vivaient au jour le jour.

Rapt de terres ? Il n'y avait pas un seul colon à 100 kilomètres à la ronde. Sourde invasion des idées subversives ? On avait construit une « splendide école », mais elle restait sans instituteur. Il y avait bien tout de même une route, qu'empruntaient seuls les caravanes de jadis et le grand vent des sables...

Mais nous connaissons le nom de cet ouragan passe-partout qui a rabougri le village d'Aurès : il s'appelle médecine et il s'appelle monnaie.

Après la peste et le choléra, toutes les maladies épidémiques qui ravageaient les hommes et les bêtes ont disparu sous l'action des blouses blanches qui passèrent presque inaperçues. La mort au rythme industriel a été vaincue, mais la natalité n'a pas pu être jugulée. Elle n'est pas la plus forte du monde, mais le décalage a suffi pour qu'augmente brutalement la population. Elle a quintuplé dans toute l'Algérie depuis cent ans, presque doublé en quarante ans, et les cinq millions huit cent mille Algériens de 1920 sont devenus près de dix millions en 1960.

En revanche, les ressources n'ont pas subi d'accroissement proportionnel. Le développement des cultures et du bétail qui a d'abord accompagné l'essor de la population, a très vite entraîné la destruction des indispensables forêts, l'acharnement sur les terres improductives, l'érosion irréparable de sols fragiles que les paysans n'ont pas de quoi bonifier. « Il est infiniment probable, écrivait un expert officiel

en 1949, Jacques Breil², que l'optimum de la population au-dessus duquel se crée un déséquilibre dangereux entre population et ressources est dépassé en Algérie depuis une dizaine d'années. »

En même temps, l'économie monétaire a insensiblement remplacé l'économie de troc, le marché a tué l'équilibre traditionnel. Les anciennes hiérarchies tribales ont été brisées au profit d'abstraites circonscriptions administratives auxquelles il a fallu payer des impôts en argent. L'ancien rapport de l'homme et de la terre chargé de gestes aux significations rituelles est devenu un rapport commercial. Les paysans algériens ont recommencé la douloureuse expérience du VI^e siècle avant J.-C. dans la Grèce ancienne, de la féodalité déclinante dans l'Occident européen. Elle aboutit toujours à la même crise sociale. L'artisanat rural dépérit sous la concurrence de la pacotille industrielle. Les sédentaires refoulent les nomades vers les hautes plaines ou vendent leurs parcelles qu'ils continuent à travailler de leurs mains. Le salariat transforme les rapports du capital et du travail. Même lorsqu'ils sont propriétaires, les paysans sont pris dans le cycle infernal qui consiste à être obligés de vendre ses produits aussitôt après la récolte pour rembourser des avances, donc au cours le plus bas, puis de racheter cinq ou six mois plus tard, s'il le peut, le produit qu'il a vendu, mais cette fois au cours le plus haut, le double au moins de celui qui lui a été payé. Les séquelles s'enchaînent avec une rigueur tragiquement mathématique, et l'émigration de la misère draine quatre cent mille exilés sur les chantiers de la métropole.



Toute interprétation du drame algérien comme étant la conséquence « naturelle » et peut-être inéluctable de la pénétration de la civilisation industrielle et capitaliste en milieu agricole et archaïque méconnaît le fait fondamental de l'histoire de l'Algérie depuis cent trente ans : la volonté sinon préméditée, du moins systématique de la minorité conquérante de ne pas traiter la civilisation traditionnelle de l'Algérie comme une civilisation, sans pour autant se priver de sa présence. Du même coup, on néglige les conséquences, pour la société européenne, de cette mutilation inachevée. Elle est longtemps restée insensible aux Européens. Mais au fur et à mesure qu'a grandi une société née en Algérie même, la société musulmane absente et douloureuse a été pour eux, comme à un amputé de guerre, un membre fantôme.

Si les Européens avaient été les véhicules d'une loi aveugle de l'histoire, nul doute qu'ils eussent cherché à lutter collectivement contre ses conséquences funestes. Ils ne l'ont fait qu'à titre individuel ou charitable. Au contraire, leur action collective, par les grandes lois foncières et administratives, s'est acharnée à amplifier ce mouvement naturel.

Le frêle réseau de solidarités sociales qui défendait l'individu a d'abord été brisé ; l'Arabe a été « libéré ». La transformation du régime juridique de la propriété, l'immatriculation obligatoire qui favorise la vente ont mis fin à l'indivision. L'isolement de l'individu par rapport à sa famille, à sa tribu, a été accéléré par l'urbanisation. L'émigration l'a coupé de ses racines. À la démarche des Arabes dans la rue, on sent l'homme seul.

Une fois seul, il est devenu indiscernable, interchangeable Mohammed ou interchangeable Fatma. Il est perdu dans une masse, sans repère pour l'Européen. Travaille-t-il ? Il va et vient. Mais le manque d'emploi est une obsession permanente. Rien n'avilit plus un homme que le chômage, si ce n'est l'octroi des petits métiers : porteurs de valises ou vendeurs de journaux. Dans un brillant essai de jeunesse sur Oran³, Camus voyait dans les cireurs de chaussures du boulevard Gallieni « les seuls hommes encore amoureux de leur métier ». Quand ils ont, en effet, fini de passer leur couche de cire, et que le client s'apprête à partir, ils recommencent avec la dernière ardeur à passer leur peau de chamois pour donner aux cuirs les plus désespérés « leur double et définitif éclat ». Mais ce goût du « fini » n'est pas celui

d'un artisan qui perpétue ses gestes dans un monde industriel, c'est – comment Camus ne l'a-t-il pas vu ? – un effort pour donner une dignité à une occupation qui n'en a pas.

Il faut avoir été initié par les Arabes eux-mêmes à leur système de signes pour sentir la dextérité avec laquelle ils circulent, aveugles, sourds, analphabètes dans la forêt du monde européen. Ils ont un sixième sens, longuement affiné depuis un siècle, pour se repérer sur les routes, sans savoir lire les panneaux indicateurs, prendre le chemin de fer sans connaître les horaires, deviner l'heure sans savoir la lire, pour s'adapter à un monde mécanique dont on ne leur a pas donné les clefs, et qui, du reste, manié par leurs mains inexpertes, a tôt fait de se dégligner.

Tous les progrès techniques, radio, cinéma, presse, dans la mesure où ils ont été apportés par les étrangers, leur paraissent à la fois hostiles et attirants.

Car il n'a pas suffi que l'individu soit isolé pour être vaincu, ni devenu cet anonyme que la misère confond avec le paysage. Au fur et à mesure que s'est prolongée la situation coloniale, le transfert que les Européens ont opéré sur les Arabes s'est approfondi. Ils n'ont plus été les boucs émissaires et la victime expiatoire. Ils sont devenus l'image de ce qui avait été leurs propres désirs. Le simple usage des techniques européennes sous les yeux des Arabes a pris l'allure d'une exhibition. Le motoculteur à côté de l'araire, l'automobile – et la 2 CV au même titre que la Cadillac – à côté du petit âne, le noyau de gratte-ciel ceinturé par les bidonvilles, n'ont pu que développer une frustration chronique.

Du point de vue social, l'aventure coloniale algérienne a recommencé l'aventure du capitalisme industriel au XIX^e siècle. L'Arabe a subi la fatalité qui a pesé sur les ouvriers britanniques de l'ère victorienne. Tous les arguments qu'utilisaient les patrons contre leurs ouvriers, on les retrouve, mot pour mot, appliqués aux Arabes, dans le roman *Les Colons*⁴, prototype de cette littérature qui se voulait « algérieniste », où Robert Randau fait dire à l'un de ses héros : « Pas de sentimentalité ! Ces êtres farcis de crasse ne sont pas sensibles à la souffrance, ils tuent et volent non pas par pénurie de mangeaille, mais par suite de leur mauvaise nature. »

Envers les Arabes hébétés, les expressions du mépris sont les mêmes qu'envers les « misérables » du XIX^e siècle, et pour les mêmes motifs. La distance raciale avec les Arabes a été multipliée par la distance sociale.

Devant l'ampleur du naufrage humain, on est amené à se demander si ce n'est pas ce résultat même qui a été obscurément cherché. Les Français d'Algérie, en adoptant avec enthousiasme une explication purement économique de la déchéance de la société musulmane, se refusent à voir la loi du déséquilibre colonial. Ils interprètent comme des abus ou des erreurs aujourd'hui réparables ce qui fut la raison d'être de leur activité. L'inflation démographique n'est pas la cause unique et déterminante de la ruine de la société traditionnelle ; elle a seulement rendu plus évidentes les conséquences du paupérisme et multiplié la misère psychique par la misère économique. L'humiliation humaine a cessé d'être subie et les revendications ne peuvent plus être maintenues par la force. Mais la gigantesque indifférence des Français d'Algérie qui travailla toujours dans le même sens se confond avec la nécessité pour eux de saper les bases mêmes de la civilisation étrangère et de lui refuser le droit à la vie, en profitant de sa vulnérabilité technique. La « clochardisation » n'est pas seulement la conséquence de la satellisation économique de la société musulmane : le rapport est au moins réciproque. L'effondrement de la société musulmane n'est pas le résultat d'une économie, mais d'une politique.

Et ses remèdes ne sont pas plus économiques que ses causes : ils sont politiques. Car l'ébranlement de la société musulmane s'est retourné contre ses auteurs, parce qu'il a puissamment contribué à effacer les particularismes. On a pu, on peut encore distinguer une culture kabyle d'une culture chaouïa, ou d'une culture mozabite. Pierre Bourdieu, qui s'y est récemment essayé avec bonheur, ne se dissimule pourtant pas l'arbitraire de son entreprise⁵. Mais la condition commune à laquelle les Européens ont réduit les Arabes a soudé les fragments de leur communauté disparate. En leur refusant – sauf à titre exceptionnel et individuel – toute place dans la cité européenne, en refoulant la quasi-totalité de l'humanité musulmane

vers la sous-humanité, les Français d'Algérie ont donné à tous les musulmans non le désir de recouvrer leur originalité kabyle, mozabite ou chaouïa, mais de former ce qu'ils n'avaient jamais été : une nation. Contre des conditionnements brutalement imposés, les Arabes ont trouvé des réflexes de défense qui leur sont aujourd'hui communs. Il faut prêter la plus grande attention à la nature de leurs revendications et répéter, après tant d'autres, qu'elles sont politiques avant d'être économiques, psychologiques et humaines avant d'être sociales. Leur dignité crie famine avant leur estomac. Quatre ou cinq mille familles musulmanes ont été associées aux profits coloniaux et risquent de voir leurs privilèges rognés dans une Algérie indépendante : leur adhésion morale est cependant acquise à l'indépendance algérienne.

Sans doute les musulmans exagèrent-ils l'éclat de leur civilisation avant la conquête. Du moins avait-elle le mérite d'exister. Leur surestimation du passé exprime seulement leur sentiment d'avoir été des hommes et de ne plus l'être. Mais effaçant, dans la nuit de la défaite sociologique, toutes les anciennes distinctions de peuples et de tribus, le combat politique pour l'indépendance nationale a donné à la société musulmane, au moins provisoirement, une profonde unité.



Le refus du politique a, au contraire, été fatal à la société européenne. Incapable de s'incorporer à la société musulmane techniquement minoritaire mais numériquement majoritaire, elle s'est rétrécie sur elle-même, elle s'est diversifiée, « atomisée ».

La façade est trompeuse ; dans les camps citadins où les Français se sont retranchés, le genre de vie est le même ; la langue est, malgré ses patois, identique. Le centre de toute référence est « la France ». Anciennes familles françaises arrachées de métropole et Méditerranéens qui doivent tout à leur naturalisation automatique ont communiqué dans une même admiration de principe. Les Européens d'Algérie méprisent l'Algérie tout en lui étant passionnément attachés, et sont passionnément attachés à la France tout en la méprisant. Ainsi, dans tout Français d'Algérie cultivé qui se respecte, sommeille un snobisme français qui s'exprime parfois paradoxalement par l'anglomanie. Lorsque, autour d'une table élégante, un convive murmure quelques mots d'anglais, on se sent soudain davantage entre vrais Français, on s'est éloigné de l'Arabe d'un degré supplémentaire. Et les Bentata prénommeront volontiers leur fils, William ou Sydney. L'Algérie huileuse est ainsi conjurée.

Peut-être n'ont-ils tant négligé les Arabes que parce que leurs yeux restaient rivés sur les faits et gestes de la métropole. Leur sentiment d'être des citoyens de seconde zone n'est pas feint. Ils sont les premiers à être conscients de l'instabilité et du déséquilibre dans leur communauté. L'Algérie « qui est et restera française » est une patrie de hasard, où ils sont installés sur la branche et dans le provisoire. Rien n'est définitif, rien n'est sérieux. De France viennent toute lumière et tout bienfait. Farouchement primitif, leur patriotisme même a « un caractère instinctif et élémentaire », comme l'écrit le général Catroux. Prend-on des vacances ? On vient en France, même sur la Côte d'Azur – Algérois et Oranais m'ont affirmé sans rire que les bains de mer y étaient meilleurs pour la santé. Ils savent que l'Algérie n'est pas, ne sera jamais la France. Une France au rabais où l'on vivote au soleil, où l'on gagne de l'argent pour le dépenser dans la vraie France, qui est d'ailleurs très bien là où elle est : de l'autre côté de la Méditerranée. « Émancipons-nous, que diable ! s'écrie le héros des *Colons* en sabrant le champagne, et pas de la drogue, pas du champagne de France, non, du vrai, du champagne d'Algérie ! Émancipons-nous, que diable ! On s'imagine à Paris qu'il y a deux sortes de Français au monde, ceux d'Europe, les maîtres, et ceux d'Algérie, les serviles. Hommes de l'Algérie, nous n'obéirons qu'aux lois bonnes pour l'Algérie [...]. Je sens que la France est de moins en moins ma patrie, mais [...] je l'avoue, elle demeure mon idéal⁶. »

Le badigeon français n'a pourtant pas toujours la même couleur. L'expérience française, seul facteur de cohésion, n'est évidemment pas chargée du même sens pour tous : fonctionnaires, cadres moyens, membres des professions libérales se sont fixés en Algérie, retenus par le tiers colonial, des carrières faciles, le soleil ou un mariage. Ce n'est pas leur lien avec la métropole qui est ambigu, mais leur lien avec l'Algérie. À l'opposé, pour le contremaître espagnol arrivé de Catalogne en 1945, la France est un beau pays, mais ses économies ont toujours été trop maigres pour qu'il puisse le visiter. Enfin, entre ces deux extrêmes, la grande masse des Européens nés en Algérie ; ils ont tous connu l'Hexagone par le lycée, les études, les concours ; mais, scolaire ou touristique, culturelle ou professionnelle, la France est une expérience seconde. Elle est pour eux, au vrai sens du terme, la métropole.

Aussi la « détermination française » des Européens ne leur a-t-elle pas fait oublier qu'ils viennent de tous les horizons méditerranéens. La diversité des origines n'eût certes pas été un obstacle à la formation d'une société homogène si des institutions algériennes, sur place, avaient travaillé à faire, avec une matière première espagnole, provençale, italienne et maltaise, un peuplement algérien ; d'autant que, nous l'avons vu, la plupart des immigrants étaient en quête d'une patrie. Mais il n'y eut pas, comme aux États-Unis à la fin du XIX^e siècle, de *melting-pot* algérien. Les immigrants n'ont pas troqué leur nationalité d'origine pour une autre, mais, par nostalgie, ils ont surévalué la première. Un Espagnol écouterait avec ravissement une musique andalouse diffusée par la radio, jusqu'à ce qu'il apprenne du *speaker* qu'elle est arabe. Les solidarités nationales restent d'autant plus vivantes qu'existe un courant continu d'allées et venues familiales. Enfin, ces récents Français d'origine étrangère – surtout les pauvres – tiennent avant tout aux privilèges assurés par la France ; que celle-ci cesse de les leur garantir, les voilà mûrs pour un nationalisme algérien.

Entrelacées aux clivages nationaux, les oppositions sociales viennent encore les renforcer. Italiens et Espagnols riches se sentent plus français que les pauvres. Les municipalités socialistes et communistes que connut l'Oranie durent leur élection à de forts contingents espagnols. Mais les partis de gauche ne constituèrent pas pour autant le levain d'une solidarité algérienne. Bien au contraire ; communisme et socialisme furent en Algérie des plates-formes électorales solides et remportèrent de brillants succès. Mais ils n'étaient porteurs d'aucune promesse de transformation sociale. Deux thèmes s'y mêlaient : d'une part, la défense des intérêts matériels des petits Européens contre la grande colonisation, implicitement aussi contre la concurrence musulmane ; d'autre part, un verbalisme humanitaire et un alignement sur les partis de gauche métropolitains. Or, ni la lutte pour la laïcité, ni le combat contre la CED, ni les manifestations contre Ridgway et le pacte Atlantique n'intéressaient directement les musulmans. Loin d'être le ferment d'une unité algérienne, les partis de gauche ont fortement contribué à détourner l'attention des petits Européens d'Algérie des problèmes sociaux algériens.

Les villes et villages d'Algérie n'abritent pas une société composite, mais une société décomposée. Chaque groupe entretient avec les autres des rapports ambigus. Et quand il s'agit des juifs, c'est-à-dire le seul des groupes indigènes que la France ait assimilé, les contradictions sont alors portées jusqu'à la caricature.



Les juifs en Algérie forment une minorité importante aux contours nets – un cinquième de la population non musulmane. Avec la même assurance, leurs membres affirment deux propositions contradictoires, et, phénomène plus curieux encore, on entend de la même bouche, à quelques minutes d'intervalle :

— Les Arabes sont antisémites, ils l'ont toujours été et le seront toujours. Ils étaient antisémites avant la conquête. L'indépendance est pour nous une catastrophe.

— Les Arabes nous aiment bien. S'il n'y avait qu'eux et nous, on s'entendrait très bien. Et de tous les non-Arabes, nous serons les seuls à pouvoir rester dans l'Algérie indépendante ou les derniers à en être chassés.

En fait cette contradiction apparente définit parfaitement l'ambiguïté de leur situation.

L'antisémitisme spontané des Arabes est un fait indéniable. J'ai entendu plusieurs fois de la bouche de musulmans FLN des propos tels que : « Les Français pourront rester parce que c'est leur pays, mais pas les juifs, ces gens-là n'ont pas de pays. Ils n'ont qu'à aller en Israël. » Ou bien : « Ceux-là, ils ont été pro-Français et commencent à nous faire des avances ; bon signe, ils sont toujours du côté du manche. » Certains Arabes m'ont dit qu'ils donneraient leur fille à un Français mais pas à un juif. La fusion des races était souhaitable, mais épouser un juif, ce serait déchoir. Dans le premier cas, on bâtissait l'Algérie de demain, dans le second, on trahissait la cause arabe. « Pendant la guerre, m'ont même dit des musulmans, nous avons défendu les juifs ; eux, maintenant, nous laissent nous débrouiller tout seuls. »

Pour expliquer ces réactions, il faut tenir compte d'un certain nombre d'éléments, historiques d'abord, psychologiques ensuite :

— L'antisémitisme musulman a eu un caractère tribal. Les juifs berbères convertis ou immigrants au Moyen Âge, ont représenté dans une communauté agricole et animée de l'esprit de clan, des commerçants, des usuriers et des marchands. Rivalité confessionnelle, aussi, de deux religions également totalitaires.

— Jouant sur cet antisémitisme traditionnel, et sur le fait que les juifs représentaient un élément plus riche, plus cultivé et plus assimilable que l'élément arabe, les Français ont accordé par le décret Crémieux de 1870 le statut de Français à tous les juifs. Dès lors, ceux-ci furent associés aux destinées des colonisateurs, et soucieux de marquer les nouvelles distances qui les séparaient des Arabes, ils ont encore accru l'antisémitisme des musulmans. Dans la guerre actuelle, le Consistoire ne perd pas une occasion de rappeler la dette de reconnaissance que les juifs ont contractée vis-à-vis de la France, et plus ils sont bourgeois, plus ils sont en général ultras.

— Enfin, Israël a donné un nouveau départ à l'antisémitisme des Arabes solidaires. Ils ne sont pas, comme Soustelle et l'armée, sensibles à l'effort gigantesque pour créer des richesses dans un pays aride, pour fortifier une communauté nationale neuve ; ils répètent seulement qu'Israël ne vit que grâce à l'argent des juifs américains, qui ne sont pas même des patriotes américains, puisque l'intérêt profond des États-Unis n'est pas d'entretenir une tête de pont capitaliste au Moyen-Orient, mais d'arracher à l'influence soviétique le monde arabe tout entier.

Du point de vue psychologique, il est normal que, dans son ensemble, la masse musulmane ait subi l'ombre projetée par l'antisémitisme des Français ; elle a servi de caisse de résonance à l'antisémitisme de la minorité européenne. Les colons ont entretenu chez les Arabes leurs propres sentiments antisémites, par conviction et par tactique, volontairement et involontairement, par manœuvre de diversion et par haine d'âme.

Mais cette situation réellement ambiguë d'une des rares communautés « européennes » encore fortement structurées explique aussi la sympathie très vive et spontanée qui porte les uns vers les autres juifs et Arabes.

« Jusqu'à douze ou quatorze ans, me disait un jeune homme juif, mes seuls amis non juifs ont été des petits Arabes. Après, c'est curieux, nos contacts se sont espacés. » Avant qu'ils aient pris conscience de leurs intérêts, petits juifs et petits Arabes se sentaient donc deux minorités méprisées et persécutées.

Mais adultes, s'ils ne voient plus les Arabes, ils n'en voient pas davantage les catholiques. Les communautés sont très cloisonnées. Les juifs se reçoivent entre eux, travaillent entre eux, et les mariages mixtes ont conservé le pouvoir de surprendre qu'ils n'ont plus en métropole.

Dans un pays fondé sur le colonialisme foncier et la présence militaire, d'opinion conservatrice, catholique, pétainiste, giraudiste, franquiste, mussolinienne et collaboratrice, l'antisémitisme a connu des heures triomphales au moment de l'affaire Dreyfus. Un des best-sellers de la série des « Cagayous », dont

la truculence locale incarne le folklore au point d'être l'objet des recherches d'un futur doctorat ès lettres, fut *Cagayous antijuif*¹. La fièvre antisémite ne s'est pas éteinte avec les pogroms du début du siècle. En 1943, Giraud abolit toutes les mesures pétainistes, sauf celle qui supprimait le décret Crémieux. Tous les enfants, les professeurs, les fonctionnaires juifs furent chassés des écoles et des administrations. L'association des étudiants d'Alger demanda l'aggravation du *numerus clausus* et, à l'époque où l'on mobilisait les Français d'Algérie contre les Allemands, Giraud mettait les juifs dans des camps de concentration.

Et cependant, lorsque l'on entend des parents se plaindre que leurs enfants aient été refusés au bac par un examinateur « antisémite », tel adolescent ingrat gémir qu'une beauté, fille de vigneron, lui a refusé une danse par « antisémitisme », on ne peut plus faire le départ entre la juste fureur et la susceptibilité malade. Tous les rapports sont truqués.

Encore la communauté juive a-t-elle gardé en Algérie des arêtes très vives. En France, le fait d'être juif est un coefficient qui affecte toujours le comportement d'un individu, mais ne le détermine pas d'abord et avant tout. Pour s'en convaincre, il suffit de rappeler la mauvaise conscience qui a saisi les juifs français profondément assimilés à la parution du *Dernier des Justes*, d'André Schwarz-Bart. Beaucoup de bourgeois français juifs, devant cette exaltation mystique du peuple élu, et l'érection du Zemiockisme « à papillotes » en un des hauts lieux de la conscience humaine, auraient bien voulu être sûrs que Schwarz-Bart ne leur reprochait pas d'avoir oublié leurs origines. Plus ils sont intégrés à la communauté nationale, plus les juifs de France sont des Français juifs, moins ils se sentent solidaires du « peuple des Justes » ; au fond, se disaient-ils, Schwarz-Bart exalte des valeurs chrétiennes, et eux qui ont perdu leur religion n'en ont pas voulu d'autres.

Au contraire, les juifs d'Algérie jouissent d'un statut tacite. Pas question de cacher que l'on est juif. Mieux vaut au contraire profiter des avantages que cette appartenance peut vous valoir, puisque aussi bien on ne saurait échapper aux inconvénients. On s'adresse donc à un médecin juif, un flirt juif, un fournisseur juif. En revanche, on se battra sur cette position. Au moment du Front populaire, de véritables batailles rangées eurent lieu dans la rue, autour des lycées, par exemple, avec camp retranché, réduits fortifiés, barricades de serviettes, et ce n'étaient pas les jeunes juifs qui avaient toujours le dessous.

De cette situation résulte le fait que, si le Consistoire, en tant que corps constitué d'un groupe constitué, adopte dans la guerre actuelle une attitude des moins libérales, à titre individuel, c'est proportionnellement parmi les juifs que l'on rencontre le plus de libéraux. Depuis 1954, les musulmans font un effort pour se les concilier. Dans ce milieu fort peu attaché aux valeurs de l'esprit, les juifs sont généralement les plus cultivés. Riches, ils sont alors venus faire leurs études à Paris. Commerçants, ils ont voyagé en métropole. Ils sont souvent beaucoup plus attachés à la rive gauche qu'à Tlemcen, où leur père est né. Parmi les normaliens de ma connaissance, je trouve six juifs oranais. Même chez les partisans de l'Algérie Française, on ne trouve pas d'imbécile aveuglement. Malgré tout, ils sont immunisés contre le génocide. Un fond de libéralisme leur interdit, sinon en fait, du moins en paroles, de professer le racisme.

Ceci mis à part, bien des juifs peuvent exercer le racisme. Pris en flagrant délit, ils se justifient en distinguant le racisme antisémite du racisme antiarabe. L'un est un mal absolu, l'autre un mal relatif. L'Arabe est méprisable, mais pas le juif. Là encore, ils sont victimes d'une dégradation des rapports sociaux qui est la marque de cette société malade, où le fait de race inscrit des rapports préétablis entre les Algériens. Et après tout, pour être juif, on n'en est pas moins algérien.



La France algérienne s'est organisée tant bien que mal en fonction de deux données : la France métropolitaine lointaine et irréaliste et l'Algérie musulmane que l'on cherche à ne pas voir. Qu'une de ces deux données vienne à manquer et l'équilibre instable de la société européenne chavire – c'est pourquoi tout partage selon les communautés ethniques est un leurre ; les Français d'Algérie n'y survivraient pas.

Incapables de trouver leur équilibre avec les musulmans, les Français d'Algérie ont eu constamment recours à des procédés artificiels ; ils ont cherché leur unité sur le seul plan de la théorie. On vit donc l'intelligentsia algérienne s'emparer des idéologies sociales les plus audacieuses, puis les rejeter au nom de la nécessaire évolution des idées, sitôt qu'elles cessaient d'être conformes aux intérêts du moment.

La première est toute d'importation, contemporaine de la prolifération rapide d'une plèbe citadine et désaxée, au tournant du siècle. Elle repose sur la démonstration qu'en Algérie, l'islam n'est rien, n'a jamais rien été, ne sera jamais rien. L'auteur de cette découverte historique est Louis Bertrand, de l'Académie française, plus connu pour ses contributions à la connaissance des amours de Louis XIV qu'à celle du passé maghrébin. Il faut lui rendre justice, puisque les intellectuels algériens ont pendant vingt ans commenté sérieusement les thèses bertrandiennes. « Pays sans unité ethnique, pays de passage et de migrations perpétuelles, l'Afrique du Nord est destinée, par sa position géographique, à subir l'influence de l'Occident latin⁸. » Influence légitime puisque la France ne fera que rendre l'Algérie à sa vocation gréco-romaine. Les Berbères sont réhabilités, « ce sont les vrais fils de la terre », mais « l'Arabe ne leur apporta que la misère, l'anarchie ou la barbarie ». Donc, ne sacrifions pas au romantisme orientalisant. « L'idéal de Rome, déclare Louis Bertrand aux hommes africains⁹, fut avant tout un idéal de maître. Or, je vous propose de rénover cet idéal. Vous avez un semblable droit à être maître – vous l'avez face à l'islam, malgré l'islam, car l'islam n'a rien apporté ici. Il n'est qu'une alluvion sur une terre romaine, pas même une alluvion, car l'islam fut stérile. Il détruisit sans remplacer. En tout cas vous êtes chez vous plus que lui. Vous pouvez donc en toute conscience être et vouloir être maîtres. » Voilà qui n'est pas pour déplaire à une algérianité naissante, juvénile et musclée. « Cette séduction d'une attitude cambrée pour les combats, déclare par exemple Jean Pomier, président de l'Association des écrivains algériens, cette ivresse de régir hautainement, c'est bien sur cette terre de l'aventure qu'elles seraient le plus légitimes, aussi bien de par la tradition de force héritée de Rome que par le fait épique de notre conquête. Car double est le blason d'Afrique pour les Français d'Algérie : et la haste est barrée de l'épée de Bugeaud¹⁰. »

Toute une littérature orchestre donc le thème de la force et, la guerre de conquête enfin terminée, chante la saga gauloise en terre d'islam. À la différence de ses disciples et successeurs, Louis Bertrand éprouvait une franche aversion pour l'indigène : « Dès le lendemain de mon arrivée, je sentis en lui l'ennemi – un ennemi qui n'a rien oublié, rien pardonné, et qui ne désarme pas¹¹. » La parodie du romantisme folklorique de Tartarin de Tarascon disparaît pour faire place à la description inlassable de la faune de Bab el-Oued. *Diko, frère de la Côte* et *Cassard le Berbère* (Robert Randau), *Broumitche et le Kabyle* (Lecoq et Hagel), *Pascualette l'Algérien* (Louis Lecoq), tous les cousins de Cagayous qui peuplent *Les Algérianistes* de Randau, et les descendants directs du glorieux *Pépète le bien-aimé* de Louis Bertrand sont promus légionnaires de cette nouvelle latinité.

La description d'un milieu social se confond avec la défense d'une idée politique. « Livre réconfortant, écrit Ary Leblond des *Colons* de Robert Randau, parce qu'il nous montre au moment où tant d'êtres s'affolent ici à la seule idée d'une guerre franco-allemande, notre race qui se virilise au contact de l'Afrique rude. » *Le Sang des races*, qu'exalte Louis Bertrand, est donc promis à une mission rédemptrice en métropole comme en Algérie. Impossible, cependant, de savoir exactement si c'est la mollesse algérienne qui se revigore au contact de l'énergie française ou si c'est la France au contraire, fatiguée par des siècles de civilisation, qui va se rajeunir au contact de cette vigoureuse et apparente barbarie.

Car, au fur et à mesure que les locaux prennent conscience d'eux-mêmes, l'impérialisme à la romaine cède la place à un syncrétisme algérien, généreusement décidé à faire place aux musulmans, à « percer le secret de ce pays, qui est le drame des races et la destinée des transplantés », dit Louis Lecoq, grand prix de la littérature algérienne. L'atmosphère politique a évolué, nous sommes au lendemain de la Première Guerre mondiale. Un mouvement naît, avec sa revue, *Afrique*, et ses associations ; son chef en serait Robert Randau : « Trapu et violent, nous dit Gabriel Audisio, c'est lui qui a propagé chez ses compatriotes ce goût de force, de naturalisme et parfois de brutalité à l'américaine qui leur est cher¹². » Cette génération veut regarder la réalité en face : de Massinissa à Firmus, de la Kahina à Mokrani, qu'est l'histoire de la Berberie, sinon deux mille ans d'insurrection ? Il faut en tenir compte et l'« art politique de ce pays ne saurait être plus longtemps système d'orgueil, d'isolement, de maîtrise, vertige romantique de domination » ; de plus, écrit Randau, « la descendance des premiers colons a perdu lentement le principal de son européenisme et le sens des différenciations anciennes de race à race ». Le mouvement, que l'un de ses promoteurs propose même d'appeler « francitan », « féconde et anxieuse préparation de nos destins africains », se propose donc de doubler les relations économiques par des relations culturelles, d'élaborer une culture transactionnelle, de hâter la majorité mentale de l'Algérie, de dégager l'âme de la plus grande France.

Plus d'orientalisme de bazar, plus de *Fête arabe* à la Tharaud, plus de brillant cavalier numide, plus de muezzin ni de danse du ventre, ni de grands chefs du Sud : ces oripeaux d'une mystique et famélique Barbarie rejoindront les défroques métropolitaines dans une ménagerie dont Jonnart et Viollette seront les concierges à perpétuité. Le cosmopolitisme et l'exotisme étaient une école de désabusés qui pouvait s'accommoder d'un islam retardataire. La chimie algérienne va élaborer un corps nouveau par la catalyse des races au contact de l'apport français. C'est, pour reprendre l'expression d'un pénétrant observateur, Aimé Dupuy, l'époque de « l'Algérie *farà da sé* ».

L'algérienisme recourt alors à toutes les illusions. Dans la réalité musulmane, on distinguera soigneusement arabisation et islamisation. On tolère la première, mais avec la seconde, pas de quartier. Mais ne peut-on espérer que le bloc islamique se dissociera, ou du moins se rétractera sous l'acide des rationalismes européens ? Et si le Berbère a apostasié douze fois au temps de saint Augustin pourquoi s'arrêterait-il là ? Dès lors, on n'a pas le droit de désespérer de son évolution possible vers l'idéal humain des races d'Occident : « question de méthode, de temps, de force morale ». D'ailleurs, si l'islam, religion très respectable, veut bien procéder à son cantonnement dans le domaine purement religieux, il ne s'opposerait pas plus qu'un catholicisme évolué à l'établissement d'une mentalité commune, « juvénilement enthousiaste de la beauté et de l'action ». « La patrie des conventionnels a donc pour devoir, explique Randau, d'encourager les sujets africains à jeter bas les chaînes forgées par leurs ancêtres et à reconnaître en eux des frères. » On saluera donc *Zohra, la femme du mineur* (1925), le premier roman d'expression française d'un « Berbère arabisé », Abdelkader Hadj Hamou, comme un événement de portée algérienne. C'est l'histoire d'un brave mineur musulman ruiné par l'alcoolisme ; mais il faut bien se garder, nous avertit le critique Charles Delpiazzo, de voir là un des méfaits de l'Occident. « C'est une robuste, rustique et saine image d'Épinal. » Il faut encourager la formation d'une bourgeoisie musulmane évoluée, amener les Arabo-Berbères à découvrir que l'Algérie est un pays où la langue et l'idéalité françaises ont licence de triompher. « Nous ne sommes pas des impérialistes, dit Randau, nous sommes des traceurs de route. » Ainsi, poussant résolument au cœur de l'énigme algérienne, les frères Leblond racontent-ils dans *Ulysse, cafre, ou L'histoire dorée d'un Noir*, l'aventure symbolique d'un vieux Noir parti à la recherche du fils qu'il a chassé dans un mouvement d'humeur : ses tribulations l'amènent à devenir le domestique d'un missionnaire. C'est alors que le drame d'idées éclate, le heurt des races, chacune d'elles étant symbolisée par leur représentation la plus haute, la religion. « Les auteurs », salués comme d'éminents représentants de l'idéal algérien, « ont très

intelligemment compris que leur Cafre ne pouvait arriver à cette fusion spirituelle qu'après sa conversion à la religion des Blancs¹³ ».

Une fois encore, toute cette idéologie resta sans prise sur la société. Sitôt qu'il est question de concessions politiques aux musulmans, ou de suppression des avantages matériels de la colonisation, l'algérianisme hautement idéaliste retrouve les éternels réflexes. « À égalité de traitement, l'Algérie ne vaut pas qu'on y vienne », « on n'est pas en Algérie dans un pays de civilisation ni dans un pays de culture », « autrefois, on ne faisait en Algérie qu'un an de service militaire et non trois » ; autrefois, « on ne payait pas d'impôt, bientôt il faudra verser presque autant qu'en métropole ! » « Où sont les avantages du déplacement ? » Cette nouvelle idéologie dépasse même toutes les revendications de la précédente ; elle prétend répondre aux besoins culturels d'une population née en Algérie même et à jamais attachée au pays, pour le meilleur et pour le pire ; mais, en même temps, elle veut conserver la totalité des privilèges que la nécessité d'implanter le premier peuplement pouvait auparavant justifier. C'était, parfois, des lois métropolitaines inapplicables en Algérie ; le plus souvent des avantages menus, mais nombreux, tels qu'avancement plus rapide, prime d'installation, retraite anticipée et facilités de crédit. Les Français d'Algérie ont pris l'habitude de ces petites et grandes faveurs et tiennent plus qu'à tout à ces perpétuels « arrangements avec le Seigneur » où ils voient la raison d'être de leur exil, comme ces femmes laides qui ont la chance d'avoir trouvé un homme pour les entretenir et lui reprochent toute la vie de lui avoir sacrifié par amour une grande carrière.

De la génération des immigrants à celle des Algériens s'opère donc une transition décisive, comme dans la mentalité sociale. Il n'est question que de communier avec les Arabo-Berbères dans le même idéal de culture. Mais un doute est-il à peine émis sur le bien-fondé du moindre avantage, les algérianistes retrouvent bien là l'esprit de malveillance et d'incompréhension dont ils furent les éternelles victimes et parlent aussitôt de vendre leur dernier bien pour solder leur billet de passage aux compagnies de transports maritimes ; suggère-t-on d'augmenter la représentation musulmane dans les Délégations ? Ils hurlent que l'on veut les abandonner « à la barbarie et au pou fraternel, les réduire au mixte et au matiné comme le Zoulou et l'anthropopithèque, entre le Nègre et l'homme de Cromagnon ». Et l'idéalisme algérianiste s'effondre dans le chantage le plus grossier : « On ne prend pas des mouches avec du vinaigre, on n'accroît pas un peuplement colonial par des brimades¹⁴. »

Les tentatives d'unité sociale par la culture ont toutes échoué : elles restaient en porte-à-faux. Car tout régionalisme moral aboutissait nécessairement soit au séparatisme, soit à l'élargissement du corps politique en faveur des Arabes ; les Européens retrouvaient les deux thèmes de leur cauchemar : le sevrage ou la noyade.

L'Algérie française, c'est au contraire le rêve de l'unité qui se rêve réalisé, l'équation résolue, le nombre d'or des Français d'Algérie. Soustelle n'avait pas tort quand il opposait l'intégration à la désintégration. Sociologue, il avait mis le doigt sur la plaie restée ouverte à leur flanc. L'Algérie française n'ouvrait aucun avenir réel et concret, mais cicatrisait imaginativement le passé. Elle projetait sur le siècle écoulé une nouvelle lumière. Ces cent trente ans n'étaient plus l'épuisante marche à contre-courant de l'histoire, où rébellion et répression se renforçant l'une l'autre, la société française, coupée des musulmans, se brouillait avec elle-même ; les mains s'étaient cherchées à tâtons, elles s'étreignaient au petit jour. À condition de découvrir le bon Arabe, les Français d'Algérie deviendraient par surcroît de bons Français. Seule la réconciliation en masse et en profondeur avec les Arabes pouvait les réconcilier avec eux-mêmes. Arriveraient-ils, en leur for intérieur, à justifier des horreurs de la conquête et de la répression, la sous-alimentation chronique et la misère psychique, il y aurait toujours dans la rue cet Arabe loqueteux et menaçant, et ces enfants scrofuleux pour les fixer de leurs regards de petits vieux. J'ai vu des jeunes Français d'Algérie, fils de colons et des fonctionnaires, transis d'émotion au récit d'interrogatoires policiers et préférer ne pas y croire plutôt que de supporter le poids de la haine que supposait, chez les musulmans, le courage d'affronter la torture. C'est que la distance est grande entre la

douce Algérie de tous les jours et la cruelle Algérie de l'histoire : les deux images, même pour un Français de bonne volonté, ne coïncident pas aisément. L'Algérie française possédait la vertu d'abolir la contradiction en faisant de tous les jours de mai 1958 une kermesse et de leur histoire une fête. Une seule condition : la participation physique des musulmans à leur propre enthousiasme. Les Européens ont eu le désir si intense de bons Arabes qu'ils les auraient inventés envers et contre tout. L'impérialisme de style romain construisait l'Algérie pour eux, mais sans eux. L'algérianisme escomptait seulement le concours des élites musulmanes assimilées. Mais le bénioüisme culturel ne suffit pas longtemps à ralentir la désintégration de la société française. Il fallait davantage à la masse des petits Européens. Que des musulmans en foule crient sans y être contraints « Vive la France », et l'on touchait au port ! La fraternisation sans préalable ni conditions répondait au besoin le plus constant, le plus profond des Français d'Algérie : ils la crurent sincèrement réalisée au premier drapeau sur le premier camion. Les Français s'embrassèrent, mais *entre eux*, au premier musulman rallié. Il y eut au 13 mai quelques heures dont la nostalgie n'est pas près de s'éteindre, où les Français, à la seule exception de ceux à qui répugna la machination militaire, goûtèrent l'ivresse de leur histoire enfin réconciliée.

Il n'y eut donc, au 13 mai, ni conversion politique, ni de nuit du 4 août. L'idéologie de l'intégration fut l'aboutissement logique de l'algérianisme, issu lui-même de l'impérialisme ; mais ce fut la seule populaire, parce qu'elle rassemblait sur la base de leurs intérêts réels tous les membres épars de cette communauté divisée. Ce fut aussi la seule féconde : la société européenne n'a découvert sa cohésion qu'au moment où, cessant de la chercher dans une fiction culturelle, elle la trouve dans une fiction politique. Car l'idéologie de l'Algérie française et le grand rêve égalitaire impliquaient, à la différence des autres, des mesures politiques.

Mais ceux qu'il fallait convertir, en mai 1958, c'étaient les Français de France. Les Français d'Algérie ont conçu l'intégration comme la dilatation de leur propre univers social aux dimensions de l'Eurafrrique, non comme une diminution de leur espace vital. Et, dans le mariage avec la métropole, ils apportaient en dot le Sahara. Le mythe de l'Eldorado pétrolier fut exactement contemporain des beaux jours de l'Algérie française. Eh bien, donc, si les Français d'Algérie étaient définitivement rassurés sur leur passé et leur avenir, si l'Algérie était *in aeternum* déclarée française, si les fellaga descendaient des djebels, si le coup d'État renversait la République, si les militaires arrivaient au pouvoir et si l'Algérie, la France et l'Occident déplaçaient sur Alger leur centre de gravité, alors les Français d'Algérie ne se refuseraient pas aux derniers sacrifices : ils acceptaient le collège unique !

On s'étonne parfois qu'ils aient admis si brusquement ce qu'ils avaient obstinément refusé. Mais éternellement renvoyés de la réalité musulmane à la réalité métropolitaine, les Européens sont toujours prêts à lâcher d'un côté ce qu'ils sont sûrs de récupérer de l'autre. Ils firent donc tomber Bourguès-Maunoury sur la question de la loi-cadre, qui comportait le collège unique, et le réclamèrent eux-mêmes six mois plus tard comme leur vœu le plus cher. En automne 1957, c'était la République radicale qui poursuivait à leur égard la vieille politique d'affaiblissement sans contrepartie, qui voulait les mettre à la merci des Arabes et les étrangler. En 1958, ils sont au contraire prisonniers de leur propre idéologie de la fraternité égalitaire, qui exigeait un semblant de réalisation politique. Tout est changé aux yeux de la métropole, rien n'est changé pour les Français d'Algérie, sinon leurs rapports avec la métropole ; les Arabes restent des figurants décoratifs. Et le réconfort psychologique que la minorité européenne tirait de son attendrissement sur soi-même compensait infiniment le dommage d'une concession, qui devait d'ailleurs rester platonique.

Le rêve devait s'effriter peu à peu au contact de la réalité, mais il survit chez tous : les Français d'Algérie sont intégrationnistes et le resteront toujours dans leur cœur, même s'ils sont obligés de se conduire comme s'ils avaient compris. Du 13 mai 1958 au 10 décembre 1960, du rêve de la fraternisation à la réalité des émeutes musulmanes, du désir imaginaire de l'égalité au désir réel du massacre, les Français d'Algérie sont enfermés dans un cercle vicieux à l'intérieur duquel ils oscillent entre

l'abattement total et l'affirmation d'eux-mêmes. C'est cette contradiction qui donne son automatisme aux manifestations publiques de rassemblements. Le réflexe grégaire vient compenser périodiquement le compartimentage de plus en plus sclérosé d'une société agonisante. Une vulgarité sans limite se défoule alors dans ces grands meetings débraillés qui sont devenus chez les Européens une seconde nature. Il faut voir l'infinie patience avec laquelle piétinent les foules, sur les forums, dans l'attente des slogans qui ranimeront leur unité artificielle. « De Gaulle, il dit : autodétermination, nous qu'on lui répond : pourquoi pas bicyclette-détermination ? » Bras d'honneur ! Et d'entonner ensemble : « C'est nous les Africains ! »

Derrière la façade ensoleillée, on court après les solidarités sociales, cuirassé d'une lourde méfiance. Un sombre désespoir préside à tous les rapports sociaux : il affleure sous la jactance des conversations masculines, dans les relations sentimentales entre les hommes et les femmes, toujours pleines d'arrière-pensées matrimoniales ; il s'étale dans la rivalité des comptes en banque, dans la compétition des municipalités qui désirent en toute occasion faire aussi bien à Mostaganem qu'à Oran, à Oran aussi bien qu'à Alger, à Alger aussi bien qu'à Paris.

Est-ce cette solitude sociale qui donne leur charme particulier aux relations individuelles ? Les affinités profondes sont plus rares, mais plus chaudes, qu'en métropole. Se brouille-t-on avec ses amis, on n'en trouve pas d'autres. Le cloisonnement des groupes sociaux cerne d'un fossé d'hostilité le clan des intimes. Amitiés difficiles parce que l'on appartient rarement tout entier au même groupe, au même milieu ; l'épiderme est à vif, la susceptibilité est générale. Les habitudes provinciales sont ici renforcées. Mais se rencontre-t-on ? On assouvit sa soif de partager. Tout est aussitôt commun, et les livres et les amours, et les week-ends et les voitures, et la vie coloniale et facile, dont on oublie qu'elle est coloniale et dont on jouit qu'elle soit facile, jusqu'à ce que l'on ressente, intimement mêlée à son laisser-aller, comme une amère douceur.

La nature même est compromise. Une tristesse lancinante se dégage des rues matraquées de soleil ; elle envahit les champs que les remontées de sel lèprent de taches noirâtres, mobiles sous le vent dans les blés. On dirait l'ombre des nuages ; mais le ciel irrémédiablement pur refuse vos reproches ; il vous adresse aux hommes ; le paysage, d'une grandeur sévère, partout où leur marque demeure, a pris des allures de zone. Rien n'égale la monotonie de province américaine, des villages de colonisation. Alger ? Mais Alger est encore moins l'Algérie que New York n'est l'Amérique. Pour trouver la beauté sans remords, il faut aller très loin dans le temps, dans l'espace, vers les ruines de Mansourah ou les oasis du désert.

1.

. Germaine TILLION, *L'Algérie en 1957*, Éd. de Minuit, 1957, pp. 25 sqq.

2.

. Extrait du dossier *Algérie* publié en 1956 par le cabinet du ministre résident.

3.

. *Le Minotaure, ou La halte d'Oran*, repris dans *L'Été*.

4.

. Robert RANDAU, *Les Colons*, Sansot, 1907 ; rééd. Albin Michel, 1926.

5.

. Cf. Pierre BOURDIEU, *Sociologie de l'Algérie*, PUF, 1959.

6.

. R. RANDAU, *Les Colons*, *op. cit.*

7.

. MUSETTE, *Cagayous antijuif*, *op. cit.*

8.

. Louis BERTRAND, préface au *Cycle africain*.

9.

. « Aux hommes africains », *La Revue des Deux Mondes*, 1922.

[10.](#)

. *Afrique*, février 1926.

[11.](#)

. Louis BERTRAND, *Sur les routes du Sud*, pp. 71 et 899.

[12.](#)

. Gabriel AUDISIO, *L'Algérie littéraire*, Éd. de l'Encyclopédie maritime et coloniale, 1943. La littérature algérienne a pour elle sinon la qualité, du moins l'abondance. La meilleure analyse, à ma connaissance, qui en ait été faite est celle d'Aimé DUPUY, *L'Algérie dans les lettres d'expression française*, Éd. universitaires, 1956.

[13.](#)

. Louis LECOQ, *Afrique*, juillet-août 1926.

[14.](#)

. « Considérations algériennes », *Afrique*, septembre-octobre 1926.

CHAPITRE IV

Les rapports individuels

Mais nous avons constaté chez nos concitoyens du monde un autre symptôme qui ne nous a peut-être pas moins surpris et effrayés que la baisse, si douloureuse pour nous, de leur niveau moral. Je fais allusion à leur manque d'intelligence, à leur stupide obstination, à leur inaccessibilité aux arguments les plus convaincants, à la crédulité enfantine avec laquelle ils acceptent les affirmations les plus discutables.

Sigmund FREUD,

*Considérations actuelles sur
la guerre et la mort.*

On distingue habituellement les « Européens » et les « musulmans » ; cette terminologie surévalue la minorité et pratique à l'égard de la majorité un refoulement verbal sous une désignation péjorative.

Car tout géographique que soit le terme *européen*, il évoque une civilisation technique, énergique, nordique. Tel ouvrier andalou ou calabrais a beau être un type humain plus proche du fellah égyptien que de l'ouvrier de 1848 ou de l'Alsacien, l'immigrant européen appartient toujours à un vrai pays qui a pris conscience, fût-ce très tard, au XIX^e siècle, de son unité nationale. Le terme rassemble donc la communauté en même temps qu'il l'ennoblit.

L'appellation de *musulman* est au contraire injurieuse. On classera parmi les musulmans tous les indigènes non juifs, même s'ils sont laïcs, même s'ils n'ont jamais lu le Coran. Non seulement le critère est religieux, mais il évoque une religion théocratique qui marque une civilisation sclérosée depuis la fin du Moyen Âge. Une parenté bien artificielle est ainsi entretenue entre, par exemple, un avocat algérois laïc et un paysan pakistanais. Les musulmans ont beau jeu de crier à l'obscurantisme, à la volonté cynique de décapiter la personnalité algérienne.

Faudrait-il davantage distinguer entre « Français » et « Arabes » ? Classement encore plus absurde, puisque les Arabes en Algérie sont aussi bien des Kabyles que des Berbères islamisés, et que si l'on appelle « Français » tout individu détenteur de la nationalité française, un Arabe qui a renoncé à son statut personnel ou un juif depuis 1870 seraient *ipso facto* « bien de chez nous ». Du moins ce classement aurait-il le mérite d'être reconnu par la conscience populaire et d'adopter le style même des rapports coloniaux. Les Arabes s'acceptent et se revendiquent arabes : arabes contre les non-Arabes, arabes avec tous les Arabes du monde.

L'usage du français pourrait fournir un critère intéressant. On distinguerait les arabophones et les francophones. L'usage de la langue française est le premier pas vers la formation d'une société dans la sphère culturelle française. Mais l'application technique de ce classement est impossible. Un musulman sur sept parle français, mais un musulman sur dix-huit ou vingt le parle et l'écrit ; et si l'on se tourne vers les femmes, une musulmane sur cent cinquante est capable de lire et d'écrire en français. Encore faudrait-il distinguer les musulmans dont le français sera toujours la seconde langue, et certains francophones patentés, ne faisant qu'avec difficulté un discours en arabe, mais pensant et écrivant en français. Avant la plupart des Français d'Algérie, viendrait, à titre de représentant de notre culture, Ferhat Abbas, dont les élégants éditoriaux de *La République algérienne* défendaient la pureté de la langue française contre le jargon « gubernatorial » des officiels français.

Ce n'est là ni chicane, ni querelle de mots. L'assurance avec laquelle le vocabulaire désigne l'une des communautés, l'euro péenne, et l'hésitation à identifier la seconde traduisent la volonté de faire perdre à cette dernière sa personnalité. Le nom d'une communauté sociale détermine en partie sa conscience de soi. Que l'on imagine ce que deviendrait l'humanisme si les altiè res formules où il se condense devenaient, par exemple, « le mammifère supérieur est la mesure de toute chose », ou encore « ce que j'ai fait, je te le jure, aucun quadrupède ne l'aurait fait »...

La seule dénomination juste tire sa validité de l'histoire. Seront algériens les habitants de l'Algérie qui veulent participer à la même communauté, devenir les citoyens d'une Algérie, où, depuis le 13 mai, la souveraineté française ne représente déjà plus rien sur les Français eux-mêmes.

Dans ce livre, j'ai donc adopté sans scrupule le vocabulaire conventionnel ; il m'a paru que « musulmans » et « Européens », et davantage encore « Arabes » et « Français » tenaient le mieux compte des rapports psychologiques qu'entretiennent entre eux les Algériens.



À vivre en Algérie, on éprouve vite le sentiment d'un décalage entre le bonheur des jours et le malheur des temps. Rares sont les hommes avec qui l'on n'est pas de plain-pied ; à titre individuel, une gentillesse infinie, un dévouement sans limite, et une contagieuse chaleur de sentiments humains. La familiarité fraternelle et sans-gêne s'adresse aussi spontanément aux Arabes (plus cérémonieux entre eux que les Français pour eux), ce qui permet aux Européens de rester surpris quand ils se voient traités de racistes. À titre collectif, au contraire, la haine est passée dans les institutions, et l'angoisse est partout ; le social dans l'individu est sourd et muet. Les hommes et leur histoire ne coïncident pas.

Cette contradiction n'a rien d'étonnant. La température des sentiments est en rapport inverse avec une histoire gelée. Précisément parce que les institutions qui régissent les rapports entre les hommes sont bloquées, les sentiments sont plus ouverts. Les relations personnelles prennent le pas sur les relations sociales ; l'absence de sens civique, l'accord tacite sur le *statu quo* politique, le manque d'encadrement social laissent les individus plus libres d'exprimer leur affectivité. Le psychologique est le domaine où se déploie le mouvement refusé aux structures. Au niveau de l'histoire, rien ne peut arriver ; entre les hommes, tout est mobilité et évolution. Et le moindre sujet de conversation devient une discussion de famille qui parodie la tragédie antique.

Aussi les rapports sociaux n'ont-ils pas, eux-mêmes, la froideur fonctionnelle qu'ils revêtent en métropole. Comme il n'y a pas, en Algérie, sous la souveraineté française, la moindre chance pour que change l'ordre du monde, à l'abri de cette tranquille certitude les rapports personnels s'imprègnent d'une curiosité désintéressée, renforcés par un loisir toujours détendu. Les Français d'Algérie sont décontractés ; habitude provinciale, dira-t-on ? Nullement, car la province française sommeille et la France algérienne vit. Mais elle a le sentiment d'être, si j'ose dire, « en congé d'histoire ». Le travail même, dans ce pays méditerranéen et agricole, n'a jamais la fébrilité sans répit des pays usiniers. Et dans ce dimanche de l'histoire chacun donne le meilleur de soi-même dans le football, la partie de cartes autour du pastis et dans les indispensables engueulades. On est tenté, sans céder au paradoxe, de croire que les Français d'Algérie ne se livrent aux « affaires » et ne mettent une pareille ardeur à gagner de l'argent que par habitude ou jeu. D'où une gentillesse dispersée à tous les vents du bout des lèvres et du bout des doigts, qui engage très peu le fond des sentiments et réserve des déceptions au « francaoui » qui s'y laisse prendre.

Car aussitôt franchi le seuil où « quelque chose » pourrait effectivement arriver entre les hommes, on se heurte à un mur. Tous les Français d'Algérie se réfugient dans un comportement qui constitue, chez eux, une personnalité de base, où l'on peut distinguer, à doses variables, trois composantes différentes.



Le fait que le présent ne soit pas inséré dans une perspective historique contribue, à coup sûr, à conserver tout son potentiel affectif aux représentations collectives du passé.

Or, Européens et Arabes entrèrent de très bonne heure, dès le Moyen Âge, dans un rapport de peur mêlée d'attrance. Henri Pirenne, dans son *Histoire de l'Europe*, donne même aux Arabes un rôle actif jusque dans la formation de l'Occident médiéval. L'unité du monde gréco-romain était en effet fondée sur la possession de toutes les rives de la Méditerranée et le commerce avec l'Orient. La ruée arabe sur les rives méridionales du bassin interrompt la libre communication entre l'Occident et l'Orient, dont le centre de gravité se déplace sur l'Europe. L'Occident, qui, sous l'Empire romain, s'était appauvri au profit de l'Orient, son fournisseur, doit vivre désormais sur lui-même en économie agricole. L'Europe débute donc au moment où les razzias arabes du VII^e et du VIII^e siècles nous privent de la *Mare Nostrum*.

Cette thèse surestimerait-elle, comme il est aujourd'hui admis par tous les spécialistes, l'importance économique de l'entrée en scène des Arabes dans l'histoire de l'Europe, leur rôle resterait primordial dans la prise de conscience de la féodalité par le phénomène des croisades. Il est, cette fois, directement complémentaire du phénomène des guerres saintes. Jusqu'à la fin du XI^e siècle, l'Église restait relativement impuissante devant l'anarchie féodale : la « paix de Dieu », la « trêve de Dieu » n'avaient guère fait que suspendre quelques jours la violence des mœurs : mais celle-ci était restée la loi d'une société.

Entre la loi sociale qui restait la guerre et la loi divine qui voulait la paix, le féodal chrétien vivait obligatoirement dans une contradiction coupable. Au moment où, prêchant la première croisade, en 1095, au concile de Clermont, le pape Urbain II fait adopter à l'homme d'armes l'idée musulmane de la guerre sainte, eut-il l'intuition géniale qu'il allait réconcilier le féodal avec lui-même ? La croisade contre l'infidèle va cristalliser rapidement une société encore colloïdale et permettre au chevalier de découvrir l'harmonie de ses activités. Il se battra donc dans un Orient riche et lointain, tout illuminé de soleil et d'images eschatologiques. La guerre pour Dieu, à la musulmane, transpose même dans le vocabulaire de la foi les termes de la guerre : le seigneur sera le Seigneur, et son vassal *miles Christi*, soldat du Christ. En offrant l'infidèle comme un but désormais légitime à l'usage autrefois criminel des armes, le pape a désigné le point décisif, dans la mentalité féodale, où se rencontrent un élan mystique et un élan guerrier.

Or, la psychologie du croisé n'a pas cessé d'influencer la conquête coloniale du XIX^e siècle en pays maghrébin. Il n'est pas jusqu'à la volupté de la guerre qui n'exprime ce goût du corps à corps. Relisons les lettres des premiers conquérants, *Les Campagnes de l'armée d'Afrique* du duc d'Orléans, la correspondance de Saint-Arnaud, les *Lettres familières sur l'Algérie* de Pein, *La Chasse à l'homme* du comte d'Hérisson, les *Lettres d'un soldat* de Montagnac. L'odeur rance de bergeries ravagées qui s'en dégage encore fait songer à l'ivresse de Churchill, jeune reporter des batailles de lord Kitchener au Soudan, à la jouissance du comte Ciano bombardant en Éthiopie les paillotes indigènes :

Cette masse confuse ne pouvant plus même fuir, parce qu'elle est enveloppée de toutes parts, tourbillonne sur elle-même, éperdue et haletante. Une sorte de délire s'empare du soldat : on voit des hommes nus et sans armes se précipiter en éclatant de rire au-devant des Arabes¹.

Si ces gredins se retirent dans leur caverne, imitez Cavaignac aux Sbéahs. Fumez-les à outrance comme des renards².

Le carnage fut affreux, les tentes des étrangers dressées sur les places, les rues, les cours, furent jonchées de cadavres. Une statistique faite à tête reposée, et d'après les meilleurs renseignements, après la prise, constate le chiffre de deux mille trois cents femmes et enfants tués³.

Ces officiers exagéreraient-ils leurs exploits ? Leurs récits n'en seraient que plus significatifs.

Il y eut du croisé dans le romantisme du colon, ce féodal assagi. Et il survivait encore bien récemment, puisque, à la veille de la guerre de 14, le roman *Les Colons* présente encore cette opposition des générations. Une jeune fille demande à Henri, le fils du héros, Jos Lavieux : « Quel eût été votre idéal ? » Et l'autre de se lancer dans un monologue fervent :

Celui d'un combattif, d'un fils de conquérant. Avez-vous regardé mon père ? Il croit à l'Algérie [...]. La terre à labours, la brousse à chasse, les Arabes montagnards sont ses seules amitiés. Ah ! le type !

— Lui ressemblez-vous, Henri ?

— L'étude a adouci mes mœurs [...]. Mais j'eusse voulu vivre en un temps héroïque de l'Orient barbare, couper des têtes et dompter des femmes. Pourtant, j'imagine que le plaisir du bourreau est plus vif que celui de Don Juan ; j'aurais été pirate levantin ou chevalier de Malte. Je me serais complu aux équipages éventrés, aux marchandises pillées, aux jeunes prisonnières pleurnichantes, aux femmes dévêtues sur le pont pour la sélection commerciale des belles et des laides. Reïs [capitaine marin] en quelque baie barbaresque, je dormirais au milieu d'un harem, parmi des gammes d'esclaves femelles, avec des galères trirèmes amarrées dans le port voisin. En me ruant à l'abordage, je calculerais la valeur probable du navire et ordonnerais d'abattre les hommes et de respecter les cordages⁴.

Et d'ajouter, pour séduire son amie : « Je risquerais évidemment le pal, le sabre et le couteau à écorcher. Mais cela même donnerait à l'existence un piquant qui lui manque aujourd'hui. »

De tels instincts sont latents chez tous les hommes ; mais la conquête coloniale les a mis en relief et la situation coloniale en a prolongé les effets. Cependant, le manque de débouchés actuel dans la réalité historique les a cantonnés aux seuls rapports entre les individus.



C'est donc un mélange détonant de violence et d'attrait qui caractérise les sentiments des Français pour les Arabes. Leurs révoltes entraînant une insécurité permanente, ont entretenu chez les Français une peur qui reste à fleur de peau. Elle céda quelque peu entre l'insurrection de Mokrani et la rébellion de Sétif, mais ce demi-siècle de demi-tranquillité n'a été obtenu qu'au prix d'une vigilance de tous les instants. Les Français ont vécu avec la crainte quotidienne que le cauchemar ne recommence. La guerre, dès 1954, a été ressentie comme le retour fatal à une atmosphère bien connue. La peur panique, la peur puérile a toujours été là. On l'entretient chez tous les enfants sur lesquels il fallait veiller plus qu'en métropole, et que l'on menaçait de l'Arabe comme du grand méchant loup. « Si tu n'es pas sage, j'appelle l'Arabe et tu verras ! »

*Fermez les portes et les croisées
Que les Arabes y vont rentrer...*

Combien de petits Européens s'endormirent au refrain de cette berceuse ? Plus encore que les adultes, les enfants, enfermés dans leur ville et leurs maisons de pierre, ont senti la menace d'être dévorés par les Arabes. Qui n'aurait pas entretenu le sentiment d'être assiégé, en vase clos, par une civilisation que l'islam rend archaïque et l'arabisme agressive ? Archaïque, agressive et aussi étrangère. Les Français sont demeurés sur la frange du pays, sur le qui-vive du littoral, au bord d'une civilisation qu'ils ont compris très vite qu'ils ne pénétreraient jamais.

Ils n'obtiendraient donc en Algérie que ce dont ils s'empareraient. Le délire de possession des Français est une manière d'exorcisme. Que le soleil, le loisir, la fortune ne trompent pas : la morale la plus profonde des Français d'Algérie est le sens du mérite, l'acharnement à jouer des coudes, à travailler pour se faire une place au soleil. Elle n'est jamais acquise, elle est toujours précaire et guettée de mille menaces. Rien, chez eux, de la sécurité des petits bourgeois métropolitains. « Nous turbinerons ensemble pour devenir riches. C'est un homme d'action et il arrivera. Et si nous avons de la misère, j'encouragerai mon bonhomme à la supporter. » C'est ainsi que, dans *Les Colons*, la nièce du héros annonce son projet de mariage. Même parvenus, les Français d'Algérie conservent encore le sentiment que tout reste à faire et que tout risque d'être défait. Il est clair qu'il y a chez la plupart des richissimes Français d'Algérie le sentiment d'avoir bénéficié d'une chance initiale qui leur donne une conscience d'aventuriers. Bien significative est la manière dont, par exemple, se présente le gros colon Alvarez au professeur Martin :

Primo, enfant, je suis venu d'Alicante ; mon père, quand il débarqua de la balancelle, devint palefrenier et ma mère nourrice [...]. Les premiers sous sont les plus durs à gagner, qu'on dit, et c'est vrai. Certains types ont de la chance tout de suite. Gomez, qui descendit de la balancelle avec mon père, a été de ceux-ci ; ce n'était d'abord qu'un fout-la-faim ; on l'appelait le *courro*, ce qui signifie l'emporté ; il portait pour 20 sous les bagages des passagers sur le pont. Un jour il eut la commission de trimbaler la valise d'un type —

voici qu'il perdit l'adresse, peut-être exprès. En tout cas, il ne prévint pas la police. Mais il garda le colis. Il força la serrure et trouva entre les effets trois billets de 100 francs. Avec cet argent, il partit le soir même pour la Mitidja. Il s'y est débrouillé et devint dix fois millionnaire.

Le besoin d'être rassurés tourne à l'idée fixe. C'est le thème le plus irritant, mais le plus constant des éditoriaux depuis trois ans : « Les Français d'Algérie voudraient être *sûrs* que... » En cas de négociations, aucune garantie ne sera assez clairement stipulée. Il manquera toujours l'alinéa métaphysique qui permettrait aux Français d'être définitivement rassurés.

D'où, chez eux, l'éternelle faim de possession ; avant tout de la terre qui se voit, la terre qui produit tous les ans, la terre d'où l'on peut, avec le droit pour soi, chasser les Arabes si le cœur en dit : la terre que l'on possède comme rien ni personne d'autre en ce monde. Dans la scène finale des *Colons*, Jos Lavieux va mourir sur le grabat d'un de ses fermiers arabes : « Ma terre, ma terre, répétait-il, les yeux hagards, c'est pour moi qu'elle a saigné, ma terre ; c'est moi qui la panse avec du blé et de la vigne. Je ne suis ni un marchand anglais ni un soldat allemand, moi, entends-tu, Ahmed Cheik, je ne suis pas un écrivassier ou un justiciard ; la justice, je la crée moi-même. Je ne suis pas un fainéant d'Arabe comme toi, je suis un colon ! »

Ce rapport sentimental avec la terre est si profond que l'on peut risquer l'affirmation qu'aucune réforme agraire n'était possible ni pensable sous la souveraineté française ; de plus, qu'aucun avenir industriel, sauf dans les plans des technocrates, ne comblerait la faim possessive des Français. Aucun Français d'Algérie bien né ne jouira jamais, dans le cadre de la souveraineté française, du ronronnement des machines, du fier élancement des cheminées d'usines, du spectacle des ouvriers en bleu de chauffe qui, sur leurs vélos, se hâtent au petit matin. L'industrie ne leur parle pas. La terre seule rassure, parce que les hommes font peur.



Circonstance supplémentaire et déterminante de la mentalité des Français d'Algérie : les Européens ont eu affaire à une société sans femmes. Leurs sentiments pour les hommes se sont exaspérés ; la peur est décuplée dans une société d'où les femmes sont absentes. Mais ils ont dû dériver vers ces mêmes hommes, à qui ils n'en voulaient que davantage, toute l'affectivité qui eût trouvé son expression normale dans un commerce féminin.

La femme musulmane se dérobe derrière son voile, mais elle n'en attire que davantage. Sa réputation de docilité amoureuse est d'autant plus énervante que toute idée de conquête militaire et de rapports féodaux s'accompagne du traditionnel espoir de cuissage, rendu plus séduisant par un exotisme oriental qui, pour dégénéré qu'il soit en Algérie, se nourrit encore du mirage d'un Orient lointain, des images de harem et de mille et une nuits. Et quel homme ne serait pas jaloux d'une société polygame ?

Or, non seulement les Arabes ont plusieurs femmes (du moins la réputation d'en avoir plusieurs), mais ils n'en prêtent aucune. « Et eux, ils voient nos femmes ! », pensent les Européens qui se sentent vulnérables, à découvert et nus par l'intermédiaire de leurs femmes. Au contraire, la femme musulmane a sauvé, à travers vents et marées de la conquête et du peuplement, l'unité de la famille. Elle n'a pas eu pour les Européens ces faveurs enjouées que les Indiennes ont innocemment prodiguées aux Espagnols, aux Portugais et surtout aux Français. Est-elle voilée ? Aucun homme ne peut se défendre d'un sentiment de regret devant cette moitié d'humanité absente, cette civilisation amputée de sa part la plus attrayante, cachée, emmurée, maltraitée. Avec une intuition masculine très sûre, l'Européen a visé dans l'Arabe l'homme plus que l'être social ou religieux. La vie domestique et la vie religieuse ont été les deux portes dérobées dont les Français n'ont pas trouvé les clés. Avec une méfiance de primitifs, ils ont surestimé les trésors que défendait cette résistance passive. La femme française, parasite du rapport colonial auquel

elle ne participe pas directement, même si elle travaille, est généralement plus raciste que l'homme et contribue puissamment à interdire le contact entre les deux sociétés. La femme musulmane a été, indirectement, de son côté, la meilleure sentinelle du monde musulman, auquel elle a largement contribué à donner, aux yeux des Français, son mystère et son charme. Quelle blessure secrète, lorsqu'il s'aperçoit aujourd'hui que, non contentes d'avoir été le sanctuaire inviolable de l'Algérie, la petite fille précocement nubile et la compagne précocement avilie par le travail sont les premières au combat politique, juchées devant les CRS sur les épaules des hommes, et brandissant l'étendard FLN comme la République de Delacroix !

C'est donc d'homme à homme qu'il a fallu s'expliquer. En sorte que la supervirilité méditerranéenne durement éprouvée par la réputation masculine des Arabes, en même temps qu'elle s'aiguissait dans un rapport dont la violence était la seule vérité, s'est doublée d'une intimité profonde et gentille, d'une sorte de tendresse jalouse qui préside en général aux rapports sociaux et donne son style humain si particulier aux rapports des Français et des Arabes qu'ils emploient. Dans le cadre de rapports de dépendance féodale, l'Européen a voué à l'Arabe des sentiments qui ne lui étaient pas tous destinés, et que l'on commettrait une grossière erreur en les réduisant à la haine ou au mépris. La bienveillance et la sollicitude pour la « race faible » rendent compte tout autant de la vérité de leurs sentiments que la rivalité. Les Européens sont presque sincères quand ils s'attendrissent sur eux-mêmes et ne voient dans leur propre attitude que *bonté* : « Quand on fera l'histoire des relations des colons et des indigènes, s'écrie au Parlement le député de Constantine, on reconnaîtra que ce sont les colons qui, dans les périodes tragiques, ont toujours sauvé les indigènes⁶. » Mais comme, parmi les Arabes, les Français ne voient que ceux qui se prêtent à ces sentiments, ils s'illusionnent facilement sur les autres.

Tout ce que les Français aiment en Algérie, ne pouvant être rattaché à une image féminine, est donc indirectement lié à des présences masculines. Quel Français d'Algérie ne se sent pas en exil en métropole ? Ce n'est pas seulement le soleil qui lui manque, ou sa famille, mais l'Arabe familier, auprès de qui il se sent plus en confiance et en communion qu'avec les Français de France ; auprès de qui il a passé, souvent, son enfance de « *salouetche* ⁷ ». C'est encore Randau qui décrit avec le plus de couleur locale le jeune fils du colon Crescot vagabondant avec les petits Bédouins, jouant à la *koura* et aux osselets, s'effrayant des « goules mangeuses de chair », « des *djenoun* aux yeux de feu », des « afrits invisibles et rancuniers », et baragouinant avec eux les dialectes berbères, pour se moquer de « la naïveté des juges français ». Parfois, comme au Brésil les *nounous* noires, les « fatmas » ont donné aux Français le goût du pays. Leur odeur rance de henné écœure, mais ce sont elles qui ont le secret des sucreries parfumées qu'un des personnages des *Colons*, exilé à Paris pour y faire son droit, court le soir déguster chez un compatriote : gâteaux au couscous et à la semoule, *zelabyas* au miel, confitures aux pétales de fleurs d'orangers, pâtes de cédrats, gelées au musc, cheveux d'ange, raisinés à l'ambre, la gamme en est infinie.

Le malaise commence quand les Arabes ne sont plus là, avec les témoignages de leur pacifique dépendance. Est-il même sûr que, dans cette société sans femmes, les Français aient renoncé à conquérir les hommes ? Non les corps, mais les âmes. À la conquête des cœurs : les Français rêvent de vivre avec les Arabes dans une Algérie enchantée.



L'ambivalence affective est donc à la racine des sentiments profonds les plus communs aux Français d'Algérie. Sans doute en est-il de même de tous les racismes, et en particulier du racisme à l'égard des Noirs. Mais, dans ce dernier cas, on s'accorde à donner à la jalousie sexuelle un rôle essentiel et déterminant ; on ne la trouverait pour le « *sidi* » qu'en la cherchant bien. En revanche, l'ambivalence à

l'égard des Arabes est plus diffuse ; liée à une mauvaise conscience de l'injustice de l'histoire, elle n'est que plus coupable et davantage refoulée par chacun dans son inconscient. Au contact des Arabes, les Français risquent à tout moment d'être pris ; ils sont à tout instant sur le point de prendre. Aussi n'ont-ils pu réagir qu'en adoptant toute la gamme des conduites collectives qui vont de l'exaltation d'eux-mêmes à la négation d'autrui.

Nulle satisfaction ne reconforte plus leur sentiment d'être la majorité sociologique que la contemplation des réalisations matérielles de la France. La mise en valeur économique du pays est une suffisante réponse à tous les accusateurs. Terres florissantes, hôpitaux, écoles et routes ne sont pas seulement des améliorations techniques ; elles peuvent encore apparaître comme des améliorations désintéressées. En vérité, si le fruit des récoltes était désintéressé, il ne serait pas exporté. Le secours médical, s'il était vraiment désintéressé, consisterait dans la formation accélérée d'officiers de santé et d'équipes volantes, non dans l'installation de médecins français qui font leur fortune sur la crédulité des Arabes. Si elles étaient vraiment désintéressées, les routes tiendraient compte, non des besoins stratégiques de l'armée, mais des besoins économiques des Arabes. Ce sont là des cadeaux que l'on choisit en fonction de ses propres goûts, et non de ceux du destinataire, parce qu'ils ne sont pas faits pour leur plaisir, mais pour se libérer soi-même d'une dette. Aussi ces réalisations sont un faste inutile ; beaucoup profitent, sans doute, aux musulmans, mais comme par hasard et, dirait-on, par la bande. Aussi les Français trouvent-ils dans l'indifférence des Arabes le signe d'une fatale ingratitude. Ignorent-ils le réflexe normal du très pauvre à qui un plus riche fait un cadeau très luxueux ? Il surestime aussitôt la fortune du donateur : « S'il le fait, se dit-il, c'est qu'il peut se le permettre... »

Enfin, du point de vue psychologique qui nous occupe ici, toutes ces réalisations ont eu pour effet de rapprocher les Arabes des Français pour tisser entre eux ces mille liens où leurs rapports s'exaspèrent sans se régler. Les écoles ont, malgré l'insuffisance de leur nombre, fourni les cadres culturels des anciens partis d'opposition libérale, sur ces belles terres sont nés des ouvriers agricoles et l'argument majeur des vigneron pour développer leurs cultures est le caractère peuplant de leurs entreprises. Les routes, les hôpitaux ont accru entre Français et Arabes l'intimité d'une pacifique mais efficace dépendance.

L'œuvre civilisatrice de la France a donc concrètement accru la promiscuité avec les Arabes. Menacée davantage encore dans son existence, la communauté européenne ne s'est emparée qu'avec plus de fureur de toutes les valeurs sociales liées à la sécurité et à son instinct de conservation : sécurité de l'argent d'abord et avant toute autre, symbole anonyme de la puissance qui exerce sur les Français un empire sans partage et donne la priorité absolue à toutes les valeurs économiques au mépris général des valeurs culturelles. Ils ont appelé à leur aide tous les instruments de la sécurité collective : la police et l'armée. D'emblée les Français d'Algérie ont applaudi à l'ordre civil et politique le plus rassurant. Le catholicisme, le pétainisme et les dictatures mussolinienne ou franquiste ont flatté leur sens des hiérarchies sociales, leur soif de confort et leur besoin d'autorité.

Ce premier moyen de défense s'adresse surtout aux Arabes. Sur le front métropolitain, les Français d'Algérie ont plutôt pratiqué l'illusionnisme de la bonne conscience, et non sans raison puisque la métropole a largement contribué à la pérennité de leur situation. Il est exact qu'une œuvre a été réalisée par les Français ; que la misère algérienne est un aspect des pays coloniaux sous-développés et que l'indépendance politique, loin de résoudre ces problèmes économiques, risquera même provisoirement d'entraîner de graves troubles sociaux, voire une aggravation sensible de la misère ; il est vrai que le visiteur métropolitain aime à oublier Aubervilliers dans son indignation contre les bidonvilles. Tous ces graves problèmes existent réellement ; mais les Français d'Algérie nient en fait leur existence et leur gravité, parce qu'ils ne les évoquent que pour maintenir et justifier un *statu quo* qui les aggrave. À la réalité, ils n'ont jamais fait qu'un emprunt tactique pour gagner une bataille qui la rend plus tragique. C'est une soupape de sécurité à leur tranquille euphorie par laquelle s'introduisent les arguments qui

retardent toute solution et en diminuent les chances. On peut rapprocher cette attitude de celle qui consista à associer un certain nombre de musulmans à la colonisation. On les cita en exemple d'un espoir d'amélioration générale, alors qu'en fait les Français se contentaient de faire bénéficier quelques musulmans d'un système fondé sur la détérioration générale. Le général Massu lui-même, au procès des « barricades », déclara qu'au plus fort de la bataille d'Alger, pendant laquelle les Européens lui demandaient la plus extrême dureté, chaque arrestation d'un musulman provoquait l'intervention d'un Européen en sa faveur : « Ils avaient tous leur musulman ! »

Mais la meilleure des assurances est celle que le Français se donne à lui-même en n'étant jamais seul : la ville, la rue, la foule, voilà sa défense la plus efficace. La société européenne dans son ensemble a fait oublier à chacun de ses membres sa vulnérabilité. Les Français ont réalisé ce miracle de posséder la terre et de vivre en ghetto spontané ; cette double exigence répond au même besoin psychologique d'autodéfense. L'instinct grégaire et possessif se confond avec l'instinct de conservation. À plusieurs, on est moins coupable ; chacun, tout enfant, a fait cette expérience. La joviale virilité de la foule méditerranéenne se charge en Algérie d'un sens supplémentaire : elle est pardon réciproque, conjuration de la peur, oubli des sentiments coupables.

L'idée fixe de l'Européen, c'est de n'affronter l'Arabe que cuirassé d'un système de défense sociale. Alors seulement il se laisse aller à l'aménité de ses sentiments vrais et jouit de la communauté réelle qu'un siècle de cohabitation a créée avec les musulmans. Le paternalisme consiste, ainsi, à éviter, d'homme à homme, un face à face troublant. Du côté du Français minoritaire, le sentiment d'une force sociale, du côté de l'Arabe majoritaire, la solitude nue. Le paternalisme réintroduit toute l'institution sociale dans les relations privées. Il n'est pas jusqu'au tutoiement qui n'exprime cette ambiguïté. Rien n'irrite un Français d'Algérie comme d'être accusé de racisme lorsqu'il tutoie un Arabe. Il répond aussitôt que c'est la seule forme verbale que le musulman sache comprendre. Et d'ajouter que les Arabes sont vexés de n'être pas tutoyés. Il m'est au contraire apparu souvent que, surpris d'abord, les Arabes comprenaient très vite le sens du vouvoiement et vous en savaient gré. Mais le tutoiement, cette habitude si simple et si répandue, est chargé de sens multiples ; elle signale une intimité réelle, douce, et rapide ; elle distingue l'individu, et s'adressant à lui, on s'adresse en même temps indifféremment à n'importe quel Arabe que les Français tutoient sans distinction. Individuel et collectif, le tutoiement est à la fois aimable et humiliant. Il exprime, dans les relations personnelles, la vérité du rapport social, l'attachement réel et profond de l'Européen à l'Arabe, mais le fait capital aussi que, dans le tête-à-tête, l'Européen n'est pas nu, mais que l'Arabe est seul. Les Européens sont à la limite extrême de leurs conduites de compensation.



En proie à une affectivité trouble, les Européens ont également refoulé la violence de leurs sentiments par la décision collective de ne pas tenir compte des Arabes. À la faveur de la situation coloniale, on se conduit simplement comme s'ils n'existaient pas. Les racistes les plus impénitents se justifient, mais ne s'avouent pas. Comment, d'ailleurs, pourrait-on professer le racisme puisqu'il n'est pas un sentiment réel d'aversion ou de mépris, mais une distance que l'on s'impose à soi-même, et le moyen de refouler au jour le jour la proximité inavouable d'une peur qui vous fascine ?

Le racisme est une manière de ne voir l'Arabe qu'à travers le prisme déformant de son groupe ; d'un groupe dont rien au monde ne pourra le délivrer. Nouveau stratagème pour éviter le contact personnel et direct, si désarmant, si désarmé. Le racisme ne devient agressif que si l'Arabe « bouge » ; sinon, il double l'immobilisme historique d'un immobilisme psychologique. Le racisme conjure par l'indifférence la véhémence des sentiments spontanés. Dans « Colonialisme et racisme en Algérie », Jean Cohen a fort

bien décrit comment se vit l'indifférence : « Un Européen témoignait un jour devant le tribunal. “Y avait-il d'autres témoins ?” demande le juge. “Oui, cinq : deux hommes et trois Arabes.” Si quelqu'un vous annonce que “l'on vous demande”, sachez que ce “on” désigne un Européen. S'il s'était agi d'un indigène, on l'aurait spécifié⁸. » Et l'auteur de rapporter cet admirable propos : « C'était un Arabe, mais habillé comme une personne. »

Négligence imprudente, comme toutes celles que dicte une passion qui ne se nourrit que d'elle-même, le racisme multiplie les occasions de s'exacerber. Car s'ils avaient pratiqué la ségrégation, les Européens se seraient privés de la présence des Arabes ; or, comme ces hommes encore amoureux qui rompent avec une femme, mais désirent la voir sous prétexte de régler les détails de leur séparation, pour en parler encore, les Français veulent ne pas voir les Arabes, à condition de les avoir constamment sous les yeux. Ils habitent les mêmes immeubles, les quartiers arabes jouxtent les villes européennes, ils travaillent dans les propriétés européennes, ils ont lentement investi les belles cités européennes. Dans le bled, la communauté arabe a été inoculée d'une présence française. Sur une carte, les indentations du peuplement arabe s'infiltrèrent jusqu'au cœur des noyaux de peuplement européen dans des entrelacs qui défient toute partition.

La promiscuité « involontaire » du racisme est allée dans le même sens que la promiscuité « involontaire » provoquée par la mise en valeur économique. Elles ont conjugué leurs effets pour frotter les hommes les uns contre les autres, jetant peut-être les bases d'une future communauté, mais pour l'heure, allumant plutôt des étincelles de silex.



Il est finalement inévitable qu'une loi d'ordre quasiment mécanique résolve les heurts et les frottements entre Français et Arabes dans l'incendie des sentiments. Attitudes de compensation et attitude de négation se rejoignent dans ces explosions périodiques, et rien n'arrête alors les Français dans l'orgie de cruauté assassine où se libèrent, dans l'agressivité déchaînée, la jalousie, la peur, la haine et l'attirance expulsées par débauches sanguinaires.

La psychologie du pogrom est symétrique, mais inverse. Moujiks russes ou soldats polonais, en éventrant un ghetto, devaient éprouver une agressivité de même nature, mais pour des raisons opposées. Vis-à-vis des juifs, ils étaient excités par le sentiment d'une spiritualité supérieure, par l'idée que le juif était un homme d'argent, par la certitude d'avoir affaire à un groupe faible, qui ne savait que gémir et encaisser les coups sans les rendre ; peut-être aussi à une société où l'interdit sexuel pèse moins lourd sur les femmes que dans une société catholique. La parenté avec les Français d'Algérie n'est pas dans le contenu affectif, mais dans sa puissance et dans le processus par lequel elle se déchaîne.

Elle devrait théoriquement conduire au génocide. Fait paradoxal, le génocide n'a été évoqué que par les libéraux. C'est qu'il est une solution rationnelle à une conduite irrationnelle. Il n'est pas de Français qui ne caresse dans les ténèbres de son inconscient cette idée comme le point ultime de la perversion sadique. Mais on n'ose pas avouer le désir de cette saturnale épuisante où se dissiperait dans l'incandescence le cauchemar sanglant. Réaliser ce rêve est impossible. À peine l'idée en frôle-t-elle la conscience qu'aussitôt se lève le respect des valeurs métropolitaines : liberté, égalité, fraternité. Mission civilisatrice et grandeur française censurent la velléité du génocide qui ne survit qu'à titre d'hypothèse absurde et réjouissante ; elles accourent d'autant plus vite que ces valeurs ont précisément servi à l'épanouissement de la situation coloniale.

Enfin, si le génocide est impossible, peut-être n'est-ce pas parce que la conscience tout à coup le réproouve. Ne serait-ce pas se priver, une fois pour toutes, de l'objet qui entretient ce rêve rougeoyant, et se libérer, une fois pour toutes, de cette relation d'une intensité déchirante et d'une douceur honteuse à

laquelle les Européens tiennent plus qu'à leurs privilèges économiques, puisqu'ils vont les perdre, plus qu'à leur sécurité, puisqu'ils refusent de se la garantir, plus qu'à leur vie, puisqu'ils la risquent ?

Force est donc aux Européens de se contenter de la menue monnaie du génocide, des crimes individuels consommés en nom collectif qu'ils accomplissent au coin des rues, aux coins des bois et dans les bas-fonds des faubourgs et des cœurs. Ils recourent, certes, aux spécialistes du crime et aux hommes de main. Mais on touche le fond du tragique algérien : ces crimes que la plupart des Français d'Algérie réprouvent, ils ne peuvent les interdire efficacement parce que quelque chose en eux-mêmes les approuve. La situation des Français d'Algérie porte en elle les germes de *tous* les extrémismes. Les ultras qui réclament hystériquement l'Algérie Française sont farouchement désapprouvés, dans l'ombre, par la plupart des bons pères de famille auxquels ils préparent sans doute un sort qu'ils ne méritent pas. Mais ceux-ci ne peuvent s'opposer publiquement à eux parce que, dans le contexte actuel de la souveraineté française, ce sont les ultras les plus furieux dans leurs méthodes qui expriment la vérité de tous les pères de famille. On déplore, mais on laisse faire. Si on leur offrait le génocide presse-bouton, combien de Français d'Algérie le refuseraient ? D'où une double confiance à l'armée. Elle rassure par sa présence et fait la guerre à leur place. Elle joue donc un double rôle : elle garantit les Français d'Algérie de leurs propres excès, et, loin des yeux, dans les djebels, elle tue par procuration. Aucun Français d'Algérie n'ose faire le bilan : il serait terrifié d'apprendre que, proportionnellement, les musulmans ont perdu au moins deux fois plus des leurs depuis 1955 que les Français pendant la Grande Guerre.

Un jour poussant l'autre, ainsi va pour eux l'histoire avec laquelle ils n'éprouvent leur lien qu'aux seuls instants où ils forment inconsciemment le vœu de supprimer les hommes qui la font. L'aiguille magnétique de la boussole qui les guide n'oscille qu'entre la torpeur et l'affolement.

Minorité chétive qui bombe le torse, ils vivent à l'ombre d'une métropole nourricière une grande passion anachronique et inavouable. Un complexe affectif fondamental vis-à-vis des Arabes a été entretenu par la situation coloniale et contribue aujourd'hui à les maintenir dans un infantilisme politique. Ils redoutent tout ce qui risquerait de les sevrer des bénéfices immédiats de cette relation archaïque d'ambivalence affective. Elle a lié les Français aux Arabes plus solidement que tout contrat social, que toute constitution, tout statut politique. L'activisme politique est le fruit du plus extraordinaire exemple d'inertie psychologique collective et de comportement suicidaire que l'on puisse imaginer.

Au plus profond des sentiments, leur aventure est si coupable qu'ils n'osent ni la reconnaître ni l'écrire, sinon sur le mode de l'héroïsme épique et de la virilité fière-à-bras. Les Français d'Algérie se sont coupés de leur histoire ; en termes techniques de l'analyse psychologique, ils l'ont « scotomisée ». Mais le recours à l'inconscient n'a pas résolu leurs conflits. Les voilà prisonniers d'une attitude psychologique dont les Arabes et la métropole ne veulent plus être les jouets. Ils s'éloignent, ils nous sont étrangers ; étrangers comme ils se sentent eux-mêmes à leur histoire en Algérie quand ils parlent malgré eux.

L'Étranger : c'est le titre même du seul grand ouvrage écrit en Algérie par le seul grand écrivain français d'Algérie. Ce chef-d'œuvre de la littérature algérienne peut paraître l'exact reflet du sentiment vécu de la présence française en Algérie. L'« Explication » philosophique qu'en donna Jean-Paul Sartre dans *Situations I* consacra le livre comme un roman existentialiste proche de *La Nausée* et une adaptation du roman faulknérien. Mais il relève de la sensibilité historique.

Camus, né d'ouvriers agricoles pauvres, exceptionnellement sensible et cultivé, dans un pays où les intérêts économiques ont toujours eu priorité, était prédisposé à éprouver la vérité que se masquent à eux-mêmes ses compatriotes. Circonstance supplémentaire : il a écrit *L'Étranger* à Oran, « capitale de l'ennui », fait-il remarquer dans *L'Été*, « lieu sans âme et sans recours » où « les seuls milieux instructifs restent ceux des joueurs de poker, des amateurs de boxe, des boulomanes et des sociétés régionales ». Son isolement dans son milieu a pu lui faire sentir l'isolement de ce milieu lui-même.

N'a-t-il pas, du reste, pris soin de faire de Meursault un employé de bureau sans ambition sociale et sans intérêts économiques locaux ? L'épigraphe de *La Peste* pourrait aussi bien convenir à *L'Étranger* : « Il est tout aussi raisonnable de représenter une espèce d'emprisonnement par une autre que de représenter n'importe quelle chose qui existe réellement par quelque chose qui n'existe pas » (Daniel Defoe). Camus, qui s'est senti Robinson à Oran, a compris le Robinson qui sommeille chez tout Français en Algérie. Son roman de l'absurde apparaît sur le plan psychologique comme l'expression vraisemblablement sublimée d'une situation historique réelle, décantée jusqu'à l'épure.

La tentation est forte d'attacher une signification symbolique aux éléments mêmes du récit où l'on n'a vu que les exemples arbitraires d'une attitude philosophique : en particulier, la scène centrale du roman, les cinq coups de revolver que décharge Meursault sur l'« Arabe » inconnu qui n'apparaît que sous cette désignation anonyme et menaçante ; ce tête-à-tête, un dimanche, sur la plage écrasée de soleil, quand « le ciel qui s'ouvre sur toute son étendue pour laisser pleuvoir du feu » libère une agressivité latente, apparente beaucoup moins le héros au Roquentin de *La Nausée* qu'à tout Français en Algérie. Et la condamnation à mort que Camus inflige pour finir à Meursault, loin d'évoquer on ne sait quel procès kafkaïen, devient alors l'aveu troublant d'une culpabilité historique et prend les allures d'une anticipation.

Homme de gauche, journaliste d'*Alger républicain*, reporter de la « Misère en Kabylie », Camus est l'exact contemporain du moment où les Français ont senti leur domination contestée. Et, parmi les premiers, il a milité de tout son cœur pendant vingt ans en faveur d'une communauté franco-musulmane. Pour la première fois, avec *L'Étranger*, la littérature algérienne prend en charge le rapport psychologique qui hante, sans qu'ils l'avouent, les Européens d'Algérie. Mais, Français d'Algérie malgré tout, Camus transfigure ce rapport sur le plan de la symbolique inconsciente, le seul où les Arabes figurent dans la constellation psychologique des Français immobiles comme l'étranger sous le soleil.

[1.](#)

. Duc d'ORLÉANS, *Campagnes de l'armée d'Afrique*, Paris, 1870, p. 23.

[2.](#)

. Maréchal BUGEAUD, duc d'Isly, note au colonel Pélissier, d'Orléansville, le 11 juin 1845.

[3.](#)

. Théodore PEIN, *Lettres familières sur l'Algérie*, Paris, 1871, p. 371.

[4.](#)

. R. RANDAU, *Les Colons*, *op. cit.*

[5.](#)

. ID., *Le Professeur Martin, petit bourgeois d'Alger*, Éd. Baconnier frères, 1930.

[6.](#)

. G. THOMSON, *Journal officiel*, *op. cit.*

[7.](#)

. *Salouèche* : sympathique vaurien dans le patois de « Bablouette » et titre d'un roman de Paul ACHARD, qui décrit aussi dans *L'Homme de mer* « ce décor violent où s'est déroulée notre enfance de petits corsaires ».

[8.](#)

. *Les Temps modernes*, n° 119, novembre 1955.

CHAPITRE V

Les libéraux

M. qu'on voulait faire parler sur différents abus publics ou particuliers répondit froidement : « Tous les jours j'accrois la liste des choses dont je ne parle plus. »

CHAMFORT, *Maximes, pensées, caractères et anecdotes*.

Il est vrai qu'il y a quelque indiscretion à avoir touché ces matières puisque l'on n'est pas aussi sûr de ce que peuvent penser les autres que de ce qu'on pense soi-même.

MONTESQUIEU, *Dossier des Lettres persanes*.

Le libéralisme est aujourd'hui la chose d'Algérie la plus répandue. Bien entendu, je n'appellerai pas ici « libéraux », même s'ils doivent passer dans l'histoire sous ce nom, les quelques dizaines ou centaines de Français qui furent des nationalistes révolutionnaires algériens de la première heure et ne cessèrent de militer aux côtés des musulmans. Je n'en ai d'ailleurs pas connu, pour la bonne raison qu'en 1958, ils étaient déjà tous en exil ou en prison, quand ils n'étaient pas – tel Maurice Audin – morts sous les tortures dans un combat solitaire pour l'indépendance de leur pays. Mais par quelque côté tout le monde est libéral puisque le libéralisme est la part consciente de l'individu. Inversement, tout libéral d'Algérie reste un raciste repentant, puisqu'il a dû vaincre une part inconsciente de lui-même.

Quel Français d'Algérie serait à tout moment et tout entier déterminé par l'institution coloniale ? Précisément parce qu'elle se nourrit d'indifférence et d'habitude, d'ambivalence inconsciente, d'agressivité collective et de gentillesse individuelle, la colonisation ne constitue rien moins qu'un système d'autorité sans faille. Le plus ultra des colons tient bien souvent en métropole, de bonne foi, des propos progressistes, et c'est le militant libéral qui, croyant retrouver, à gauche, sa famille en métropole, sent monter en lui la nostalgie du style algérien ; ses ennemis familiers lui manquent. Le libéralisme fait partie du paysage psychologique de l'Algérie. On ne peut le décrire que par rapport au colonialisme lui-même. C'est l'opposition *de* Sa Majesté ; il n'a jamais su être l'opposition *à* Sa Majesté.

Le problème qui se pose n'est donc pas celui de l'existence d'une possibilité libérale ; mais de comprendre pourquoi le libéralisme a toujours eu sa chance et jamais son heure.



Il s'est passé en Algérie un phénomène comparable au problème agraire à Rome jusqu'aux Gracques. Jusqu'en 133 avant J.-C., les conquêtes romaines étaient venues grossir le domaine public que les sénateurs romains surent dépecer en immenses *latifundia* non cadastrés. Toute l'Italie du Sud était constituée de leurs grands domaines transformés en pacages, au détriment de la petite propriété exploitée par la classe des vieux conquérants. Le malaise social était lourd. Mais le problème agraire – qui allait cependant déchaîner la guerre sociale, la révolte de Spartacus, l'enrôlement des mercenaires dans les armées prétoriennes des guerres civiles, en un mot la plupart des troubles dont finit par mourir la République – n'était pas posé devant l'opinion publique. Il éclate quand devint tribun de la plèbe Tiberius Gracchus. C'est un noble réformiste élevé dans les principes stoïciens et désireux de sauver malgré elle la classe sénatoriale à laquelle il appartient. Il a l'ambition de pallier le désastre menaçant en reconstruisant sur des bases solides la petite et moyenne propriété des vieux conquérants, cultivateurs-soldats. Le premier, il a le sentiment très vif que les institutions de la ville ne peuvent pas spontanément être exportées dans l'empire. Il propose donc une loi libérale qui limite les excès de la grande propriété. Les sénateurs se déchaînent ; aucune injure, aucune cabale ne lui sont épargnées. Tiberius finit lynché par

la foule et jeté dans les eaux du Tibre ; mais l'histoire de Rome n'est plus la même après lui, il lui a donné son mouvement. Le problème social a été posé au grand jour : il l'a rendu sensible et passionné, il a créé une ligne de clivage qui, désormais, parcourt toute l'histoire de Rome.

Il y eut du Tiberius chez les Viollette, les Catroux, les Chataigneau, tous ces gouverneurs libéraux qui, devant la carence du libéralisme algérien, furent condamnés à être d'inutiles Cassandres.

Du réformisme politique, il faut parler au passé. Mais il a posé le problème devant l'opinion publique, et le germe déposé dans la conscience algérienne a porté son fruit.

Les hauts fonctionnaires métropolitains ont orienté leur action sur une erreur d'interprétation, mais ce furent eux qui nous apprirent l'absence d'une base possible à une révolution interne en Algérie et l'incapacité des Français d'Algérie à se réformer eux-mêmes. Leur expérience inaugure la longue liste des occasions perdues, et que nous ne pouvons plus interpréter comme telles. Les premiers, du moins, ils ont compris la priorité du politique sur l'économique et la nécessité de mesures théâtrales aux yeux des musulmans.

Sans doute ne connurent-ils le libéralisme que sous la forme dilatée de la nationalité française et cette erreur a pour toujours été fatale au libéralisme algérien. Mais pouvait-il, à l'époque, en être autrement ? Ils étaient les *missi dominici* de la République radicale et socialiste, des hommes de principes et de cœur mais non des technocrates glacés ou des saint-simoniens fervents. Comment se fait-il, cependant, peut-on se demander, qu'ils aient commis sur les aptitudes politiques des Français d'Algérie une erreur de jugement que, plus d'un demi-siècle avant, les libéraux du second Empire évitèrent ? Il y a bien des raisons. Napoléon III avait sous les yeux une petite colonisation européenne manquée ; et les libéraux ne purent qu'être impressionnés ensuite par la réussite technique de la colonisation ; les citadelles urbaines ont été francisées. Devant ces villes semblables à celles de la côte d'Azur et la mise en valeur du Tell, il est très difficile de refouler la pensée que l'Algérie, depuis 1920, est devenue une réalité double, un mixte franco-musulman. Au nom de quoi l'aurait-il repoussée ? La société arabe sous le second Empire résistait farouchement ; elle possédait encore une vie. Les répressions et le servage l'ont ensuite délabrée, et, dans le sauve-qui-peut général, une frange est entrée dans l'orbite française. Le délabrement des musulmans n'était pas assez avancé pour les rendre perméables à l'influence française ; à partir de la Première Guerre mondiale, c'était chose faite : une centaine de milliers de musulmans étaient prêts à la collaboration et n'imaginaient eux-mêmes pas d'autre avenir à l'Algérie que français. À part les revendications apparemment régressives des oulémas et révolutionnaires de l'Étoile, c'était le grand silence. Les revendications musulmanes ont été beaucoup plus tardives qu'en Tunisie et au Maroc. Le réveil politique du monde musulman a été davantage perceptible au Moyen-Orient. Il fallait véritablement vouloir à tout prix le chercher pour le découvrir en Algérie. Le dynamisme algérien est fort récent, il date de la Seconde Guerre mondiale. Quand il éclata, le temps avait créé des habitudes de penser et de sentir si profondes et si uniformes qu'il prit figure de scandale et d'exception passagère. On pouvait donc très raisonnablement penser, vers 1930, que si la métropole était décidée à appliquer par tous les moyens une politique de fermeté, peu de pays auraient devant l'histoire les mérites de la France.

Inefficace, ce libéralisme des gouverneurs métropolitains était du moins cohérent. Il se situait à l'intérieur d'un système de référence français, tout en allant au-devant des musulmans qui se voulaient Français. À la différence *et* du second Empire *et* de la V^e République, ils comblaient à la fois les vœux des musulmans et les vœux des Français. L'enjeu de la partie valait qu'on la tentât ; et il n'y en avait pas d'autre.

Les Français d'Algérie d'abord, le nationalisme musulman ensuite ont fait voler en éclats le libéralisme politique. Sur quels débris le fonderait-on ? Il n'y a plus aujourd'hui un libéralisme, mais des libéralismes, et l'on ne sait plus où ils commencent ni où ils finissent.



Libéraux, admettra-t-on, les Français qui acceptent le principe de l'autodétermination ? Mais il faut admettre que sont libérales trois options dont en fait une seule répond au vœu d'une base possible au libéralisme : l'association avec la France.

Libéraux, les Français partisans de la négociation directe et sans préalable avec le FLN ? Mais il faut admettre alors que le libéralisme militant devient vite révolutionnaire.

Il ressemble à ce carbone 14 qui permet aux archéologues de dater certaines de leurs découvertes. Appliqué systématiquement aux Français d'Algérie, il permettrait, d'après la nature de leurs velléités libérales, de mesurer leur archaïsme plus ou moins profond.

Le libéralisme est une position d'ajustement individuel. Pour le colon, il commence avec le paternalisme, pour l'intellectuel, avec la révolution nationale arabe. Tout dépend du milieu où l'on vit. Le libéralisme consiste tantôt à serrer la main à un Arabe ; tantôt à épouser une musulmane ; tantôt à ne pas laisser dire autour de soi un certain nombre de bêtises ; tantôt à discuter si, après l'indépendance, l'avenir algérien sera libéral ou chinois. Le libéralisme s'est émietté ; on est toujours à un titre ou à un autre le libéral de quelqu'un. Calmer les uns, apaiser les autres, douter de soi-même, c'est pourtant une tâche de Sisyphe, et malheur à celui qui, sur la ligne de crête, trébuche un instant et glisse sur la pente. Ce n'est plus alors son libéralisme qu'on lui reproche, mais son sectarisme. Le libéralisme exige peu des choses et beaucoup des hommes. C'est une espèce de mission-suicide lucidement accomplie. En Algérie, il y a toujours dans le libéralisme, si anodin soit-il, un parfum d'héroïsme.

Le libéralisme est d'autant plus intolérant qu'il est un phénomène second, du point de vue tant social que culturel et chronologique. Il va de soi que c'est dans les milieux les moins directement intéressés par le maintien de la souveraineté française que l'on rencontre le plus fréquemment les libéraux (sans préjudice de leurs appartenances politiques) et parmi les Français qui vivent le moins des musulmans : dans le milieu médical, le médecin dont la clientèle est exclusivement française est en général plus libéral que son collègue à clientèle musulmane. Les professions libérales, fonctionnaires de bonne volonté, professeurs, voilà les libéraux militants. Le libéralisme imprègne et colore les marges de la société française, c'est un phénomène périphérique qui va croissant au fur et à mesure que l'on s'éloigne du cœur social de l'Algérie française. De plus, il est toujours appris comme une langue étrangère qui, aujourd'hui, s'assimile d'autant plus vite que l'on est plus jeune. Tout homme qui a dépassé trente-cinq ou quarante ans, sauf exception, considère le racisme et l'Algérie française comme la Loi et les Prophètes. Lui-même est fort capable de dater son libéralisme d'une amitié, d'un voyage ou d'une lecture. Aussi, malgré l'hystérie des étudiants de la faculté d'Alger, factice et traditionnel bastion ultra, la fréquentation professionnelle de la jeunesse m'a persuadé qu'elle était infiniment plus perméable au libéralisme que les adultes ; par disponibilité de cœur et parce que la guerre est passée par là, tout jeune Français de vingt ans n'a presque aucun souvenir de l'Algérie en paix. Mais toute son expérience inconsciente demeure ancrée dans l'océan de l'Algérie française, d'autant plus solidement que les huit cent cinquante mille citoyens ont, dans les villes comme Alger ou Oran, créé un bloc d'où la réalité arabe est pratiquement exclue.

Le libéralisme est donc un piège où il est presque impossible aux Français d'Algérie de ne pas tomber, s'ils veulent « faire quelque chose » sans savoir très exactement quoi¹. Ils doivent tout à la France, et d'abord leur libéralisme, comment pourraient-ils ne pas lui être fidèles envers et contre tout, même s'ils doivent être à ses crimes plus indulgents qu'à ceux d'en face ? Car les Arabes sont toujours « les autres ». La situation algérienne est de celles qui exigent des choix trop radicaux et des conversions trop cruelles, quand on n'en a pas le tempérament. Or, les Français d'Algérie vivent dans une communauté dont le mode d'existence, jusqu'à présent, a eu pour but d'éviter soigneusement les choix et

les conversions. On peut être un pas en avant de sa communauté, comment se couper d'elle, comment la traiter en ennemie ?

Certains libéraux militent, souvent dans l'ombre, pour quelque chose qui, dans le fond du cœur, ne les exalte pas. Mais la plupart vivent un déchirement dont on imagine mal la profondeur. Ils ont été les premiers Algériens et les seuls Français à avoir autrefois vécu l'histoire au lieu de la subir. Algériens ? Français ? Ils ont travaillé à être les deux et ne savent plus s'ils ont envie d'être l'un ou l'autre. Au lieu de vivre l'éternel passé, ils ont préparé un avenir où ils sentent qu'ils n'auront pas leur place. Piétinés par les événements dont ils ont eu le courage de souhaiter l'arrivée, les voilà dépassés. Ils se sont résolus à être des néants historiques. Cette résignation des meilleurs est un aspect du tragique algérien. L'équipe si courageuse et respectable, qui, par exemple, en dépit de tous les obstacles et de toutes les menaces, publia à Alger le journal *L'Espoir*, ne se faisait guère d'illusions sur cet espoir ; elle savait que le vrai titre de son combat eût été plutôt : *L'Honneur*.

Et désormais coupés de l'histoire actuelle, eux qui furent les seuls lucides et réalistes vivent aujourd'hui dans l'imaginaire. L'idée qu'ils se sont toujours faite de l'Algérie est indéfectiblement liée, comme celle du général de Gaulle, à une « certaine idée de la France ». Bien mieux : ils semblent parfois caresser encore l'utopie que serait possible en Algérie ce que la gauche libérale n'a jamais pu réaliser en France. Une poignée d'isolés se croirait volontiers l'armée de réserve de la gauche française. Ces derniers des Mohicans imaginent-ils à l'Algérie un avenir de démocratie libérale recueillant le meilleur de l'héritage culturel français ? Peuvent-ils, vingt-cinq ans après Ferhat Abbas, entretenir ce rêve : l'Algérie *moins* la colonisation ?



Aussi le libéralisme s'est-il finalement résolu à puiser ses arguments dans le domaine non du politique, mais de l'économique.

L'idée de subordonner les réformes politiques au bien-être *matériel* des musulmans n'est pas neuve. Dès 1892, le gouverneur Jonnart écrivait : « Nous répéterons ensemble que le progrès économique précède et prépare le progrès social. Il est le ferment le plus actif de l'évolution politique. Il faut, pour l'exercice fécond des droits politiques, une certaine plénitude de vie extérieure. » Cette phrase pourrait être mise en exergue du « plan de Constantine ». Le malheur est qu'elle a servi, aujourd'hui comme hier, à renvoyer les mesures politiques à un éternel lendemain. Aucun ultra n'a jamais nié la nécessité des concessions, mais au nom du progrès économique indispensable et préalable, il a toujours considéré qu'elles étaient *prématurées*. C'est le thème le plus constant de l'Algérie française. Un projet de réforme politique est-il préparé ? Prenons, en 1916, celui-là même que reprendra Clemenceau en 1919. « Ce programme », écrit par exemple le gouverneur général au ministre de l'Intérieur, « apparaît de prime abord et naturellement aux Français de ce pays comme une œuvre *de division* propre à creuser à nouveau le fossé qui séparait les deux races et que la sagesse, la prudence, l'esprit de méthode de l'administration française étaient parvenus à combler [...]. C'est au gouvernement qu'il appartient de veiller à ce que l'apparition de réformes prématurées ne vienne pas occasionner à certains intérêts respectables des alarmes ou des dommages. »

Mais aujourd'hui, la découverte du sous-développement algérien confère à cette mystification une autorité qu'elle n'avait jamais eue. Le thème fut orchestré avec talent dans des ouvrages qui connurent une très large diffusion, par exemple *L'Algérie en 1957* de Germaine Tillion.

Ethnologue, en effet, Germaine Tillion expliquait qu'il était inutile d'accuser les Français d'Algérie ; nous avons, tous, métropolitains, contribué à la construction du drame algérien. Tout le monde était responsable, mais personne n'était coupable. « Ce n'est pas moi, avertissait l'auteur, qui vous présenterai

un beau coupable bon à pendre, ni une “*happy end*” facile et radicale. » Car nous avons fait le mal, mais en voulant le bien. Du désastre que j’ai essayé de décrire il fallait accuser « nos méfaits inconscients et bienfaits maladroits ». « Le malheur actuel de l’Algérie était vraisemblablement inévitable, dans la mesure où il est désormais impossible d’épargner à un peuple archaïque tout contact avec ce monstre prodigieux qu’est la civilisation planétaire². »

L’Algérie en 1957 ressemblait à un roman policier où l’on découvrirait un mort à chaque page, mais à la dernière, aucun assassin. L’ouvrage terminé, on ne comprenait plus l’histoire de l’Algérie. Toutes les questions avaient leur réponse, sauf la seule que se posait le lecteur : « Pourquoi la guerre, pourquoi *cette* guerre ? » L’Algérie échappait, on l’avait oubliée ; elle n’était qu’un cas particulier des pays sous-développés, un mince affluent de « l’énorme fleuve de misère qui entraîne aujourd’hui irrésistiblement des continents entiers ». Lutter contre le colonialisme ? Allons donc, « ce vieux croque-mitaine »...

Non, il fallait lutter contre la misère présente : « Tout ce qui se fera désormais dans ce pays, par l’un ou par l’autre, est condamné d’avance, à *moins de permettre un alignement culturel, économique et social avec les pays évolués du monde*, car tel est actuellement l’impératif qui s’impose à l’Algérie³. »

Arrivés à ce point, il est facile de démontrer que, pour l’Algérie, hors de la France, point de salut. « Ces problèmes, nous avons entrepris de les résoudre et ils étaient désormais solubles, au prix d’un effort énorme, mais qui n’excède pas nos moyens – sans nous, ils ne peuvent plus être résolus désormais, quoi qu’il arrive⁴. »

Ainsi G. Tillion se refuse à tirer les conséquences politiques du fait historique que les Français ont consciemment accéléré le naufrage algérien. D’une seule phrase elle admet que « notre présence en Algérie a *accéléré* le phénomène de désintégration sociale de ce malheureux pays⁵ », sans interroger davantage l’histoire des Français d’Algérie, dont la seule raison d’être, jusqu’à nouvel ordre, a été de tirer profit de cette désintégration.

Par ce biais économique, tout le colonialisme est finalement sanctionné. Il est même puissamment renforcé, car c’est du système colonial dans ce qu’il a de pire que Germaine Tillion attend la solution du problème algérien. Ce système se caractérise actuellement par l’existence d’une minorité française oppressive en Algérie, et d’une minorité musulmane opprimée en France. Germaine Tillion, dont on pourrait croire qu’elle s’est un moment égarée si elle n’avait recommencé tout récemment l’exposé de la solution miracle⁶, va jusqu’à mettre sur le même plan ces deux formes de peuplement : « La France et l’Algérie sont liées, aujourd’hui, par un double exode qui, de part et d’autre, les engage au-delà de leur volonté : le vieil exode des “colons” venus d’Europe, auquel répond le moderne exode des travailleurs musulmans en métropole⁷. » Cette « interdépendance objective » ne tient à aucun moment compte de la différence de nature des deux émigrations, ni de leur contexte. C’est un bilan : nous les tenons, et ils nous tiennent. Comment mettre en parallèle la colonisation, qui a eu pour effet la mainmise sur les meilleures terres, et l’exode du travail, qui est une forme supplémentaire de la colonisation ? Encore le système paraît-il fonctionner au bénéfice exclusif des musulmans ; qu’il se brise et c’est *leur* catastrophe ; un tiers de la population musulmane des campagnes sera privé des salaires envoyés par les ouvriers chassés. Et la retraite des métropolitains ? Voilà détruit l’équipement économique du pays : « Ruinés aussi les chemins de fer, les postes, l’équipement hôtelier, les garages, l’entretien des routes, tout ce qui, dans un premier stade, a plutôt desservi les autochtones (en ce sens que cela a précipité leur évolution) mais qui, *précisément maintenant où cette évolution est à moitié accomplie, est en train de leur devenir indispensable* ⁸. »

L’Algérie en 1957 justifiait la politique lacostienne du dernier quart d’heure en même temps qu’elle préfaçait le « plan de Constantine » et l’Algérie algérienne. Je n’ignore pas que l’auteur s’est tardivement rétractée. « Une analyse de la misère algérienne, déclare-t-elle au début des *Ennemis complémentaires*, a pu faire supposer que des recettes exclusivement économiques me semblent suffisantes pour soigner le grand ulcère à vif qu’est devenue l’Algérie. » Mais elle ajoute aussitôt que « l’efficacité d’une drogue

exclusivement politique [lui] semble d'ailleurs tout aussi chimérique », si bien que, lorsqu'elle cesse de dire en 1960 ce qu'elle affirmait en 1957, Germaine Tillion ne dit plus rien⁹.

Reste que son premier ouvrage est un de ceux qui, servis par un ton de compétence et de sincérité, ont fait le plus de bien aux Français d'Algérie et le plus de mal aux autres. Nous étions mûrs pour la paix des braves, c'était le gaullisme avant de Gaulle, précédé d'une caution scientifique et morale.

Un lâche soulagement saisit alors l'opinion libérale métropolitaine. L'année même de la campagne contre les tortures, une ancienne déportée rassurait nos consciences par un exposé sociologique. Au moment où chacun se découvrait, paraît-il, un cousin en Algérie, fallait-il vraiment pour la sécurité de la famille que la nation devienne criminelle ? Informée des problèmes politiques, l'opinion devait-elle alors assumer les conséquences inhumaines de la politique française ? Sensible au contraire aux problèmes moraux, devait-on, si l'on ne pouvait faire une « guerre propre », renoncer à défendre des compatriotes dont les droits paraissaient, en dépit de tout, solidement implantés par un siècle d'histoire ? Au cas, enfin, où elle était indifférente, l'opinion s'éveillait brusquement à la gravité du drame pour être aussitôt aiguillée, non sur un refus absolu de poursuivre la guerre, mais sur un fatalisme. Cette fois nous tenions des arguments scientifiques qui nous permettraient de répondre à nos voix intérieures : « C'est plus compliqué que cela. » Cet argument qui a cours encore aujourd'hui ouvre la porte à toutes les démissions. *L'Algérie en 1957*, opium des libéraux métropolitains, retarda de quelque trois ans la prise de conscience des problèmes réels.

En Algérie même, j'ai entendu ce livre invoqué par les colons en faveur d'une intégration qui exigerait de la France un effort immense, mais d'une générosité exemplaire. Sur ce petit coin de terre, il ne s'agissait de rien moins que de démontrer à la face du monde la capacité de faire franchir à un pays sous-développé la ligne de crête de la misère pour faire basculer son destin dans le camp occidental de la libre entreprise. Réussir, c'était renverser cette prétendue loi de l'histoire contemporaine qui voulait que le communisme fût l'idéologie nécessaire au développement du tiers monde. Échouer, c'était, au nom de tous les pays libres, avouer l'impuissance de l'Occident, même placé dans les meilleures conditions, à faire le salut des pauvres. Le polytechnicien relaierait le colon, l'industriel relaierait le paysan, le colonel relaierait le préfet, et le Sahara ferait le reste. S'il le fallait, un million de Français de France prendraient la relève d'un million de Français d'Algérie. Du moment que l'on admettait pour l'Algérie la nécessité d'un régime fort et d'une autorité totalitaire, pourquoi la France ne « mettrait-elle pas le paquet », puisque en tout état de cause, elle était techniquement mieux armée que le FLN pour répondre aux besoins de cette société archaïque en voie de modernisation ?

En revanche, des musulmans sont venus me voir, la brochure à la main, inquiets et intimidés. Fallait-il vraiment croire que leur combat ne préparait à leur pays qu'un avenir de sang ? Qu'avaient-ils fait pour ne mériter que l'esclavage et la déportation volontaire ? Que fallait-il penser de cette traite arabe en métropole ? Dans le cadre d'une Algérie indépendante, pourquoi la France ne donnerait-elle pas aux ouvriers algériens des garanties réciproques de celles que le FLN accorderait aux Algériens d'origine française ? Comment pouvait-on présenter symétriquement le million d'Algériens d'origine européenne qui s'étaient toujours refusé à faire de l'Algérie une nation et les quatre cent mille émigrés provisoires de la misère qui constituaient en France un sous-prolétariat brutalement exploité dont le patronat français avait de toute manière besoin ? Mais ils n'osaient s'élever contre les affirmations de Germaine Tillion, dont le livre porte une responsabilité d'autant plus lourde qu'il tire son autorité scientifique d'une caution morale, et qui eut le rare privilège à la fois de susciter l'intérêt de Saâdi Yacef et de recevoir l'*imprimatur* spirituel de Camus¹⁰.



C'est bien le drame du libéralisme aujourd'hui, et qui dépasse de loin le cas de Germaine Tillon, que cette permanente confusion des arguments scientifiques et des arguments moraux. Confusion non fortuite, car l'économisme et le moralisme ont en commun le refus identique de prendre en considération le poids de l'histoire des Français d'Algérie. L'économisme permet aux libéraux de récupérer sur le plan moral ce qu'ils ont perdu sur le plan politique.

Chrétiens ou kantien, les libéraux ne voient que des individus sans histoire, des corps qui s'entre-déchirent et des âmes qui se sous-estiment. La désinvolture avec laquelle ils traitent le passé les amène à une double réprobation morale du présent. Encore peu avant sa mort, Camus écrivait :

« Lorsque la violence répond à la violence dans un délire qui s'exaspère et rend impossible le simple langage de raison, le rôle des intellectuels ne peut être comme on le lit tous les jours d'excuser de loin l'une des violences et de condamner l'autre [...]. S'ils ne rejoignent pas les combattants eux-mêmes, leur rôle (plus obscur, à coup sûr !) doit être seulement de travailler dans le sens de l'apaisement pour que la raison retrouve ses chances¹¹. »

Il est parfaitement admissible de se désintéresser de l'histoire et de refuser, avec son tragique, toute solidarité, à condition que cette attitude résulte du sentiment réel de n'être pas concerné par les problèmes historiques et si licence est donnée à ceux qu'ils dérangent de les résoudre à leur guise. Camus en était, pour sa part, arrivé à ce « désintéressement » :

Alors, quand la révolution, au nom de la puissance et de l'histoire, devient cette mécanique meurtrière et démesurée, une nouvelle révolte devient sacrée, au nom de la mesure et de la vie. Nous sommes à cette extrémité¹².

Libre à lui d'établir une symétrie absolue entre le million de Français en Algérie et les quatre cent mille travailleurs algériens en métropole ; entre les tortures françaises et le terrorisme FLN. Encore peut-on se demander, dans le cas singulier de Camus, si son passé politique et son autorité morale ne lui faisaient pas une obligation, *au nom de ses propres valeurs*, de s'engager au-delà de ce qu'il souhaitait dans son for intérieur¹³. Noblesse oblige ; Camus entraînait malgré lui une partie de l'opinion. En outre, Camus ne pouvait se révolter contre l'histoire qu'à la seule condition de suspendre son jugement jusqu'au bout et de se retirer du champ clos. Or son désengagement s'opéra, comme la torture, au nom de l'efficacité : « Je n'ai jamais cessé de dire que ces deux condamnations ne pouvaient se séparer, si l'on voulait être efficace¹⁴. » Il ne s'abstint, le moment venu, ni de juger, ni de choisir, ni de recommander des solutions :

Si bien disposé qu'on soit envers la revendication arabe, on doit cependant reconnaître qu'en ce qui concerne l'Algérie, l'indépendance nationale est une formule purement passionnelle [...]. Il faut considérer la revendication de l'indépendance nationale algérienne en partie comme une manifestation de ce nouvel impérialisme arabe, dont l'Égypte, présumant de ses forces, prétend prendre la tête et que, pour le moment, la Russie utilise à des fins de stratégie antioccidentale¹⁵.

Faut-il enfin dire le fond des choses ? Dans le dernier mémoire où, en 1958, il consigne ses préférences, Camus déclarait :

La solution de M. Marc Lauriol, professeur de droit à Alger, même si l'on n'approuve pas tous ses *attendus*, me paraît à cet égard particulièrement adaptée aux réalités algériennes, et propre à donner satisfaction aux besoins de justice et de liberté de toutes les communautés¹⁶.

Le libéralisme moral s'effondre dans la politique du 13 mai : « La France n'a pas d'autre possibilité ici que de maintenir sans trêve la proposition dont j'ai parlé. »

Après avoir longtemps précédé l'histoire en Algérie, le libéralisme la suit. Par-delà la violence nue des rapports de forces, les libéraux, coupés de la réalité, rêvent le triomphe mystique de la raison. Déstalinisation aidant, ils ont remplacé « la loi de fer du développement historique » par – gaullisme aidant – « la nature des choses ». Le libéralisme est un acte de foi. Si du pire sortait le meilleur ? S'il avait fallu cette ascèse de six ans de guerre pour que l'Algérie, lavée des péchés du colonialisme,

découvre enfin la fraternité salvatrice ? Une fois dans l'histoire, les hommes sauraient l'histoire qu'ils font. Au bord de l'abîme, ils auraient choisi d'être raisonnables. « Il faut choisir, écrit Jules Roy à Ferhat Abbas, entre la réconciliation et un cataclysme universel, entre un nouveau 16 mai à l'envers et une apocalypse algérienne, entre le ciel bleu qui luit implacablement au-dessus des têtes algériennes et la terre rouge et ingrate où les morts serviront d'engrais pour des récoltes inutiles. »

Ainsi les libéraux français, une fois encore en retard d'une solution, vivent-ils à la remorque du gaullisme leur chance ultime et déjà dépassée.

Les émeutes musulmanes du 10 au 12 décembre 1960 ont suffisamment démontré l'inexistence d'une troisième force. Les libéraux français de gauche préfèrent en Algérie s'isoler d'un éventuel mouvement de la gauche française que s'isoler de la France.

Il est alors infiniment probable que l'Algérie future, pour ou contre laquelle ils n'auront rien fait, ne leur aura nulle reconnaissance de leurs bons sentiments, et qu'hier gauche inutile de l'Algérie française, ils seront demain la droite inutile d'une Algérie arabe.



En définitive, les seuls libéraux en Algérie ont été les musulmans francisés. Du point de vue sociologique, le milieu qui a subi l'influence du libéralisme français représente la minorité élevée dans les écoles françaises.

L'enseignement a sans doute été le domaine où les Français d'Algérie ont mis le moins d'obstacles à l'effort métropolitain. Ce manque de vigilance prouve à quel point le système colonial n'est qu'indifférence et anarchie aussitôt qu'un profit à court terme n'est pas envisagé. Une vue historique de la colonisation eût soigneusement verrouillé l'accès des musulmans à la culture. Au contraire, les Français d'Algérie ont laissé la loi de 1888 transposer les obligations métropolitaines en Algérie et tirèrent orgueil d'un effort immense dont Émile Combes, dans son rapport de 1892, indique les redoutables nécessités.

La métropole avait cru bon, dans un but assimilateur, de transposer les programmes métropolitains sans les adapter aux nécessités musulmanes. Les Français d'Algérie firent de cet enseignement laïc et républicain une machine de guerre contre l'islam et la culture arabe. Bien des petits Arabes, levés de bonne heure et couchés tard, faisaient précéder et suivre leurs heures de communale par des cours à l'école coranique. Il y eut une complète solution de continuité entre ce qu'ils avaient sous les yeux et « leurs ancêtres les Gaulois ». Tout enseignement scolaire qui ne prolonge pas l'enseignement de la famille est pour un enfant une nourriture indigeste. Ce déracinement culturel eût été cependant justifié s'il avait entraîné la quasi-totalité de la jeunesse musulmane ; mais il n'a touché qu'une infime minorité. En 1939, sur un million deux cent cinquante mille enfants de six à quatorze ans, cent dix mille seulement étaient scolarisés.

S'agit-il du premier degré ? L'année scolaire de la rébellion (1954-1955), 15,4 % des enfants étaient inscrits dans une école, pourcentage qui laissa un million six cent quatre-vingt-trois mille enfants dépourvus des premiers rudiments.

Dans l'enseignement technique, l'enseignement du premier degré était dispensé à quatre mille cent deux musulmans, celui du second degré à sept cent.

L'effectif de l'enseignement secondaire, à cette date, représentait, avec six mille deux cent soixante jeunes gens, 22 % de l'effectif non musulman, alors que la jeunesse musulmane est huit fois et demie plus nombreuse que la jeunesse française.

Cette politique discriminatoire eût elle-même été justifiée par des raisons financières si les Français d'Algérie avaient considéré cette minorité culturellement assimilée comme une élite d'encadrement. Mais

dès lors qu'il permet l'accès aux places, l'enseignement cesse, à leurs yeux, d'être un inoffensif bienfait pour devenir une réalité menaçante ; c'est donc en fin d'études que les Français d'Algérie ont établi leur barrage. Ainsi, en 1958, si l'on prend pour exemple l'ensemble des services relevant de la direction générale des finances d'Algérie, la promotion musulmane avait obtenu les résultats suivants : sur 1 247 agents de la première catégorie, 0 musulman ; sur 1 043 agents de la dernière catégorie, 97 musulmans, soit 9,3 % des habitants, qui représentent 90 % de la population.

Le caractère intégral de l'assimilation pratiquée, le nombre très faible de bénéficiaires et l'application tacite du *numerus clausus* ont abouti à une triple catastrophe.

C'est sur les bancs de l'école, ou nulle part, que se forme une communauté nationale. Or, l'enseignement français et son manque de débouchés ont profondément désadapté les musulmans éclairés. Ils ont pris la croix pour partir en Terre sainte délivrer le tombeau du Christ et crié dans le cor de Roland à Roncevaux ; sauvé l'Occident avec Charles Martel à Poitiers et subi un désastre à Constantinople en 1453. Jeanne d'Arc, Saint Louis, Louis XIV ont été leurs héros de légende. Plus grands, ils ont suivi l'essor d'une invisible bourgeoisie ; vécu les unités nationales du XIX^e siècle, eux qui ignorent ce qu'est une nation ; ils ont assisté à l'industrialisation de l'Europe occidentale et aux drames du monde ouvrier sans avoir jamais vu la fumée d'une usine. Du monde musulman, on ne leur a guère parlé, moins par système que par manque d'occasions. Quant à l'histoire de l'Algérie, on l'évite ; s'il faut absolument en parler, elle commence au coup d'éventail et se résume dans des bienfaits dont ils ne voient guère la trace autour d'eux. Cependant, dans la mesure même où cette culture reste étrangère, comme étrangère à leur vie la langue française réservée à la classe, elle a bénéficié à leurs yeux de l'attrait de l'exotisme ou simplement du privilège d'exister. La Révolution française et la Commune de Paris, Hugo, Zola, Anatole France et Henri Barbusse sont entrés tout droit dans leur Panthéon, idoles d'autant plus inaccessibles qu'elles n'ont pas été reliées aux vicissitudes de la gauche française et à ses échecs. Ils ont surestimé les vertus de l'humanisme français dont l'éclat a pour eux rejailli sur toute la métropole. Aujourd'hui encore, il n'est pas rare, après six ans d'une guerre inexpiable que le visiteur métropolitain d'un quartier musulman où aucun Français d'Algérie ne s'aventurerait se voie gentiment la main prise par un musulman désintéressé qui n'a de cesse, après l'avoir promené, de lui faire admirer chez lui les œuvres complètes d'Élisée Reclus et les anciens cahiers de classe où il a recopié *L'Enfant grec* qui voulait de la poudre et des balles.



C'est la génération dont Ferhat Abbas est devenu le symbole. Brutalement rejetée par les Français, elle était en même temps traitée de renégate par les oulémas. Cette génération a désespérément demandé son intégration progressive à la France ; l'implacable chronologie a voulu qu'elle ne puisse faire entendre ses revendications qu'aux deux époques où elle n'avait aucune chance d'être entendue : à la veille et au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Les quelques années qui précèdent la guerre marquent précisément le zénith des Français d'Algérie. Ils jouissent d'une force qu'ils n'avaient jamais connue. Sûrs du lendemain, les Européens n'ont vu dans les avertissements des gouverneurs métropolitains, au seul moment où, aujourd'hui encore, on peut se laisser aller à penser qu'une communauté nationale originale mais de type français était réalisable, qu'un appel à d'inutiles concessions. Les gouverneurs trouvèrent, en métropole même, d'autant moins d'échos que les partis de gauche étaient tout aux problèmes français : ils étaient absorbés dans la défense du communisme soviétique, la menace hitlérienne, les périls fascistes. Les nationalistes musulmans étaient d'accord pour une lutte aux côtés des partis de gauche : Ben Badis n'était pas irréductible au projet Viollette, Messali Hadj se mêla aux manifestations du Front populaire. Mais ils ne constituèrent qu'une

petite force d'appoint à la gauche métropolitaine, au demeurant, des plus compromettantes. Les libéraux musulmans déçus, de 1935 à 1939, furent considérés comme une sympathique poignée de trouble-fête qui voulaient remettre en question un équilibre péniblement acquis.

Quand, à la fin et au lendemain de la guerre, la métropole, qui avait besoin de l'appui du monde arabe, était prête à encourager les libéraux musulmans, ceux-ci s'étaient enhardis dans leurs revendications : ils avaient été les témoins de la défaite militaire de la métropole, ils avaient entendu, sous le régime vichyste, la condamnation de la III^e République ; ils avaient connu sur leur sol la querelle des généraux (Giraud-de Gaulle) ; ils avaient assisté, avec l'occupation américaine, au déploiement d'une force technique et mécanique bien supérieure à celle dont la France représentait jusque-là le modèle ; comme la France de la Résistance, enfin, les musulmans libéraux avaient subi l'influence d'un vaste mouvement où la revendication sociale accompagnait la revendication nationale.

Au moment donc où l'ordonnance libérale du 7 mars 1944 préparait des réformes déjà insuffisantes tout en se heurtant à la résistance des Français d'Algérie, l'aveugle répression qui suivit pendant six mois les troubles de Sétif vint compromettre les dernières chances du libéralisme musulman. La répression policière pratiquant un absurde amalgame arrêta plus de quatre mille cinq cents musulmans de l'opposition, parmi lesquels tous les libéraux, qui n'avaient pris aucune part à l'insurrection. On laissa en place, malgré les récriminations des Européens, le gouverneur libéral Chataigneau, mais il était bien seul pour endiguer la réaction triomphante. Les agriculteurs d'Algérie, dénonçant « l'odieuse campagne contre la colonisation française », demandèrent « qu'aucune réforme ne soit envisagée jusqu'à la réunion de l'Assemblée nationale, après que la consultation électorale aura permis à la population française d'Algérie de manifester ses sentiments »¹⁷.

La brutalité de la répression ne découragea pourtant pas les libéraux. Quand intervint l'amnistie, un an plus tard, mis à part les oulémas, deux partis d'opposition se partageaient l'opinion musulmane : le MTLD et l'UDMA. Le premier, héritier du PPA, groupait les plus intransigeants. Encore plaçait-il dans un avenir non défini le retour à la souveraineté nationale, se contentant de réclamer l'élection au suffrage universel d'une Assemblée constituante. De plus, il était nettement divisé en deux tendances, la majorité ne se refusant pas à une active collaboration aux affaires publiques dans le cadre d'une institution française. C'était enfin le moins populaire. La plupart des opposants modérés se groupaient dans l'UDMA, dirigée par Ferhat Abbas.

Quand les truquages électoraux réitérés à toutes les élections eurent démontré l'impossibilité d'expression musulmane libérale dans le cadre de la légalité française, et que la minorité du MTLD constituée en Crua (Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action) eut déclenché l'insurrection du 1^{er} novembre 1954, il fallut encore deux étapes pour venir à bout des espoirs des libéraux : le MTLD fut dissous, et tous ses chefs furent arrêtés en novembre 1954 ; l'UDMA résista à toutes les sollicitations de la violence. Faut-il rappeler que Ferhat Abbas rejoignit Le Caire à la fin d'avril 1956, un mois et demi après que le président du Conseil, Guy Mollet, trahissant la mission qui lui avait été confiée par une éloquente majorité électorale, eut, le 6 février 1956, abandonné l'initiative aux pires des Français d'Algérie ?



La revendication nationale est donc devenue le préalable à tout rapprochement avec la France, parce qu'elle seule, précisément, ne fait aucune concession au système de la colonisation. Et le procès du colonialisme, comme la guerre depuis six ans suffirait à la justifier sans qu'il soit besoin pour les intellectuels algériens de présenter la nation algérienne comme une restauration. Ceux-ci, depuis le « Manifeste du peuple algérien » rédigé par Ferhat Abbas en 1943, se sont livrés souvent à des

interprétations audacieuses ou tendancieuses. Ils ont revendiqué Jugurtha pour ancêtre de l'indépendance nationale, affirmé que la conquête arabe avait été pacifique, ou surestimé, tout autant que l'histoire colonialiste l'avait nié, le caractère du sentiment national algérien dès 1830. Que peut-on en penser ?

La déformation de l'histoire est une des armes de tous les nationalismes militants. Elle ne nous a pas épargnés non plus. Le nationalisme libéral bourgeois en France, sous la Restauration, n'a pas autrement procédé que le nationalisme libéral des musulmans, mais il a joué au bénéfice d'une force économique et sociale progressive.

Augustin Thierry et Guizot ont, en effet, présenté à la veille de la Révolution de 1830 la lutte de la bourgeoisie libérale contre la noblesse comme le réveil du peuple gaulois contre l'envahisseur franc :

Nous croyons être une nation, et nous sommes des nations sur la même terre, deux nations ennemies dans le souvenir, inconciliables dans leurs projets ; l'une a l'autre fois conquis l'autre, et ses desseins, ses vœux éternels sont le rajeunissement de cette vieille conquête éternelle par le temps, par le courage des vaincus et par la raison humaine. La raison, qui fait rougir le maître de l'abaissement où il tient son esclave, a détaché graduellement de ce peuple tout ce qu'il y avait d'âmes généreuses et d'esprits droits¹⁸.

Contre toute vérité historique, ces historiens ont voulu voir dans l'histoire de la France une lutte continue menée par les vaincus pour leur libération. Augustin Thierry en voyait le modèle dans l'émancipation des communes du XII^e siècle. Guizot et Thiers en virent le couronnement dans la Révolution française :

Depuis treize siècles, la France connaît deux peuples, un peuple vainqueur et un peuple vaincu ; depuis treize siècles, le peuple vaincu luttait pour secouer le joug du peuple vainqueur. De nos jours, une bataille décisive a été livrée ; elle s'appelle la Révolution¹⁹.

Mais en face de l'historiographie contre-révolutionnaire, les historiens libéraux français ont restitué le sens de l'évolution historique et pressenti que le mouvement de l'histoire était la lutte des classes. Celle à laquelle ils donnaient une fausse généalogie était prête à assumer le pouvoir. Rejeter au contraire le nationalisme musulman dans le passé, c'est négliger l'évolution, mettre la colonisation française entre parenthèses, et nier les forces qui travaillent *actuellement* à la formation de la nationalité algérienne. Autrement dit, les libéraux nationalistes français du XIX^e siècle ont projeté le *passé dans le présent* et les libéraux nationalistes musulmans risquent de rejeter le *présent dans le passé*.

Mais il faut faire la part des choses. La revendication nationaliste algérienne a généralement un caractère polémique et non pas scientifique. L'histoire, quand il s'agit pour un peuple de récupérer son passé pour sauver sa vie, ne peut être que passionnelle. La sérénité scientifique, en histoire, est le privilège des cultures « arrivées » et les progrès de la connaissance exigent une organisation de la recherche, une formation professionnelle et un équipement matériel dont les Algériens n'ont pas encore les moyens. Mais leurs écrits ont une vertu pamphlétaire ; ils provoquent la réflexion, et malgré leur caractère partisan, mettent à l'ordre du jour des vérités salutaires que l'histoire colonialiste a systématiquement falsifiées.

De plus, à travers les outrances de ses justifications, la revendication à l'indépendance nationale comble le vide psychologique qu'a creusé dans le cœur de la génération libérale le refus des Français d'Algérie. Et c'est la génération libérale qui a donné jusqu'à présent ses buts et son idéologie à la lutte armée. Sans doute, les contenus de cette dernière sont-ils nombreux : c'est la révolte du colonisé contre le colonisateur, c'est une guerre de paysans, c'est la lutte de l'Orient contre l'Occident ; c'est l'expérience qui forme la nation algérienne. Seul l'avenir choisira parmi ces virtualités. Mais il est évident que les libéraux musulmans sont avant tout sensibles au contenu moral de la guerre d'indépendance et aux horreurs de la répression. « Comment des chrétiens peuvent-ils nous martyriser au nom de principes chrétiens ? » Ils voient dans les combattants ceux qui leur rendront leur dignité humaine. Leur désaccord avec le FLN, exprimé en privé, et qu'ils se réservent d'exprimer en public *après* l'indépendance, ne sera jamais ceux que les Européens souhaiteraient qu'ils fussent. Jamais un musulman

libéral ne verra dans son frère un égorgeur, mais toujours un héros. Entre la torture et le terrorisme, il n'y aura jamais de comparaison possible ; ne serait-ce que parce qu'il n'y a pas de comparaison numérique entre les victimes de la répression et ceux des attentats.

Contre l'idéologie répressive des ultras, les libéraux français d'Algérie ont été sans recours. Malgré leur générosité de sentiments et leur courage à toute épreuve, ils ont été condamnés à la solitude et à l'impuissance pour être restés des nationalistes français ; les libéraux musulmans sont devenus efficaces du jour où ils ont su être des nationalistes algériens. Et, du même coup, ils ont rendu les Français d'Algérie au mouvement de l'histoire.

1.

. Catroux, décrivant l'état d'esprit des Français d'Algérie à son arrivée, note : « Les plus libéraux d'entre eux disaient qu'il fallait faire "quelque chose" pour les indigènes, mais ce "quelque chose" n'était pas défini » (général CATROUX, *Dans la bataille de Méditerranée*, Julliard, 1949).

2.

. G. TILLION, *L'Algérie en 1957*, op. cit., p. 68.

3.

. *Ibid.*, p. 86 (je souligne).

4.

. *Ibid.*, p. 79.

5.

. *Ibid.*, p. 68 (je souligne).

6.

. Cf. ID., *Les Ennemis complémentaires*, Éd. de Minuit, 1960.

7.

. ID., *L'Algérie en 1957*, op. cit., p. 81.

8.

. *Ibid.*, p. 86 (je souligne).

9.

. Je n'ignore pas non plus que *L'Algérie en 1957* a été publié presque à l'insu de Germaine Tillion, qui a publiquement déploré l'usage qui avait pu être fait de ce qui n'était, à l'origine, qu'une conférence à des amies. Mais cette mise au point, qui précède une édition à peine corrigée et augmentée de ce texte, sous le titre *L'Afrique bascule vers l'avenir* (Éd. de Minuit, 1961), confirme l'influence du premier livre. Il va sans dire que c'est cette influence seule dont j'essaie d'analyser les causes, indépendamment des activités et du dévouement personnels de l'auteur. Je ne fais en cela qu'appliquer une distinction qu'elle a introduite elle-même : « Les vies, les pensées, les actes, les sentiments comptent beaucoup pour moi, et j'ai tendance à attacher moins d'importance aux paroles et aux écrits » (*L'Afrique bascule vers l'avenir*, p. 16).

10.

. Cf. Albert CAMUS, *Chroniques algériennes*, Gallimard, 1958, p. 202 : « Si insuffisant que soit l'effort français, il est d'une telle envergure qu'aucun pays, à l'heure actuelle, ne consentirait à le prendre en charge. Je renvoie pour cette question, sur les problèmes qu'elle soulève, à l'admirable livre de Germaine Tillion. »

11.

. *Ibid.*, p. 18.

12.

. ID., *L'Homme révolté*, p. 376.

13.

. « Mon opinion, d'ailleurs, est qu'on attend trop d'un écrivain en ces matières » (ID., *Chroniques algériennes*, p. 27).

14.

. *Ibid.*, p. 17.

15.

. *Ibid.*, pp. 202-203.

16.

. *Ibid.*, pp. 208 et 211. Le plan Lauriol, qui prévoyait plusieurs étapes pour aboutir à un fédéralisme algérien dans le cadre d'un *commonwealth* français, contenait du reste des propositions très intéressantes. Suggéré et *effectivement appliqué* cinq ans plus tôt, il eût sans doute mis le comble aux vœux des musulmans ; venu, après quatre ans de guerre, d'un partisan de l'Algérie française, il sentait le fagot.

17.

. *L'Écho d'Alger*, 30 juin 1945.

18.

. Augustin THIERRY, *Dix ans d'études historiques*, Paris, 1834.

19.

CHAPITRE VI

Un New Deal pour l'Algérie

Les questions algériennes sont d'un intérêt métropolitain de premier plan. C'est au gouvernement métropolitain à les discuter, à les diriger, à les résoudre.

Ismaïl URBAIN, *Lettres algériennes*, 1877.

Tout s'est ligué pour faire de l'Algérie l'un des théâtres du monde. Elle était le dernier chapitre d'une histoire qui n'était pas seulement coloniale et le troisième acte d'une indépendance qu'il fallait accorder, cette fois, à une part du Maghreb qui n'était pas seulement une dépendance : là, nationalisme impérial et nationalisme propre à l'Hexagone ont combiné leurs exigences. Fatalité supplémentaire, l'armée a joué sa dernière chance et découvert le terrain de manœuvres à l'exacte mesure de ses faiblesses comme de ses forces. Enfin, à la faveur de cette rencontre, l'extrême droite française, la dérisoire extrême droite française a trouvé des alliances dont elle n'aurait jamais osé rêver, au temps de l'Affaire comme au temps des ligues : elle s'est incorporé toute la droite, elle a bousculé le centre, et gagné, au 13 mai, une victoire que la gauche malheureuse n'a pas même été en mesure de lui disputer.

Crise coloniale, crise militaire et crise politique ont servi de tréteaux aux Français d'Algérie. Pourquoi n'en auraient-ils pas profité ? L'exagération de leur détresse est le penchant naturel des minorités menacées. Les Français d'Algérie n'ont pas manqué d'utiliser ces amplificateurs, trop heureux que cette publicité mondiale leur permette de se considérer comme les fondés de pouvoir de la France universelle. Les a-t-on assez persuadés que le maintien de leurs privilèges était le symbole de la liberté de l'esprit et l'enjeu très valable d'une troisième guerre mondiale ?

Un concours de circonstances leur a donné une importance démesurée. Qu'il disparaisse, et les voilà, sans masques et sans cothurnes, sur une estrade dont le décor est en démolition.

Ils sont petits. Un million deux cent mille, disent-ils ; ils ne sont pas même un million. Car les recensements officiels incluent dans ce nombre tous les « non-musulmans », soit près de cent cinquante mille juifs, dont la communauté n'est pas tout à fait assimilable à celle des Français, et les Italiens et Espagnols non naturalisés, au nombre d'environ soixante mille.

Les Français d'Algérie sont à peine huit cent mille. Si l'on veut bien admettre qu'en tout état de cause deux cent cinquante mille reviendront en France en quelques années, et que, sauf improbables pogroms, deux cent cinquante mille autres s'adapteront à une Algérie même arabe, on admettra que, si digne d'intérêt que soit l'avenir de trois cent mille Français (leur insertion dans une Algérie indépendante ou leur rapatriement en métropole), ce problème qui bouche actuellement l'avenir de dix millions d'Algériens et quarante-cinq millions de Français est relativement mince. Mince par le nombre de ceux qu'il affecte, mince par le moment où il se pose : car, dans dix ans, selon les prévisions des démographes les moins pessimistes, les musulmans seront quinze millions. De quel poids comptera, en tout état de cause, la minorité française en tant que telle ?

Les statistiques ne rendent pas compte de la douleur des hommes, je le veux bien. Mais, en imaginant le sort futur des Français d'Algérie, dont aucun gouvernement français, quoi qu'il arrive, ne pourra se désintéresser, qui ne songerait aux millions d'errants des après-guerres, aux centaines de milliers des regroupés d'Europe centrale et orientale, aux réfugiés de tous pays, tant en 1919 qu'en 1945, aux deux millions de musulmans des Indes qui campent, aujourd'hui encore, autour de Karachi et des frontières d'Israël ? Jamais les Français d'Algérie ne seront apatrides. Une injustice n'excuse pas l'autre, je le veux

bien encore ; mais il est des injustices que, pour éviter, on fait mourir plus d'hommes qu'elles n'en menacent. Celle dont sont victimes les Français d'Algérie est de ce nombre.

La complaisance a tragiquement compromis la métropole. Quel Français, en 1954, aurait admis l'idée d'une nouvelle guerre de Sept Ans ? Qui aurait cru à six cent mille morts ? Quel père d'un garçon d'alors quatorze ans aurait songé que son fils passerait vingt-sept mois dans les djebels ? Qui aurait pensé que le problème moral de la torture aurait créé un schisme dans la conscience nationale ? La position internationale et morale de la France compromise, toute notre politique étrangère accrochée pendant près de dix ans au soutien que les grandes puissances étaient disposées ou non à nous accorder, et toujours avec répugnance, dans notre politique algérienne ; nos débouchés commerciaux progressivement fermés dans le Proche-Orient et dans l'Amérique latine ; la France apparaissant aux déshérités du monde entier comme l'exemple même du pays bourreau ; l'identification par l'opinion mondiale de nos procédés de répression et de ceux des nazis ; notre économie intérieure continuant d'être viciée par l'ajournement des investissements productifs au profit d'un budget militaire sans cesse hypertrophié ; des problèmes clés (logement, modernisation agricole, enseignement, recherche scientifique, Marché commun, etc.) laissés pour longtemps sans solution ; le vote d'une des constitutions les moins démocratiques que la France ait connues depuis plus d'un siècle ; les éléments les plus troubles de la population, aventuriers civils, militaires et policiers, devenus vedettes de la politique nationale ; l'extinction du civisme par la falsification chronique de l'information et du sens politique des Français au profit d'une régression vers le chauvinisme le plus béat : tout cela, et bien d'autres choses encore, n'est-ce pas tout de même avoir payé un peu cher la défense inconditionnelle des Français d'Algérie ?

L'unique force dont disposent les Français d'Algérie est celle que la métropole ne leur a jamais marchandée : la souveraineté française. C'est ce lien qu'il faut couper.



Depuis deux ans les paris sont ouverts : de Gaulle abandonnera-t-il, et comment, la souveraineté française en Algérie ? Le général barrésien défenseur de la grandeur française peut-il, psychologiquement, franchir ce Rubicon qu'implique une reconnaissance de la souveraineté algérienne ? L'homme qui *n'a jamais négocié* peut-il affronter ce tête-à-tête avec un ancien pharmacien de Sétif ?

L'ambiguïté qui pèse sur la psychologie individuelle à laquelle s'est réduite la vie politique française se reflète très exactement dans la contradiction qui pèse sur la politique gaulliste. Pour les uns, il est dans la logique du pouvoir gaulliste d'en finir avec les Français d'Algérie, auxquels il s'est, pendant la guerre, heurté : c'est son intention et c'est son intérêt. Pour la première et seule fois de leur histoire, les Français d'Algérie ont senti leurs limites. Pour les autres, de Gaulle, porté au pouvoir par les Français d'Algérie, est malgré tout leur prisonnier ; l'affaire algérienne ne dépend que des Algériens ; elle s'est déroulée en marge de toute intervention métropolitaine active. Et au jour de l'inévitable négociation, de Gaulle sera le défenseur des Français d'Algérie, non l'arbitre ; tout se serait passé de même si Edgar Faure avait été au pouvoir...

Au niveau du sentiment national, on décèle encore la même hésitation. Mais, projetée sur grand écran, l'image est plus nette. Le référendum du 9 janvier permet de définir le lien *actuel* des Français métropolitains et des Français d'Algérie. Ceux-ci ne s'y sont pas trompés. Ils ont accusé le coup et senti passer le froid de la mort. La question posée n'avait pas le même sens des deux côtés de la Méditerranée, mais, pour la première fois, un référendum concernait directement un problème colonial. Algérie française (non) ou Algérie algérienne (oui), là-bas ; Algérie octroyée (oui) ou Algérie négociée (non), ici. Tel a été, après coup, le sens de la consultation¹. Mais dans les deux cas, les Français d'Algérie ont eu le sentiment d'une condamnation désormais possible. C'est, en France, la fin d'une génération

historique, pour laquelle étaient étroitement liés en Algérie, un sentiment impérialiste et un sentiment nationaliste. Chez ceux-là mêmes qui votèrent *oui*, l'impérialisme est mort, mais il veut être enterré par le nationalisme. Les Français demandent aujourd'hui au président de la République de les débarrasser des Français d'Algérie dans l'honneur et dans la dignité. Quelles que soient les suites politiques qui lui seront données, le référendum du 9 janvier 1961 marque une date capitale dans les rapports du sentiment impérial et du sentiment national. La réponse peut être interprétée de la façon suivante : « Il faut abandonner la souveraineté française complètement et les Français dans certaines limites. » Avec cette nuance que la première partie de la phrase est une délégation de pouvoir au gouvernement français, et la seconde un avertissement au gouvernement provisoire algérien. L'autorité du général de Gaulle sur les Français d'Algérie est théoriquement sans limites : celles-ci ne sont imposées qu'aux revendications du GPRA. De toute manière, la souveraineté française en Algérie est en sursis provisoire : c'est là que l'on peut frapper, c'est là qu'il faut frapper.

Vite et fort. Le passé n'autorise aucun doute : seule une rupture brutale peut impressionner les Français d'Algérie. Il est exclu de les calmer, de les réveiller doucement, de leur faire comprendre ; ils ne comprendront jamais. Mais la métropole peut les amener à se conduire comme s'ils avaient compris. Si multiples et riches de sens sont les liens qui les attachent à la souveraineté française, qu'ils n'y renonceront jamais d'eux-mêmes. Ils ont admis, avec une apparente spontanéité, le collègue unique ; mais si le collègue unique était le salut de la souveraineté française, le renoncement à la souveraineté serait un suicide. Tout atermoiement, toute temporisation est interprétée comme un signe d'acquiescement immédiat, un nouveau clin d'œil de la métropole, une de ces faiblesses dont ils ont l'habitude et leur remarquable réalisme en tirera toujours parti pour enliser la situation.

Seule une expérience-choc peut surprendre les Français d'Algérie, peut les prendre de court. Faut-il des négociations publiques interminables et incertaines jusqu'au communiqué final ? Faut-il des négociations secrètes et brutalement dévoilées ? C'est là un problème de stratégie politique. Ce que l'on peut affirmer, c'est la nécessité, à un moment donné, toutes précautions prises, *d'avoir* créé une situation irréversible. Au service d'une psychologie de l'imaginaire, où l'inconscient nourrit leur irréalisme historique, les Français d'Algérie ont développé une ruse de malade et d'enfant, un réalisme de grands fauves. Ils ont un flair sans égal de limiers, une roublardise de braconniers. Inutile de jouer au plus fin ; on part perdant.

La médecine de la solution française a autrefois échoué ; il faut recourir au bistouri et trancher le cordon ombilical. « Les choses étant ce qu'elles sont », c'est le seul service que la métropole puisse d'abord leur rendre – les Arabes ont gagné la première manche ; à la métropole de gagner la deuxième si les Français d'Algérie veulent jouer la troisième.

Une fois franchi le seuil politique dont tout autre souci n'a été qu'un moyen d'éluder et de compromettre le passage, quelle sera la réaction des Français d'Algérie ? *On ne peut pas le savoir* ; mais cette ignorance, loin d'être l'alibi d'une prudence hypocrite, est l'argument majeur qui doit pousser à la fuite en avant.

La situation ouverte, un nouveau dynamisme est créé. Les Français n'ont en Algérie jamais fait d'autre expérience que la tutelle métropolitaine. La métropole a toujours été là pour les préserver, et les entretenir dans la nostalgie douillette d'un passé sur lequel elle vient, une fois de plus, par le référendum, de refermer la porte. L'abandon net et catégorique de la souveraineté française est le seul moyen de libérer le réalisme algérien qu'atteste tout le passé.

Toujours conscients du rapport immédiat des forces en présence, les Français d'Algérie livrés à eux-mêmes manifesteront vraisemblablement leur incroyable don d'adaptation. Il y a même intérêt à les priver momentanément de tout espoir de secours. Rien n'est plus inutile que d'habituer les Français d'Algérie à l'idée anémiant qu'ils vont être « bradés ». Il faut qu'ils voient la chose faite. Que la gauche prépare des plans techniques de rapatriement, c'est son devoir ; il est bon que le gouvernement n'en fasse même pas

état provisoirement. Si les Français d'Algérie sentent les ponts coupés, sans espoir de rapatriement et de nouvelle prise en charge par la métropole, si les frôle un moment, comme au 12 décembre, le vertige des vrais périls, on imagine mal pourquoi tout à coup cesserait de fonctionner leur prodigieux instinct de conservation ; il n'a jamais eu l'occasion de jouer dans un autre sens que le maintien et l'exploitation de la situation coloniale. Leur réalisme terre à terre s'orientera en fonction d'une situation nouvelle, dont la métropole a déjà admis la réalité, et favorisera une adaptation dont la rapidité étonnera sans doute les métropolitains.

Chacun s'entend à affirmer que le seul espoir de salut des Français d'Algérie est dans une conversion psychologique. C'est l'erreur des libéraux d'avoir cru au miracle. Les Français d'Algérie ne changeront pas. Mais puisqu'il est exclu que changent les hommes, il faut changer les choses.



À condition qu'ait disparu la souveraineté française, toutes les forces qui ont, jusqu'à présent, joué contre l'élaboration d'une communauté locale franco-musulmane peuvent aussi la favoriser. Dans le cadre français, elles n'ont été qu'un instrument pour maintenir la situation coloniale. Elles n'en existent pas moins. Aux Français d'Algérie d'en décider la valeur.

L'Algérie est avec, à certains égards, l'Afrique du Sud le *seul* de tous les pays coloniaux du XIX^e siècle où s'est développée une population qui n'est plus directement liée à l'appareil colonial, et cette profonde originalité suffit à en faire un cas radicalement différent à la fois des pays sous-développés et des pays colonisés.

Le contact humain s'est opéré à l'intérieur même de la situation coloniale. Je ne fais pas allusion ici aux rapports d'amitié personnelle en marge de la colonisation, entre membres des professions libérales, professeurs ou fonctionnaires : ces relations ont été bien souvent considérées comme un début de communauté alors qu'elles ne se développaient qu'aux frontières du monde colonial, auquel elles servaient d'alibi. Mais du cœur même du contact colonial, dans ce face à face prolongé, un lien humain s'est créé, et la haine même qui peut s'en dégager est celle des vieux ménages. Jusque dans les rapports d'oppression, la France de la monarchie de Juillet et de la République a véhiculé, à la différence des Anglais, autre chose que des institutions.

Si oppressif qu'ait été le système colonial, il a marqué l'Algérie, pour le meilleur comme pour le pire, d'une empreinte dont il serait parfaitement légitime de regretter la disparition. Ces cent trente ans d'histoire ne sont pas seulement pleins de bruit et de fureur. Il suffit de songer, par exemple, au Kenya, où une minorité européenne close s'est juxtaposée à une société africaine éclatée, pour sentir à quel point l'Algérie a connu sous la domination française un développement unique dans le monde colonial de rapports non coloniaux. Si l'on appelle communauté l'ensemble des liens que créent entre les hommes la langue, les souvenirs et le travail, il y a en Algérie les germes d'une réelle communauté ; elle donne incontestablement à la guerre son caractère de lutte civile et de révolution sociale sous forme de révolution nationale. L'assimilation de la présence française en Algérie à une occupation étrangère est abusive, en dépit des formes de répression et de la mauvaise conscience qu'en éprouvent les Français. « Le règlement de ce problème relève d'abord et avant tout des Algériens eux-mêmes, c'est-à-dire de vous et de nous [...]. L'heure de la vérité a sonné aux portes de notre commun pays [...]. Seule l'édification d'un État algérien peut nous permettre de vivre ensemble [...]. L'Algérie est aux Algériens, à tous les Algériens quelle que soit leur origine². » En quel autre pays colonial le chef en exil de la rébellion pourrait-il écrire ces mots ? Ils étaient maladroits, parce que, dans le cadre de la souveraineté française, l'octroi de la citoyenneté algérienne était sans séduction pour des Français qui eussent préféré qu'on leur parlât de garanties plutôt que de fraternité. Mais l'objet et le sens du discours dépassent de

très loin sa portée tactique. Il exprime, par la bouche même d'un des plus anciens opposants au système colonial, cette vérité algérienne : trois Français d'Algérie sur cinq n'éprouvent pas leur lien avec la situation coloniale et seraient incapables de préciser en quoi il consisterait. En dépit des bombes et des attentats quotidiens, les Français ont poursuivi sans peur leur vie presque normale.

Tant bien que mal, et généralement plus mal que bien, l'Algérie est devenue une réalité double ; rien, ni la guerre impitoyable, ni la dépossession, ni la répression n'ont très profondément altéré le sentiment des Français et des musulmans « *d'être ensemble* ». Peut-être parce que, dans la conquête et la colonisation, au plus profond des hommes, les Arabes ont senti qu'ils avaient affaire non à des lions superbes et généreux, mais à des loups faméliques ? Derrière la façade des profits coloniaux, derrière l'embourgeoisement des petits commerçants et des petits fonctionnaires, quelques vieux relents racistes des faubourgs rappellent les haines des anciens compagnonnages ouvriers, au temps où « gavots » et « dévorants », enfants de Salomon et enfants de Soubise, s'entre-déchiraient furieusement. Mais il est encore plus probable que ce mixte algérien auquel la France a donné artificiellement ses trois couleurs était en germe *avant* la conquête. Bien avant 1830, il y a une histoire espagnole de l'Oranie. L'ouverture de l'Algérie à un peuplement français a vraisemblablement orchestré, en les amplifiant et en les déformant, de profonds accords méditerranéens, liés à des courants d'échange dans le quadrilatère que forment, dans la Méditerranée occidentale, les côtes d'Espagne et d'Italie, la Provence et l'Algérie.

Il s'est sédimenté en Algérie à travers, par-delà, à côté de la colonisation, une histoire humaine qui peut lui survivre, et qui offre au pays une possibilité de n'être pas un pays sous-développé comme les autres. Aux Français d'Algérie de savoir si ce capital vaut ou non la peine d'être défendu ; auquel cas il faut qu'ils restent sur place, le plus nombreux possible. À problème original, solution originale.



Encore faut-il que cette « nouvelle donne » ne soit pas une distribution de cartes biseautées.

Le moment crucial des Français d'Algérie ne sera vraisemblablement pas celui de l'indépendance, mais l'époque où la masse des Arabes prendra conscience que la victoire sur l'indépendance est plus dure que la lutte pour l'indépendance. Car toutes les sombres réalités dont les économistes libéraux tirent aujourd'hui argument pour retarder la solution politique ou en nier l'efficacité reprendront dès lors tout leur poids. Qui peut douter que les problèmes nés de l'indépendance seront plus difficiles à résoudre que les problèmes de la lutte pour l'obtenir ?

Les Algériens arabes ne comprendront pas en majorité la crise économique formidable qui accompagnera vraisemblablement la naissance de l'État algérien ; il leur faudra des responsables. Si les Français partent, « les rats quittent le navire », diront-ils, et les explosions de la haine d'origine économique dépasseront de loin l'ampleur des inévitables vengeances politiques, qui, elles, peuvent être limitées. Resteront-ils au contraire ? « Rien n'est changé, ils nous affament. » C'est alors que sonnera pour la masse des Français d'Algérie l'heure du choix.

Aussi peut-on dès maintenant définir les conditions préalables à un New Deal algérien : elles sont sociales, elles sont économiques et elles sont politiques.

Il faut que les Français restent, et restent aussi nombreux que possible. Mais c'est affaiblir la base d'une possible relance algérienne que de la lester au départ de tout le bagage humain qui pourrait hypocritement maintenir la domination coloniale. En d'autres termes, tous ceux dont, en Algérie, la présence est liée à la souveraineté française doivent partir avec elle ; et c'est l'intérêt majeur de la métropole de préparer leur intégration dans les conditions les plus favorables. Les experts s'y emploient, et l'on ne peut, ici, que faire état des études publiées par le club Jean Moulin, dont les conclusions sévères sont probablement destinées à servir de base à la négociation³. L'opération de rapatriement,

d'intégration et d'indemnisation affecterait selon les prévisions, trois cent cinquante mille Européens des catégories les plus vulnérables : vingt mille à trente-deux mille cinq cents chefs de ménages agricoles d'abord, dépossédés de leur emploi à la suite de la réforme agraire qui suivra obligatoirement l'indépendance. Après l'agriculture, la fonction publique constitue le secteur le plus menacé : celui où la concurrence musulmane s'exerce d'autant plus vite que la scolarisation depuis 1954 a été plus intensive. Mais c'est aussi le secteur où les quarante mille fonctionnaires trouveront le plus facilement de la place dans les cadres métropolitains.

Quant au secteur tertiaire, où l'on regroupe l'ensemble des activités non directement productrices, soit le commerce, les transports, les banques, les assurances et les professions libérales, il convient de distinguer deux cas extrêmes : un grand nombre d'activités, comme les banques, les compagnies de fret, les sociétés fondées pour la transformation de produits agricoles ou de produits exclusivement destinés aux Européens, sont condamnées à disparaître avec ce marché européen lui-même. En revanche, d'autres branches de ce secteur sont susceptibles d'une adaptation rapide et d'une reconversion facile, au cas où le rythme de l'expansion économique de l'Algérie est accéléré.

C'est donc en fin de compte du taux de croissance de l'économie algérienne que dépend directement le nombre des Français d'Algérie utiles au développement de la nation.

Dans l'hypothèse d'une activité économique *optima*, le maintien des ouvriers européens et des cadres français actuels de l'industrie naissante, augmentés de techniciens nouveaux, paraît assuré.

La rapidité de l'expansion économique et le maintien d'une fraction importante des Européens d'Algérie sont donc eux-mêmes fonction de la nature du dirigisme qu'adoptera le socialisme algérien. On admet que le revenu global de l'Algérie doit augmenter de 5 % par an pour garantir seulement le maintien du niveau de vie misérable de chaque Algérien. Pour augmenter ce maigre revenu de 2,5 ou 3 % par an, c'est un taux de croissance économique de 10 à 12 % qu'il faut envisager. Or, il n'a jamais été atteint dans un pays non communiste.

Le maintien d'une minorité européenne importante est donc lié au développement de formes de planification socialiste originales et spécifiques à l'Algérie. De deux choses l'une : ou les Algériens trouveront un nouveau modèle de croissance économique aussi différent du communisme chinois que du « plan de Constantine », ou la minorité française devra être en quasi-totalité rapatriée en métropole.

Un New Deal algérien exige enfin la formation d'un véritable mouvement « nationaliste » et « libéral » parmi les Européens. Que pourrait signifier ce vocabulaire inadéquat ? « Nationaliste », ce mouvement doit s'adresser à la masse laborieuse des petits Européens, ceux-là mêmes qui crurent au 13 mai, mais éprouvèrent après coup le sentiment d'une duperie. Leur obsession de « l'intégration » française était beaucoup moins nationale que sociale. Certes, pendant des années, la patrie algérienne et la nation algérienne n'éveilleront pas en eux des échos aussi riches que la patrie française ; mais celle-ci n'était pas dépourvue d'ambiguïté. Le thème de la « nation » française offrait avant tout à ces déracinés le secours d'un passé dont ils n'ont pas su faire un avenir : c'est à l'Algérie de le leur créer, en dépit du fait, cependant capital, qu'ils n'auront pas participé à la révolution algérienne ; encore y a-t-il bien des chances pour que, du jour où elle aura triomphé, de nombreux Français, volant au secours de la victoire, se targuent d'avoir cotisé au FLN ou rendu à quelque musulman un signalé service. Cette masse de petits Européens abandonnés par les Français riches va connaître une telle crise de désarroi national et social qu'elle est très susceptible, alors même que la nationalité algérienne lui paraîtra méprisable, d'adopter des formes artificielles d'hypernationalisme algérien. Il s'agirait alors d'amplifier et de canaliser ce besoin d'intégration. « Libéral », un tel mouvement doit adopter le socialisme et contribuer puissamment à lui donner son style ; cette ambition n'est possible que si les mots d'ordre et les idéaux traditionnels de la gauche française sont résolument abandonnés au bénéfice des réalités maghrébines, bien que son succès dépende étroitement de l'avenir de la gauche en métropole même. Il suppose que la minorité française, une fois surmontées les premières peurs, ne se rétracte pas derrière ses « garanties », mais

offre des buts communs susceptibles de séduire tous les Algériens et d'assurer ainsi à sa présence en Algérie un rayonnement qui dépasse l'importance de son effectif.



Rapatriement d'un tiers des Français, développement de formes originales de socialisme, naissance d'un mouvement nationaliste libéral : préciser les termes d'un New Deal algérien, c'est en définir les difficultés.

Il y aura longtemps pour les Algériens non européens une identité de fait entre Européens et colonisateurs et si la relance des Européens dépend d'abord de leur autorité sur eux-mêmes, elle dépend corrélativement de l'autorité des dirigeants algériens sur leur peuple et de la qualité des cadres qui se substitueront aux cadres français. Or, à supposer même que cette autorité et cette qualité des cadres du FLN soient incontestables, le gouvernement algérien risque de se trouver devant une contradiction insurmontable, dont les exemples de la Tunisie et du Maroc fournissent déjà les indices. La pression démographique en Algérie risque d'être si forte qu'elle bouscule les meilleures intentions. Elle posera à brève échéance le problème social en termes si aigus que le gouvernement algérien sera déchiré entre les exigences du politique et les exigences de l'économique. L'arrivée de plus de cent mille hommes par an sur le marché du travail l'obligera soit à donner des garanties et un statut privilégiés à la minorité européenne, qui paraîtront inadmissibles à la masse algérienne, soit à supprimer tous les privilèges économiques des Européens et à adopter très vite des formes éprouvées de socialisme ; le processus déclenché ne s'arrêtera pas en chemin ; bien au contraire, la révolution sociale algérienne accélérera la transformation sociale de la Tunisie et du Maroc ; et la minorité européenne d'Algérie s'amenuisera dans un Maghreb arabe. Cet avenir pour l'Algérie n'est pas sans avantages ; la minorité européenne peut *aussi* constituer un handicap. Il y a plus d'automobiles à Tunis qu'à Varsovie, mais c'est Varsovie qui se développe et Tunis qui végète. Mais pour les actuels Français d'Algérie, c'est l'adieu.



Si l'on ne peut guère effacer de l'horizon des possibilités le risque pour bien des Français d'Algérie que l'indispensable abandon de la souveraineté française n'accélère *à la fois* leur désir de s'enraciner et la nécessité de partir, du moins peut-on voir dans un New Deal algérien la dernière chance des Européens. Et c'est l'étape qui permettrait d'éviter le pire : que le maintien massif des Français d'Algérie ne soit une catastrophe économique pour l'Algérie, que leur retour massif ne soit une catastrophe politique pour la métropole.

Car l'avenir de la France dépend de sa propre aptitude à effacer rapidement les traces de son algérisation, à gagner l'après-guerre algérien. Enlisés dans la dernière des guerres du XIX^e siècle nous nous sommes réfugiés dans le provincialisme : il nous permet, une fois de plus, de penser la vie nationale dans les conceptions politiques qui nous sont chères, au moment même où ces conceptions périmées nous empêchent de résoudre le problème algérien. Nous avons exporté nos problèmes et habillé les Français d'Algérie de nos défroques métropolitaines. Sauver leur mise est épargner la nôtre. Il faut les installer à la table du jeu, pour une nouvelle donne ; les remettre à l'histoire pour nous mettre à la nôtre.

Sinon, l'avenir des métropolitains est plus sombre que l'avenir des Européens en Algérie. Une panique amènera en France la masse des Français d'Algérie, éperdus et irrécupérables, qui, provoquant une crise économique, serviront à nouveau de base de manœuvre à une armée amère. La France découvrira, stupéfaite, quelle génération elle s'est préparée dans les djebels ; les jeunes se souviendront.

Ils auront été les chargés de mission d'un système colonial dont ils auront connu la hideur sans les joies, les exécuteurs des basses besognes d'une guerre qui n'ose pas dire son nom. Au cas où la conjonction des Français d'Algérie, de l'armée et de la jeunesse hantée par ses souvenirs viendrait à créer en métropole une situation explosive, alors la France serait l'Algérie.

Au contraire, si la France en lutte pour la prospérité tourne ses regards vers de nouveaux buts et se libère pour de meilleures tâches, les séquelles de l'algérification française seront très vite amorties. C'est alors à la gauche, qui n'a pas su éviter la guerre, de gagner l'après-guerre algérien. Elle le peut, à condition, précisément, après avoir différé l'affrontement des problèmes réels par le fantôme du péril militaire, de ne pas nous faire un nouvel épouvantail des Français d'Algérie. Plus d'alibi ! Commenceront les bons combats.

Faut-il que les Français, dans la peur de leur propre destin, aient, à leur tour, projeté sur les Français d'Algérie leurs passions et leurs rêves pour ne pas trouver en eux-mêmes la force de leur imposer la fin d'une telle illusion et la volonté d'assurer un avenir aux individus seuls, à l'heure où leur société va mourir !

[1.](#)

. J'exclus dans ce résultat les *non-Algérie française* de métropole que le gouvernement lui-même chiffre à moins de 3 % de « non » exprimés.

[2.](#)

. « Appel du président Ferhat Abbas aux Européens d'Algérie », 17 février 1960.

[3.](#)

. Cf. « Perspectives d'emploi des Européens en Algérie », document ronéotypé, s.d.

II
« MON CHER NORA... »

Lettre de Jacques Derrida

Fresnes, le 27 avril 1961

Mon cher Nora,

Nous te remercions Marguerite et moi pour ton livre. De nous l'avoir envoyé, bien sûr. Mais aussi de l'avoir écrit. Je l'ai lu avec un intérêt constant et passionné, pendant ces heures où il fallait, une fois de plus, tendre vers Alger un désespoir que la répétition de ces « journées » éclaire pour moi d'une certaine irréalité.

Ton livre est remarquable et je crois que c'est une des meilleures choses que j'aie lues sur ce qu'il est convenu d'appeler les « Français-d'Algérie ». Je ne parle pas seulement du brio de la démonstration (car c'était, je l'ai parfois un peu regretté, étant donné sa relative brièveté, plus une démonstration qu'une description), ni de ses qualités d'élégance : elles sont trop visibles, et elles étaient, pour moi, trop prévisibles. En fait, je te suis reconnaissant d'avoir écrit un livre qui a le mérite, rare et difficile, sur ce sujet, aujourd'hui, d'être presque constamment *juste*, au double sens de ce mot ; dans son contenu et ses conclusions, en tout cas, sinon, parfois, dans le ton. Le ton, qui, en général, révèle, plus que ne fait le propos lui-même, l'attitude fondamentale de celui qui écrit, reste souvent dans ton livre, m'a-t-il semblé, au principe, celui d'une agressivité un peu âpre, d'une volonté d'humilier, retenue, certes, par les règles strictes de la distinction intellectuelle et morale. À ce ton, évidemment, je ne peux plus accorder mes sentiments, ni ma voix. Et, en toute neutralité, je le trouve un peu inutile à l'intérêt de ton livre.

Je t'ai lu avec d'autant plus de reconnaissance que, quelques jours auparavant, l'article et les citations de Lentin¹ m'avaient fait craindre que tu n'aies un peu cédé aux tentations de la « sentence », celle du rhéteur ou celle de la justice expéditive ; j'avais peur que la séduction de la formule n'ait parfois « précipité » ta pensée, et je préparais déjà des objections, avec une sensibilité douloureuse dont j'espère qu'en ce domaine elle m'éclaire plutôt qu'elle ne m'aveugle.

Mais très vite et presque toujours, j'ai été rassuré. Dans les limites d'un essai typologique qui doit bien supposer, si on veut l'écrire, l'unité et la distinction de son objet, tes analyses sont pénétrantes, souples, ouvertes, prudentes, et tu n'hésites pas devant les contradictions nécessaires, car elles sont évidemment réelles avant d'être logiques. C'est pourquoi la dureté de certains de tes verdicts ne m'a presque jamais heurté. Tu l'imagines bien : ce n'est pas, en tant que telle, la sévérité à l'égard des F.d.A.² comme « société » (mais tu dis qu'elle n'a pas d'unité, et tu as raison) qui m'irrite dans les innombrables réquisitoires tardifs et essoufflés qu'il nous est donné de lire aujourd'hui partout, jusque dans *L'Aurore*. Cette sévérité ne peut, en elle-même, être excessive ; et je me sens d'autant plus libre à cet égard que, pour l'essentiel, mon jugement avait été formé avant que la plupart de ces procureurs de la 25^e heure n'eussent soupçonné l'existence d'un problème algérien. Ce qui m'exaspère, c'est la bonne conscience et le simplisme que crient la plupart de ces écrits journalistiques, la recherche frénétique de l'*alibi* – que je trouve encore plus révoltante à gauche qu'à droite – et cette ruée vers des causes qui sont gagnées ou des

valeurs qu'on croit sûres. Ayant fait en moi, en silence, depuis longtemps, le procès des F.d.A. (et de quelques autres...) et n'ayant jamais eu la vocation de la victoire, je préfère aujourd'hui rejoindre, plutôt que la foule de ceux qui bombent le torse et pointent l'index, le petit groupe de ceux (ils sont plus nombreux en Algérie que tu ne sembles le croire, et moins nombreux en France que je ne le souhaite) qui essaient de rester équitables et acceptent, à l'occasion, de se frapper la poitrine.

À ce propos, en ce qui concerne un certain conformisme triomphant, plus révoltant et dangereux à gauche qu'à droite, la préface de Ch.-A. Julien est *admirable*. L'honnêteté intellectuelle et politique de cet homme est pour moi *exemplaire*. Et je suis heureux que ton livre soit de ceux qui méritent sa caution et ses éloges.

Maintenant, bien sûr, malgré mon adhésion globale et de principe, certaines pages de ton livre m'ont laissé un peu insatisfait. Et je serais content, si tu veux bien, d'en parler un jour avec toi.

En gros, voici. D'abord une question latente, mais permanente : de qui parles-tu, au juste ?

Dans cette typologie, qui est en même temps un procès, je lis ou je comprends deux choses :

1. Le portrait-robot du F.d.A. est celui d'un individu pris dans « une société sans unité ». Alors l'exemple, l'anecdote, le trait risquent de perdre leur valeur représentative. Et ceci n'est pas une réserve abstraite, d'ordre méthodologique : j'ai eu souvent l'impression que le choix de tes « exemples », qui sont toujours des flèches, était très unilatéralement orienté. Tous sont vrais je le sais, et vraisemblables pour le F.d.A. que je suis, mais tant d'autres aussi, qui les contredisent, et dont j'ai la mémoire pleine !

2. Que sans les responsabilités, les complicités ou les surenchères métropolitaines, celles de la gauche et celles de l'armée en particulier, les F.d.A. ne seraient et ne pourraient être, n'auraient été et n'auraient pu être que peu de chose, sinon rien. Là-dessus ta démonstration ne laisse planer aucun doute, si on en avait encore, et rejoint celle de la pauvre G. Tillion. Dès lors, n'est-il pas un peu arbitraire de dissocier, fût-ce comme un objet d'étude, ou comme un « *nervus demonstrandi* » ou comme la cible d'un pamphlet, cette chose, les Français d'Algérie, qui me paraissent avoir été constamment et surtout (comme tu le dis fort bien toi-même en une formule qui, mieux que ton titre, peut-être, rassemble le sens de ton livre) « la France en Algérie » ?

N'est-il pas difficile de faire endosser par quelque chose comme les F.d.A. (malgré leur culpabilité constante et massive qu'il ne faut ni méconnaître, ni diluer sous prétexte de la faire partager) toute la politique de la France en Algérie depuis cent trente ans ? Si, comme tu le dis, les F.d.A. ont bien été les « artisans » (p. 104³) de leur histoire et de leur malheur, ceci n'est vrai que si l'on précise dans le même moment que tous les gouvernements et toute l'armée (c'est-à-dire tout le peuple français au nom duquel ils agissent) en ont toujours été les *maîtres*. Et s'ils n'ont eu ici de maîtrise que théorique et formelle, ils n'en sont que plus coupables. « L'hostilité verbale et la complicité militante » de la gauche ne peuvent être explicables – et n'ont pu être contraintes – par un « caractère » ou une « politique » des F.d.A. Tu le reconnais en principe même si le détail de tes analyses donne souvent à penser le contraire.

Autre difficulté – classique – de la typologie : l'évolution. Or si ton livre fait une large – et belle – place à l'évolution politique, ou des politiques, en Algérie, l'« évolution des esprits », comme on dit, n'y paraît guère, un peu comme si la « personnalité de base » des F.d.A. répondait à quelque essence éternelle, prédestinée à l'Algérie avant la colonisation elle-même. Ici aussi, je pense à des choses très concrètes, à des modifications et même des mutations massives auxquelles j'ai pu assister. Je crois même que, dans l'intervalle qui sépare des conditions objectives très fixes et une zone d'expression et de manière d'être très superficielle, la caractériologie des F.d.A. est une des choses les plus *instables* qui soient. D'où la difficulté d'en écrire. Telle de tes pages (p. 98) qui semble admettre la possibilité de vrais retournements, dans la jeunesse en particulier, est bien seule – et unilatérale. Je puis te dire qu'à Alger et, je crois le savoir aussi, à Oran, beaucoup de jeunes se sont mis à lire *L'Express* et *France Observateur* sans le faire dans l'esprit que tu décris et sans se plier à la seule évolution que tu leur assignes, c'est-à-dire pour devenir des ultras « nouvelle vague », des nationaux-socialistes ou des

fascistes. Bien sûr, ils vivent dans cet énorme « monde du silence » que le bruit des armes et des forums fait un peu trop oublier.

Évolution, encore : peut on dire à la fois que 1) « l'Algérie est avec, à certains égards, l'Afrique du Sud le seul de tous les pays coloniaux du XIX^e siècle où s'est développée une population qui n'est plus directement liée à l'appareil colonial » (p. 258) – vérité qu'on ne souligne jamais assez, en effet, et que 2) « l'industrie ne leur parle pas » et que « la terre seule [les] rassure » (p. 193) ? Je crois que c'est de plus en plus faux. J'avoue même que, pour ma part (dans les villes, bien sûr, et surtout à Alger, mais la très grosse majorité des F.d.A. ne vit-elle pas dans les villes ?), cet attachement frénétique à la terre ne m'a jamais frappé. Ou alors, il est aussi latent, ancestral, dissimulé, indirect, transféré, etc., qu'en France, par exemple, où, d'ailleurs, en un temps beaucoup plus court, je l'ai perçu plus souvent et plus distinctement. Ceci n'est pas un détail, dans la mesure où tout, dans ton livre, fait communiquer en un même schéma psychanalytique, l'amour de la terre et la peur des hommes. (« La terre seule rassure, parce que les hommes font peur » [p. 193]). Ce qui ne t'empêche pas de dire ailleurs (p. 201) : « La ville, la rue, la foule, voilà sa défense la plus efficace. » Et puis l'intervention de la psychanalyse pour expliquer (p. 192) les difficultés de la réforme agraire ! Pour une fois que la vérité est simple et massive et sommaire...

Je m'aperçois que je n'ai pas fini. Pardonne-moi, s'il te plaît. Je me venge un peu sur toi de trop de silences.

Tu as le droit de ne pas parler des « quelques dizaines ou centaines de Français qui furent les nationalistes révolutionnaires algériens de la première heure ». D'abord parce que tu ne pouvais pas les connaître. Ensuite parce qu'en effet, ils sont statistiquement inexistant, même si, proportionnellement, ils sont plus nombreux qu'en France. Cette comparaison me paraît légitime dans la mesure où, au départ, c'est en tant que Français qu'ils ont tous, les uns et les autres, dû se définir et se choisir et où, tu l'imagines, la rupture était beaucoup plus douloureuse et difficile en Algérie. Je trouve donc tout à fait inévitable que tu ne les traites que par prétériorité. Mais leur seule existence, et surtout l'existence de tous ceux qui, beaucoup plus nombreux cette fois, communistes ou non, ont approuvé sans réserve, dès le début, le principe de la rébellion, même si, pour des raisons diverses, ils n'ont pas pris le maquis et s'ils n'ont agi que par la parole et l'écrit, leur simple existence renvoie, à l'intérieur du type nommé « F.d.A. » et à l'intérieur du « milieu » des F.d.A. à des possibilités que tu passes totalement sous silence. Pour qu'une catégorie de F.d.A. qui ont poussé dans le milieu que tu dépeins aient pu aller au-delà du conformisme ou du pâle libéralisme que tu expliques, il fallait que ce milieu en recélât, d'une façon ou d'une autre, la virtualité. Et que, par conséquent, il fût plus complexe que ne le laissent penser ceux que tu considères comme ses porte-parole authentiques et ses « représentants exclusifs » et qui sont, je le reconnais, les plus nombreux, mais aussi les plus pittoresques, les plus voyants et, fatalement, de 1958 à 1960, les plus bavards. On ne peut pas considérer les F.d.A. qui ont approuvé la rébellion ou tous ceux qui se rangent entre le libéralisme « Algérie française » et le FLN (la gamme en est abondante et mouvante) comme de simples aberrations, imprévisibles à partir d'un « type normal ». Il faut les expliquer aussi par autre chose que la fantaisie ou le romantisme, ou même la lucidité courageuse d'individus en rupture de communauté. Par d'autres ressources psychologiques et sociologiques du milieu des F.d.A., par d'autres conditions objectives de l'économie et de la politique que celles auxquelles tu te réfères. Je crois que ce serait très difficile, mais passionnant. Cela reste en tout cas à faire.

J'ai trouvé souvent excessif ton chapitre sur les libéraux. Si tu montres que (p. 218) le libéralisme est « une position d'ajustement individuel » (ce qui, à la lettre est faux, car il y avait des partis, des syndicats libéraux⁴, des libéraux organisés ; il y en a et il y en aura autant que la répression policière gouvernementale, le terrorisme et le contre-terrorisme ont pu ou pourront le permettre). Si tu fais éclater la notion de libéralisme, tu ne te privas pas pour autant d'un constat de carence globale, que tu ajustes, évidemment, au libéralisme le plus vain.

Tu reproches, en somme, aux libéraux :

1° Leur inefficacité. Or, d'une part, le libéralisme n'a pas été, jusqu'en 1954, plus impuissant que le nationalisme ; d'autre part, il n'a pas été, jusqu'en 1961, plus impuissant que la gauche française. De ces deux impuissances massives, par quel miracle n'aurait-il pas été solidaire ?

Tu me surprends beaucoup quand tu écris que « les libéraux français de gauche préfèrent en Algérie s'isoler d'un éventuel mouvement de la gauche française que s'isoler de la France ». Outre que cette préférence, si elle se manifestait, aurait plus d'un argument à sa disposition pour se justifier (mais ceci est une autre histoire), je n'ai jamais vu cette méfiance à l'œuvre chez les libéraux. Il leur est arrivé d'être coupés de la gauche française pour des raisons qui relèvent de la police, de la censure, de la guerre et de mille contraintes de cet ordre. Par l'ignorance ou le dédain, aussi, d'une gauche qui, plus encore que le FLN, porte la très lourde responsabilité de ne s'être jamais vraiment adressée à eux, ou même aux Français d'Algérie considérés comme ce bloc-obstacle monolithique qu'ils ont en partie contribué à agglomérer (voilà aussi de la « complicité objective » avec le colonialisme). À vrai dire, si c'est vraiment la souveraineté française que, secrètement, ils voulaient sauver *avant tout*, ce n'est pas de la gauche française qu'ils se seraient isolés : elle a toujours été très rassurante, une fois le silence tombé sur la dernière motion, le dernier tract déchiré, et tournée la première page de *L'Express* et de *France Observateur*. C'est du gaullisme qu'ils auraient dû alors se méfier au lieu de vivre, comme tu dis qu'ils font (p. 233), « à sa remorque ». Ils n'ont d'ailleurs, à ce sujet, que l'originalité courageuse de le dire, et de regarder du côté de la locomotive, sans cris...

2° Tu leur reproches encore de se définir toujours par rapport à la France. D'abord, ceci n'est strictement vrai que pour la préhistoire de la rébellion⁵. Beaucoup de libéraux, de plus en plus (et d'autres aussi de plus en plus), ont maintenant accepté la conversion à l'indépendance, et la référence au FLN est constante, profonde ; pour tous les F.d.A., d'ailleurs, tu ne le dis pas assez. Bien sûr, ils souhaitent des rapports originaux et préférentiels avec la France. Encore. Mais ne faut-il pas être fou ou voué à « l'imaginaire » à quelque point de vue qu'on se place, pour souhaiter le contraire⁶ ? Et quand on pense à la destinée de F. Abbas pour ne parler que de lui, s'étonner que les libéraux d'Algérie ne soient pas allés plus vite (que lui), citer cela comme une curiosité, sinon une infirmité, est assez plaisant. Et par rapport à quoi auraient-ils donc pu se définir ? auraient-ils donc dû éprouver le sentiment national algérien avant même que la guerre, et la guerre seule, comme le montre fort bien Ch.-A. Julien (pp. 60-61), ne l'ait assez lentement forgé chez les Arabes eux-mêmes ? Pour être l'opposition « à sa majesté », ils auraient dû se mettre en position de surenchère et d'anticipation par rapport au gros du nationalisme algérien, sans parler du reste de la population algérienne.

Alors oui, si les libéraux d'Algérie avaient pu concevoir et faire avant 1954 ce que ni le gouvernement français, ni la majorité des nationalistes algériens (qui ne furent longtemps qu'une minorité des Algériens) n'avaient su ni concevoir ni faire, ce qu'une minorité des nationalistes avait pu espérer sans réussir, alors oui, nous n'en serions pas là...

Aussi quand Lentin, te commentant, écrit dans le souffle d'un regret que le F.d.A. libéral « réagit d'abord en Français avant de réagir en libéral », je reste perplexe. Cela doit pouvoir dire deux choses :

1. Un libéral préfère toujours un Français colonialiste à un Algérien, se sent plus proche de De Sérigny que de F. Abbas, excuse plus facilement les tortures que le terrorisme, place la France quelle qu'elle soit, et les privilèges qui sont tous attachés à sa qualité de Français, au-dessus de son libéralisme. Alors, c'est faux et odieux (sauf, si, profitant de l'éclatement de la notion, on choisit pour exemple, dans la liste de la p. 218, le colon paternaliste).

2. Un Français libéral d'A. se sent *d'abord* français, ne peut pas ne pas commencer par la référence à la France parce qu'il est Français depuis sa naissance, en droit, et surtout en fait, par toutes les trames de la culture, sa langue, etc. (et tout ce que cela suppose). Alors, il est Français avant d'être n'importe quoi, à peu près comme tous les Français, même ceux qui réclament l'indépendance de l'Algérie. Et je ne vois

pas à quel moment, ni pourquoi, il aurait eu à choisir entre son appartenance *de fait* à la France (comme culture, etc., et non comme pouvoir souverain et colonialiste) et son libéralisme. C'est un choix que, le plus souvent, n'ont même pas eu à faire les nationalistes algériens eux-mêmes.

Et puis, si l'on devait vraiment accepter la formule de Lentin ou la tienne, il faudrait aussi, peut-être, la mettre en relation avec les manifestations du nationalisme algérien (bien absent de ton livre), du premier du moins (si l'on veut réserver son jugement sur l'autre), dont tu dis (pp. 129-130) qu'il prit un caractère « franchement antifrçais » et qu'il se « heurta très vite à l'hostilité du Parti communiste français ». Pour n'être pas « Français avant d'être libéraux », il aurait donc fallu qu'ils se jetassent dans les bras de Messali à une époque où il était le prophète d'un islamisme fanatique, appelant à la violence, facilitant la tâche des ultras en interdisant toute participation à la vie politique et municipale, etc. ; il aurait fallu qu'ils se fissent mitrailler dans les Aurès sur ordre de M. Thorez et de De Gaulle, qui disait dans un télégramme célèbre : « Ne laissez porter aucune atteinte à la souveraineté française en Algérie » (p. 130), qu'ils conspuassent Mendès France comme un vulgaire « ultra » quand, dix ans après, il disait la même chose dans une déclaration encore plus énergique, mais moins célèbre. Il aurait fallu qu'en 1956 encore, ils eussent rappelé F. Abbas – sans parler des autres – à plus de dignité algérienne et lui eussent soufflé qu'il fallait commencer à envisager une certaine indépendance. Après ? Après, ils ont évolué, très vite, pendant quatre ans, comme tout le monde. Pas mal d'entre eux n'ont jamais été en retrait, sur l'Algérie, par rapport à aucune gauche. Sur l'Algérie, mais aussi *en Algérie*, ce qui n'est pas rien.

Quant à la formule selon laquelle « gauche hier inutile de l'A.F., les libéraux seront demain la droite inutile de l'A. arabe », elle risque d'être assez vraie, en effet. Surtout si, au lieu de les aider, on persiste à les considérer comme d'aimables rêveurs, parfois déchirés, « coupés de l'histoire actuelle » et « vivant dans l'imaginaire ». La réplique ici serait facile ; trop.

Je crois que, même si elle se limitait au témoignage – qui là-bas est aussi parfois un martyr –, leur action a déjà été et sera d'une certaine fécondité. Surtout si, comme tu le dis (ailleurs), « le libéralisme est aujourd'hui la chose d'Algérie la plus répandue ». Là, je serais assez d'accord avec Lentin, dont j'ai aussi beaucoup aimé la dernière page. Il y en aurait à dire pour prolonger son propos et sans sortir du cadre de la guerre d'Algérie !

Et puis, gauche libérale hier et demain inutile, n'est-ce pas, apparemment du moins (selon les critères auxquels tu sembles te référer, ceux de l'efficacité, de l'action objective, « physique », spectaculaire), la destinée de toute vraie gauche, notamment à la veille d'une situation révolutionnaire ? de la française en particulier (que tu dissocies des libéraux d'Algérie), si un jour le PC prenait le pouvoir ? Car, bien entendu, le libéralisme algérien sera impuissant dans l'exacte mesure où un totalitarisme s'installera en Algérie. La gauche non communiste qui couvre en fait tout l'éventail du « libéralisme français » (je le prends au sens large, qui n'est pas contradictoire, pour le PSU, par exemple, avec le socialisme économique authentique ; socialisme que ne refuseraient certainement pas bien des libéraux d'Algérie, pourvu qu'il ne se modèle pas sur ce que tu appelles les « solutions éprouvées »), cette gauche qui n'a su faire ni le socialisme en France ni la décolonisation ailleurs risquerait fort d'être ainsi réduite à une impuissance qui, pour une fois, serait muette. Je trouve, comme Savary (un autre type de F.d.A. que ton livre ne m'explique pas), que les leçons d'intransigeance socialiste, nationaliste et révolutionnaire que la gauche (entre le PC et la SFIO) donne parfois au FLN, intransigeance au nom de laquelle sont condamnés ou méprisés les F.d.A., fussent-ils libéraux, ne manquent pas d'indécence et que l'« impérialisme idéologique », pour reprendre l'expression de Savary, y prend, en forme d'alibi, le relais d'un autre impérialisme contre lequel on n'a pu qu'aboyer et trépigner d'impatience, surtout quand une certaine droite venait prendre la place et faire le travail, aux ordres du « général barrésien ». Ceci pour le cas, assez probable, en effet, où l'Algérie de demain devrait céder aux « formes éprouvées du... »

Si, au contraire, le socialisme original, que je souhaite comme toi, est possible, alors je suis d'autant moins d'accord avec toi sur le rôle à venir des libéraux. Il peut être très important, au moins pendant une

longue période de transition. Des équipes restées silencieuses pendant la guerre, coincées entre deux armées impitoyables, réapparaîtront peut-être. Pour n'avoir pas rejoint le FLN, pas plus que toi ou moi, elles n'ont jamais rallié les ultras – et le FLN le sait. Ce sont ceux qui, communistes ou non, ont animé une vie politique et syndicale active avant la guerre, et au milieu desquels des gens comme Audin, Alleg... ou Camus ont vécu, pensé et agi. Ce sont ceux qui, après 1945, ont rendu possible à Alger l'élection d'une municipalité progressiste communiste (oui !) et qui, par la suite, ont fait du bon travail en collaborant avec des élus algériens militants déclarés des partis nationalistes. Ce sont eux qui, jusqu'en 1957, ont gardé le contact avec des nationalistes, à l'époque où la guerre, la répression, etc., ont commencé à rendre impossibles bien des choses et où les étudiants « ultras » étaient loin de faire la loi à la fac. La fin de la guerre peut faire réapparaître cela. Si ce n'est pas possible, je le regretterai bien sûr, mais ce n'est pas seulement les libéraux que j'en accuserai.

Il y a encore G. Tillion et Camus.

Pour la première, je reprendrais d'abord ce que t'en dit Lentin. Puis je me demande pourquoi, quand elle veut, à bon droit, faire apparaître la solidarité de la métropole et des Français d'Algérie, et que « tout le monde était responsable », tu traduis aussitôt (p. 223) « mais personne n'était coupable »⁷. Et quand tu cites, pour la mettre à son passif, la phrase suivante : « Ce n'est pas moi qui vous présenterais un bon coupable bon à pendre, ni une "happy end" facile et radicale », tu donnes à penser que c'est ce que tu attends au contraire d'un bon livre sur l'Algérie, et que ces précautions te déçoivent.

De même, encore à propos de G. Tillion, je suis peiné de t'entendre dire que les « voix intérieures » qui nous soufflent un « c'est plus compliqué que cela » sont pour toi celles de « toutes les démissions » (p. 228). J'entends bien que, dans l'action effective, la complication paralyse, ou sert d'alibi à des intérêts ou à des lâchetés, mais quand de toute façon on n'agit pas ? et quand on agit seulement par la parole ou l'écrit, pour une raison ou pour une autre, la sensibilité à la complication n'est-elle pas un impératif ? En tout cas, les alibis et les démissions que tu dénonces, je ne les crains pas plus que d'autres, qui s'installent dans le silence de ces « voix intérieures ».

Je veux bien que « l'économisme » soit un point de vue partiel, insuffisant et mystificateur dès lors qu'il fait oublier le reste. Mais, à lui seul, le « politisme », qui est la référence fondamentale de ton livre, risque de ne pas l'être moins. Et quand G. Tillion, en 1960, lie l'un à l'autre et en souligne l'indissociabilité, alors, dis-tu, « elle ne dit plus rien ». Qu'avait-elle à dire encore ?

À part quoi, affirmer qu'après cent trente ans la France et l'Algérie ont des économies « complémentaires » et qu'elles sont liées par un « double exode », cela signifie-t-il qu'on les mette sur le même plan et qu'on considère les ouvriers algériens en France comme des frères en privilège des Français d'Algérie ? Est-ce autre chose que constater une réalité actuelle dont il faudra tenir compte, *quelle qu'en soit la signification*, dans un règlement du problème algérien ? Je ne vois pas du tout que Germaine Tillion dise autre chose. Ni Camus quand il fait allusion aux mêmes données. Ni chez l'un ni chez l'autre je n'ai perçu, pour ma part, cette bonne conscience de bienfaiteur que tu leur prêtes avec tant de férocité.

Je vois bien que tu ne te laisses pas fasciner par l'économique. Ainsi, quand tu mets en parallèle (pp. 128-129) les revenus des Français d'Algérie et ceux des F. de France, tu ne compares que le revenu de la catégorie des F.d.A. « *les plus fortunés* » (dix mille familles, dis-tu, soit cinquante mille personnes, environ, sur huit cent mille ou neuf cent mille environ) au *revenu moyen* des F. de France⁸ ! et quand tu compares les plus riches aux plus riches c'est seulement pour préciser que les uns paient 29 % d'impôts, alors qu'à niveau égal, ils « eussent dû payer *près de 33 %* »⁹ !

Mais pourquoi, ce qui eût été de stricte équité, ne pas préciser que le revenu moyen des F.d.A. reste inférieur au revenu moyen des F. de France ? Parce que cela compliquerait les choses ? Cela en tout cas, donnerait à réfléchir ; puisque, en somme, on accuse les F.d.A. de n'avoir pas assez fait pour les Algériens ; et puisque l'Algérie a toujours été, est encore la France, pourquoi ne pas partager les frais ?

ceux de la responsabilité, au moins ? Ici, toute dissociation semble relever de l'alibi passionnel... Je me demande qui aurait braillé le plus si on avait demandé aux F.d.F. des sacrifices qu'on demande rétrospectivement à ceux d'Algérie. Et comment aurait réagi notre bon peuple, communistes et syndicats en tête, pour ne pas parler des autres, s'il avait été question de réduire le niveau de vie métropolitain pour moderniser, industrialiser, scolariser, etc., l'Algérie. J'espère d'ailleurs, pour l'Algérie, que cette question se posera encore en France (car c'est en France ou nulle part qu'on la posera), et je n'attendrai pas la réponse sans anxiété.

Puisqu'il est question des moyens *réels* des F.d.A et de scolarisation, je pense que le rapprochement peut être éclairant. Bien sûr, il y a eu une « politique » destinée à freiner, surtout au début du siècle, la scolarisation musulmane. Mais combien d'autres facteurs lui ont été associés, sinon prédominants ! On n'en finirait plus de les énumérer, et tu dois les connaître : démographiques, culturels, financiers, géographiques, etc., tous *liés* d'ailleurs à une situation elle-même critique en France, à ce point de vue¹⁰. Tu n'y fais pas la moindre allusion. La « politique » explique si peu, à elle seule, cette crise que, tu le dis toi-même, « l'enseignement a sans doute été le domaine où les Français d'Algérie ont mis le moins d'obstacles à l'effort métropolitain » (p. 234). Et ceci, tu ne le mets d'ailleurs à l'actif de personne, mais sur le compte du « manque de vigilance qui prouve à quel point le système colonial n'est qu'indifférence et anarchie aussitôt qu'un profit à court terme n'est pas envisagé ». Ceci est un exemple de la figure syllogistique sur laquelle se tressent à peu près toutes tes démonstrations. Ce que tu dis là n'est d'ailleurs pas faux, mais cela signifie peut-être qu'il ne faut pas seulement opérer avec le concept de « système colonial ». À propos de l'Algérie du moins, comme tu le suggères (p. 257) dans un tout autre propos¹¹.

La politique ne pouvant rendre compte à elle seule, pour une fois, tu le reconnais, des choses scolaires en Algérie, pourquoi parler de « politique discriminatoire » et de « numerus clausus » (pp. 235-236) sinon pour rendre odieux¹² un des efforts les moins contestables malgré son insuffisance ? et tes chiffres s'arrêtent au moment où commence, tu le sais, la tentative de scolarisation la plus massive que la France ait entreprise en Algérie au moment où les chiffres deviennent impressionnants et où ils peuvent faire réfléchir et infléchir des jugements sur l'avenir des rapports franco-algériens...

Tenir compte de ces réalités présentes (travailleurs algériens en F. et scolarisation des jeunes algériens dont seule la France peut assurer l'avenir, celui de demain, sinon celui d'après-demain), est-ce traiter le passé avec « désinvolture » (p. 230) ? Je ne le crois pas et je ne crois pas que G. Tillion ni Camus le fassent. De toute façon, si désinvolture il y avait, elle serait moins grave en ce qui concerne le passé qu'en ce qui regarde l'avenir.

Que, soit par « lâche soulagement », soit comme d'une arme, les livres de G. Tillion ou ceux de Camus aient été utilisés par certains, au profit d'intérêts que ne défendent ni l'un ni l'autre, c'est possible. Cela pose le problème de la « complicité objective ». J'y reviens tout de suite. Avec G. Tillion, dis-tu, « nous étions mûrs » « pour le gaullisme avant de Gaulle ». Peut-être. Moi, je me prends souvent à regretter que cela n'ait pas été encore plus vrai, pour l'Algérie, et plus tôt encore... (Mais ça, c'est un autre problème. J'ai noté bien des allusions dans ton livre, à ce sujet, et avec lesquelles je ne serais pas d'accord. Mais laissons cela, c'est latéral.)

Camus : je me demande encore si ce n'est pas « plus compliqué que cela » :

Tout d'abord, j'ai trouvé *excellente* l'intention des quelques pages que tu consacres à *L'Étranger*. J'ai toujours lu ce livre comme un livre algérien, et tout l'appareil critico-philosophique que Sartre a plaqué sur lui m'a toujours paru, en effet, diminuer son sens et son originalité « historiques », les dissimuler, et d'abord, peut-être, aux yeux de Camus lui-même qui s'est trop vite pris, comme le dit justement Lentin, pour un grand penseur. Tu devrais écrire quelque chose de plus long, à part, sur ce roman.

Il n'y a pas encore si longtemps, j'ai souvent jugé Camus comme tu le fais, pour les mêmes raisons, et même comme le fait Lentin qui y va très fort. Je ne sais plus si c'est honnête et si certaines de ses mises

en garde n'apparaîtront pas demain comme celles de la lucidité et de l'exigence élémentaires.

Mille choses, et d'abord *tout son passé*, permettent de faire à Camus le crédit d'une *intention* pure et claire. S'il a lutté, de diverses façons, mais toujours pour une Algérie franco-musulmane, c'était celle que tu souhaites aussi, m'a-t-il semblé, comme moi, et non la façade d'une « Algérie-de-papa ».

Aussi, quand Camus en appelle à une « nouvelle révolution », contre la « mécanique meurtrière et démesurée », pourquoi appeler cela du « désintéressement » ? On sait que, loin du forum, des forums, Camus agissait ou s'agitait plus que beaucoup de ceux qui « s'intéressent » d'un côté ou de l'autre.

Quand il veut ne pas choisir entre les violences pour donner une *efficacité* à sa condamnation de toute violence, la perfidie avec laquelle tu écris que « son désengagement s'opère *comme la torture*, au nom de l'efficacité », est vraiment indigne de Camus. Et de toi. Car, enfin, ou je dors, ou ce n'est pas la même chose, ni la même efficacité, ni la même fin, ni les mêmes moyens.

Où as-tu pris qu'il établissait une « symétrie *absolue* » entre le million de F.d.A. et les quatre cent mille travailleurs algériens en F. ?

Et quand Camus écrit que, « *si bien disposé qu'on soit* envers la revendication arabe, on doit cependant reconnaître qu'en ce qui concerne l'Algérie, l'indépendance nationale est une formule purement *passionnelle* », je suis loin, pour ma part, de partager l'assurance de ta protestation (implicite). D'une part, je ne vois pas ce qu'il y a de si péjoratif là-dedans¹³ ; ni, d'autre part, pourquoi on adhérerait sans réserve au nationalisme – *en tant que tel* – des révolutionnaires arabes, quand on sait qu'aujourd'hui l'indépendance nationale-politique n'est rien, et surtout dans le cas des pays sous-développés ; quand, d'un autre côté, on condamne le nationalisme – français en particulier –, avec raison, comme une valeur réactionnaire. Je sais bien que cela dépend de la situation, que le nationalisme algérien est révolutionnaire, mais précisément, en tant que tel, le nationalisme est utilisé, sinon créé (cf. Julien) par la révolution pour son énergie passionnelle ou comme énergie passionnelle.

De même, lorsque Camus dit qu'« il faut considérer la revendication de l'indépendance nationale algérienne *en partie* comme une manifestation de ce nouvel impérialisme arabe, dont l'Égypte, etc., que la Russie, etc. », est-il si déraisonnable et criminel de penser, sans diminuer le moins du monde la légitimité de la rébellion, que sans tous ces facteurs internationaux – indubitables – la révolution, si elle était née, aurait pris de tout autres voies (qui n'auraient pas nécessairement été moins bonnes) que celles de ce nationalisme intransigeant qui réclame le Sahara « comme son Alsace-Lorraine » (M. Yazid ou Boumendjel).

Même si elles sont fausses ou inutiles, ces considérations peuvent très bien procéder d'un point de vue authentiquement anticolonialiste et socialiste ; et s'il est un cas au monde où l'on puisse dire cela, un seul, c'est bien celui de l'Algérie.

Mais l'argument est utilisé par les « ultras ». Sans doute, et nous en arrivons à ce que tu appelles « *le fond des choses* ». Si, à un moment ou à un autre, une argumentation « ultra » utilise tel ou tel élément objectif, celui-ci devient « tabou », quelle que soit sa valeur *intrinsèque*, sa vérité propre, et il ne faudra plus y toucher, ni le regarder, sous peine de contamination et de « complicité objective », crime de lèse-révolution. Tous les dogmatismes et tous les sectarismes commencent là, les révolutionnaires et les autres...

Ainsi, Camus a accepté la formule de Lauriol « *même si l'on n'en approuve pas tous les attendus* » (réserve importante qui prouve que Camus redoutait le piège de la « complicité objective », et que, pour être juste, il aurait fallu, peut-être, souligner). Il donne ainsi son adhésion à un plan qui *en lui-même* n'a rien de réactionnaire, et dont tu dis toi-même (en note) que, « *effectivement appliqué cinq ans plus tôt* », « il eût sans doute mis le comble aux vœux des musulmans ». Ce qui, soit dit en passant, aurait confirmé Camus dans ses vues sur le caractère passionnel des revendications nationalistes, *en tant que telles*. Hors des souffrances humaines, physiques et psychologiques¹⁴, qu'y avait-il de nouveau, depuis cinq ans, dans la situation objective de l'Algérie *elle-même* ?

Or, en 58, au moment où Camus écrit (sinon après), ce plan, après avoir passé pour libéral en France, est condamné par le FLN, et suit l'évolution de son auteur vers l'ultracisme militant, pour devenir une forteresse juridique de « l'Algérie française ». Et voilà comment Camus devient l'affreux-ultra-qui-nous-a-menti-depuis-vingt-cinq-ans, qui rêvait de l'Algérie-de-papa quand il écrivait à *Alger républicain* et résistait ailleurs, quand, à la préfecture d'Alger, au RUA, à *L'Équipe*, etc. (cf. Lentin). La guerre d'Algérie l'a révélé à son « archaïsme », comme ce « carbone 14 qui... » (p. 218).

Je crains que ces annexions ou exécutions sommaires, au nom de la « *complicité objective* », n'aient fait plus pour réduire Camus au silence que sa prétendue nostalgie inavouable. Car avec cette notion, on peut tout démontrer. Qu'elle soit utilisée par des tribunaux révolutionnaires pressés, c'est inévitable. Pas ailleurs. Je me fais fort de montrer, en toute rigueur, étant donné la solidarité objective de toutes les forces en présence, dans le cas de la guerre d'Algérie, par exemple, la « *complicité objective* » de n'importe qui avec n'importe quoi. Et ce ne serait pas seulement un jeu. Tels actes, attitudes ou omissions du FLN ou de la gauche française ont probablement plus fait pour l'ultracisme que les silences tourmentés de Camus.

En somme, tu condamnes le « moralisme » de Camus et des « libéraux » (pp. 230-232). Mais le « politisme » qui ne veut pas (à juste titre) effacer les responsabilités actives et décidées sous des déterminations économiques ou autres, ce « politisme », qui veut à tout prix des coupables et des coupables locaux, n'est-il pas aussi un « moralisme » ? Au fond le « moralisme » des libéraux (auxquels tu reproches en même temps leur « économisme ») te paraît *immoral*. Et en les tournant vers le passé pour les amener à prendre conscience de leur culpabilité historique, c'est une leçon de morale que tu veux leur donner. Peut-être me suis-je trompé, mais je t'ai senti, tout au long de ce livre, beaucoup plus « moraliste » qu'eux.

Ah ! Je n'en finis plus. Pardonne-moi. Encore quelques petites choses, si tu veux bien et je te fiche la paix...

1. Dire que « le besoin d'être rassuré », « idée fixe » chez les Français d'Algérie, est un « thème irritant » (p. 192), voilà qui suppose un robuste optimisme quant à leur avenir. Ôté cet optimisme qui ne semble pas être le tien... que reste-t-il ?

De même, j'ai peur que « l'alinéa » qui « permettrait aux Français d'Algérie d'être définitivement rassurés » ne paraisse « métaphysique » (p. 192) qu'à une distance confortable.

2. Dès que tu descends de la « part consciente » à la « part inconsciente », tes analyses sont aussi très pénétrantes. Tu as vraiment senti et compris très vite et très loin des tas de choses. Mais sur quelques points, j'ai trouvé que tu abusais de la liberté que laisse toujours l'incontrôlable inconscient pour donner du « fini » à ta démonstration.

Ainsi, quand tu fais de la non-ségrégation l'expression paroxystique et paradoxale d'un racisme qui veut « multiplier les occasions de s'exacerber » et « avoir constamment les Arabes sous les yeux » (pp. 203-204), c'est joli, mais je crois que c'est faux, sinon en soi-même, du moins pour *expliquer* la non-ségrégation (habitat, école, etc.). Celle-ci ne s'explique, semble-t-il, ni par un hyperracisme subtil, ni, d'ailleurs, par un non-racisme ou une volonté communautaire. Elle a sans doute mille autres causes, qui demanderaient d'autres concepts, d'autres analyses, ternes et patientes, et qui ne seraient pas seulement psychologiques ou psychanalytiques. L'attitude « psychologue » est, je le reconnais, tout à fait cohérente avec le « politisme » de ton livre, et avec son « surmoralisme ». Mais n'est-elle pas trop dissociante et par conséquent abstraite ?

Même chose quand tu dis que « quelque chose en eux approuve (les crimes) » (p. 206) et que tu te demandes : « Si on leur offrait le génocide presse-bouton, combien de Français d'Algérie le refuseraient ? » Ce genre d'hypothèses me paraît plus gratuit ou « en l'air » qu'odieux. On peut répondre *oui* ou *non*, indifféremment, sans crainte de se tromper, et pas seulement à propos des Français d'Algérie. Ta question, bien sûr, est déjà une réponse : affirmative. Autrement tu ne l'aurais pas posée. Mais comme

le système colonial est incohérent, tu pouvais écrire, à la page précédente (pp. 205-206), que le génocide est impossible parce qu'il reviendrait à « se priver, une fois pour toutes, de l'objet qui entretient ce rêve rougeoyant », etc. Autrement dit, c'est seulement par racisme qu'ils sont incapables du génocide, dont ils seraient d'ailleurs bien capables si on leur proposait le presse-bouton... Le procureur Hausner dispose de moins d'armes que toi pour accabler son accusé. Car les F.d.A. sont à tes yeux doublement coupables : du génocide « presse-bouton » dont tu les dis capables et de l'hyper-racisme subtil par lequel ils s'abstiennent du génocide effectif... Quel dommage que les nazis ou les Américains n'aient pas été aussi racistes ou que leur racisme n'ait pas eu tant de ressources !

Il y aurait beaucoup à dire sur ces coups de sonde psychanalytiques auxquels rien n'échappe, pas même « les arrière-pensées matrimoniales » dont sont « pleines » « les relations sentimentales entre les hommes et les femmes » (p. 176), notation qui m'inspire les mêmes questions qu'au sujet de la terre, plus haut.

3. Quand tu dis que tu n'as « jamais entendu un Français d'Algérie répondre par un argument » (p. 73), je ne peux que conclure que tu n'en as pas rencontré assez. Je sais bien que l'argument n'est pas fréquent en Algérie. L'est-il tellement plus ailleurs ?

Avant de finir, je dois te dire mon adhésion enthousiaste au chapitre sur le « New Deal ». Mais ici les responsabilités à prendre ne le sont pas seulement pour la France et les Français, de métropole ou d'Algérie. Elles reviennent aussi au grand absent de ton livre, le FLN, à ceux qui le soutiennent et qu'il guide. À lui, non plus qu'aux F.d.A., la gauche française ne s'adresse, directement, presque jamais. C'est peut-être dommage.

Voilà. Tu as beaucoup à me pardonner ; la longueur de ces pages (trop vite écrites) – j'en suis surpris et honteux ; et surtout un peu de cette agressivité que je t'ai reprochée moi-même. Dans mon cas, elle est l'expression directe de l'amitié. Et j'ai réagi d'autant plus vivement à certains détails de ton livre que l'ensemble m'en a paru, je le dis encore, juste et fort.

J'espère que nous nous verrons bientôt. Pour parler de cela, ou d'autre chose. Nous te disons encore merci, Marguerite et moi, et notre fidèle amitié.

J. DERRIDA.

1.

. Voir « Dossier critique » (N.d.E.).

2.

. Abréviation de « Français d'Algérie » employée dans la suite de la lettre, à de rares exceptions près (N.d.E.).

3.

. Les folios des renvois de page de la lettre originale de Jacques Derrida ont été adaptés à la présente édition (N.d.E.).

4.

. La notion est vague, mais tu le dis toi-même.

5.

. Et alors, de qui n'était-ce pas vrai ? Tu écris aussi (p. 214) : « Le libéralisme fait partie du paysage psychologique de l'Algérie : on ne peut le décrire que par rapport au colonialisme lui-même. » Qu'est-ce donc qui, en Algérie, ne fait pas partie du paysage psychologique et qui ne renvoie pas au colonialisme ? Les touristes, peut-être... Et si c'est cela que tu appelles, pour les libéraux, « vivre dans l'imaginaire », alors en Algérie, tout le monde y vit, le FLN, l'armée et les autres. Et les réalistes sont ceux qui les regardent, « en toute objectivité », de près ou de loin.

6.

. Pourvu, bien sûr, qu'on ne pense qu'à la libération *effective* de l'Algérie.

7.

. Alors que si un « chat » veut dire « un chat », elle voulait dire que « tout le monde était coupable » !

8.

. Je dois dire, en me relisant, que, avec l'omission de tout parallèle entre les niveaux de vie *moyens* des F.d.A. et des F.d.F., c'est, dans ton livre, une des choses qui m'ont le plus choqué. Car tu vois bien les « conséquences » que cette réalité commande...

9.

. Le « tiers colonial » est bien plus scandaleux, à cet égard. Quant aux « dégrèvements et exonérations » qui font passer ces 4 % au « moitié moins » ou à l'« infiniment moins » (?) de la même page (pp. 128-129), je me demande si leur mécanisme n'est pas si complexe et leur signification si difficilement appréciable ([note] quelles sont, par exemple, les couches de population qui seraient le plus affectées par leur suppression ? et quelles en seraient les conséquences pour une économie déjà pathologique ?) qu'il soit périlleux de tirer si vite le trait sous les « près de 4 % », l'« infiniment moins » ou le « moitié moins ». Je ne sais pas. « Faudrait regarder... », comme dit Beaufret. C'est peut-être encore plus massif que tu ne le dis, dans certains cas, comme privilège. J'avais lu des choses ahurissantes, dans ce sens, sur les impôts des viticulteurs. Malgré tout, ton paragraphe inspire la méfiance, à tort ou à raison, par sa brièveté.

10.

. En France où il n'avait pas fallu tout créer d'un seul coup... et où les difficultés démographiques sont infiniment moindres.

11.

. (a) Cela veut peut-être dire, encore, que la notion de « système colonial » ne peut pas se comprendre, *essentiellement et toujours*, à partir de la *seule* idée de *profit* à court ou à long terme. C'est peut-être toute la dogmatique marxiste sur le colonialisme, l'impérialisme économique (et les phases du capitalisme) qu'il faudrait réviser, d'autant plus qu'elle a fini par masquer, anonymement parfois, la définition la plus banale et la moins discutée du phénomène colonial. J'ai lu à ce sujet, dans un numéro de *Preuves* (de l'année dernière, je crois), une polémique entre Sternberg et H. Lüthy [Herbert LÜTHY, « Sternberg et le conflit du siècle », *Preuves*, n° 87, mai 1958 (N.d.E.)]. La démonstration de ce dernier, qui critiquait violemment les schémas marxistes, avec une information historique apparemment très riche et, m'a-t-il semblé, sûrement et – spirituellement – utilisée, m'avait à peu près convaincu et, en tout cas, passionné. (b) Comment concilies-tu l'*économisme* de ta définition sous-jacente du « système colonial » (dont l'Algérie est un exemple puisque tout ce qui ne l'explique pas à partir du seul *profit* est incohérence, imprévoyance, anarchie (p. 234) avec le *politisme* moraliste qui anime tout ton livre et au nom duquel tu accuses G. Tillion, et quelques autres d'*économisme* ? C'est peut-être conciliable, mais au terme de quel itinéraire ! (c) Ton réquisitoire, qui veut faire apparaître – malgré quelques précautions de forme – le bilan de l'action de la France en A. comme *purement négatif*, obéit, me semble-t-il, au mécanisme suivant : 1) Tout ce qui est *négatif en soi* dans son action (destruction physique, expropriation, désintégration par la violence, etc.) relève de la politique concertée et décidée, cynique et lucide. Interprétation *politiste*. 2) Tout ce qui n'est pas absolument *négatif en soi*, tout ce qui, en soi présente une valeur relative (efforts scolaires [p. 234], par exemple, et quelques autres...) est anarchie, imprévoyance, irresponsabilité ([note] puisque cela se fait au péril du système colonial et du profit). Interprétation *économiste*. (d) Enfin, même si on voulait faire du *profit* la motivation essentielle et exclusive de toute entreprise coloniale, cette notion (de profit) est assez complexe, sinon contradictoire. Et la scolarisation ou d'autres *générosités* apparentes du même genre peuvent fort bien l'expliquer, parfois, à partir d'une *logique* et non d'une *incohérence* dans la recherche du profit. C'est une arme que tu n'utilises pas.

12.

. En l'assimilant ainsi à la ségrégation américaine ou au nazisme antisémite avec lesquels il n'a rien de commun.

13.

. Le nationalisme *en tant que tel* n'est-il pas toujours *passionnel*, même quand il s'appuie sur une unité nationale millénaire ?

14.

. Et, bien sûr, la conjoncture internationale (dont parle aussi Camus).

III
DOSSIER CRITIQUE

Albert-Paul Lentin,
France Observateur, 13 avril 1961

Rares sont les livres dont on puisse dire qu'ils sont à la fois brillants et profonds, incisifs comme un libelle et instructifs comme un traité. Celui qu'un jeune agrégé d'histoire, Pierre Nora, a ramené d'un séjour récent de deux ans comme professeur en Algérie, et qu'il publie sous le titre *Les Français d'Algérie*, allie, avec une aisance surprenante, ces deux mérites contradictoires. L'ouvrage est précédé, ce qui ne gêne rien, d'une introduction substantielle dans laquelle Charles-André Julien situe avec autorité le problème algérien dans le mouvement général de décolonisation.

Le livre de Pierre Nora s'ouvre sur un chapitre étincelant consacré au supernationalisme ambigu des Français d'Algérie. L'exposé, basé sur une intuition aiguë du milieu étudié et décrit, est servi par un style très vif, riche en formules adéquates et bien frappées.

L'auteur a parfaitement saisi ce qu'il y a de désespéré et d'artificiel dans l'irréalisme de ces Français « qui méprisent l'Algérie tout en y étant passionnément attachés, et sont passionnément attachés à la France tout en la méprisant », qui se sentent toujours plus ou moins en exil en métropole, mais qui, chez eux, se laissent systématiquement abêtir par une information locale pesante et réactionnaire, tandis que leur infantilisme politique se trouve être magistralement utilisé par la féodalité des Borgeaud et des Sérigny. Mieux que de Gaulle, Pierre Nora aurait pu dire : « Je vous ai compris » à tous ces « petits Blancs », « humiliés et méprisants ». Il parle avec bonheur de leur vitalité exubérante, de leur « cordialité à toute épreuve », de leur « hospitalité agressive », de leur culte de l'individu, de Max Régis à Lagaille, de leur « mobilité affective » qui ignore tous rapports autres que personnels, de leur paternalisme autoritaire nimbé de bonne conscience, qui les amène à faire de l'intégration « un mythe de compensation ».

Sur ce chemin, les Français d'Algérie rencontrent tout naturellement le manichéisme simpliste d'une « jeune armée » auto-intoxiquée par ses propres théories sur la « guerre révolutionnaire ». Pierre Nora, qui fait revivre d'une manière suggestive l'atmosphère d'Oran en juin 1958, explique fort bien la « chaude complicité », « l'affinité profonde » qui s'est établie entre le soldat et le colon, l'officier moyen et le « pied-noir » moyen, la volonté de puissance et de revanche délirante des militaires et le poujadisme tour à tour larmoyant et flambard des civils. Il montre aussi comment, à la limite, l'influence de la « jeune armée » est en train d'aggraver le conflit de générations entre la jeunesse du 24 janvier ou du 10 décembre 1960, assez pure et idéaliste dans son fascisme, et les vieux « pieds-noirs » qui se veulent bien nationaux, mais pas socialistes.

Le deuxième chapitre, lui aussi parsemé de notations sociologiques très fines, réalise le tour de force de retracer, dans un raccourci de quarante et une pages, toute l'histoire des Français d'Algérie, de 1830 à 1954, sans rien omettre d'essentiel, sinon peut-être l'importance de la période 1939-1944 dans l'accentuation de la coupure entre « pieds-noirs », mobilisés à 100 % dans le combat antiallemand, et

très conscients de leur effort et de leurs sacrifices, et métropolitains, beaucoup moins massivement et profondément engagés.

Nora fait revivre, en quelques pages très denses. L'implantation tumultueuse et douloureuse du premier peuplement européen, la croisade sanglante de « l'armée d'Afrique » contre la résistance nationale du peuple algérien, l'expérience du « royaume arabe » sous Napoléon III, le triomphe définitif du sudisme, les explosions antisémites de 1898, les conflits chroniques entre Alger et Paris, l'apogée de 1930, lorsque la célébration éclatante du centenaire de la conquête coïncida avec « le bref mouvement d'équilibre de l'ordre colonial », les réactions passionnelles des Européens devant les premières manifestations d'émancipation des musulmans, l'échec de la politique d'assimilation, la rapide conversion des gouverneurs de gauche aux thèses ultras parce que, face aux Français d'Algérie, « la gauche métropolitaine est condamnée à une hostilité verbale et à une complicité militante », et enfin les derniers épisodes du 13 mai 1958 au 10 décembre 1960, « du rêve de la fraternisation à la réalité des émeutes musulmanes, du désir imaginaire de l'égalité au désir réel du massacre ».

Avec le troisième chapitre, moins bien venu, ou plus exactement moins bien situé dans la construction d'ensemble du livre, nous retournons à la psychologie et à la sociologie des Français d'Algérie. Nora étudie assez longuement le cloisonnement des groupes de leur « société sans unité », impuissante à s'organiser sur des bases saines, et réduite à la recherche naïve et folklorique d'une unité artificielle. Il démystifie, au passage, « l'algérianisme » colonial d'un Randau ou d'un Louis Bertrand, conséquence logique de l'impérialisme, et lui-même précurseur de l'intégration. Il consacre, d'autre part, quelques pages pénétrantes à la situation et au comportement particuliers des juifs algériens.

Le chapitre IV, qui prend la forme d'une psychanalyse assez exacte, peut-être un peu trop raffinée, un peu trop pensée dans les termes d'une leçon d'agrégation réussie, démonte précisément un certain nombre de mécanismes plus ou moins conscients qui commandent souvent les réactions des Français d'Algérie. L'auteur se montre expert à reconstituer le dosage de ce « mélange détonant de violence et d'attraits » qui caractérise les sentiments qu'ils éprouvent en face des Arabes. Il est vrai que les Européens sont fondamentalement marqués par le fait « qu'ils ont toujours eu affaire à une société sans femme » et que leur besoin d'être rassurés, « touchant à l'idée fixe », s'explique par des traumatismes de crainte de l'« Arabe » remontant à la plus petite enfance. Il est vrai aussi que, dans ces conditions, un Français d'Algérie libéral réagit d'abord en Français avant de réagir en libéral et que « s'il est l'opposition de Sa Majesté, il n'a jamais su être l'opposition à Sa Majesté ».

Pierre Nora commence son chapitre sur les libéraux européens (qui contient aussi quelques bonnes pages sur les musulmans francisés et sur les libéraux musulmans) en renvoyant à plus tard l'examen des problèmes posés par les quelques dizaines ou centaines d'Européens « qui furent des nationalistes révolutionnaires algériens de la première heure et ne cessèrent de militer aux côtés des musulmans ».

Pour l'heure, Nora s'attache à montrer que le libéralisme « qui imprègne et colore les images de la société française » n'est, en Algérie, « qu'un phénomène périphérique qui va croissant au fur et à mesure que l'on s'éloigne du cœur social de l'Algérie française ». Autrement dit, le libéralisme, même s'il nécessite un courage respectable (en Algérie – on est toujours, à un titre ou à un autre, le libéral de quelqu'un –... il y a toujours, dans le libéralisme, si anodin soit-il, un parfum d'héroïsme), se trouve toujours plus ou moins en porte-à-faux.

La démonstration est assez convaincante. Et, pour ma part, j'approuverais assez volontiers, pour le passé, la critique fondamentale d'un libéralisme européen reculant toujours devant l'option révolutionnaire, mais je me refuse à suivre l'auteur lorsqu'il présente systématiquement les libéraux d'aujourd'hui comme des immobilistes « coupés de l'histoire actuelle », « vivant dans l'imaginaire », voués *ad aeternum* aux déviations de l'économisme et à l'illusion de vouloir « subordonner les réformes politiques au bien-être matériel des musulmans ».

À ce propos, il attaque vigoureusement les travaux de Germaine Tillion, mais l'exemple de Germaine Tillion va précisément à l'encontre de sa thèse. Il est vrai que Germaine Tillion n'a pas su voir, en 1956 et 1957, que « l'effondrement de la société musulmane n'est pas le résultat d'une économie, mais d'une politique », et qu'elle a eu tort d'ignorer la vérité et la force du « politique d'abord » de la révolution algérienne. Mais précisément sa pensée a beaucoup évolué sur ce point, et certaines pages des *Ennemis complémentaires* et de *L'Afrique bascule vers l'avenir* prennent presque l'allure d'une discrète autocritique. Ce chemin parcouru par Germaine Tillion, pourquoi d'autres libéraux ne le parcourraient-ils pas à leur tour ? Les pronostics de Pierre Nora sont, en vérité, bien catégoriques. Estimer, comme il le fait, « infiniment probable » que les libéraux d'Algérie, « hier gauche inutile de l'Algérie française, seront demain la droite inutile d'une Algérie arabe », me paraît non seulement injuste, mais injustifié.

La sévérité de Pierre Nora pour Camus est, par contre, beaucoup plus fondée. L'itinéraire de celui-ci, à l'inverse de celui de Germaine Tillion, n'a pas cessé, en effet, d'aller de la lucidité à la mystification, puis, après la dérobade de Stockholm et le ralliement (dans *Chroniques algériennes*) aux thèses fumeuses de l'ultra Marc Lauriol, à la complicité objective avec le colonialisme... Que le Camus de notre jeunesse algéroise, truculente et intransigeante, le polémiste d'*Alger républicain*, le reporter de « Misère en Kabylie », le crève-la-faim des bureaux de la préfecture d'Alger, le goal acrobatique du RUA, l'animateur de *L'Équipe*, le résistant parisien traqué de la rue de la Chaise, l'auditeur bon public des galéjades du *Soleil de l'Algérie*, l'admirable auteur de *Noces* et de *L'Été* soit devenu un jour ce personnage pontifiant et boursoufflé qui se prit pour un grand penseur, porta le prix Nobel comme une couronne impériale, se retira sur l'Aventin à l'heure des massacres algériens, et mourut encensé par *Le Figaro littéraire* et pleuré par *L'Écho d'Alger*, voilà qui, à mon sens, constitue un des épisodes les plus pénibles de la tragédie algérienne. Remercions Pierre Nora de nous en avoir donné la clef.

Coupables, les Français d'Algérie le sont pourtant au regard de l'histoire qui menace de les condamner, et au regard de la métropole qui, aujourd'hui, les rendrait volontiers responsables de ces malheurs (« Les Français, écrit férocement Nora, demandent aujourd'hui au président de la République de les débarrasser des Français d'Algérie dans l'honneur et la dignité. »)

Pierre Nora se montre justement sévère à leur égard, en leur imputant une responsabilité fondamentale dans la poursuite catastrophique de la guerre d'Algérie. Il n'a pas tort, à mon avis, mais, à moins de tomber dans un masochisme hors de propos, le « pied-noir », l'Algérien que je suis, ne peut souscrire à un tel réquisitoire contre une bonne partie des Français d'Algérie que si le procureur dresse un réquisitoire parallèle contre une bonne partie des Français de France. Lorsque, dans quelques années, quelque Nora d'outre-Méditerranée viendra publier, aux « Éditions de Midi », un livre sur les métropolitains, les « *francaouis* », les « *patoss* » quelle belle matière première il trouvera pour analyser, psychanalyser, disséquer, à travers l'expérience de sept ans de guerre, le réflexe râleux, miteux, de tant de petits bourgeois repus, myopes et cocardiers, leur « national-molletisme » médiocre et hargneux, leur complicité plus ou moins diluée devant les crimes de guerre et les sévices, leur évasion permanente vers les paradis standardisés des télévisions, des réfrigérateurs et des 2 CV pour promenades dominicales, et, à la fin de l'envoi, leur pacifisme passif de moutons bêlant sous la houlette du grand Charles.

Les problèmes posés par l'avenir des huit cent mille Européens d'Algérie risquent un jour de les tirer brutalement de leur torpeur. Car le dilemme des lendemains de l'indépendance algérienne, tel que le pose très bien Nora dans le dernier chapitre de son livre, « Un New Deal pour l'Algérie », n'est rien moins que rassurant : ou bien les Européens demeureront massivement en Algérie, et, compte tenu des mutations de la guerre, et de l'inexorable poussée démographique musulmane, c'est la catastrophe économique dans ce pays, avec toutes ses conséquences internationales ; ou bien ils rentreront massivement en métropole, ramenant à la semelle de leurs espadrilles toutes leurs rancœurs d'inadaptés, et c'est la France qui risque la catastrophe politique d'un nouveau fascisme.

Y a-t-il une chance d'échapper à cette alternative ? Oui, répond Nora, si la solution du problème est cherchée dans une perspective socialiste et non pas capitaliste, car « le maintien d'une minorité européenne est lié au développement de formes de planification socialiste originales et spécifiques à l'Algérie ».

Nora suppose raisonnablement qu'après l'indépendance de l'Algérie, un tiers des Européens partira, un tiers s'accrochera et un tiers hésitera. Il ajoute – et là-dessus je partage entièrement son avis – que les deux cent cinquante mille indécis hésiteront d'autant moins à faire, en faveur de la République algérienne, la seule option susceptible de les sauver que le gouvernement de Paris décidera plus vite de mettre fin à la souveraineté française sur l'Algérie.

La tactique de la prolongation du « suspense » pour faire avaler aux Européens d'Algérie certaines pilules à dose homéopathique ne fait que les rendre plus enragés, plus « plastiqueurs ». Au contraire, une politique nette, qui leur montrerait qu'ils n'ont plus aucune chance de gagner l'épreuve de force qu'ils espèrent encore, peut libérer, dans un sens enfin positif, leur incontestable dynamisme.

Nora insiste, dans sa conclusion, sur le réalisme fondamental, bien qu'à courte vue, et sur le « prodigieux instinct de conservation » des Européens d'Algérie. L'un et l'autre, laisse-t-il entendre, peuvent réserver bien des surprises. Ces surprises ne peuvent être heureuses que si la France finit par comprendre que l'avenir de la grande masse de ses ressortissants actuels en Algérie ne pourra être un avenir harmonieux qu'en cas de réussite de la révolution algérienne.

Jean Lacouture, **Le Monde, 29 avril 1961**

Parmi les innombrables essais qui sont depuis six ans consacrés à l'Algérie, celui de M. Pierre Nora, jeune professeur d'histoire – que précède une vigoureuse et savante préface de Charles-André Julien –, se situe désormais, par ses qualités de pénétration, d'intelligence, au premier rang, entre ceux de Germaine Tillion, Jules Roy, Alain Savary et Pierre Bourdieu. Mais pour dire aussitôt ses limites, on en citera ce saisissant exorde : « Les Français d'Algérie ne veulent pas être défendus par la métropole, ils veulent en être aimés. » À ce compte-là, le livre que M. Nora vient de leur consacrer, et qui par certains biais se veut une illustration, sinon une défense, ne les satisfera pas, car tout indique que l'auteur ne les « aime » pas. Il lui est d'autant mieux permis de citer et de reprendre à son compte le « je vous ai compris », qu'il partage au moins avec le général de Gaulle une totale absence de sympathie pour cette population au sein de laquelle, dit-il, « seul compte le contact humain ».

C'est par ce manque d'amitié que pêche le livre de Pierre Nora ; c'est parce qu'il lui manque un tout petit peu de la chaleur que dégage la rue d'Alger qu'il se condamne à ne pas voir un certain aspect du paysage. L'essai de cet universitaire, qui sait voir comme un journaliste et dire comme un écrivain, est un admirable travail de dissection, ou plutôt de vivisection. Mais le regard de l'entomologiste suffit-il à rendre compte d'un tel foisonnement sociologique et de si brusques et fougues mouvements psychologiques ?

D'autre part, l'analyse de Pierre Nora nous paraît un peu inférieure à son objet quand il parle des militaires et quand il traite des « libéraux ». L'armée d'Algérie, il la réduit à une manière de scoutisme obtus, orienté par des services psychologiques – auxquels il réserve ses traits les plus acérés – et déshonoré par les tortionnaires. Là encore, une sûre information, une objectivité glacée ne suffisent peut-être pas à restituer le sens d'une action qui, en dépit de ses égarements et de ses tragiques mécomptes, a été génératrice de trop de générosités locales et de réussites sur le plan de la microsociologie pour que l'on puisse la définir en traçant le portrait d'un Clausewitz de patronage, comme ce commandant Xavier, théoricien de la guerre subversive, qui sert de cible à Pierre Nora.

Mais on s'alarmera davantage du traitement infligé par M. Nora aux libéraux d'Algérie et de métropole. Certes, un Catroux ou un Chataigneau connaissaient bien les limites de leur action. Et l'on souscrit à la suggestion de l'auteur de substituer au titre du journal libéral d'Alger, *L'Espoir*, cet autre mot, *L'Honneur*, peut-être plus justifié. Mais comment laisser passer sans protester le réquisitoire de M. Pierre Nora contre l'œuvre de Germaine Tillion, qualifiée d'« opium des libéraux métropolitains » ? Comment convenir que l'auteur des *Ennemis complémentaires*, lorsqu'elle met l'accent sur « l'interdépendance objective » des économies française et algérienne, « sanctionne et renforce le système colonial dans ce qu'il a de pire ». C'est là l'esprit de la thèse exposée naguère par Sartre dans *Afrique-Action*. Mais de cet intégrisme révolutionnaire, qui tend à faire table rase de l'âge colonial, on ne

jureraient pas que tous les « décolonisés » conscients se satisfassent. Cet anticolonialisme abstrait, idéal, qui rejoint dans ses conséquences le cartiérisme, nous paraît d'une singulière stérilité.

Reste une histoire exceptionnellement brillante et savante des rapports humains au sein de la société européenne d'Algérie, des relations entre Européens et musulmans, entre « pieds-noirs » et métropolitains. Qui a mieux dit le sentimentalisme coléreux, la bonhomie brutale, l'hospitalité conquérante du peuple de « Bablouette » ou du cours Bertagna, l'extrême éloignement et le compagnonnage suspect des deux communautés, la cohésion criarde du groupe européen, l'éparpillement tragique de la masse musulmane, et ce « Moyen Âge mental » dans lequel vivent les électeurs de Pierre Lagailarde, menaçant de nous entraîner à leur suite ? Qui a mieux décrit surtout le processus historique de formation sédimentaire de cette société d'exclus devenus maîtres, de malchanceux devenus prépondérants, et la constitution d'un système de domination au sein duquel il faut « ne pas voir les Arabes à condition de les avoir sous les yeux » ?

Mais M. Nora n'a pas seulement l'intelligence des situations historiques. Il a celle du trait qui porte. Il conte comment il vint, au moment de quitter l'Algérie, faire ses adieux à la famille du marchand de journaux d'Oran auquel il achetait chaque soir *Le Monde* : « “Alors, gémit la mère, vous nous quittez, on est si méchant que ça ?” Je pris l'air étonné : “Bien oui, enchaîna le père, nous, les pieds-noirs, vous nous haïssez toujours ?” Ce fut leur fille qui m'expliqua : “Mes parents le disent tous les jours, vous, un professeur qui a l'air si bien, comment pouvez-vous lire ça ? C'est tout écrit par des étrangers !” »

Germaine Tillion, *L'Express, 18 mai 1961¹*

À la fin des vacances de Pâques, un courrier me rattrapa, avec un livre sur *Les Français d'Algérie* et une aimable lettre de *L'Express* qui m'en demandait le compte rendu « parce qu'il mettait en cause mes conceptions »...

J'aurais lu cette étude avec intérêt de toute façon, mais si j'ai accepté la proposition de dire ce que j'en pense, ce n'était pas parce que « mes conceptions étaient en cause » (mes livres sont faits pour être critiqués), c'est parce que le sujet m'inquiète.

Malgré un départ légèrement orienté vers la critique, je dois dire que mes réactions dominantes furent celles de l'approbation et même de la sympathie. Disons : 90 % d'approbations sérieuses, et 10 % de petites critiques. Mais puisque c'est le jeu, nous parlerons brièvement des premières (sans toutefois les omettre) et nous détaillerons les secondes.

Approbations : le sujet – trop peu exploré et qui mérite de l'être ; le ton – qui est juste, avec la violence nécessaire pour atteindre un lecteur ; la documentation – assez honnête et jamais fatigante ; le style – souvent excellent ; des observations nombreuses, pittoresques, fines... Bref, un livre intéressant, écrit par un jeune et brillant universitaire.

Universitaire, certes ! Et qui a *lu* beaucoup, réfléchi sur ses lectures, comparé, systématisé – mais qui a *lu*, plus qu'il n'a *vu*. Ce pour quoi j'ai supposé, sans rien savoir de lui, qu'il était jeune, tout frais sorti de nos meilleures écoles, doué pour regarder la vie, sans, toutefois, en avoir eu suffisamment le loisir. Maladie guérissable, car lorsqu'il connaît directement, il en parle bien.

En fait, ce que je préfère dans ce livre, ce sont les notations visiblement prises sur le vif ; elles sont toujours honnêtes. Par exemple, la description de la jeunesse française d'Algérie, après les tangages du 13 mai, avec ses contradictions, ses incohérences, ses virtualités qui permettent l'espérance. Par exemple, l'étrange et très dangereux amalgame de la vieille colonisation algérienne et de la jeune armée française revenue d'Indochine, toute déboussolée par les revers et par l'exil, avec son fascisme marxisant, son anticolonialisme réel, son acharnement à combattre un invisible ennemi (si proche, pourtant, à tous égards, de celui qui les combat). Tout cela, qui n'est pas imaginable pour qui n'a pas vu l'Algérie entre 1957 et 1961, l'auteur l'a observé, et il en parle fort bien, mais trop brièvement à mon goût. Peut-être manque-t-il de recul pour saisir l'étrangeté de ce qu'il voit.

En dehors de ce « moment » de l'histoire, tout ce qu'il sait de l'Algérie a été visiblement puisé dans ses lectures. De là, un certain aplatissement du temps que même les chiffres qu'il cite nous révèlent (ils sont le dernier bastion, pourtant, de la précision). À propos du statut de 1947, l'auteur nous dit, en effet, qu'il assurait à la minorité française « une représentation égale aux neuf millions de musulmans du second collègue ». Or, au recensement de 1948, les musulmans d'Algérie étaient 7 611 777, et pas neuf millions. Erreur minime, involontaire, sans grande conséquence – car il importe peu, dans notre propos, qu'une

injustice ait porté sur neuf millions ou sur sept et demi. Tout de même, c'est 7 611 777 en 1948, 8 800 000 en 1954, 9 300 000 en 1960². Bien que je ne retienne aucun chiffre, si l'erreur m'a sauté aux yeux, c'est parce que le « devenir » algérien me semble l'arête centrale de son présent. Au point que, lorsque j'écoute une anecdote sur ce pays, je ne demande plus : où ? (comme je le faisais jadis, aux temps de l'ethnographie), mais : quand ? quelle année ? quel mois ? quel jour ?

Hors des chiffres, la déformation est plus grande encore, et ce que l'on nous dit des rapports actuels du colon français avec la terre algérienne me semble avoir été vrai vers 1910 (l'auteur se réfère d'ailleurs³ à un roman paru à la veille de la guerre de 1914, et le colon que l'on nous y présente est un vieillard qui a dû naître aux environs de 1840). Déjà à cette époque la petite propriété française subsistait difficilement ; la grande propriété française devenait industrielle et les « colons » émigraient vers les villes. Aujourd'hui, les Français d'Algérie sont, dans la proportion de 91 %, des citadins.

Cette désertion de la campagne par les colons français n'a certainement pas obéi à un désir de se sentir entre soi, de fuir un danger, comme le dit M. Nora (en fait, elle correspond à la période où la sécurité était la plus grande), mais elle me paraît très exclusivement la conséquence d'une évolution économique.

Les conditions de l'exploitation agricole en Algérie ruinèrent la petite propriété dans son ensemble ; les paysans musulmans dépossédés réagirent en émigrant vers les usines de France ; les petits colons français, incapables également de supporter la concurrence des grands propriétaires, vinrent s'installer à Alger, Oran, Bône, où leurs enfants accaparèrent le commerce, les postes techniques et les traitements de fonctionnaires. Du coup, les grands propriétaires devinrent des hommes d'affaires, des « industriels de la terre », qui habitent également les villes – Alger, Oran, Bône –, voire Marseille, Nice ou Paris. Ils sont tourmentés par le placement des récoltes trop abondantes, par le déficit des récoltes trop faibles, par le choix de leurs gérants, par la politique, par les traites à payer – mais, sauf de très rares exceptions, ils ne cultivent plus que par personnes interposées. On en compte six mille trois cent quatre-vingt-cinq qui possèdent 2 700 000 hectares, soit 87 % des terres européennes, et près de 28 % de la surface cultivable totale⁴. C'est dire que le problème posé par eux est exclusivement financier et qu'un dédommagement honnêtement calculé peut résoudre leurs difficultés essentielles : ils discuteront le chiffre, pas le principe. (En Tunisie, le gouvernement français rembourse actuellement à 50 % les domaines moyens, à 25 % les grands domaines – c'est insuffisant, mais pouvait-on à la fois payer la guerre et payer la paix⁵ ?)

Quant aux autres – les petits colons restés sur leurs terres – encore que fort peu nombreux (seize mille familles), ils le sont cependant trois fois plus que les hommes d'affaires du groupe précédent – trois fois plus nombreux et vingt fois moins riches –, car ils possèdent 22 hectares en moyenne, au lieu de 420, et leurs terres représentent 3 % du terroir algérien. J'en connais que ni la concurrence des grands domaines ni la guerre n'ont fait fuir, mais s'ils ont affronté ce dernier péril, c'est davantage par affection pour l'Algérie en tant que patrie, que par amour possessif d'un domaine. Certains ont aidé chaque jour, depuis sept ans, leurs compatriotes musulmans à franchir vivants les incohérences meurtrières de l'heure, et s'ils parviennent à s'intégrer dans l'Algérie de demain, ce sera avec grand profit pour celle-ci. Bref, de tous les problèmes que pose une paix prochaine, le plus soluble me semble être celui des Français cultivateurs.

M. Nora fait précéder l'attaque assez vive qu'il dirige contre les libéraux (et plus précisément moi-même) d'un parallèle où il les oppose aux « quelques dizaines ou centaines de Français qui furent des nationalistes révolutionnaires algériens de la première heure et ne cessèrent de militer aux côtés des musulmans ». Il entend, par là, très certainement, les Français assez nombreux qui furent accusés ou condamnés pour aide au FLN, au cours des cinq dernières années, et il spécifie, d'ailleurs, qu'il n'en a connu aucun.

Je ne puis en dire autant, et si je n'ai pas connu *tous* les premiers, ni *tous* les seconds, j'ai rencontré *beaucoup* des premiers et *beaucoup* des seconds – c'est pourquoi je me permets de dire que, à quelques

exceptions près, ce qui les distingue, c'est un événement accidentel.

Dans les vieux contes de l'Aurès, le supplice classique et final s'intitule « chameau faim et soif ». Il consiste à empêcher un chameau de manger et un autre chameau de boire, puis à conduire les deux bêtes à égale distance de l'abreuvoir et du pâturage après avoir attaché entre eux l'homme ou la femme que l'on veut punir. Alors les chameaux tirent, chacun de leur côté, l'un vers l'orge et l'autre vers le puits.

Cette hideuse guerre d'Algérie fit le coup du « chameau faim et soif » à beaucoup de jeunes hommes. C'est pourquoi je n'écoute jamais sans grand malaise des bonnes gens, dont les chameaux sont repus, discuter sévèrement à propos de celle des deux cordes qui a cassé. Autrement dit : j'ai pris consciemment et délibérément la défense des gens qui sont attachés entre les chameaux ; j'ai tâché, je tâche et je tâcherai à les déficeler – plutôt qu'à resserrer les nœuds qui les étranglent – et je continuerai ainsi jusqu'à ce que plus rien ne distingue ceux qui aiment la France et ceux qui aiment l'Algérie, ceux qui servent leur pays et ceux qui obéissent à leur conscience. Mais cela ne signifie nullement que je me désintéresse des chameaux (comme le suppose M. Nora).

Certes, dans le livre publié sous le titre *L'Algérie en 1957*, j'avais écrit que le colonialisme était « un vieux croque-mitaine » – et là j'avoue mes torts, car il s'est rudement défendu, encore qu'il se soit moins défendu qu'il ne semble, car depuis le 13 mai 1958 le complexe colonialo-militaire d'Alger menace bien davantage les libertés des Français que les ambitions du FLN.

En fait, les hommes qui relancèrent l'intégration, comme contre-feu de l'indépendance, ne pouvaient plus rien résoudre avec cette vieille formule, car l'intégration était devenue une solution de violence, mais ils reconnaissaient explicitement la faillite de la formule coloniale. Bref, si j'anticipais un peu en 1956 lorsque j'écrivais que le colonialisme était moribond, je me figure que le livre de M. Nora retarde déjà bien davantage.

Sans doute, dans mes relations avec les événements, ai-je le travers inverse de celui que j'ai critiqué tout à l'heure : à force de voir derrière le présent les profils du passé, j'ai tendance à chercher des lignes et des directions qui me font imaginer l'avenir un peu plus vite qu'il ne chemine. Je reconnais donc qu'en 1956-1957 le colonialisme pouvait sembler vivace et méchant et que, dans l'ordre des urgences, ses victimes agissaient raisonnablement en mettant en première position leur liberté et en seconde position la lutte contre la misère qui les étreint.

La misère n'en est pas moins réelle et, en 1961, les gens les moins informés constatent la libération irrésistible de tous les peuples colonisés, tandis que l'appauvrissement des hommes pauvres et l'enrichissement des hommes riches s'étalent sur toute la terre et inquiètent désormais même ceux qu'ils favorisent.

En 1956, je n'en avais parlé ni pour chagriner les uns ni pour procurer aux autres « un lâche soulagement », mais parce que je les avais vus, parce que c'était vrai.

« Chrétiens ou kantien, nous dit l'auteur, les libéraux ne voient que des individus, sans histoire, des corps qui s'entre-déchirent et des âmes qui se sous-estiment. La désinvolture avec laquelle ils traitent le passé », etc.

Si tels sont en effet les libéraux, M. Nora a raison de m'y inclure car je refuse le péché originel, et les diverses séries d'excommunications de quelque pape qu'elles viennent – et cela pour toutes les catégories humaines sans exception. C'est dire que les enfants des colonisateurs me semblent innocents, tout comme les autres mioches de ce monde. Disons que j'aime mieux voir réparer les crimes que les faire expier – ou, plus exactement, que je souhaite voir s'instaurer un milieu qui ne soit pas générateur de crimes.

Que le colonialisme soit essentiellement un type de relation anormale, viciée, oppressive, et que lorsque l'on place n'importe quels humains dans une situation de ce genre, ils en pourrissent – de tout cela je suis convaincue depuis longtemps, mais c'est la relation qu'il faut redresser, et non pas le cou des gens qu'il faut tordre.

Est-ce cela que M. Nora appelle « être libéral » ? Il ajoute (et j'en suis bien d'accord) que « le libéralisme est une position d'ajustement individuel ». Il ne l'oppose pas explicitement au marxisme, mais alors à quoi l'oppose-t-il ? Car après tout, « ajustement individuel », c'est aussi une définition de la vie... Mais va pour ajustement individuel, je sais d'ailleurs mieux ce que c'est que le libéralisme.

En ce qui me concerne, et dès mes premiers contacts avec l'Algérie (en 1934), j'ai beaucoup écouté les Algériens sans songer à les endoctriner, et j'ai contracté l'habitude de ne pas penser à leur place.

Lorsque, en 1935, j'écoutais à Biskra le docteur Saadane, et à Constantine M. Tahrat, j'étais pleine d'attention et de sympathie pour leurs thèses – qui visaient alors l'intégration ; lorsque, vingt-deux ans plus tard, en 1957, j'ai visité les camps et les prisons d'Algérie, et revu partout de vieux amis dont la bonne foi m'était connue, il m'a paru au contraire évident que l'intégration était devenue une solution de violence. Donc une exécration – plus exactement une impossibilité de résoudre quoi que ce soit.

Après avoir acquis objectivement cette conviction, je me suis efforcée aussitôt de persuader nos dirigeants de la nécessité d'arrêter des massacres affreux et sans issue, par une entente avec le FLN, directe, sans préalable. En même temps, j'essayais (assez dangereusement) de protéger des vies, et je peux le dire : dans les deux camps (car l'histoire c'est *aussi* des corps qui s'entre-déchirent).

Cela veut dire que je n'avais pas beaucoup de temps pour contrarier le « lâche soulagement » qu'éprouvaient, d'après M. Nora, certains de mes lecteurs. J'ai saisi cependant les deux occasions qui me furent offertes de le faire : à la radio française, en 1957, j'ai parlé des atrocités de la bataille d'Alger⁶ et, dans un article⁷, j'ai analysé le caractère irrépressible de la revendication politique des Algériens.

Depuis sept ans, l'Algérie coule vers son indépendance comme un fleuve vers la mer ; depuis trois ans (pratiquement depuis les « fraternisations » et le collègue unique), seule la guerre la sépare encore de sa liberté : quelle que soit la façon dont la guerre se serait arrêtée, l'Algérie ne pouvait qu'être libre aussitôt – libre, souveraine, indépendante. Les ennemis de la liberté algérienne le savent bien, et ils ne se sont appliqués qu'à faire durer la guerre, nullement à préparer une paix favorable à leurs chimères.

Depuis la reprise officieuse des négociations, on grossit dans la presse des difficultés mineures – bricoles – telles que : Sahara, pétrole, gaz naturel...

Que le pétrole ou le gaz soient maghrébins ou algériens, qu'est-ce que cela peut bien nous faire ? Ni la science ni la diplomatie ne leur feront traverser la Belgique ou la Pologne, pour atteindre la mer... Donc, même du point de vue le plus sordide, tout dépend de *la nature* de nos relations avec les Algériens.

Je voudrais pouvoir en dire autant des relations franco-françaises – mais j'ai grand-peur qu'elles n'aient été aigries pour longtemps par les poisons algériens, et j'ai grand-peur aussi que l'excès de souffrances subies par l'Algérie ne l'amène à des règlements de comptes internes, qui compromettront l'unanime acquiescement dont pourrait bénéficier le FLN, s'il parvenait à les interdire.

Voilà que j'anticipe encore !

^{1.}

. Repris dans *À la recherche du vrai et du juste. À propos rompus avec le siècle*, textes réunis et présentés par Tzvetan TODOROV, Éd. du Seuil, 2001.

^{2.}

. Les statisticiens prévoient une population musulmane atteignant, au 1^{er} janvier 1960, 9 800 000 (Jacques BREIL, « La population des départements algériens. Étude de démographie quantitative », document ronéotypé, juin 1955).

^{3.}

. *Ibid.*, pp. 169 et 173.

^{4.}

. Je prends ces chiffres dans le journal *L'Espoir-Algérie* du 6 avril 1961, qui, après plusieurs semaines d'éclipse involontaire, vient de reparaitre sous forme de feuilles ronéotypées.

5.

. M. Jules Moch a calculé que si, au lieu de poursuivre en Algérie la guerre que l'on sait, on avait voulu dédommager tous les gens qui revendiquent la nationalité française, chaque famille de quatre personnes pouvait recevoir 14 millions d'anciens francs (Jules MOCH, *Paix en Algérie*, Robert Laffont, 1961).

6.

. On ne m'a d'ailleurs pas demandé, depuis, d'y reprendre la parole.

7.

. Écrit en octobre 1957, il parut dans *Preuves* sous le titre « Les ennemis complémentaires » (n° 87, mai 1958) et fut repris aux Éditions de Minuit sous le même titre en 1960.

IV
ANNEXES

Sigles

CED (Communauté européenne de défense)
CNRA (Conseil national de la révolution algérienne)
Crua (Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action)
FLN (Front de libération nationale)
GPRA (Gouvernement provisoire de la République algérienne)
MNA (Mouvement national algérien)
MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques)
OAS (Organisation armée secrète)
PC (parti communiste) ; PCF (parti communiste français)
PPA (Parti du peuple algérien)
PSA (Parti socialiste autonome)
PSU (Parti socialiste unifié)
RUA (Racing universitaire d'Alger)
SAS (Section administrative spécialisée)
SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière)
UDMA (Union démocratique du Manifeste algérien)
Unef (Union nationale des étudiants de France)
UT (unités territoriales)



Christian Bourgois éditeur
116 rue du Bac / 75007 Paris

www.christianbourgois-editeur.com

© Christian Bourgois éditeur, 2012, pour la présente édition.
Document de Jacques Derrida © Marguerite Derrida
© Christian Bourgois éditeur 2012, pour l'édition numérique

Index

ABBAS, Ferhat. Auteur, en 1943, du « Manifeste du peuple algérien », il fonde en 1946 l'Union démocratique du Manifeste algérien (UDMA), qui préconise une Algérie fédérée à la France, avant de diriger le GPRA [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#)

ABD EL-KADER. Émir arabe, créateur d'un État algérien indépendant des Turcs, il mène la lutte contre les Français de 1832 jusqu'à sa reddition, le 23 décembre 1847 [1](#) [2](#) [3](#)

ACHARD, Paul [1](#)

AGERON, Charles-Robert [1](#)

ALAIN, Émile Chartier, *dit* [1](#)

ALLEG, Harry Salem, *dit* Henri. Journaliste communiste, arrêté le 12 juin 1957 par les parachutistes et torturé, il écrit en prison secrètement *La Question*, son témoignage sur la torture [1](#)

ARON, Raymond [1](#)

ARSLAN, Chekib. Émir druze libanais, théoricien de l'arabisme, il est le fondateur du journal *La Nation arabe* [1](#)

AUDIN, Maurice. Mathématicien, membre du parti communiste algérien, il est arrêté à son domicile en même temps qu'Henri Alleg et torturé à mort [1](#) [2](#) [3](#)

AUDISIO, Gabriel. Écrivain et poète français [1](#)

AUGUSTIN (saint) [1](#)

BARBUSSE, Henri [1](#)

BARING, Edward [1](#)

BARNAVE, Antoine [1](#)

BARRÈS, Maurice [1](#)

BEAUFRET, Jean. Professeur de philosophie au lycée Henry-IV puis à l'École normale supérieure, il est l'introducteur de Heidegger en France [1](#)

BEN BADIS, Abd al-Hamid. Fondateur du mouvement réformiste musulman en Algérie, il préside l'Association des oulémas algériens et participe à la discussion du « projet Blum-Viollette » [1](#) [2](#) [3](#)

BEN BELLA, Ahmed. Un des neuf chefs historiques du Comité révolutionnaire d'union et d'action (Crua) qui prépare le soulèvement du 1^{er} novembre 1954, il est le fondateur du FLN, apparu ce même jour [1](#)

BENDALI, Mahmoud, *dit* Kahoul. Journaliste, fondateur en 1907 de *L'Étoile d'Afrique*, il devient imam en 1919 puis mufti d'Alger en 1935 [1](#)

BERGSON, Henri [1](#)

BERTRAND, Louis. Écrivain, académicien [1](#) [2](#)

BLACHETTE (famille). Propriétaire d'une exploitation d'alfa [1](#)

BLUM, Léon. Président du Conseil de 1936 à 1937, il fait adopter un projet de loi connu sous le nom de « Blum-Violette » permettant à environ vingt-cinq mille musulmans d'Algérie de devenir citoyens français [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

BORGEAUD (famille). Propriétaire du domaine agricole de La Trappe, à Staouéli [1](#) [2](#)

BOUKORT, Ben Ali. Premier secrétaire du PCA (parti communiste algérien), de 1936 à 1939 [1](#)

BOULGANINE, Nikolai Aleksandrovitch (maréchal) [1](#)

BOUMENDJEL, Ahmed. Membre du CNRA (Comité national de la révolution algérienne) [1](#)

BOURDIEU, Pierre [1](#) [2](#) [3](#)

BOURGÈS-MAUNOURY, Maurice. Député, ministre de l'Intérieur en 1955-1956 et 1957-1958, il est président du Conseil quelques mois en 1957 [1](#)

BOURGOIS, Christian [1](#) [2](#)

BOURGOIS, Dominique [1](#)

BRÉHÉRET, Yves [1](#)

BREIL, Jacques [1](#) [2](#)

BRUN, Catherine [1](#)

BUGEAUD, Thomas Robert, marquis de la Piconnerie, duc d'Isly (maréchal de France). Envoyé en Algérie pour combattre Abd el-Kader, il y est nommé gouverneur général en 1840 et s'illustre par sa stratégie de la terre brûlée [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#)

CACHIN, Françoise [1](#)

CAMUS, Albert [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#)

CASTERA, Michel. Spahi exécuté le 8 août 1960 par le FLN en compagnie de Clotaire Le Gall [1](#)

CATROUX, Georges (général). Gouverneur général de l'Indochine en 1939, il rallie à Londres le général de Gaulle et est nommé haut-commissaire au Levant en 1941, gouverneur général de l'Algérie de 1943 à 1944 et résident général en 1956 [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

CAVAIGNAC, Louis Eugène (général). Alors qu'il était colonel en Algérie, en 1844, il aurait été l'initiateur des sinistres « enfumades » sur une tribu de Sbéahs [1](#)

CHALLE, Maurice (général). Major général des forces armées en 1955, nommé commandant en chef en Algérie en 1959, il est condamné à quinze ans de détention criminelle pour sa participation au putsch des généraux d'Alger, en avril 1961 [1](#) [2](#)

CHAMFORT, Sébastien Roch Nicolas, *dit* Nicolas de [1](#)

CHARRIER, Jacques. Acteur, mari de Brigitte Bardot, il tente de se faire réformer (et y parvient) pour éviter de partir en Algérie [1](#)

CHATAIGNEAU, Yves. Diplomate, gouverneur général de l'Algérie de 1944 à 1948, il est désigné par le général de Gaulle dans ses *Mémoires* comme l'instigateur de la répression de Sétif [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

CHEVALLIER, Jacques. Député, ministre, maire d'Alger de 1953 à 1958, il est un des chefs de file des libéraux d'Algérie [1](#)

CHURCHILL, Winston [1](#)

CIANO, Gian Galeazzo, comte [1](#)

CLAUSEWITZ, Carl von [1](#) [2](#)

CLEMENCEAU, Georges [1](#) [2](#) [3](#)

CLÉMENT, Marcel [1](#)

COHEN, Jean [1](#)

COMBES, Émile. Professeur de philosophie, sénateur radical, président du Conseil, ministre des Cultes [1](#)

CRÉMIEUX, Isaac Moïse, *dit* Adolphe. Avocat, président du Consistoire central des Israélites de France, ministre de la Justice, il fait prendre, le 24 octobre 1870, un décret conférant la qualité de citoyen français aux juifs d'Algérie [1](#) [2](#) [3](#)

DANIEL, Jean [1](#)

DEFOE, Daniel [1](#)

DELACROIX, Eugène [1](#)

DELOUVRIER, Paul. Haut fonctionnaire, responsable du Plan, il est nommé délégué général du gouvernement en Algérie de 1958 à 1960, chargé de la « pacification » [1](#)

DELPIAZZO, Charles [1](#)

DEPREUX, Édouard. Résistant, député socialiste, ministre, il s'oppose à la guerre d'Algérie et quitte la SFIO en 1958. Il fonde le PSU (Parti socialiste unifié) en 1960 [1](#)

DERRIDA, Jacques [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

DERRIDA, Marguerite [1](#) [2](#) [3](#)

DORMOY, Marx. Député, sénateur socialiste, ministre de l'Intérieur hostile à la Cagoule, il est assassiné par la société secrète en 1941 [1](#)

DREYFUS, Alfred [1](#) [2](#) [3](#)

DRUMONT, Édouard [1](#)

DUMAS, Roland [1](#)

DUPUY, Aimé. Directeur des écoles normales d'Alger [1](#) [2](#)

DUVAL (capitaine) [1](#)

EL-MOKRANI, Mohammed el-Hadj (cheikh). Bachagha berbère de la Medjana, en Kabylie, il déclenche au printemps de 1871 la seule insurrection algérienne majeure depuis Abd el-Kader [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

EL OQBI, Tayeb. Ouléma algérien, poète, orateur, créateur du « Cercle du progrès », il est interdit de prêcher en 1933 et emprisonné en 1935 suite à un complot de la police française [1](#) [2](#)

ÉMERIT, Marcel [1](#)

ENGELS, Friedrich [1](#)

ÉTIENNE, Eugène. Député, ministre, il crée en 1892 un « groupe colonial » à la Chambre des députés [1](#)

FIRMUS. Général berbère du IV^e siècle [1](#)

FRANCE, Anatole [1](#)

FREUD, Sigmund [1](#)

GAMBETTA, Léon [1](#) [2](#)

GAULIER, Alfred-Nicolas. Député [1](#)

GAULLE, Charles de (général) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#) [16](#) [17](#) [18](#)

GAUTIER, Émile-Félix. Ethnologue et géographe, professeur honoraire à l'Université d'Alger, il est spécialiste de l'Afrique du Nord et du Sahara [1](#) [2](#)

GERENTE, Paul. Sénateur d'Alger de 1894 à 1912 [1](#)

GIRAUD, Henri (général). Appelé au Maroc par Lyautey, il participe à la campagne du Rif de 1922 à 1926. En novembre 1942, à Alger, il assume, après l'assassinat de Darlan, le commandement en chef de l'Afrique française [1](#) [2](#) [3](#)

GIROUD, Françoise [1](#)

GRACCHUS, Tiberius Sempronius [1](#)

GUIZOT, François [1](#) [2](#)

HADJ HAMOU, Abdelkader. Écrivain algérien d'origine arabo-berbère, il est vice-président de l'Association des écrivains algériens après la Seconde Guerre mondiale [1](#)

HAGEL, Charles. Écrivain algérien [1](#)

HALPHEN, Louis [1](#)

HAUSNER, Gideon. Procureur lors du procès d'Adolf Eichmann, ouvert à Jérusalem le 11 avril 1961 [1](#)

HEGEL, Georg Wilhelm Friedrich [1](#)

HÉRISSON, Maurice d'Irisson, dit comte d' [1](#)

HUGO, Victor [1](#) [2](#)

HUSSERL, Edmund [1](#)

ISAAC, Jules [1](#)

JAURÈS, Jean [1](#) [2](#)

JEAN, Alain [1](#)

JEANNE D'ARC [1](#)

JEANSON, Francis. Journaliste, philosophe, gérant des *Temps modernes* de 1951 à 1956, il crée un réseau de transport de fonds pour le FLN, démantelé en 1960 [1](#)

JONNART, Charles. Ambassadeur, ministre, fondateur de l'Université d'Alger en 1909, il est gouverneur général de l'Algérie à diverses reprises entre 1900 et 1919 [1](#) [2](#) [3](#)

JOUHAUD, Edmond (général). Résistant, commandant de l'air en Indochine, il est mis en disponibilité en 1960 et se retire en Algérie, où, en avril 1961, il prend part au putsch dit « des généraux » et devient un des chefs de l'OAS [1](#)

JOYCE, James [1](#)

JUGURTHA [1](#) [2](#)

JULIEN, Charles-André. Professeur d'histoire de la colonisation à la Sorbonne [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#)

JULLIARD, Jacques [1](#) [2](#)

KAHINA, Yemma al- [1](#)

KITCHENER, Horatio Herbert, *dit* lord [1](#)

LA BOURDONNAYE, François Régis de, comte de La Bretèche. Émigré en 1791, contre-révolutionnaire sous la Restauration, il est ministre de l'Intérieur du cabinet Polignac en 1829 [1](#)

LACOSTE, Robert. Syndicaliste, grand résistant, ministre résident et gouverneur général de 1956 à 1958, il rejoint le Rassemblement pour l'Algérie française et justifie la torture [1](#) [2](#) [3](#)

LACOUTURE, Jean [1](#)

LAGAILLARDE, Pierre. Avocat, ancien député, il est l'instigateur de la « semaine des barricades », en janvier 1960, et l'un des fondateurs de l'OAS [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#)

LAMBERT (abbé). Prêtre suspendu, sourcier, démagogue, élu maire d'Oran en 1934, il prêche la mobilisation contre les juifs et le Front populaire [1](#) [2](#)

LAMORICIÈRE, Christophe Louis Léon Juchault de (général). Figure légendaire de l'armée d'Afrique, chef du premier bureau arabe, il obtient la soumission d'Abd el-Kader en 1847 [1](#) [2](#)

LAURIOL, Marc. Professeur de droit, député d'Alger de 1958 à 1962, vice-président de l'Union pour le salut et le renouveau de l'Algérie française, présidée par Jacques Soustelle [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

LE BEAU, Georges. Gouverneur général de l'Algérie de 1935 à 1940 [1](#)

LE GALL, Clotaire. Spahi exécuté le 8 août 1960 par le FLN en compagnie de Michel Castera [1](#)

LEBLOND, Marius-Ary. Nom de plume de deux écrivains réunionnais, Georges Athénas et Aimé Merlo, qui étaient cousins [1](#) [2](#)

LECOQ, Louis. Écrivain algérianiste [1](#) [2](#)

LENTIN, Albert-Paul. Journaliste pied-noir et militant anticolonialiste [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#)

LEYGUES, Georges. Député, ministre [1](#)

LOUIS XIV [1](#)

LÜTHY, Herbert. Historien et journaliste suisse de langue allemande [1](#)

MAC-MAHON, Edme Patrice Maurice, comte de, duc de Magenta (maréchal de France). Après avoir participé à l'expédition d'Alger en 1830 puis aux campagnes de Crimée et d'Italie, il est gouverneur de l'Algérie de 1864 à 1870 [1](#)

MAISTRE, Joseph, comte de [1](#)

MALET, Albert [1](#)

MALOUET, Pierre Victor, baron [1](#)

MALRAUX, André [1](#) [2](#)

MAO, Tsé-toung [1](#)

MARTEL, Charles [1](#)

MARTIN, Claude [1](#)

MARTINEAU, Alfred. Député [1](#)

MASSINISSA [1](#)

MASSU, Jacques (général). Président du comité de salut public d'Alger, en mai 1958, son rappel en métropole lance la « semaine des barricades », le 24 janvier 1960 [1](#) [2](#) [3](#)

MAUPASSANT, Guy de [1](#) [2](#)

MAURIAC, François [1](#)

MAURRAS, Charles [1](#)

MENDÈS FRANCE, Pierre. Député radical-socialiste, ministre de l'Économie, président du Conseil de 1954 à 1955, il met fin à la guerre d'Indochine et accorde l'autonomie interne à la Tunisie [1](#) [2](#)

MESSALI HADJ, Ahmed. Fondateur du Parti populaire algérien, il lance en 1946 le MTLD (Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques) puis le MNA (Mouvement national algérien) [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

MICHELIN, Henri-Joseph. Député [1](#)

MILLE, Pierre [1](#)

MILLOT, Louis. Professeur à la faculté des lettres d'Alger, directeur des affaires musulmanes [1](#)

MIRABEAU, Honoré Gabriel Riqueti, comte de [1](#)

MITTERRAND, François. Ministre de l'Intérieur du gouvernement Mendès France quand éclate l'insurrection algérienne en 1954, il est garde des Sceaux du cabinet Guy Mollet de 1956 à 1957 [1](#)

MOCH, Jules. Député socialiste, huit fois ministre, il est ministre de l'Intérieur en mai 1958 [1](#) [2](#)

MOKRANI, *voir* EL-MOKRANI [1](#)

MOLLET, Guy. Secrétaire général du parti socialiste, président du Conseil de 1956 à 1957, il vote les pleins pouvoirs au général de Gaulle le 2 juin 1958 [1](#) [2](#) [3](#)

MONTAGNAC, Lucien de [1](#)

MONTESQUIEU, Charles de Secondat, baron de La Brède et de [1](#)

MORINAUD, Émile. Journaliste radical, franc-maçon, élu député en 1898, il prend la tête du parti antijuif en Algérie [1](#)

MUSETTE, pseudonyme d'Auguste Maurice Victor Robinet [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

NAEGELEN, Marcel-Edmond. Député socialiste, ministre, gouverneur général de l'Algérie de 1948 à 1951, il prend position en 1956 pour l'Algérie française [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

NAPOLÉON III [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

NOUSCHI, André [1](#)

ORLÉANS, Ferdinand-Philippe, duc d' [1](#) [2](#)

ORTIZ, Joseph, *dit* Joe. Cafetier, il est un des meneurs de la « semaine des barricades » à Alger, en janvier 1960 [1](#) [2](#)

PAVLOV, Ivan Petrovitch [1](#)

PEETERS, Benoît [1](#)

PÉGUY, Charles [1](#)

PEIN, Théodore (colonel) [1](#) [2](#)

PENOT-LACASSAGNE, Olivier [1](#)

PÉRIER (famille). Imprimeurs lorrains, fondateurs de *L'Écho d'Oran* [1](#)

PIRENNE, Henri [1](#)

PIVETEAU, Bernard [1](#)

POMIER, Jean. Poète, attaché de préfecture nommé à Alger dans les années 1910, il fonde, avec Robert Randau, le courant littéraire algérianiste et préside l'Association des écrivains algériens [1](#)

PROUST, Marcel [1](#)

PSICHARI, Ernest [1](#)

RANDAU, Robert Arnaud, *dit*. Administrateur des colonies, écrivain, il est un des fondateurs du courant littéraire algérianiste [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#)

RECLUS, Élisée [1](#)

RÉGIS, Massimiliano Milano, *dit* Max. Directeur du journal *L'Anti-Juif*, il est élu maire d'Alger en novembre 1898 [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

RÉGNIER, Marcel. Ministre de l'Intérieur en 1935, il est l'auteur du décret visant à réprimer toute manifestation contre la souveraineté française en Algérie [1](#)

REVEL, Jean-François [1](#) [2](#)

REYNAUD, Paul [1](#)

RIDGWAY, Matthew Bunker (général). Commandant en chef des forces de l'Atlantique Nord en Europe [1](#)

RIOUX, Jean-Pierre [1](#)

ROBESPIERRE, Maximilien de [1](#)

ROLLAND, Romain [1](#)

ROY, Jules [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

SAADANE, Ahmed Cherif, *dit* Chérif Saâdane (docteur). Un des chefs du mouvement national algérien, il fonde avec Ferhat Abbas, en 1946, l'Union démocratique du Manifeste algérien (UDMA) [1](#)

SAGNAC, Philippe [1](#)

SAINT-ARNAUD, Arnaud Jacques, *dit* Jacques Achille Leroy de Saint-Arnaud (maréchal de France). Après avoir servi en Algérie de 1831 à 1851, il devient ministre de la Guerre et assure le succès du coup d'État de Louis Napoléon Bonaparte, le 2 décembre 1851 [1](#) [2](#)

SAINT LOUIS (Louis IX) [1](#)

SALAN, Raoul (général). Nommé délégué général du gouvernement en Algérie après les événements de mai 1958, il démissionne et prend part au putsch militaire du 22 avril 1961 [1](#) [2](#)

SARTRE, Jean-Paul [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

SAVARY, Alain. Né en Algérie, compagnon de la Libération, il quitte la SFIO en 1958 et participe en 1960 à la fondation du Parti socialiste unifié (PSU) [1](#) [2](#) [3](#)

SCHWARTZ, Laurent [1](#)

SCHWARZ-BART, André [1](#)

SÉRIGNY, Alain Le Moyne, comte de. Directeur de *L'Écho d'Alger*, élu à l'Assemblée algérienne en 1948, partisan de l'Algérie française, il s'oppose au général de Gaulle [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

SIRINELLI, Jean-François [1](#)

SOUSTELLE, Jacques. Ethnologue, grand résistant, député et ministre, gouverneur général de l'Algérie de 1956 à 1957, il crée en 1959 le Rassemblement pour l'Algérie française avant de rejoindre l'OAS en 1961 [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#)

SPINOZA, Baruch [1](#)

STERNBERG, Fritz. Économiste marxiste et socialiste allemand [1](#)

SUSINI, Jean-Jacques. Militant du RPF, président de l'Association générale des étudiants d'Algérie, il est un des instigateurs de la « semaine des barricades », en janvier 1960, et le fondateur de l'OAS [1](#) [2](#)

TAHRAT, Larbi. Instituteur à Constantine, militant syndicaliste, il anime le Congrès musulman [1](#)

TCHAKHOTINE, Serge. Sociologue, disciple de Pavlov, il publie en 1939 *Le Viol des foules par la propagande politique* [1](#)

THARAUD, Ernest et Charles, *dits* Jérôme et Jean. Écrivains proches de Maurice Barrès [1](#)

THIERRY, Augustin [1](#) [2](#)

THIERS, Adolphe [1](#)

THOMSON, Gaston, Arnold, Marie. Journaliste, ministre, il est député de Constantine de 1877 à 1932 [1](#) [2](#) [3](#)

THOREZ, Maurice [1](#)

TILLION, Germaine [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#) [10](#) [11](#) [12](#) [13](#) [14](#) [15](#)

TOCQUEVILLE, Alexis Charles Henri Clérel de [1](#)

TODOROV, Tzvetan [1](#)

URBAIN II, Eudes de Châtillon (ou Odon de Lagery), pape sous le nom d' [1](#)

URBAIN, Thomas, *dit* Ismaÿl. Journaliste et interprète, conseiller personnel de Napoléon III pour les affaires algériennes [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

VAILLAND, Roger [1](#)

VIOLLETTE, Maurice. Avocat, député radical, sénateur, ministre, il est gouverneur général de l'Algérie de 1925 à 1927 [1](#) [2](#) [3](#) [4](#) [5](#) [6](#) [7](#) [8](#) [9](#)

VITAL, Auguste (docteur). Observateur des débuts de la colonisation, il entretient une correspondance suivie avec Ismaÿl Urbain [1](#) [2](#)

VOLTAIRE, François Marie Arouet, *dit* [1](#)

WALDECK-ROUSSEAU, Pierre. Avocat, député, ministre, sénateur, il est président du Conseil de 1899 à 1902 [1](#)

WALSIN-ESTERHÁZY, Jean Louis Marie Ladislas (général) [1](#)

WARNIER, Auguste Hubert. Médecin, député d'Alger, hostile à la politique d'Ismaïl Urbain, il défend les intérêts des colons [1](#) [2](#) [3](#) [4](#)

WENDEL, de (famille). Maîtres de forges [1](#)

XAVIER (commandant) [1](#) [2](#)

YACEF, Saâdi (commandant). Combattant du FLN, il est, lors de la bataille d'Alger, en 1957, le chef de la zone autonome de la ville [1](#)

YAZID, Mohammed. Porte-parole du FLN à l'ONU, membre du CNRA (Comité national de la révolution algérienne) [1](#)

ZELLER, Marie André (général). Chef d'état-major et inspecteur général de l'armée en 1955, démissionnaire en 1956, rappelé par de Gaulle en 1958, il est un des responsables du coup d'État d'Alger d'avril 1961 [1](#)

Le Format epub a été préparé par
[NordCompo](#)
à partir de l'édition papier du même ouvrage
Réalisation : [NordCompo](#)
Impression : Normandie-Roto impression S.A.S. à Lonrai
Dépôt légal : novembre 2012
N° d'édition : 2184
ISBN : 9782267024234/ Imprimé en France
ISBN ePub : 9782267024258